MÉMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE FRANCE.

Digitized with financial assistance from the
Government of Maharashtra
on 26 June, 2018

Desaix.

MÉMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE FRANCE.

SOUS LE GOUVERNEMENT DE NAPOLÉON BUONAPARTE, ET PENDANT L'ABSENCE DE LA MAISON DE BOURBON ;

Contenant des anecdotes sur les principaux personnages de ce temps :

36451
ac

PAR J.-B. SALGUES.

III

TOME TROISIÈME.

A PARIS,

CHEZ FAYOLLE, Libraire, rue Saint-Honoré, N°. 184, près l'église Saint-Roch.

M DCCC XIV.

1814

IMPRIMERIE DE FAIN, PLACE DE L'ODÉON.

AVERTISSEMENT.

Il s'est écoulé un temps beaucoup trop long entre ce 17e. cahier et le 16e.; je n'entretiendrai point le public des causes de ce retard; je me contenterai de le prévenir que le 18e. paroîtra sous peu de jours, et que, dorénavant, les livraisons se succéderont de mois en mois.

J'ai renfermé dans le cahier que je présente, près de deux années de l'histoire du directoire. Soixante à quatre-vingt pages sont un champ bien étroit pour tant d'événemens.

Mais je n'ai pas dû oublier que j'écris des mémoires sur Buonaparte, et non sur la République. J'ai du ne présenter que les faits absolument nécessaires pour lier toutes les parties de mon sujet et donner une idée abrégée de la situation de la France à l'époque où Buonaparte en prit le gouvernement.

J'aurois désiré être moins resserré dans les bornes que me prescrit mon sujet;

jaurais pu présenter l'histoire du directoire avec plus de franchise et de liberté qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. Mais je dois reconnoître que les auteurs qui m'ont précédé n'avoient pas le même avantage que moi; ils étoient tenus à plus de ménagemens; ils se sont vu souvent dans la nécessité de sacrifier à des considérations particulières, et de céder à l'esprit du temps. De là des réticences et des déguisemens que la véracité de l'histoire ne souffre pas; de là des éloges à des hommes dignes de blâme, et le blâme à des hommes dignes d'éloges. Qui eût osé, sous le règne de Buonaparte, parler avec intérêt (que dis-je? avec décence) de nos légitimes souverains, alors malheureux et exilés? Qui eût osé donner des louanges aux princes de leur famille, plaindre le sort des peuples conquis, des monarques détrônés? Ne valoit-il pas mieux acheter par un peu de condescendance la faveur de celui qui commandoit? Etoit-ce avec de l'élévation dans l'âme, de la fierté et de l'indépendance dans le carac

tère qu'on pouvoit se promettre des emplois, des honneurs, des pensions ?

C'est à la vérité une grande vertu, et une haute éloquence, que de savoir quelquefois se taire ; mais comment se taire quand on peut joindre au plaisir de parler, celui d'améliorer son bien être. On trouvera donc peu de ressemblance entre ce qu'on a écrit sur le directoire et ce que je viens d'écrire. Mais cette différence, si elle n'est pas au profit du talent, sera du moins au profit de la vérité. Je ne dissimulerai pas le bien qu'a fait Buonaparte ; la France lui a dû beaucoup, et les premières années de son consulat seront toujours les plus belles de sa vie. Je n'exagérerai pas non plus les fautes de son gouvernement et celles de son cœur ; pour en comprendre toute la gravité, il suffit de les exposer sans dissimulation. Buonaparte eût certainement l'art de gouverner ; mais il ne connut pas les bornes de cet art, et ce fut parce qu'il ne sut pas les respecter qu'il tomba.

Cette chute eût fait plus de mal aux Français que toute sa gloire ne leur avoit fait de

bien, s'ils n'eussent pas eu le bonheur de trouver, dans le principe de la légitimité, un terme à toutes les ambitions et à tous les mouvemens révolutionnaires. Rien n'est, suivant moi, plus digne d'attention et de respect que la haute sagesse du prince qui, au milieu de tant d'orages, après un naufrage subit et imprévu, a su, avec tant d'habileté, gouverner le vaisseau de l'état, et le maintenir, trois ans, contre tous les vents des factions et les hostilités des saisons. Que le souffle de la guerre cesse pendant quelques années d'agiter l'Europe, le souffle des factions cessera aussi d'agiter les peuples, et nous pourrons encore retrouver ces jours de bonheur, perdus depuis tant d'années, et qu'aucune époque de la révolution n'a jamais pu nous rendre.

TABLE

DES CHAPITRES

CONTENUS DANS LE TOME DEUXIÈME.

CHAPITRE Ier. Dernières opérations de Buonaparte en Italie. Congrès de Rastadt. Retour de Buonaparte à Paris. Préparatifs contre l'Angleterre. 1

CHAP. II. Élévation de la famille de Buonaparte. Révolution de Rome. 49

CHAP. III. Situation intérieure de la France. Attentats commis dans l'intérieur de Paris. Préparatifs contre l'Angleterre. Conduite de Buonaparte. Inquiétudes du directoire. 81

CHAP. IV. État extérieur de la France. Suites de la révolution de Rome. Projets hostiles contre les rois de Naples et de Sardaigne. Événemens à Vienne. Retraite de l'ambassadeur françois. Expédition d'Égypte. Départ de Buonaparte pour Toulon. . . . 108

CHAP. V. Discours et proclamation de Buonaparte à son armée. Départ de la flotte.

Nombre de vaisseaux employés à l'expédition. Liste des Savans. Prise de Malte. 161

Chap. VI. Débarquement de la flotte en Égypte. Prise d'Alexandrie. Détails sur cette ville. Marche de l'armée dans l'intérieur de l'Égypte. 179

Chap. VII. Situation de l'Égypte à l'arrivée des François. 241

Chap. VIII. Souffrances de l'armée françoise dans le désert. Combat des Pyramides. Prise du Caire. Description de cette ville. 263

Chap. IX. Bataille navale d'Aboukir. Destruction de la flotte françoise, Suites de ce désastre. 321

Chap. X. Effets de la bataille d'Aboukir sur les cours de l'Europe. Insurrections en Égypte. Mesures prise par Buonaparte pour en arrêter le cours. Supplice du cheik d'Alexandrie. 353

Chap. XI. Insurrection du Caire. Occupation de Suez. 392

Chap. XII. Arabes-Bédouins. Mesures prises pour les contenir. Travaux de l'Institut. Intrigue amoureuse de Buonaparte. Son entretien dans la grande pyramide de Cheops avec les muftis et les imans. . . 421

Chap. XIII. Détails sur l'expédition de Suez. Préparatifs de l'expédition de Syrie. . . . 441

Chap. XIV. Situation de la Haute-Égypte. Combats et victoires de Desaix. 451

CHAP. XV. Expédition de Syrie. 462
CHAP. XVI. Premiers succès de l'armée française en Syrie. Prise d'El-Arich, de Gaza, de Jaffa. Massacre des prisonniers de guerre. Marche de l'armée sur Saint-Jean-d'Acre. 481
CHAP. XVII. Proclamation de Buonaparte aux habitans de Jérusalem. Combat contre les anciens Samaritains. Siége de Saint-Jean-d'Acre. Bataille du Mont-Thabor. Revers de l'armée françoise. Sa retraite. Cruelle détermination envers les malades de Jaffa. Incendie de la Palestine. Retour de Buonaparte au Caire. 504
CHAP. XVIII. Situaton du Caire et de l'Égypte en l'absence de Buonaparte. Troubles dans l'intérieur des provinces. Apparition de l'ange El-Mohady. Expédition sur les bords de la mer Rouge. Débarquement d'une armée turque à Aboukir. Victoire des François. 561
CHAP. XIX. Départ subit de Buonaparte. Dispositions de l'armée après cet événement. 589
CHAP. XX. État de l'Égypte. Pénurie des finances. Dénûment général de l'armée. Rapport envoyé au directoire par le général Kléber. Ses combats, ses victoires, sa mort. 604

FIN DE LA TABLE DU TOME DEUXIÈME.

MÉMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE FRANCE.

CHAPITRE PREMIER.

Retour de Buonaparte en France ; situation de la république à son arrivée.

Il faut maintenant quitter les rives du Nil ; témoins de tant de triomphes et de revers ; il faut revoir les bords de la Seine si long-temps délaissés, et décrire des événemens plus près de nous, et d'un intérêt bien plus puissant encore.

De nouvelles destinées vont s'ouvrir pour la France. La présence d'un seul homme va changer ses institutions, ses lois, sa politique, et du sein des discordes, des ruines et des défaites, faire sortir une nouvelle puissance, plus forte, plus redoutable que toutes celles qui se sont succédées depuis la chute du trône. Témoin de nos désastres pendant les douze dernières années du 18e. siècle, l'Europe verra tout renaî-

tre pendant les douze premières années du 19e. Cette république si menaçante tombera, et sur les débris de l'anarchie s'élevera un édifice colossal, destiné à tomber comme elle, et dont la chute retentit encore dans le monde entier.

Seize mois s'étoient écoulés depuis qu'entraîné par l'amour de la puissance et de la gloire, toujours fidèle à ses vues d'ambition, Buonaparte avoit conduit ses légions triomphantes jusqu'au pied des Pyramides, et planté l'étendard de la république sur les tombeaux des rois de Memphis.

A cette époque la France victorieuse dictoit des lois à toute l'Europe. L'Autriche désarmée cherchoit à réparer par des traités ce qu'elle avoit perdu dans les combats. La Prusse sollicitoit l'amitié de la république. L'empire, sans défenseurs et sans force, attendoit sa destinée des résolutions de Radstadt. La Lombardie jouissoit de la conquête de sa liberté. Gênes avoit son directoire, ses conseils et sa constitution. Rome envahie, dépouillée, pleuroit en vain la perte de son souverain, de son indépendance et de ses plus précieux monumens. Naples effrayée se hâtoit d'acquitter sa rançon. Le monarque de Sardaigne, captif dans sa capitale, se soutenoit à peine sur un trône ébranlé de toutes parts. L'Espa-

gne s'étoit depuis long-temps humiliée devant les faisceaux du directoire. Le Portugal, outragé dans son ambassadeur, redoubloit de soumissions auprès du cabinet du Luxembourg. La Hollande conquise avoit reçu du vainqueur une armée, des lois et un gouvernement. La Sublime-Porte conservoit avec les destructeurs du trône, les relations d'amitié qu'elle entretenoit, depuis plusieurs siècles, avec la monarchie. Les provinces de la rive gauche du Rhin faisoient partie des domaines de la république. La Suisse surprise, envahie, dévastée, payoit du sang de ses citoyens, de sa liberté et de ses trésors, sa politique indécise et timide. La Russie menaçoit au loin; mais ses menaces stériles se perdoient, chaque année, dans les espaces. L'Angleterre seule luttoit encore contre l'ascendant des destinées de la république; mais, réduite à ses propres forces, agitée dans son intérieur, menacée par une partie de ses sujets, que pouvoit-elle pour le salut commun, pour la défense de la liberté publique? Ainsi le grand œuvre de la révolution sembloit accompli, et les nations consternées se hâtoient d'acheter, au prix des plus douloureux sacrifices, quelques instans d'une existence incertaine et précaire. Jamais la France, animée de l'esprit de la révolution ne s'étoit montrée plus redoutable. Jamais ses ar-

mées n'avoient remporté plus de victoires, conquis plus de provinces, enfanté plus de héros; mais, semblable à ces volcans qui, prêts à s'éteindre, lancent avec plus de violence les derniers restes des feux qui les consument, la république épuisée cachoit, sous un éclat apparent, les principes d'une destruction prochaine. La funeste journée du 18 fructidor avoit tari toutes les sources de la prospérité publique. Les finances étoient désespérées, l'industrie éteinte, le commerce anéanti. Le peuple périssoit dans la misère et l'oisiveté. Également odieux aux républicains, qu'ils irritoient par l'excès du despotisme, aux royalistes, qu'ils accabloient du poids de leur rigueur, aux capitalistes, que la banqueroute de l'état venoit de ruiner, les directeurs se trouvoient comme isolés au milieu de la nation. Redoutant la paix qui les exposoit aux attaques de tous les partis, ils se voyoient obligés de chercher leur salut dans les chances périlleuses de la guerre, et vouoient au fer de leurs soldats la tête des rois pour sauver la leur propre. En vain, après tant de désastres, le traité de Campo-Formio promettoit-il quelque repos à l'Europe, le directoire cherchoit dans les débats du congrès de Radstadt de nouveaux élémens de discorde, fatiguoit par son arrogance les esprits les plus disposés à la soumission et à la paix, et dans

son orgueilleux aveuglement attisoit, de ses propres mains, le nouvel incendie qui devoit le dévorer.

Cependant la victoire continuoit d'être fidèle aux drapeaux de la république; les Suisses eux-mêmes, ces antiques et courageux défenseurs de la liberté, n'avoient pu trouver dans leur courage, ni dans leurs montagnes, un appui suffisant contre l'injuste agression du gouvernement françois. D'impitoyables conquérans, dévastoient, par le fer et le feu, ces contrées paisibles, asyle antique de la paix et de l'innocence. L'Europe s'étonnoit de voir ces audacieux républicains, qui ne sembloient ne devoir menacer que les trônes, tourner tout à coup leurs armes contre le berceau même de la liberté : on se demandoit de quelle injure étrange les Suisses s'étoient rendus coupables pour mériter un si cruel traitement?

Si l'on examine la conduite de cette brave et loyale nation, depuis la fatale journée du 10 août jusqu'à l'époque où les armées républicaines envahirent son territoire, il est difficile de trouver des dispositions plus pacifiques. Six cent quatorze de ses braves soldats avoient été indignement égorgés sur les marches du palais des Tuileries, dans l'intérieur du château, dans les rues de la capitale, pour avoir intrépidement défendu le roi et les lois; leur

major étoit mort sous la hache du bourreau ; vingt-quatre officiers avoient été impitoyablement massacrés, et leurs lambeaux sanglans portés dans les carrefours et les places publiques ; les restes de cette troupe fidèle et infortunée, réduits à se couvrir des ténèbres de la nuit pour échapper au fer de leurs assassins, étoient arrivés avec peine, nus, travestis, défigurés, à la frontière de leur patrie. Les nations indignées s'attendoient à une vengeance éclatante. « Deux siècles plus tôt, dit un de leurs » défenseurs, cinquante mille Suisses eussent » marché sans délibérer vers cette frontière » sanglante et dégarnie, et porté une seconde » fois leurs étendards sous les murs de Dijon ; » mais les circonstances, les hommes et les » temps, tout étoit changé. »

La réflexion fit taire le ressentiment ; car, avant de tenter une juste vengeance, il falloit créer les ressources qui manquoient à la Suisse. Elle étoit sans finances, et presque sans contributions. Les villes et les campagnes, accoutumées à la paix, voudroient-elles tout à coup renoncer à leurs douces habitudes pour s'armer contre une nation toute entière sous les armes? Les forces dont on pouvoit disposer suffisoient-elles pour défendre soixante lieues des frontières vulnérables en plusieurs endroits ? étoit-il sage d'attirer sur un pays heureux et paisible des

armées fanatisées et prêtes à tout entreprendre pour le succès de la révolution? Ces considérations, présentées et soutenues par quelques partisans de la France, prévalurent dans les conseils; et, sacrifiant sa douleur et son ressentiment à l'intérêt public, la Suisse prit la résolution de se renfermer dans les limites d'une neutralité absolue. Il est dans le cœur des gens de bien de supposer chez les autres les vertus qu'ils ont eux-mêmes. Les Suisses se persuadèrent que cette résolution gagneroit le gouvernement françois, et détourneroit de leur patrie l'orage qui menaçoit toute l'Europe. Toutes les régences se laissèrent égarer par des idées si conformes à la justice, et s'abandonnèrent à une douce sécurité; mais déjà quelques esprits ardens avoient adopté les principes de la révolution, et brûloient de les répandre dans leur pays. Ils profitèrent du sommeil de leurs chefs pour réussir dans leurs desseins, et commencèrent leurs attaques par le canton de Berne. Le pays de Vaud avoit été conquis en 1536 sur le duc de Savoie. La conquête s'étoit faite sans capitulation. Quelques bourgs seulement avoient obtenu la confirmation de leurs priviléges pour prix de leur soumission volontaire. Cependant le vainqueur avoit bientôt après étendu cette grâce aux communautés qui n'en jouissoient pas. Il avoit affranchi les campagnes; et, si le

pays de Vaud ne partageoit pas les priviléges de la souveraineté, il recueilloit au moins tous les avantages d'un gouvernement doux et bienfaisant. Mais les prédicateurs de révolutions n'en soutenoient pas moins que les Vaudois étoient opprimés, que l'olygarchie de Berne appesantissoit sur eux un joug despotique et intolérable. Les pétitions, les pamphlets, les écrits séditieux se multiplièrent. On institua des clubs où des orateurs fanatiques déclamèrent contre la tyrannie, et prêchèrent la révolte sous la protection de la république françoise. Cependant ces mouvemens furent long-temps sans effet; les orateurs, la plupart sans talens et sans considération, étoient peu nombreux, et leurs assemblées peu fréquentées. La population suisse et vaudoise restoit presque toute entière fidèle à ses institutions et à ses lois; le gouvernement lui-même paroissoit prendre peu d'intérêt à ces mouvemens; mais, lorsqu'il fut question de l'expédition d'Égypte, lorsque le directoire jeta les yeux sur les ressources du trésor public, qu'il en eût reconnu l'effrayante pénurie, alors il fallut chercher les moyens de suppléer à ce déficit. Berne et Rome furent les deux villes qui lui parurent offrir plus de ressources. Berne possédoit un trésor de quinze à vingt millions, fruit d'un gouvernement économe et prévoyant. Depuis le commencement

de la révolution, la Suisse avoit attiré chez elle, par l'activité de son commerce, une partie de l'or de la France. Plusieurs de ses villes jouissoient d'une aisance qui contrastoit avec la misère de la république. La guerre entre la Suisse fut donc décidée. Alors les plaintes, les accusations éclatèrent de toutes parts. Le despotisme, le faste, l'arrogance des magistrats devinrent le texte familier de toutes les déclamations. On accusa la Suisse de donner asile et protection aux émigrés. On exigea des officiers qu'ils quittassent les décorations militaires qu'ils avoient reçues de la France. On se plaignit des marques d'honneur et d'amitié que la ligue helvétique prodiguoit à l'ambassadeur anglois, et l'on demanda hautement son renvoi. La Savoie étant devenue une conquête de la république, le directoire prétendit représenter son ancien souverain, et soutint que le prince n'avoit consenti à céder le pays de Vaud que sous la clause expresse que leurs anciens états leur seroient conservés. Rien ne justifioit cette assertion; mais quinze mille hommes que le directoire faisoit marcher vers les frontières lui donnoient un grand poids. Ces quinze mille hommes étoient sous les ordres du général Menard. Au bruit de leur marche, l'honneur national se réveilla dans le cœur des Suisses; de nombreux dépu-

tés se réunirent à Lausanne, et l'on jura de mourir pour la défense des lois et de la patrie. On rassembla des troupes, le pays de Vaud lui-même fournit ses milices, et l'on déféra le commandement de ces forces au baron d'Erlach, qui le refusa. Ce fut pour la Suisse un malheur irréparable; c'étoit un homme d'une âme élevée, d'un grand courage et d'un grand caractère. On lui donna pour successeur le colonel Weiss, écrivain fécond, orateur disert, soldat médiocre. On l'a accusé depuis de trahison; il en était incapable; mais la foiblesse de son caractère, une certaine admiration pour la révolution française, une politique indécise, timide, imprévoyante, le rendoient peu digne de la haute mission qu'on lui confioit. Vingt mille hommes étoient sous ses ordres; une artillerie formidable, d'immenses approvisionnemens. Tous les Vaudois, fidèles à leur patrie, attendoient avec impatience ses premiers mouvemens. Le colonel Weiss, au lieu de profiter de ces heureuses dispositions, de marcher à son ennemi, nu, presque sans munitions et sans armes, reste inactif une semaine entière, se contente d'adresser des exhortations aux séditieux; et, quand l'ennemi approche, il se trouble, il abandonne ses positions et livre aux républicains le pays qu'il doit défendre. A la vue des drapeaux ennemis, l'incendie s'é-

lutionnaire, préparé depuis long-temps, éclate de toutes parts. Les baillis, attaqués par les jacobins vaudois, abandonnent leurs châteaux, les caisses publiques sont saisies, les diligences arrêtées, l'arbre de la liberté planté.

Lausanne devint le siége de la révolution, un conseil provisoire en dirigea tous les mouvemens. Le général Menard reçut des députations, et porta ses colonnes dans l'intérieur du pays. Cependant il avoit promis au sénat de Berne de s'interdire toute hostilité. Il falloit un prétexte pour manquer à cette promesse. Le génie révolutionnaire l'inventa facilement. Près de passer la limite, le général françois dépêche au colonel Weiss un de ses aides de camp, escorté de deux hussards. A leur retour, ils traversent le village de Thiérens; on y montoit la garde, pour repousser les agressions des révolutionnaires. Des patrouilles parcouroient les environs. A l'apparition des hussards, les sentinelles crient : *Qui vive?* et se mettent en devoir de leur disputer le passage. Ces deux françois, qui voyageoient sur la foi du droit public, se croient insultés et se précipitent sur les factionnaires le sabre à la main; les Suisses repoussent l'attaque, désarment l'un des agresseurs et étendent l'autre mort sur la terre. Ce malheureux événement, constaté par les actes et les témoignages les plus authentiques, devint le texte des

plus violentes déclamations. « C'étoit un » attentat inouï, un crime médité de sang » froid par les satellites de l'olygarchie, une » violation du droit des gens, un forfait hor- » rible, dont l'armée françoise ne pouvoit res- » ter témoin paisible, dont il falloit se hâter » de tirer une éclatante vengeance. » Le directoire, informé de cet événement, s'empressa d'en faire le sujet d'un message aux deux conseils. Berne effrayée envoya des députés, livra les malheureuses sentinelles, et souffrit qu'on brûlât sous ses yeux le village de Thiérens. Le colonel Weiss se retira sans combattre, et la Suisse resta exposée, sans défense, à tous les outrages de l'ennemi. Cependant l'imminence du danger réveille de nouveau le courage et la fierté nationale; une diète extraordinaire s'assemble et ordonne le renouvellement de l'alliance, et du serment fédératif de tous les cantons. Cette noble et patriotique solennité a lieu à Arau, et paroît d'abord ranimer dans le cœur des Suisses cet héroïque dévouement qui assura la liberté de leurs ancêtres. Mais l'amour du repos et tous les sentimens timides font bientôt place à ces généreuses inspirations. Le commissaire françois Mengaud, enthousiaste artisan de révolutions, vole à Arau, arbore l'étendard républicain; et, soutenu de quelques fanatiques démagogues, organise la révolte et

soulève la multitude. La défection s'étend jusque dans l'armée, et trois régimens refusent de marcher pour le maintien des lois de leurs pays. Dès ce moment la Suisse fut perdue. Le général Menard étoit maître du pays de Vaud, et y faisoit des levées extraordinaires et d'hommes et d'argent (1).

Invariable dans son système de peur et de ménagemens, le conseil souverain convoqua une assemblée de députés, et s'engagea, par serment, à faire dans la constitution des états suisses des changemens favorables au peuple. Bâle, livrée aux créatures et aux machinations de la république françoise, commença le bouleversement. Égarés par les prédications démagogiques, des paysans attaquèrent les baillis, pillèrent leurs châteaux, abolirent la régence et proclamèrent l'égalité. Le ministre Mengaud somma la ville de Berne de casser ses magistrats, de convoquer une assemblée du peuple, d'en reconnaître la souveraineté, et d'établir un gouvernement provisoire conforme aux principes de la démocratie, de décreter la liberté de la presse, et de décerner les indemni-

(1) Ce pays fut imposé à 700,000 livres. On lui demanda quatre mille volontaires. On le chargea de nourrir et d'habiller l'armée françoise.

tés à tous les individus persécutés pour leurs opinions. Tant d'audace et d'injustice soulève enfin le peuple et ses magistrats. On charge les députés de Bâle de déclarer au commissaire qu'on n'obéira point. Dans tous les rangs, dans tous les âges, la résolution de sauver l'état s'élève au-dessus de toutes les considérations pusillanimes. Les femmes elles-mêmes inspirent aux hommes l'indignation, le courage et le dévouement. Tout est prêt à marcher; mais en ce moment la face des choses venait de changer. Ce n'étoit plus le général Menard, mais le général Brune qui commandoit dans le pays de Vaud. Il arrivoit d'Italie avec des forces nouvelles, et, en apparence, avec des sentimens nouveaux; il se présentoit plus en négociateur qu'en général. Loin de menacer, il parloit de conciliation, donnoit des espérances, flattoit par ses promesses.

Le conseil lui envoya des députés qui revinrent charmés de sa politesse, de son affabilité, de la bonne foi qui perçoit dans tous ses discours. On passe aussitôt du désespoir à la joie; il propose et l'on accepte une trève de quinze jours; on attend avec confiance les résolutions du directoire. Le général françois annonce qu'elles seront d'une nature très-pacifique. Cependant une nouvelle armée républicaine s'avance sous les ordres du général Schawembourg. La trève

est près d'expirer ; les résolutions du directoire arrivent et excitent une indignation générale. Il ne s'agit de rien moins que de dissoudre l'armée. Le peuple de Berne reconnoît le piége, et sa fureur s'exalte au plus haut degré. Hommes, femmes, enfans, vieillards, tout est prêt à combattre. Le général républicain propose une nouvelle trève de trente heures; on l'accepte avec transport ; et l'on se flatte encore d'arriver à des termes de conciliation, lorsque le canon retentit sur plusieurs positions. Les Suisses surpris, combattent avec intrépidité, mais sans ordre, et se voient, malgré leurs efforts héroïques, forcés de se replier. Le courageux et loyal d'Erlach est dans leurs rangs. Mais ni son habileté, ni sa valeur ne peuvent sauver ses braves bataillons. Les femmes, les enfans combattent en vain à côté de leurs époux et de leurs pères ; le nombre, la tactique, et l'habitude des combats assurent partout la victoire aux François. Le général Schawembourg marche sur Soleure, qui ouvre ses portes ; Fribourg est pris d'assaut; la désolation et le désespoir sont partout. Le cri, *nous sommes trahis*, retentit dans tous les rangs; le soldat furieux tourne ses armes contre ses propres chefs ; plusieurs sont égorgés ; le désordre est à son comble ; Berne n'a plus de défenseurs ; et le vainqueur entre dans ses murs au milieu du tumulte, de la rage et de la con-

sternation universelle. Rien ne peut rendre la confiance aux soldats et aux paysans égarés ; la vertu elle-même ne sauroit défendre les hommes les plus dignes de la confiance publique. Le général d'Erlach, objet de la vénération de ses concitoyens, ne paroît aux yeux de quelques forcenés qu'un traître digne du dernier supplice. On l'attache à un char, on l'accable d'insultes, on le traîne quelque temps au milieu des imprécations d'un peuple ivre de fureur, et mille coups de haches et de baïonnettes mettent enfin un terme à une vie noblement employée au service de sa patrie. Avant le combat il avoit dit au jeune de Varicourt, son aide de camp : *Mon ami, je vois lever le soleil, mais je ne le verrai pas coucher:* Il espéroit trouver une mort glorieuse dans les rangs ennemis. Le Ciel en avoit ordonné autrement (1).

Si la liberté helvétique périt sous les murs de Soleure, de Berne et de Fribourg, elle ne pé-

(1) Ces scènes tragiques ont été énergiquement décrites par le célèbre publiciste Mallet Dupan, qui dut à son dévouement pour la Suisse, d'être banni du territoire suisse par ordre du directoire. Il cite, au sujet de l'infortuné d'Erlach, une anecdote dont il se rend garant. Les assassins du malheureux d'Erlach, ayant été interrogés quelques jours après sur les motifs de tant de férocité, ces misérables,

rit pas au moins sans honneur. Dans la crise effrayante où les cantons se trouvoient, on avoit ordonné la levée de la *landsthurm*. Huit cents femmes des environs de Berne s'y enrôlèrent, et soutinrent le feu dans les derniers combats. A Fraubunnen, deux cent soixante femmes, armées de faux, de fourches et de pioches, se précipitèrent héroïquement sur l'ennemi. Cent quatre-vingt furent tués. Une d'entre elles nommée *Glar*, avoit à ses côtés ses deux filles et trois petites-filles, dont la plus jeune n'avoit pas dix ans. Elles périrent toutes les six. *Newenegg*, *Lopen*, *Lengnau* s'illustrèrent par des traits semblables. Le sénateur Effinguer, âgé de soixante-dix ans, se mit à la tête d'une compagnie de grenadiers, et trouva avec eux une mort glorieuse dans les rangs ennemis. Un autre sénateur, M. Herbert, se brûla la cervelle pour ne pas survivre à la ruine de sa patrie. Vingt paysans, armés de massues, se barricadent dans une ferme. On les somme de se ren-

---

touchés de remords et de pitié, cherchèrent à se justifier : « Les François, dirent-ils, nous ont montré des lettres du » général d'Erlach, par lesquelles il leur promettoit de nous » trahir et de nous faire battre. »

Mallet Dupan ajoute que plus de deux mille soldats avoient reçu des lettres où on leur faisoit la même confidence.

dre. Ils persistent ; les François embrasent la maison, et les descendans de Guillaume Tell expirent dans les flammes. L'Underwald donne le même exemple d'un dévouement et d'une résolution désespérés. Une forte colonne de François embarquée à Lucerne sur des radeaux chargés d'artillerie, vient attaquer quatorze cents hommes retranchés sur les bords du lac ; elle est d'abord repoussée avec une perte énorme ; une seule décharge du rivage coule deux barques qui portent cinq cents hommes. Les François, découragés, refusoient de retourner au combat ; mais le général Schawembourg promet une gratification de mille écus à la première barque qui abordera. Cette mesure produit son effet. Une première barque atteint le bord, et met à terre deux mortiers qui démontent la batterie des Suisses. Deux autres colonnes descendent sur deux autres points, marchent par des sentiers détournés, et enveloppent la petite troupe de héros. Alors le carnage devient horrible ; les Suisses font feu de tous côtés, se battent corps à corps, pénètrent dans les rangs ennemis et reçoivent la mort après l'avoir donnée. On vit de ces montagnards étouffer dans leurs bras robustes des officiers françois. Les vieillards, les femmes, les enfans se précipitent au milieu des bataillons françois, et, au défaut d'autres armes, frappent leur ennemi de tronçons

de corps humains. A Stanz, deux cents hommes du canton de Schwitz jurent à la face du ciel de ne point survivre à leurs frères, de mourir en les vengeant. Tous accomplissent leur vœu, tous meurent les armes à la main. Que dis-je! deux cents forçats enfermés à Berne étoient réclamés par le général Schawembourg. On leur laisse le choix, ou de rejoindre l'armée françoise, ou de combattre pour leur pays; ils acceptent ce dernier parti et périssent tous à Fraubrunnen.

Ainsi finit la souveraineté de Berne. Heureuse encore si, en perdant sa liberté et ses lois, elle eût pu détourner de ses campagnes et de ses murs les dernières extrémités de la guerre, et trouver quelque générosité dans son vainqueur. Mais les malheurs de Berne ne furent que le prélude de plus grands malheurs. Aux fureurs des combats se joignirent toutes les horreurs de l'incendie, du meurtre, du pillage. Une affreuse rivalité de brigandages s'établit entre les agens civils et les agens militaires du directoire (1). Du canton de Soleure saccagé, l'armée de Schawembourg s'élança sur les campagnes du canton de Berne. Plus de trente vil-

(1) On enleva jusqu'aux ours de Berne, qu'on transporta à Paris.

lages furent mis au pillage, maisons, châteaux, fermes, tout fut impitoyablement dévasté. La basse ville de Fribourg et les habitations voisines subissent le même sort. Une proclamation du général Brune proscrit ces dévastations, mais ne les arrête pas. Trois hommes sont fusillés, les autres bravent la rigueur des lois militaires. L'armée d'Italie seule se distingue par sa modération et sa discipline. Mais le général en chef s'empare militairement du trésor de l'état, de toutes les caisses publiques, de toutes les caisses particulières des patriciens.

Les magasins, les dépôts publics, l'arsenal, des amas immenses de vins, de grains, de munitions de tous les genres, deviennent la proie du vainqueur. Tout est également enlevé à Fribourg et à Soleure. Les habitans de ces malheureuses contrées avoient, quelques mois auparavant, déposé dans les montagnes de l'Oberland ce qu'ils avoient de plus précieux, leur or, leurs subsistances, leurs canons. Le dépôt est découvert, l'Oberland est menacé, les richesses sont livrées. Brune quitte la Suisse pour aller commander en chef l'armée d'Italie. D'impitoyables vampires lui succèdent. Cinq magistrats de Soleure, onze de Berne, sont arrachés de leurs maisons, et enfermés comme otages dans la citadelle de Strasbourg. Le commissaire français frappe la première de ces villes de trois

cent mille francs, la seconde de huit cent mille francs de contributions.

Bientôt Lucerne, Zurich, le Valais, Saint-Gall sont envahis. La proscription s'étend sur l'Helvétie toute entière.

Sion est livré aux flammes, l'armée du général Schawembourg inonde de ses soldats et de ses percepteurs toute le contrée jusqu'au lac de Constance. Le commissaire Le Carlier paroit au directoire trop humain, Rewbell lui substitue Rapinat, dont le nom seul est le présage effrayant des plus horribles dévastations. Les trésors et les caisses publiques de Lucerne, de Zurich et du Valais, disparoissent sous les serres de ce nouveau ravisseur. Les réquisitions pleuvent sur les ruines de la Suisse. Six abbayes sont condamnées à sept cent cinquante mille francs de contributions; les patriciens de Berne à six millions; Zurich, Lucerne, Fribourg à sept millions. Des cris s'élèvent de toutes parts, les zélateurs même de la révolution helvétique sont effrayés de tant de brigandages, et accusent hautement Rapinat; mais l'inflexible spoliateur poursuit le cours de ses dévastations, et la terreur le devance partout

Le fanatisme révolutionnaire n'avoit pas encore osé porter ses enseignes au sein des cantons démocratiques. Le directoire en ordonne

la conquête, et Schawembourg fait marcher, au nom de la liberté, ses bataillons républicains contre le plus libre et le plus républicain des peuples. Mais ici la fortune change et se déclare enfin pour la justice. Deux officiers pleins de bravoure et de résolution, MM. de Reding et de Paravicini, se mettent à la tête des intrépides milices des cantons, tuent trois mille hommes à l'armée françoise, et, par une capitulation honorable, lui ferment l'entrée de leurs indigentes, mais belliqueuses provinces. Pour se dédommager de cet échec, elle tombe sur l'abbaye de Notre-Dame-des-Ermites, la pille et la détruit.

Enfin ces excès semblent un instant éveiller la miséricorde du directoire. Rapinat est destitué, et la Suisse se croit libre. Mais Rapinat reparoît bientôt plus puissant, plus disposé au pillage que jamais. Au milieu de ce torrent de calamités la Suisse avoit perdu sa constitution; sa république fédérative s'étoit changée en république une et indivisible. Elle avoit, comme la république françoise, son directoire, son conseil des anciens, et son conseil des jeunes, et, pour comble de malheur, une alliance offensive lioit sa destinée à celle de la France. Telle fut l'issue de cette guerre, entreprise en apparence pour la libération des peuples, mais en réalité pour subvenir aux

frais d'une grande expédition méditée au loin, contre un autre peuple. Trente à quarante millions de spoliations de tous genres furent le fruit de cette indigne et sanglante expédition(1). Genève et Mulhausen furent détachées de la ligne suisse, et perdirent leur indépendance en se confondant dans la foule des départemens françois.

Tandis que la fortune couronnoit partout l'audace de l'armée républicaine, l'intérieur de la France étoit agité par les plus violentes discordes. Les partisans de la liberté absolue dominoient, dans une partie des provinces, et menaçoient de ramener dans le sein de leur patrie les excès qui l'avoient désolée en 1793.

Une foule d'hommes, audacieux et turbulens, agitoient les deux conseils. Les directeurs luttoient, mais leur autorité perdoit chaque jour quelque chose de sa prépondérance. Cependant ils venoient d'admettre dans leur sein, à la place du directeur François de Neuf-

(1) Cette somme fut celle que le directoire retira. Mais on estime à cent vingt millions le montant du butin de tous genres, enlevé à la Suisse. D'après un état publié dans le *Mercure Britannique*, Rapinat eût pour sa part un million ; le général S..... et le commissaire ordonnateur R.... autant ; le secrétaire de Rapinat trois cents mille liv., etc. Chaque valet eut aussi sa part du pillage général.

château, un homme dont le caractère et les talens pouvoient leur promettre quelque appui, et servir utilement à maintenir les mécontens : c'étoit l'ex-conventionnel Treilhard, alors ministre plénipotentiaire à Radstadt ; il s'étoit fait remarquer à l'assemblée constituante par l'inflexibilité de ses opinions. Il avoit provoqué l'extinction des ordres religieux, la vente des biens ecclésiastiques, et cette constitution civile du clergé, source de tant de troubles, d'exils et de supplices. Devenu membre de la convention, il n'avoit pas craint de voter la mort de son souverain, et s'étoit déclaré pour le code de 1793 contre la faction de la Gironde, à laquelle il s'étoit joint précédemment pour renverser le trône.

Ses ennemis même convenoient qu'il avoit une grande habitude des affaires, une éloquence mâle, des mœurs graves et austères ; on pouvoit condamner ses opinions, mais sa probité étoit à l'abri de tout reproche. On lui donna pour successeur, à Radstadt, un autre ex-conventionnel, nommée *Jean de Bry*, célèbre dans la révolution par sa haine pour les rois et le fanatisme de ses opinions ; c'étoit lui qui avoit fait la proposition de lever une légion de tyrannicides destinée à aller frapper les monarques sur leur trône.

L'ex-directeur François de Neufchâteau

fut, de son côté, honoré du titre de ministre plénipotentiaire, et reçut ordre de se rendre à Seltz, pour y ouvrir avec M. de Cobenzel des conférences sur les événemens qui avoient forcé le général Bernadotte, ambassadeur de France, à quitter la ville de Vienne. Quelques-unes de ces dispositions pouvoient contribuer à l'amélioration des affaires publiques, mais la France n'en retira aucun avantage. Entraîné par sa politique intolérante, ambitieuse, révolutionnaire, le directoire continua d'irriter les républicains par son despotisme, les royalistes par ses violences, et l'Europe toute entière par l'arrogance de ses prétentions.

L'Angleterre qu'il menaçoit ne perdoit rien de sa constance et de ses résolutions. Ses flottes, reines des mers, parcouroient sans rivales l'Océan et la Méditerranée; nos vaisseaux, bloqués dans les ports, n'en sortoient que pour tomber entre les mains de ses amiraux; ses soldats venoient insulter nos côtes, et bombarder nos places maritimes. Quatre mille hommes osèrent débarquer à Ostende. Ils furent à la vérité repoussés avec perte, et forcés de remettre à la voile; mais ces entreprises entretenoient l'inquiétude sur nos côtes, et forçoit le gouvernement à tenir sur les frontières maritimes des forces nombreuses et imposantes.

L'Irlande, réduite à ses propres forces, fai-

soit de vains efforts pour la conquête de sa liberté ; le directoire promettoit des secours qu'il n'accordoit pas. O'Cargley, l'un des chefs de l'insurrection, avoit payé de sa tête son dévouement à la cause de son pays. Lord Fitz-Gérald étoit mort en prison. Les insurgés, battus à Wexford par l'armée angloise, ne se montroient plus qu'avec réserve et timidité. Pour relever leur courage, le directoire se détermina enfin à lever quinze cents hommes, les mit sous les ordres du général Humbert, et le chargea de descendre en Irlande. Le général exécuta heureusement sa mission, entra dans la baie de Killala, débarqua sa petite armée, et marcha intrépidement à l'ennemi. La fortune couronna d'abord ses premiers efforts. Mais que pouvoient quinze cents hommes contre les forces réunies de l'armée angloise? Son corps, surpris et enveloppé, fut réduit à mettre bas les armes, et le général se rendit lui-même prisonnier. Ainsi, loin de servir les insurgés, son expédition ne fit qu'agraver leur sort et montrer l'impuissance du gouvernement françois. Il étoit impossible que, témoins de ces échecs, les puissances du continent persévérassent dans leur système de terreur et d'abaissement ; l'Angleterre leur prouvoit, par ses succès, qu'il ne s'agissoit que de déployer quelque résolution pour arrêter le cour des prospérités révolu-

tionnaires. La victoire de l'amiral Nelson vint bientôt confirmer ce jugement. Dès ce moment l'Angleterre prit un nouvel ascendant sur la politique de l'Europe. Les cabinets, auparavant effrayés de la fortune de la république, commencèrent à reprendre quelque espérance. La Russie ne se contenta plus de menacer. Son jeune souverain, qui avoit conçu, en France, un grand attachement pour la famille royale, se disposoit sérieusement à lui donner des preuves de son dévouement; il rassembloit une armée, sollicitoit les puissances voisines de se joindre à lui; secondoit vivement les instances de l'Angleterre et paroissoit résolu à terminer, par la force, la lutte trop long-temps engagée entre le trône et l'anarchie. La Sublime Porte brûloit d'entrer dans la ligue commune, et annonçoit dans ses manifestes le désir et la résolution de la vengeance. Les hauteurs du directoire cessèrent alors d'imprimer la terreur; on entrevit la possibilité d'une coalition, plus étendue, plus franche et plus puissante que toutes celles qu'on avoit formées jusqu'à ce jour; plusieurs cabinets firent des dispositions secrètes, et se préparèrent à la guerre.

Les conférences de Rastadt se prolongeoient, mais la mauvaise foi, l'orgueil et l'opiniâtre inflexibilité du gouvernement françois

rendoient toute négociation impossible. Il étoit facile de prévoir une rupture prochaine. Dans ces circonstances, le directoire demanda aux deux conseils une levée de deux cent mille hommes, et un secours de cent vingt-un millions. Le général Jourdan proposa et fit adopter la loi de la conscription générale. Elle mettoit à la disposition du gouvernement des forces immenses, mais elle augmentoit dans l'intérieur le mécontentement des familles qui se lassoient de prodiguer le sang de leurs enfans dans des combats, dont les succès ruinoient l'état et ne faisoient qu'accroître la misère publique. La Belgique toute entière s'insurgea, et ne se soumit qu'après de sanglantes défaites.

La république ne manquoit point encore d'habiles généraux. Mais, depuis les événemens du 18 fructidor, le plus habile d'entre eux étoit devenu suspect au directoire. On jeta néanmoins les yeux sur lui; et le général Moreau fut nommé inspecteur de l'armée d'Italie. On en réserva le commandement au général Joubert. Jourdan fut destiné pour l'armée du Rhin. Ainsi tout se disposoit à la guerre. La cour de Naples, la première, en donna le signal. L'amiral Nelson avoit conduit, dans le port de cette capitale, sa flotte victorieuse suivie des vaisseaux françois conquis à Aboukir. Son entrée fut un triomphe. Une foule de peuple l'at-

doit sur le rivage pour le saluer de ses acclamations. La reine, dont le cœur ardent et sensible étoit encore tout plein du souvenir des infortunes de sa sœur, le reçut comme un libérateur, et ne vit dans ce grand événement qu'un moyen de s'affranchir enfin d'un joug abhorré. Des cris de guerre retentirent de toutes parts, et l'on s'y prépara avec un ardeur vraiment patriotique; mais Naples n'avoit point de généraux à opposer aux républicains. La reine écrivit à l'empereur d'Allemagne, son neveu, pour lui en demander un. On lui accorda le général Mack, l'un des officiers de l'armée autrichienne les plus vantés. Du rang de simple soldat il s'étoit élevé, par son activité et sa résolution, au grade d'officier général. On le regardoit en Allemagne comme un homme extraordinaire. On vantoit ses plans de campagne, les ressources de son génie, la profondeur de sa tactique. Son arrivée à Naples fut signalée par des transports de joie; la cour, la ville, les campagnes, retentissoient du bruit des prodiges qu'il devoit accomplir.

Cinquante mille hommes étaient prêts à marcher sous ses ordres. Le roi lui-même voulut cueillir sa part des lauriers qu'on alloit moissonner. Il s'avança sur le territoire romain avec toutes ses forces. Nulle déclaration de guerre contre la république françoise n'avoit précédé

cette attaque. Mais le roi de Naples n'avoit point reconnu la république romaine, et ce prince étoit journellement outragé dans d'insolentes diatribes que rédigeoit l'ex-conventionnel Bassal, secrétaire général de la république. A son approche, la terreur se répandit parmi les patriotes. Les jeunes princes Borghèse et Santa-Croce se hâtèrent de sortir de Rome. L'armée françoise, commandée par le général Championnet, ne comptait dans ses rangs que vingt mille hommes. Elle se replia en bon ordre sur les frontières de la Cisalpine, et y prit des positions avantageuses. Plusieurs corps isolés se défendirent avec une résolution héroïque, et sauvèrent par une retraite honorable l'honneur des armes françoises. Le roi de Naples entra à Rome, et quoique la garnison françoise tînt encore le château Saint-Ange, il invita le saint père à rentrer dans ses états : c'étoit regarder comme achevée une conquête à peine commencée. Le souverain pontife jugea plus sagement, et refusa de quitter la pieuse retraite où la religion le consoloit de ses malheurs. Cependant une partie de l'armée du général Mack s'avance pour couper la droite de l'armée françoise, qui n'étoit composée que de six mille hommes. Les Napolitains engagent avec elle divers combats, et s'étonnent de trouver partout une résistance invincible. Le général Ma-

donald et le général Kellerman se distinguent par les dispositions les plus habiles. Bientôt les colonnes napolitaines se replient de toutes parts. Mack s'effraie de cette déroute subite. Ses opérations sont marquées par la plus grande irrésolution. Il abandonne précipitamment cette capitale, où quelques jours auparavant il étoit entré en triomphe. Il se hâte de mettre le Teverone entre l'armée françoise et lui. Celle-ci est déjà aux portes de Rome ; elle y entre ; et, sans prendre de repos, marche sur les états napolitains. Aquila, Arpino, Sora, frappés de terreur, ouvrent leurs portes. La forteresse de Gaëte, défendue par cinq mille hommes, se rend en vingt-quatre heures. On marche contre Capoue, où le général Mack s'étoit renfermé avec l'élite de ses troupes. Le héros autrichien se trouble, n'ose soutenir l'attaque de son ennemi, et propose un armistice. Le général françois l'accepte et en règle les conditions : dix millions seront payés à la république, Capoue sera remise aux François, les Anglois seront exclus de tous les ports des Deux-Siciles. Si l'armée napolitaine eût été anéantie toute entière, on auroit pu excuser à peine un traité si ignominieux. L'armée et la la ville ne purent en soutenir l'humiliation. Une fermentation rapide se manifeste partout ; on propose de se lever en masse et de venger

au moins, par un acte de désespoir, l'honneur de la nation. L'arrivée du commissaire françois qui vient réclamer une partie de la somme promise, augmente encore l'indignation publique. Les lazzaronis se rassemblent de toutes parts, l'entourent, et menacent de l'égorger. Quelques hommes sages et courageux parviennent avec peine à lui sauver la vie ; on charge de malédictions le lâche qui a signé un si infâme traité ; on court aux armes, la populace se précipite dans les palais, force les arsenaux, et répand partout la terreur et la confusion. La famille royale fuit un théâtre de brigandages et de crimes, et se réfugie en Sicile. Le général Mack, étonné d'un revers de fortune si subit, ne se croit plus en sûreté au milieu des Napolitains. Il abandonne ses drapeaux. Il vient chercher un asile dans la tente de son ennemi, et lui remettre cette épée, gage de tant de promesses, objet de tant d'espérances et de respect. Il la tenoit de la munificence du roi d'Angleterre. Le général françois refusa de la recevoir, et, n'osant décider du sort du vaincu, l'engagea à se rendre à Milan pour y attendre les ordres du directoire. Quelles que fussent les fautes qu'il eût commises, les malheurs et l'abaissement d'un général célèbre devoient inspirer au vainqueur des sentimens de générosité ; on ne respecta pas même les droits de la justice. Le directoire

le déclara prisonnier de guerre et le fit transférer à Briançon.

Sa retraite devint à Naples le signal des plus horribles désordres ; quarante mille lazzaronis se répandirent dans les rues, dans les palais, dans les maisons, massacrant et pillant également royalistes, patriotes, étrangers, Napolitains. Tout ce qui leur inspire le plus léger soupçon devient leur victime. Les forts sont enlevés, Saint-Elme seul résiste. Il étoit occupé par trois milles hommes de troupes de ligne, que les révolutionnaires avoient attachés à leur cause.

Bientôt ils sortent de Naples ayant à leur tête le prince de Moliterno ; ils se grossissent d'une multitude d'hommes de la campagne ; furieux et exaltés comme eux. Pendant trois jours ils se battent avec un invincible acharnement contre l'armée françoise. Ils sont mal armés ; ils ne connoissent ni les règles de la tactique, ni celles de la discipline militaire, mais l'indignation et le désespoir suppléent à tout. Nulle part les François n'avoient trouvé d'ennemis plus redoutables ; enfin la valeur cède à l'habileté. Secondés des partisans qu'ils ont à Naples, les républicains s'avancent jusqu'aux murs de cette capitale, marchant sur les cadavres de leurs propres soldats, et ceux des lazzaronis. Ceux-ci, soutenus de quelques

troupes restées fidèles, tentent un nouveau combat. La fortune trahit encore leur courage, et ils rentrent dans l'intérieur de la ville. Effrayé de ses défaites, le prince Moliterno se joint aux patriotes, et s'enferme avec eux dans le fort de Saint-Elme. Le pavillon tricolore flotte sur tous les forts. Mais l'ardeur de la vengeance n'est point éteinte dans le cœur des lazzaronis et des classes inférieures du peuple ; ils s'arment de tout ce qui tombe sous leur main. Ils construisent à la hâte des retranchemens et des barricades, et attendent l'ennemi avec une admirable résolution. Les François entrent, le 22 janvier, en trois colonnes ; l'une marche sur le palais du roi, l'autre sur le château de l'Œuf, la troisième sur le Môle de la marine. Rien n'intimide les lazzaronis ; du haut des terrasses et des toits, ils font pleuvoir une grêle de pierres sur les vainqueurs. Ceux-ci s'arment de torches enflammées et portent le fer et le feu partout où ils trouvent des ennemis. Naples devient un théâtre d'épouvante et d'horreur, la nuit en augmente les désastres. Deux jours se passent dans ces scènes de meurtre, de pillage et d'incendie. Un parti, enfermé dans un monastère, se bat avec acharnement, et n'arbore le drapeau tricolore qu'après un siége de vingt-quatre heures. Pour calmer la populace, le vainqueur lui abandonne le pillage du palais du

roi ; tout y est dévasté jusqu'aux vitres des fenêtres. Les Napolitains eux-mêmes frémissent des excès de la populace, et n'attendent plus leur salut que des François. Mais quel salut ! le désordre est tel que l'autorité des généraux eux-mêmes est impuissante contre les excès du soldat. Les temples sont profanés, les propriétés violées, les femmes livrées aux plus horribles outrages. Les établissemens les plus précieux sont saccagés de fond en comble. La belle manufacture de Belvédère périt. Le château de Caserte est dévasté ; le cabinet d'histoire naturelle pillé, brisé en morceaux. Une foule d'officiers françois, témoins de tant fureurs, ne peuvent se refuser à un sentiment de douleur et d'indignation. Au milieu de ce torrent de calamités, on proclamoit l'extinction de la noblesse et des priviléges, on plantoit l'arbre de la liberté, on érigeoit sur les débris du trône, les faisceaux de la république *Parthénopéenne*, nom grec de la ville de Naples. Dès le lendemain, le général en chef, pour contenir la populace, donne à ses troupes l'ordre de déployer l'appareil de la terreur, de marcher par colonnes, armées de torches, soutenues de deux pièces d'artillerie, pour fouiller les maisons, en enlever les armes, arrêter les gens suspects et les conduire en ôtage au château de Saint-Elme. Naples, affranchie par les républicains, est sou-

mise à toutes les rigueurs du régime militaire. Au fléau des dévastations opérées par les soldats, se joint le fléau, plus redoutable encore, des commissaires civils, des réquisitions, des contributions, des exactions de tous les genres; le général Championnet lui-même, pour avoir méconnu l'autorité du commissaire Faypoult, est, non-seulement destitué, mais arrêté, et traduit devant un conseil de guerre.

Sept mille Napolitains, que l'amiral Nelson avoit débarqués à Livourne, n'eurent pas plus de succès que l'armée de Mack. Attaqués par les troupes républicaines, la plupart abandonnèrent leurs drapeaux; le comte Roger de Damas, qui les commandoit, se trouva dans une position presque désespérée. Mais son courage, son habileté, sa présence d'esprit, suppléèrent à tout. Il souleva les campagnes, marcha intrépidement au milieu des plus imminens périls, et parvint à sauver quinze cents braves de sa petite armée.

Ainsi fut terminée, en moins de deux mois, une guerre commencée avec un enthousiasme que rien ne peut expliquer. Comment le roi de Naples, seul, sans espoir d'aucun allié, se livroit-il à une agression qui commettoit son armée avec toutes les forces de la république françoise? Il avoit, à la vérité, un géné

ral habile, et près de soixante mille hommes. Le général françois n'en avoit que quinze; mais des corps nombreux étoient répandus sur divers points de l'Italie. Le général Mack pensoit-il que son adversaire se laisseroit surprendre dans Rome, et qu'avant qu'il fût secouru, sa petite armée seroit détruite? Connoissoit-il assez peu l'expérience des généraux républicains pour ne pas prévoir le parti que prendroit celui qui commandoit à Rome? Le général Championnet, par une retraite habile, sauva le corps qu'il commandoit, déconcerta les plans du général Mack, perdit la cour de Naples, et prépara la ruine de celle de Turin.

Depuis long-temps Charles Amédée étoit une victime destinée au plus prochain sacrifice. Ses forts, ses citadelles étoient au pouvoir de l'ennemi, qui le dépouilloit en le caressant. Au premier bruit de l'agression du roi de Naples, le directoire résolut la perte de celui de Sardaigne, et, pour justifier sa résolution, publia contre lui un manifeste, où l'absurdité des accusations l'emportoit encore sur la grossièreté des expressions.

« Le gouvernement sarde, disoient les direc-
» teurs, est l'associé du gouvernement de Na-
» ples. Mille circonstances manifestent son
» crime. A peine la paix étoit-elle signée
» avec lui, que les François ont été assassinés

» de sang-froid, presque sous les yeux de leur » ambassadeur. Ces assassinats se sont répétés » journellement, et le nombre en paroîtra » terrible quand la totalité en sera connue.

» Quelques-uns sont tombés sous le stylet ; » d'autres ont été mutilés de la plus cruelle » manière. Un volontaire de la soixante-huitiè- » me demi-brigade fut enterré vif, après avoir » été barbarement blessé. On le vit sortir encore » vivant de la fosse où il avoit été enseveli.

» Des bandits, enrôlés sous le nom de bar- » bets, ont obtenu le pardon des vols faits à » des Piémontais, en considération des meur- » tres commis sur les François. Outre ces ban- » dits enrôlés, outre les bandits judiciaires, le » duc d'Aost, un monstre, le frère du roi et » l'héritier du trône, semblable à un autre » *vieux de la montagne*, ne cessoit de garder » à ses ordres et à sa solde, une bande de coupe- » gorges, à qui il donnoit des ordres d'assassi- » ner tel et tel François.

» Il paroît, d'après un interrogatoire subi » par un des chefs des barbets, qu'un employé » à la douane de Turin, chargé de payer ce » bandit, avoit reçu des ordres du gouverne- » ment sarde, pour distribuer parmi leurs » chefs, des boîtes de poison qui devoient être » jetées dans les puits les plus voisins du camp » françois, etc.

Cette noble pièce diplomatique étoit signée : *La Réveillère Lepaux*. A peine étoit-elle publiée que le général Joubert entroit en Piémont avec son armée. Le premier mouvement des Napolitains avoit eu lieu le 23 novembre, et le 5 décembre le roi de Sardaigne recevoit l'ordre de descendre du trône. Surpris dans son palais, sans moyens de retraite, ni de résistance, ce prince, résigné par son caractère et sa religion, aux plus pénibles sacrifices, signa sans murmurer son abdication. Il quitta son palais, la nuit du 9 au 10 décembre, avec toute sa famille, dans six voitures, suivies de quatre chariots, seuls restes de sa grandeur passée. En montant en carrosse, il ne put retenir quelques larmes, auxquelles ses sujets répondirent par d'autres larmes. Une municipalité, dont les personnages les plus éminens étoient un sellier et un cordonnier, remplaça le petit-fils de Charles-Emmanuel, et procéda, sous les ordres du général Grouchy, à tous les actes de fanatisme et de tyrannie révolutionnaire qui avoient souillé la France en 1793 (1).

(1) Le premier usage qu'elle fit de son autorité fut de violer les tombeaux des rois, d'en exporter les cendres, et de chasser de leur monastère les chanoines préposés à la garde de ce dépôt vénéré.

Ce fut, dans l'espace de moins d'un an, le troisième trône renversé en Italie. Celui de Toscane ne tarda pas à tomber. Lucques même, déjà frappée d'une première contribution sous Buonaparte, en subit une seconde. La république cisalpine reçut une nouvelle constitution, et fut soumise à de nouveaux impôts. Ainsi se rallumoit, sur tous les points de l'Italie, le flambeau de la discorde et de la guerre.

Cependant les négociations continuoient toujours au congrès de Rastadt; et, par une singularité remarquable, les plénipotentiaires signèrent leur accession à toutes les demandes de la république, le jour même où la république brisoit le sceptre du roi de Sardaigne. Énivré par le succès, le directoire ne mettoit plus de bornes à ses prétentions, à ses hauteurs, à ses menaces. L'armée russe s'étant avancée dans la Gallicie, le directoire fit notifier à l'empereur d'Allemagne, qu'il regardoit comme une déclaration de guerre le passage des Russes sur le territoire de l'Empire. Il fallut céder encore, et les Russes s'arrêtèrent. Mais le temps approchoit où devoit cesser cette série de concessions humiliantes. L'Europe présentoit tous les symptômes d'un embrasement général. Les ligues grises refusoient de se soumettre aux lois que le directoire vouloit leur imposer, et, dans leur désespoir, elles avoient préféré d'ap-

peler le secours des Autrichiens ; le général Hotz s'y étoit porté aussitôt avec vingt mille hommes. Masséna venoit de prendre le commandement de l'armée d'Helvétie : c'étoit de tous les généraux de l'ancienne armée d'Italie celui qui avoit donné les plus hautes marques de courage et de capacité ; il combina si bien ses mouvemens, et fut si habilement secondé par le général Lecourbe, qu'il parvint, en quelques mois, à se rendre maître de tout le pays des Grisons. Ainsi, chaque jour, la guerre devenoit inévitable, et l'on s'y préparoit des deux côtés.

Le général Jourdan s'avança dans la Souabe à la tête de quarante-cinq mille hommes. Le général Bernadotte prit le commandement d'une armée d'observation. La Sublime Porte, indignée contre la France depuis l'invasion de l'Égypte, oublia ses animosités et sa politique accoutumée, pour contracter avec la Russie une alliance offensive et défensive. Déjà le pavillon russe flottoit dans la Méditerranée ; l'Autriche temporisoit encore, mais elle se décida enfin à entrer dans la coalition, et confia au prince Charles le commandement de ses armées et le salut de l'Allemagne. L'Europe présenta alors un spectacle qu'elle n'avoit point encore offert depuis le commencement de la révolution. Les nations les plus opposées de mœurs, d'intérêt,

de religion, réunies par les traités et les sermens, pour étouffer la révolution française jusque dans son berceau; les Turcs méditant une descente en Italie, pour venger la cause des princes chrétiens et du souverain pontife; les peuples de l'extrémité du Nord, abandonnant leurs régions glacées pour venir dans les contrées du Midi combattre les enseignes républicaines; la France seule, au milieu de tant d'ennemis, opposant sans effroi le courage de ses invincibles guerriers à la coalition de tous les peuples. L'on pouvoit sans doute faire au directoire de justes reproches d'avoir, par sa politique ambitieuse et intolérante, attiré sur la France une guerre aussi redoutable, mais on lui doit au moins ce témoignage, qu'il se prépara à soutenir avec un extrême courage cette lutte formidable. Malheureusement la fortune étoit lasse de protéger une cause que condamnoient l'humanité et la justice. Le temps marqué pour la chute du directoire étoit arrivé. Les dernières élections avoient introduit dans les deux conseils, malgré toutes ses précautions, une foule d'hommes d'un esprit turbulent, d'un caractère audacieux, qui s'indignoient de sa puissance, et ne songeoient qu'à s'en affranchir; les nouvelles assemblées en introduisirent de nouveaux, et les directeurs, après avoir dicté la loi au pouvoir législatif, se virent bientôt

réduits à la recevoir. Les finances étoient dans un horrible délabrement. On avouoit soixante millions de déficit ; on fut bientôt obligé d'en avouer cent. L'administration de la guerre avoit été livrée aux plus grands désordres ; les cadres des bataillons étoient incomplets ; les armées éparses sur une vaste surface, sans moyens de communications entre elles. Les plus valeureuses phalanges, perdues dans les sables de l'Afrique, faisoient aux beys une guerre inutile et meurtrière ; et cette république, qui promettoit, quelques mois auparavant, d'aller porter le fléau de la guerre jusque dans le sein de l'Inde, se voyoit dans la triste nécessité de défendre ses propres foyers. Le soldat, trompé dans l'attente des récompenses si longtemps promises par le directoire, n'étoit plus animé de ce feu martial, de cette espèce de fanatisme républicain qui avoit enfanté tant de merveilles.

L'ennemi, au contraire, étoit plein d'espérances. Les forces innombrables qui se rassembloient sur tous les points de l'Europe, le concert unanime qui les faisoit mouvoir, la réputation militaire des chefs qui les commandoient, exaltoient tous les courages. Jamais l'Autriche n'avoit eu une plus belle armée, et le prince Charles étoit l'idole des soldats. Les Russes marchoient sous les ordres du général Suwarow, guerrier déjà célèbre, et destiné à

une plus haute célébrité encore. Cet homme extraordinaire, après s'être illustré par les succès les plus éclatans sous le règne de Catherine II, avoit été confiné dans le fond d'une province par Paul Ier.; mais, prêt à s'engager dans la plus haute des entreprises, le prince se souvint des services du général, et lui écrivit :

« J'ai pris la résolution de vous envoyer en » Italie au secours de S. M. l'empereur et roi, » mon allié et mon frère.

» Suwarow n'a besoin ni de triomphes, ni » de lauriers. Mais la patrie a besoin de Suwa- » row, et mes désirs sont conformes à ceux de » François II, qui, vous ayant conféré le su- » prême commandement de son armée, vous » prie d'accepter cette dignité.

» Il ne dépend donc que de Suwarow de se » rendre aux vœux de la patrie et aux désirs de » François II. »

Suwarow, sans se souvenir des rigueurs du monarque, obéit. Il part pour Vienne, passe par Mittau où se trouvoit le roi de France; il se présente devant lui :

« Le jour le plus heureux de ma vie, lui dit- » il, sera celui où je répandrai la dernière » goutte de mon sang pour vous mettre en état » de remonter sur le trône de vos augustes an- » cêtres. Si le Ciel épargne mes jours, il n'est » pas impossible que je réussisse. »

Il arrive à Vienne, reçoit de l'empereur les témoignages de la plus haute considération, est nommé feld-maréchal et commandant en chef des armées autrichiennes en Italie; il prête serment en cette qualité, et, voulant consacrer par la religion la haute entreprise dont il est chargé, il se rend à l'église de Saint-Michel, y fait avec ferveur ses dévotions, appelle les religieux de cette église, et reçoit leur bénédiction avec toutes les marques du plus profond recueillement. Dès lors, livré tout entier aux préparatifs de la guerre, il ne parut plus en public.

Déjà le bruit du canon avoit retenti sur les bords du Rhin. Le général Jourdan avoit passé ce fleuve, s'étoit emparé de Manheim, et avoit pris position derrière Stockach. Il avoit en front l'armée du prince Charles, plus nombreuse que la sienne, plus forte en cavalerie. Mais les généraux français ne comptoient point avec les ennemis. Le 26 mars, Le général Jourdan attaque les Autrichiens sur toute leur ligne. L'infanterie françoise fait des prodiges de valeur, enfonce la droite de l'ennemi, se prépare à tourner le centre, lorsque le prince Charles accourt avec des forces nouvelles, et arrête les progrès de l'armée républicaine. Le combat devint meurtrier; les François perdirent cinq mille hommes, y compris les prisonniers; la perte des Autrichiens fut presque égale; mais

l'armée françoise fut forcée de faire sa retraite. Le général Jourdan se plaignit de n'avoir pas été secondé par la cavalerie ; mais cette cavalerie étoit séparée du corps de bataille par un marais qu'il lui fut impossible de franchir. Cet échec inspira une nouvelle confiance à l'armée ennemie. Le prince Charles ne négligeoit rien pour enflammer l'ardeur du soldat. Il se mêloit dans ses rangs; il partageoit ses fatigues, il lui donnoit l'exemple d'affronter les plus grands dangers ; tout officier qui négligeoit ses devoirs étoit destitué. Sa victoire redoubla encore l'amour du soldat pour lui, et dès lors l'enthousiasme qui animoit les troupes françoises, passa dans les rangs ennemis. Une seconde bataille, gagnée à Liptengen, accrut encore sa renommée et la confiance de ses troupes.

En Italie, les armes républicaines, si longtemps victorieuses, commençoient à éprouver les vicissitudes de la fortune. Ce n'étoit ni le général Moreau, ni le général Joubert, ni aucun de ceux qui s'étoient illustrés par d'éclatans faits d'armes, qui commandoient en chef les forces de la république, mais le général Schérer. Il venoit de quitter le ministère de la guerre pour passer dans les camps. Il avoit donné en diverses circonstances quelques preuves de capacité ; mais ses talens étoient au-dessous de la tâche périlleuse qu'on venoit de lui imposer.

L'armée l'estimoit peu, et l'aimoit encore moins. Les troupes ne virent en lui que le parent et l'ami du directeur Rewbel, et dès lors il fut aisé de prévoir l'issue funeste de la campagne d'Italie. Le général Kray, qui commandoit l'armée autrichienne, occupoit avec toutes ses forces les bords de l'Adige, et paroissoit disposé à attendre l'arrivée des troupes russes. Le général Schérer avoit ordre de le prévenir ; il passa le fleuve, livra une bataille à Castel-Nuovo, et remporta quelques avantages sur l'ennemi. Le général Moreau, qui servoit sous ses ordres, s'avança jusqu'à Vérone, et fit un grand nombre de prisonniers; le général Serrurier poussa les ennemis jusqu'à Rivoli ; mais les Autrichiens se rallièrent bientôt, et le vainqueur fut obligé de revenir prendre ses positions sur le fleuve. Cependant le combat de Castel-Nuovo fut proclamé en France comme une victoire éclatante. Il fallait soutenir cette prétention par de nouveaux avantages. Le général républicain se disposa à renouveler l'attaque. Mais son adversaire le prévint et l'attaqua lui-même sur toutes ses positions. Le combat fut vif et soutenu avec beaucoup de courage. Le général Moreau, après s'être dégagé d'une position difficile, poussa l'ennemi avec tant de chaleur et d'habileté, qu'il l'obligea de se replier jusqu'à Vérone. Mais ce mouvement dé-

cisif avoit besoin d'être soutenu; il ne le fut point; les divisions se trouvèrent séparées par de longs intervalles; elles ne pouvoient agir ensemble leurs opérations. Le général Kray, profitant de ces fautes, fit sortir de Vérone un corps de réserve, poussa à son tour les François, fit attaquer successivement les corps isolés, et les força en partie de se replier. Le général Moreau se maintenoit contre tous les efforts de l'ennemi, et, mieux secondé, il auroit pris Vérone à revers, et eût décidé la victoire; il reçut l'ordre de faire sa retraite, et obéit. Ce second échec répandit un discrédit funeste sur les armes françoises, excita l'indignation, et souleva l'armée contre un général si peu digne de commander. Tous les regards se portoient sur le général Moreau, toutes les voix accusoient le général Schérer, d'ignorance et de jalousie. Il parut en effet incapable d'aucune résolution saillante et courageuse. Il se retira sur le Mincio, l'abandonna, dégarnit son armée pour fortifier Mantoue et Pizzighitone, et se trouva sur l'Adda avec vingt-huit mille hommes. Il en avoit perdu un grand nombre dans le dernier combat.

Suwarow venoit de joindre l'armée autrichienne et d'en prendre le commandement en chef.

Son armée était de cent mille hommes, et sa

renommée doubloit encore ses forces. A sa présence, un enthousiasme guerrier gagna tous les peuples d'Italie; partout on brûloit de l'ardeur de la vengeance; on s'armoit dans les villes, dans les villages; on se disputoit l'honneur de coopérer à la libération de la patrie. Les François avoient préparé leurs conquêtes par des proclamations, le général russe leur opposa la même arme.

« Peuples chrétiens, disoit-il, les Français » se sont déclarés ennemis de J.-C. L'antique » attachement de vos pères aux dogmes du » christianisme a toujours fait votre félicité. » Soutenus par les armes de nos braves, ani- » més par nos victoires passées, ainsi que par » l'assistance que le Dieu des chrétiens daigne » accorder à ses enfans, nous espérons rame- » ner bientôt la victoire sous vos drapeaux, re- » lever les autels, et remettre en honneur le » culte de la religion et des mœurs. »

Ce langage, inconnu depuis long-temps, sembla faire renaître dans les cœurs tous les sentimens pieux. La Toscane, l'État romain, une partie des états de Naples se soulevèrent.

La seule république cisalpine restoit fidèle. Mais que pouvoit-elle pour la cause de la françoise? La tyrannie ombrageuse du directoire avoit désarmé tous ses habitans. Le général Magdonald commandoit à Naples, et

s'étoit distingué par les plus glorieuses actions ; mais la retraite du général Schérer le laissoit isolé, loin du reste de l'armée françoise. Le comte Roger de Damas, et le cardinal Ruffo, étoient en Calabre avec des troupes braves et déterminées.

Schérer, effrayé de sa position, humilié de ses fautes, en butte aux accusations de son armée, à celles des orateurs des deux conseils, et de quelques villes des Alpes et du Dauphiné, abdiqua le commandement, et remit l'autorité au général Moreau. Deux grands capitaines alloient donc se trouver en face, et l'Europe attendoit avec inquiétude l'issue de cette grande lutte. Mais les avantages n'étoient point égaux des deux côtés. Suwarow commandoit une armée pleine d'enthousiasme, fière de ses victoires, de la gloire de ses généraux, et du nombre de ses soldats. Celle de Moreau étoit battue, découragée, affoiblie par ses défaites, et les nombreuses garnisons jetées dans diverses places. Le général Moreau songeoit à se retirer dans le Piémont, et vouloit éviter tout engagement. Un conseil de guerre jugea différemment, et ne voulut abandonner ni l'armée de Naples, ni la division du général Dessoles, détachée de l'armée de Suisse. Moreau recueillit et concentra ses forces sur l'Adda.

Suwarow, après avoir confié au général

Kray les siéges de Mantoue et de Peschiera, se hâta de joindre son ennemi. Le 25 avril il étoit sur les bords du fleuve. Les François avoient fortifié le pont de Cassano, et garni de batteries la rive droite de la rivière. Suwarow ordonna l'attaque. Le général Wukasowich parvint à passer et prit position sur la rive opposée; le marquis de Châteller passa à Frezzo, surprit les François, et les poursuivit. Alors le combat s'engagea sur tous les points et devint opiniâtre et sanglant. Les alliés enlevèrent à la baïonnette le pont de Cassano. On se battit des deux côtés avec acharnement, la plaine se couvrit de morts, mais l'avantage de cette meurtrière journée resta aux alliés. Ce fut la première victoire gagnée par Suwarow. Les François y perdirent trois mille hommes tués, autant de blessés. La division du général Serrurier, coupée du corps d'armée, après des efforts héroïques fut réduite à mettre bas les armes.

Dès ce moment Suwarow marcha de triomphes en triomphes; jamais général ne perdit moins de temps. Il se porte rapidement sur Milan, il y entre en vainqueur, toutes les routes retentissent d'acclamations, tous les peuples s'empressent de secouer le joug de la république, et de vouer au feu les emblèmes de la révolution. La forteresse de Milan tenoit encore, mais elle ne tarda pas à capituler. Man-

toue et Peschiera se soumirent plus tard. Suwarow, après avoir conquis Lodi, Plaisance, est déjà à Pavie. Il ne veut point quitter ces plaines célèbres, sans visiter le lieu où François Ier. s'est rendu prisonnier. Moreau n'a plus que vingt-cinq mille hommes. Il en assure la retraite, laisse une forte garnison dans la citadelle de Turin, établit son quartier général à Alexandrie, prend une position sous Tortone et étend sa droite vers les Apennins pour favoriser la jonction du général Magdonald. Le feld-maréchal Suwarow ne perd pas de temps, répand des proclamations, et quelques jours après attaque les François, les bat en plusieurs rencontres, force le général Moreau à quitter ses positions, coupe les communications entre les armées républicaines d'Italie et de Suisse, se porte sur Alexandrie, et bientôt après sur Turin. Il entre dans ces deux villes avec le grand-duc Constantin, fils de l'empereur de Russie, qui étoit venu s'instruire dans l'art de la guerre à l'école d'un des plus grands capitaines de l'Europe. Suwarow fit célébrer ses victoires par un *Te Deum*, auquel il assista avec tous les généraux des armées alliées.

Ainsi, dans l'espace d'un mois, les François avoient perdu toutes leurs conquêtes en Italie, et voyoient les drapeaux ennemis flotter sur leurs frontières. Suze, la Brunette, le Col de

l'Assiette tombent entre les mains des Russes, et Moreau, réduit à moins de vingt mille hommes, et mal secondé par son gouvernement, est forcé de se retirer dans l'état de Gênes.

En ce moment, le général Magdonald après avoir évacué Naples, et laissé des garnisons au fort Saint-Elme, à Capoue, à Gaëte, à Rome, à Ancône, marchoit sur la Toscane avec trente mille hommes. Partout où il trouva des ennemis il les combattit avec autant de courage que de succès et d'habileté. Arrivé sur les bords de la Trébia, il forma le projet hardi de percer le centre de l'ennemi, et de faire sa jonction avec le général Moreau, après avoir relevé le courage des soldats par une éclatante victoire. Si le succès eût couronné ses efforts, on eût comblé d'éloges cette brillante et audacieuse conception; mais il est des temps où la mauvaise fortune semble se plaire à accabler les nations et les armées, comme elle accable trop souvent les individus. Pendant trois jours, les Français engagèrent avec les Austro-Russes un combat opiniâtre et meurtrier. Depuis la victoire d'Annibal, les bords de la Trébia n'avoient pas été témoins d'une aussi sanglante bataille. Les deux partis se chargeoient avec fureur; on se battoit corps à corps; des deux côtés, les généraux parcouroient la ligne de bataille pour animer

leurs soldats. Le général Magdonald déploya dans ces trois journées toutes les qualités d'un général habile et intrépide. On vit aussi dans l'armée russe, le jeune prince Constantin s'exposer aux plus grands périls pour arracher la victoire aux François. Enfin, la lenteur qu'une des divisions de l'armée républicaine mit dans sa marche décida du sort de la bataille; et les François, forcés sur tous les points, hâtèrent leur retraite. De tous les combats livrés dans le cours de la révolution, celui de la Trébia fut un des plus sanglans. Les deux armées y firent à peu près une perte égale. On évalua à près de six mille, les morts de chaque côté. Presque tous les généraux français y furent blessés. Le général en chef Magdonald fut lui-même atteint de deux coups de sabre par un hussard hongrois. Après la bataille, Suwarow écrivit à l'empereur d'Allemagne : « V. M. m'a ordonné d'attaquer l'ennemi et de délivrer l'Italie; l'ennemi a été » vaincu et l'Italie est libre. »

Instruit de l'issue malheureuse de la bataille de la Trébia, le général Moreau se porta en avant avec quinze mille hommes, culbuta le corps du général Bellegarde, et, par cette heureuse diversion, força Suwarow à abandonner la poursuite de l'armée de Naples. Elle parvint bientôt à faire sa jonction par l'état de Gênes;

mais elle ne ramenoit que seize mille hommes en état de porter les armes.

Tandis que Magdonald s'avançoit vers le nord de l'Italie pour faire sa jonction avec Moreau, le cardinal Ruffo marchoit sur Naples, qui lui ouvrit ses portes. Rome ne tarda pas à secouer le joug; et l'Italie se trouva affranchie presque toute entière. Des revers semblables accabloient les armées d'Allemagne. Les Autrichiens étoient maîtres du pays des Grisons; Masséna lui-même s'étoit vu forcé d'abandonner Zurich; le directoire accusoit les généraux; les deux conseils accusoient le directoire; toute la France étoit agitée; la tyrannie du gouvernement devenoit de jour en jour plus odieuse. Prêt à tomber, il essayoit de se soutenir par la violence, et redoubloit encore la haine publique. La rupture du congrès de Radstadt avoit suivi de près les premières hostilités, et cet événement venoit d'être marqué par une sanglante catastrophe.

Le 28 avril, les ministres plénipotentiaires de France quittoient Radstadt; il étoit dix heures du soir; leurs voitures étoient précédées de flambeaux. A quelque distance de la ville, des hussards, revêtus de l'uniforme de Szecklers, entourent leur voiture, leur demandent leur nom, et les égorgent. Jean de Bry échappe seul au massacre; il contrefait le mort, et

se traîne dans un fossé. Tous les papiers de la légation sont enlevés, et les assassins disparoissent. A la nouvelle de cet événement, on frémit à Radstadt, et Jean de Bry augmente encore l'effroi en se présentant tout ensanglanté chez le comte de Goertz, ambassadeur de Prusse.

Aussitôt tous les ministres plénipotentiaires se rassemblent, prennent des informations sur les circonstances de cet épouvantable attentat, et en rédigent un procès verbal. Quels sont ces hussards assassins ? Par quel ordre ont-ils commis un si grand forfait ? Ils portoient l'uniforme de Szecklers, mais ils parloient françois, et les Szecklers, qui sont Hongrois, ne parlent pas même l'allemand. L'opinion publique flotte entre mille conjectures différentes.

Dès que le directoire fut instruit de cette horrible tragédie, il se livra aux plus violentes imprécations contre l'Autriche, et ces imprécations furent répétées dans les deux conseils. On ordonna qu'un voile noir couvriroit la place qu'occupoient les plénipotentiaires dans les salles des conseils, et que toutes les fois qu'on feroit l'appel de leur nom, on s'écrieroit : *Vengeance contre l'Autriche, vengeance aux mânes des plénipotentiaires françois.* Cet événement frappa d'horreur toute l'Europe ; mais on n'accusoit pas l'Autriche. Le gouvernement

autrichien s'expliqua de manière à ne laisser aucun prétexte à la calomnie ; et le prince Charles, dans une lettre pleine de dignité, adressée au général Masséna, se hâta de livrer à l'exécration publique cet abominable forfait.

Dans quels excès d'avilissement le directoire étoit-il donc tombé ? On n'hésita pas à le soupçonner lui-même de ce crime inouï ; et ceux qui se prêtoient à cet horrible soupçon affectoient de rapporter une anecdote qui tendoit à rendre suspect celui des plénipotentiaires qui avoit échappé (1).

Au milieu de ces événemens, les conseils s'effrayoient. Les hommes qui s'étoient signalés

---

(1) On assuroit qu'en 1791., Jean de Bry, désirant être député, et sentant la nécessité de se rendre intéressant, s'étoit présenté dans l'assemblée électorale, les habits en désordre, la poitrine ensanglantée, déclarant qu'au moment où il se rendoit à l'assemblée, il avait été assailli sur la route de Laon à Guise, par un parti d'aristocrates qui l'avoient laissé pour mort. Ce stratagème, emprunté de l'histoire de Pisistrate, lui réussit; il fut élu député à l'assemblée législative.

Il s'établit à son sujet une opinion si défavorable, que dans une mauvaise farce, jouée sur des tréteaux, on faisoit dire à un espèce de niais : « Je me garderai bien d'aller à » Meaux (capitale de la Brie), les routes ne sont pas sûres » depuis que ces gens de Brie (*Jean de Bry*) assassinent. » Mais, dans une accusation aussi atroce, ce n'est pas sur de semblables autorités qu'on peut asseoir son jugement.

par leurs excès, dans le cours de la révolution, trembloient de voir renverser l'édifice qu'ils avoient élevé au prix de tant de sang et de désastres. L'empereur de Russie ne cachoit point ses desseins. C'étoit pour la cause des Bourbons qu'il avoit pris les armes. Les fautes du directoire ne pouvoient plus se dissimuler. On s'accabloit de reproches mutuels. Rewbell, devenu, par l'effet du sort, étranger au gouvernement, se vit en butte aux plus violentes accusations. On ne parloit que de l'immensité de sa fortune; on s'abstenoit d'en indiquer l'origine, mais on la laissoit soupçonner ; ce directeur étoit chargé de la partie diplomatique.

On lui donna pour successeur Syeyes, qui, par une taciturnité affectée s'étoit acquis jusqu'à ce jour une grande réputation. On croyoit devoir à son habileté la neutralité de la Prusse, à laquelle on attachoit beaucoup de prix. A peine étoit-il élu qu'on expulsa Treilhard. Merlin et La Réveillère Lepaux étoient méprisés ; on les menaça d'une accusation, et ils donnèrent leur démission. Ces mouvemens, auxquels le public prenoit fort peu de part, furent désignés sous le nom de journée du 30 prairial an 7 (18 juin 1799). Les directeurs éliminés furent remplacés par le général Moulins, l'ex-conventionnel Roger-Ducos, et l'ex-ministre de la justice Gohier, trois hommes dont les talens

avoit jeté fort peu d'éclat. Ainsi, de tout l'ancien directoire, il ne restoit plus que Barras. Celui-ci, au milieu de tous les égaremens de la révolution, avoit conservé des manières françoises ; ses formes polies contrastoient avec les formes dures et acerbes de ses collègues ; son faste, avec leur parcimonieuse économie (1). Il avoit acheté la belle terre de Gros-Bois, et y vivoit dans le luxe et la mollesse, au milieu de femmes célèbres par leur beauté, leur esprit, et leur penchant pour la galanterie. Si l'on en croit quelques bruits qui circuloient sourdement, c'étoit au traité de Campo-Formio qu'il devoit cet état d'opulence et de splendeur (2). Barras n'étoit point haï comme les autres directeurs. Les royalistes même n'étoient pas éloignés de fonder sur lui quelques espérances. On verra bientôt qu'ils ne se trompoient pas entièrement.

Sieyes et lui connoissoient trop bien la situation des affaires, pour se flatter que la république pût encore subsister long-temps. L'un

(1) Lorsque le directeur Rewbell quitta le Luxembourg, on reprocha à Madame Rewbell d'avoir enlevé jusqu'aux cendres des foyers.

(2) On prétendoit alors que ce traité lui avoit valu 1,500,000 francs.

et l'autre songèrent, dans le secret de leur cabinet, à préparer de nouveaux événemens.

Les armes françoises continuoient d'être malheureuses. Au général Moreau, avoit succédé, en Italie, le général Joubert, jeune officier d'un courage et d'un talent éprouvé, mais qui n'avoit jamais commandé en chef. Il avoit ordre du directoire d'attaquer l'ennemi, et il l'exécuta, malgré l'avis contraire et unanime des généraux. Il quitta des positions inexpugnables, dans lesquelles le général Moreau s'étoit fortifié, et engagea le combat le 15 d'août. Dès les premières attaques, le général en chef y trouva la mort. Moreau prend aussitôt le commandement; la bataille devient sanglante et terrible. Quatre fois les Autrichiens et les Russes sont repoussés; quatre fois Suwarow les rallie; on s'attaque avec fureur; des bataillons tombent tout entiers, Suwarow lui-même n'a jamais vu un combat aussi furieux. Enfin, le général Mélas déborde l'une des ailes de l'armée françoise; le centre se trouve dans l'impossibilité de lui porter secours; le désordre se met dans les rangs, et le général en chef est de nouveau réduit à ordonner la retraite. Déjà plusieurs passages étoient occupés par l'ennemi; ceux qui restent libres sont encombrés par les bagages et l'artillerie; l'embarras croît à chaque instant; les généraux Grouchy, Pétignon,

et Colli s'efforcent en vain de couvrir la retraite; enveloppés de toutes parts, ils sont obligés de mettre bas les armes. Quarante voitures du train d'artillerie, vingt pièces de canon, et leurs caissons enlevés par l'ennemi, mettent le comble aux désastres de cette sanglante et malheureuse journée connue sous le nom de *bataille de Novi*. Les ennemis évaluèrent la perte des François à vingt-cinq mille hommes, et la leur à quinze mille.

Cette nouvelle défaite acheva de porter la confusion dans l'intérieur de la France. Les jacobins épouvantés s'agitoient sur tous les points de la république. Ils avoient rétabli les clubs. Ceux de Marseille firent porter en triomphe le buste de Marat et traîner dans la boue celui de Barras; ceux de Lyon se faisoient garder par deux cents hommes et des pièces d'artillerie; ceux de Paris se réunirent dans cette fameuse salle du manége, où l'assemblée constituante avoit rendu tant de funestes et mémorables décrets. Là, ils se livroient aux plus violentes déclamations contre les royalistes, le directoire, et les hommes d'état qui ne partageoient pas leur ardente et sanguinaire démagogie; on accusoit surtout les ex-directeurs d'avoir sacrifié à leur jalousie quarante mille braves, déportés en Égypte, pour perdre avec eux le général

Buonaparte (1). Des partis se formoient, même parmi les hommes d'un esprit plus sage, d'un caractère plus modéré. On parloit hautement de la nécessité d'une réforme dans la constitution.

De leur côté les Vendéens ressaisissoient leurs armes; le Languedoc et les Cévennes les prenoient pour résister à l'oppression et prévenir le retour du funeste régime de 1793. Les deux conseils ne retentissoient plus que d'accusations et de menaces. Chaque jour donnoit naissance à quelque résolution funeste. Le général Jourdan proposa de déclarer la patrie en danger, et produisit, par son discours, une violente agitation. On décréta que les lois constitutionnelles seroient suspendues partout où le gouvernement le jugeroit nécessaire; que l'on enlèveroit, comme otages, les citoyens les plus opulens, toutes les fois que cette mesure seroit jugée utile. On vota un emprunt forcé et progressif sur toutes les fortunes, on redoubla de

(1) Nous avons déjà vu que cette accusation étoit sans fondement. Ce fut le jeune Sulkouski qui, le premier, donna à Buonaparte l'idée d'une expédition en Égypte. Ce fut Buonaparte qui en fit la proposition au directoire. Mais il est possible que le directoire ait saisi avec plaisir l'idée d'une entreprise qui devoit éloigner un homme dont la présence n'étoit pas sans danger pour la conservation du directoire.

surveillance et de rigueur envers tous les anciens membres de la noblesse et du clergé. Le culte catholique fut proscrit ; on condamna à la déportation jusqu'à de simples paysans qui s'étoient permis de chanter les louanges de Dieu dans leurs églises. Plus de sacremens pour les enfans naissans, pour l'union des époux ; plus de prières pour les morts. Les églises prirent le nom des divinités du paganisme. La chapelle des Invalides devint le temple de Mars; l'église de Saint-Sulpice celui de la Victoire. Jamais le crédit public n'étoit tombé dans un plus grand abaissement (1). Le commerce, l'agriculture, l'industrie, languissoient partout. La misère du peuple s'accroissoit tous les jours. Au milieu de tant de désordres, les esprits consternés n'attendoient plus le salut que du silence de Syeyes, ou de l'épée de Barras. D'autres comptoient plus encore sur celle de Suwarow.

Rien ne sembloit devoir en effet s'opposer à sa marche triomphante ; et lui-même annonçoit publiquement la résolution d'entrer en France par le Dauphiné. Mais, en ce moment même, des changemens inattendus dans la politique des puissances alliées, vinrent mettre un terme

(1) Au commencement du mois de juillet, le trésor public ne possédoit pas deux millions.

à ses glorieuses destinées ; et lorsqu'il se croyoit le plus digne de la confiance et de la faveur des souverains, il reçut ordre de remettre le commandement de l'armée d'Italie aux généraux autrichiens, et de se porter vers la Suisse (1).

Masséna y commandoit et soutenoit la haute réputation qu'il s'étoit acquise ; il avoit à combattre le prince Charles et le général Korsakow. Si le succès ne couronna point d'abord toutes les affaires qu'il engagea avec eux, il sut au moins conserver son armée intacte, arrêter les progrès de l'ennemi, et se mettre en état de l'attaquer quand il en trouveroit l'occasion favorable. Elle ne tarda pas à se présenter.

Une armée françoise, sous les ordres du général Muller, avoit passé le Rhin vers la fin d'août pour investir Philisbourg. L'archiduc Charles reçut ordre de secourir cette place, et

(1) Après la bataille de Novi, le roi de Sardaigne l'avoit élevé à la dignité de grand maréchal de ses troupes, en y ajoutant le titre de prince et de grand de la couronne, pour lui et ses descendans.

Paul Ier. lui envoya son portrait enrichi de diamans, lui décerna le titre de prince et le surnom d'*Italiski* ; et lui adressa la lettre suivante :

« Comte Alexandre Suwarow, mon portrait annoncera à » toute l'Europe la reconnoissance du souverain pour les » grandes actions du sujet. C'est par vous que mon règne est » couvert de gloire. »

abandonna l'armée russe à elle même, en lui laissant vingt mille hommes sous les ordres du général Hotze. Les Russes étoient au nombre de trente mille. L'armée françoise étoit forte de plus soixante mille hommes. Le général Masséna, voulant prévenir la jonction de Suwarow, se détermina à attaquer, et fit ses dispositions avec tant d'habileté, qu'il rendit la jonction impossible. Le combat s'engagea avec fureur; le général Hotze fut tué au commencement de la bataille; les Russes soutinrent avec une admirable bravoure tout l'effort de l'armée françoise; ils s'étoient formés en colonne tellement serrée et impénétrable, que rien ne sembloit devoir les faire reculer. Masséna l'entama avec l'artillerie et mit le désordre dans les rangs. Le carnage devint horrible; enfin les Russes cèdent; l'armée autrichienne ne peut plus tenir, et la victoire, après tant d'infidélités, revient se fixer sous les enseignes françaises. Zurich est emporté de vive force, et, dans le désordre général, le célèbre et vertueux Lavater reçoit de la main d'un soldat un coup mortel. Korsakow perd ses bagages, ses malades, une partie de son artillerie, et n'est plus en état de tenir la campagne.

En ce moment, Suwarow, soldat aussi obéissant que courageux, gravissoit avec seize mille hommes, reste de quarante mille braves,

les sommets escarpés des Alpes ; forcé de suivre des routes presque inabordables, de marcher sur les bords des abîmes, à travers les précipices, il brave tous les obstacles et encourage, de l'exemple, ses dévoués soldats. Cependant leur constance se lasse. Rebutés de tant de fatigues, ils s'arrêtent et déclarent qu'ils n'iront pas plus loin. Alors Suwarow fait creuser une fosse, et, s'y étendant : « Jetez, dit-il à ses sol-» dats, de la terre sur mon corps, et vous élève-» rez ensuite un poteau avec cette inscription : » *Ici les soldats russes ont abandonné leur* » *chef.* » Ces paroles et cette action sublime raniment tous les cœurs ; on crie de toutes parts, *mourons, s'il le faut, pour notre général.* Suwarow marche, son dessein est de pénétrer dans le canton de Zurich ; il se flatte, malgré la victoire de Masséna, d'être secondé par Korsakow. Mais il a affaire à un capitaine aussi habile que lui. Masséna prévoit tous les projets de son ennemi, et se prépare à les faire échouer. La division Lecourbe et les Russes se livrent des combats opiniâtres, tantôt vainqueurs, tantôt vaincus ; Masséna se porte partout, s'avance, se replie, suivant la nature des circonstances, bat de nouveau Korsakow (1), remporte des avantages nombreux sur Suwarow lui-même, et force ce vieux favori

(1) L'armée de Condé se trouvoit à cette affaire. Deux

de la victoire à renoncer à une carrière que la gloire ne peut plus couronner. Suwarow, victime de l'intrigue, de l'ignorance, ou de l'envie prit le parti de ramener à son empereur les restes d'une armée couverte de lauriers, mais désormais inutile pour la libération de l'Europe. Ses ennemis purent se réjouir de son malheur; l'Autriche put s'applaudir de sa politique; mais cette politique la priva d'un allié aussi loyal que puissant, et enfanta pour elle quinze années de guerre, qui mirent plus d'une fois son indépendance en péril.

La république retrouva un avenir; les victoires de Masséna relevèrent le courage des armées. De son côté, le général Brune envoyé en Hollande, où les Anglais avoient débarqué vingt mille hommes, les attaqua avec succès, leur enleva les positions dont ils s'étoient emparés, et, après plusieurs combats opiniâtres, malgré la perte de la flotte batave, eut la gloire de faire capituler cette armée anglo-russe, dont le but étoit de menacer nos frontières du nord, tandis que celle du midi étoient sur le point d'être envahies.

Telle étoit la situation de la France, lorsque tout à coup le bruit retentit dans toute la

cents chasseurs nobles donnèrent. Cent furent mis hors de combat. Le général de Salgues, âgé de 74 ans, périt à la tête de ce corps.

capitale : *Le général Buonaparte est à Fréjus.*

Qu'on juge de la sensation que produisit cette nouvelle. On étoit dans une extrême incertitude sur les événemens de l'Égypte. Tout ce que les journaux étrangers en rapportoient étoit ou absurde, ou contradictoire. Ici, on parloit d'une révolte de son armée, de ses revers et de sa fin tragique ; là, on le mettoit à la tête d'une armée de soixante mille hommes françois, cophytes, arabes, druses, égyptiens, etc ; et on le faisoit marcher sur Constantinople, on ajoutoit que la Sublime Porte effrayée, lui faisoit offrir la libre possession de l'Égypte ; ailleurs, on convenoit qu'il avoit éprouvé quelques échecs devant Saint-Jean-d'Acre ; et qu'il avoit paru se retirer en désordre ; mais reprenant bientôt ses avantages ; il avoit surpris son ennemi ; s'étoit rendu maître de la ville ; avoit fait prisonnier Sidney-Smith avec tout son état-major. Plusieurs fois les papiers anglois avoient annoncé sa mort ; mais depuis l'expédition de Saint-Jean-d'Acre on étoit mieux informé de ce qui se passoit. Cependant on étoit loin de le croire si près de reparoître dans cette Europe qu'il avoit étonnée si long-temps de l'éclat de ses victoires. Nous verrons bientôt, par quel rare bonheur, quarante-cinq jours après son départ d'Égypte, il arriva, sans péril et sans obstacles, aux côtes de Fréjus.

CHAPITRE II.

Heureuse navigation de Buonaparte. Son débarquement à St.-Raphéau. Son arrivée à Paris. Enthousiasme des Parisiens. Fêtes en son honneur. Préparatifs du 18 brumaire.

Les bâtimens équipés à Alexandrie pour le départ du général en chef étoient *le Carrère* et *le Muiron*, frégates de 28 canons, et les deux avisos *l'Indépendant* et *la Revanche*. Buonaparte montoit *le Muiron*, commandé par le contre-amiral Gantheaume, ayant sous ses ordres le capitaine Delarue. Pendant deux jours les vents contraires ne permirent pas de mettre à la voile. Le 25 août ils devinrent favorables, et la flottille vogua tranquillement sur une mer calme, dans un air pur et serein : jamais navigation ne fut plus paisible. On avoit aperçu au loin, le jour du départ, une frégate angloise ; ce fut la seule que l'on signala ; elle ne reconnut point les bâtimens françois, et le 1^er^. octobre Buonaparte descendit dans le port d'Ajaccio sa patrie. La Corse étoit agitée par des partis contraires; sa présence les calma; après un repos de sept jours, il remit à la voile, et se dirigea sur les côtes de Provence. On apercevoit déjà ces rives si long-temps désirées,

lorsque le contre-amiral reconnut une escadre angloise qu'il sembloit difficile d'éviter. Buonaparte lisoit tranquillement une tragédie de Racine. Le contre-amiral vint lui faire part de ses inquiétudes, et lui proposa de retourner en Corse. — « En France, répondit vivement » Buonaparte; car c'est en France et non [illegible] » en Angleterre, ni en Corse que je veux aller. » L'amiral ordonne de forcer de voiles; les vents répondent à l'impatience et aux vœux du général en chef, et le 9, à 2 heures, il arrive à St.-Rapheau, et de là à Fréjus, au milieu d'une foule immense, et aux cris de *vive la république! vive Buonaparte!* On assure qu'en mettant le pied sur le sol françois, il se prosterna et le baisa.

Buonaparte avoit tout prévu. Pour ne point faire de quarantaine, il s'étoit muni à Alexandrie de certificats qui attestoient qu'il n'y avoit aucun symptôme de peste lorsqu'il avoit quitté cette ville; et d'ailleurs l'autorité de son nom suffisoit seule pour faire fléchir la loi.

Dès que le télégraphe eut annoncé à Paris le débarquement du héros de l'Orient, ses deux frères, Joseph et Lucien, et sa femme Joséphine, partirent pour aller au-devant de lui; mais, ayant pris chacun une route différente, ils ne se rencontrèrent pas.

Personne, peut-être, ne connoît mieux le prix

du tèmps que Buonaparte. A peine arrivé à Fréjus, il part pour Paris, et parcourt la France en triomphateur; l'on accourt de toutes parts sur son passage, comme vers le libérateur de la patrie.

A Lyon, les poëtes de cette ville improvisèrent une petite pièce intitulée : *Le retour du héros*, et le pressèrent si vivement d'assister à la représentation de cet impromptu : qu'il y consentit. Toutes les villes où il passoit le soir étoient illuminées. Jamais souverain n'avoit reçu de plus grands honneurs.

Ceux qui l'avoient vu avant son départ pour l'Égypte avoient de la peine à le reconnoître. Il portoit, en quittant la France, de longs cheveux poudrés; son teint étoit pâle, ses joues creuses. Il reparoissoit avec un visage plein, des cheveux courts, un teint que les ardeurs du ciel d'Égypte avoient bruni. Il amenoit avec lui outre le jeune Beauharnais, le capitaine de marine Dumanoir, le jeune Descorches de Sainte-Croix, et plusieurs généraux. Un détachement de mameluks ajoutoit à l'éclat de son cortége et à la singularité de son apparition.

Cependant tous les esprits n'étoient pas animés pour lui des mêmes dispositions.

Une des voitures de sa suite fut arrêtée, de St.-Maximin à Aix, par un parti armé; car le midi de la France étoit sur le point d'enfanter

une nouvelle Vendée. On lui enleva huit à neuf mille francs d'argent monnoyé, de la vaisselle précieuse, des armes turques, des schals de Cachemire, des étoffes et des bijoux. Deux soldats de son escorte furent désarmés. On présume qu'on avoit le dessein de l'enlever lui-même. Son heureuse étoile le sauva encore; et le 16 octobre, il arriva à Paris, et descendit dans la maison de sa femme, rue Chantereine. Madame Buonaparte n'étoit point encore de retour; quelques lettres interceptées sur mer par les Anglois faisoient penser que l'époux n'avoit pas été très-empressé de recevoir ses embrassemens; mais, pour détourner l'effet de ces malignes interprétations, les journaux crurent devoir annoncer qu'elle étoit très-bien avec son mari.

Le lendemain de son arrivée, Buonaparte se présenta au directoire, au milieu d'une foule immense et des acclamations universelles. Son costume étoit simple, on ne remarquoit d'extraordinaire qu'un cimeterre turc qu'il portoit suspendu à un cordon de soie. Le matin, trois des directeurs l'avoient prévenu, Roger-Ducos et Syeyes avoient seuls cru devoir conserver leur dignité.

Bientôt la rue Chantereine, devenue la rue de la Victoire, offrit le quartier le plus fréquenté de Paris. Chaque jour elle étoit inondée

d'une multitude d'hommes et de femmes qui attendoient le moment heureux où ils pourroient voir le héros ; mais il se montroit peu et sortoit sans uniforme pour être moins facilement reconnu. Son habillement ordinaire étoit une redingote de couleur grise, tirant sur le vert.

Il affecta de faire et de recevoir peu de visites. Les députés des deux conseils ayant sollicité auprès de lui la faveur d'être admis, en présentant simplement leur carte, il se refusa à cet honneur, en donnant pour motif qu'il n'étoit qu'un simple particulier, et qu'il ne devoit point être traité comme un homme d'état.

Un député (Baudin des Ardennes), mourut de joie en apprenant son retour. Le général Championnet refusa de commander désormais l'armée d'Italie. Le directoire lui adressa des lettres de félicitation ; mais, pour ne pas paroître lui accorder une distinction particulière, il en écrivit de pareilles au général Brune et au général Masséna. On laissoit adroitement circuler le bruit que la conquête de l'Égypte étoit achevée ; que le grand-seigneur lui-même en avoit fait la cession, en se réservant seulement le tribut annuel qu'il recevoit des beys : le peuple répétoit ces nouvelles avec enthousiasme.

Peu de jours après son retour, Buonaparte se rendit au théâtre de l'Opéra-Comique sans

aucune marque de ses dignités militaires. Le public l'ayant aperçu, on cria de toutes parts : *Vive Buonaparte!* Le général, embarrassé de tant d'honneurs, affecta de se retirer par modestie.

Il avoit apporté deux cents drapeaux d'Égypte ; on les reçut avec beaucoup d'éclat ; mais il évita de se trouver à la réception de ceux qu'on avoit conquis sur les Suisses.

Les premiers jours de son arrivée se passèrent ainsi en témoignages de satisfaction et de joie. Les deux conseils voulurent célébrer son retour dans un banquet solennel. On choisit pour cette fête l'église de Saint-Sulpice, alors désignée sous le nom de *Temple de la victoire*, et le jour du festin fut fixé au 15 brumaire.

C'étoit une circonstance assez remarquable que cet empressement, ces marques de distinction et d'allégresse prodiguées à un général qui venoit de quitter son armée, sans ordre, et de s'affranchir à Fréjus des lois imposées à tous les vaisseaux ; mais il avoit depuis long-temps accoutumé le gouvernement à fléchir sous ses volontés, et son ascendant sur l'armée le mettoit en état de tout entreprendre et de ne rien craindre : il trouvoit d'ailleurs dans le directoire même une protection naturelle. Barras se regardoit comme l'auteur de sa fortune, et se fioit sur sa reconnoissance ; Sieyes et Roger-

Ducos en avoient besoin pour l'accomplissement de leurs vues. Les deux autres directeurs jouissoient de trop peu de crédit pour engager avec lui une lutte incertaine et périlleuse.

Jamais la fortune ne l'avoit placé dans des circonstances plus favorables. Toute la France attendoit un libérateur; le gouvernement lui-même l'appeloit de tous ses vœux. La gloire qu'il avoit acquise en Italie brilloit encore de tout son éclat; ses revers en Égypte étoient peu connus, et son départ se transformoit en triomphe : on le regardoit comme un acte de dévouement inspiré par l'amour de la patrie. Le directoire fit publier qu'il n'avoit renoncé à ses victoires d'Égypte que pour venir sauver son pays.

Depuis long-temps, l'abbé Syeyes méditoit un changement dans la constitution. Ceux qui croyoient percer dans le secret de sa pensée étoient persuadés qu'il n'avoit jamais perdu de vue le projet de substituer à la branche aînée des Bourbons une branche collatérale, dont les intérêts lui paroissoient plus assortis à ceux de la révolution. On savoit qu'il avoit un penchant décidé pour le gouvernement monarchique; on remarquoit que depuis son entrée au directoire, il s'étoit lié avec des hommes qui s'étoient acquis à l'assemblée constituante et dans le maniement des affaires une assez haute réputation

d'homme d'état. On se rappeloit qu'il avoit au commencement refusé les faisceaux du directoire; et l'on se persuadoit que s'il les avoit acceptés depuis ce ne pouvoit être que pour l'accomplissement de quelques vues profondes et importantes. Ces conjectures se fortifioient tous les jours, et le bruit d'une révolution prochaine dans les formes de la constitution se répandit si généralement, qu'un parti démagogique dénonça le directeur Syeyes au conseil des cinq cents. Les excès de cette fraction de la puissance législative devenoient de jour en jour plus effrayans.

Syeyes prévoyoit l'époque très-prochaine où la France seroit de nouveau précipitée dans toutes les horreurs de l'anarchie, si quelque main hardie ne prévenoit ce malheur par un coup d'état; mais il sentoit la nécessité d'appeler au succès de cette entreprise quelques membres du directoire, et ceux qui le composoient lui paroissoient peu propres à seconder ses desseins.

De son côté, le directeur Barras ne voyoit pas sans alarmes les progrès du parti démagogique; il avoit exercé un pouvoir trop arbitraire, ses mœurs étoient trop éloignées de celles des hommes de la révolution pour n'avoir pas tout à craindre, si l'anarchie déployoit de nouveau toutes ses fureurs. Doué d'un esprit vif et péné-

trant, il sentoit que le rétablissement de la monarchie pouvoit seul mettre un terme à toutes les tourmentes révolutionnaires, et un frein à toutes les ambitions; il ne regardoit pas comme impossible d'acheter par un service signalé l'oubli de ses propres égaremens : il avoit plus d'une fois communiqué ses pensées à son secrétaire Botto, et à l'un de ses amis, M. David Monnier. Celui-ci étoit dévoué aux intérêts du roi, et prêt à tout entreprendre pour le servir : une occasion imprévue lui offrit quelque espoir de succès.

Après la fameuse journée du 18 fructidor, un imprimeur célèbre, de Neufchatel (1), qui, comme M. Monnier, servoit avec zèle la cause du roi, cherchoit un asile contre la proscription. Après bien des inquiétudes et des courses inutiles, il s'adressa à M. David Monnier, qui le reçut et le cacha. Ici je vais le laisser parler lui-même, et citer fidèlement les Mémoires manuscrits qu'il m'a communiqués.

« M. David Monnier, avec qui j'étois en liaisons d'affaires, dit-il, occupoit, rue du Bac, un grand hôtel où plusieurs issues et un vaste jardin présentoient une grande facilité pour s'évader. M. Monnier ne m'accueillit pas seulement avec

(1) M. Fauche-Borel.

cet intérêt qu'excite le malheur ; un autre sentiment sembloit encore l'animer, et je crus découvrir qu'il voyoit avec regret le triomphe des jacobins sur les royalistes. Il venoit souvent me rendre visite dans ma cachette ; nous causions de ce qui se passoit, et nous finîmes bientôt par nous entendre entièrement. Nous nous confiâmes mutuellement nos plus secrètes pensées, et je vis avec une joie inexprimable qu'il partageoit toutes mes opinions.

» Un jour que nous gémissions sur la fatalité qui poursuivoit les royalistes, et sur la perfidie qui avoit fait avorter leur projet, M. Monnier me dit avec l'accent du regret : « Il est fâcheux que vous ne vous soyiez pas confié à Barras ! — A Barras ! repris-je, frappé d'étonnement. — Oui. Barras n'est pas ce que vous pensez. Il aime le plaisir et le faste, et c'est pour satisfaire ces goûts qu'il s'est jeté dans la révolution. La nature ne l'a pas fait méchant ; mais l'intérêt personnel le pousse à faire tout ce qu'il croit pouvoir lui conserver ce qu'il craint tant de perdre. Il n'est point ambitieux ; les honneurs ne le touchent qu'autant qu'ils lui assurent une grande aisance. Donnez-lui les moyens de continuer à mener le genre de vie que vous lui connoissez, et vous le verrez s'empresser de déposer la pourpre directoriale, se dérober aux affaires pour s'abandonner sans

réserve à la mollesse et au plaisir qu'il chérit par-dessus toutes choses. — Eh quoi ! vous pensez qu'en assurant à Barras une grande fortune, il consentiroit à servir son roi légitime ? — Je n'en doute pas. — Mais comment savez-vous cela ? — De quelqu'un pour qui Barras n'a rien de caché, et que vous verrez ce soir. »

» En effet, ma surprise fut extrême de voir arriver, dans la soirée du même jour, M. Botto, secrétaire de Barras, et surtout de le trouver, après quelques heures de conversation, dans des sentimens bien opposés à ceux que son patron avoit affichés quelque temps auparavant.

» Je conçus dès ce moment l'espoir d'être encore utile à la cause que j'avois embrassée avec tant d'ardeur, et je parvins à faire passer dans l'âme de M. Monnier le zèle dont j'étois moi-même animé. Il consentit à concourir de tous ses efforts au salut de la France, et il a rempli loyalement la tâche qu'il s'étoit imposée.

» Plein des idées nouvelles qu'avoient fait naître en moi les renseignemens que je venois d'acquérir, il me tardoit de me rendre auprès des princes pour leur faire part de ma découverte, et du parti que l'on en pourroit tirer.

» Je priai M. Monnier de me procurer un passe-port. Ce n'étoit pas une chose facile ; mais à l'aide de M. Botto, il parvint à en obtenir un sous le nom de *Borelly*, et il me l'apporta.

» Je partis, et l'on se figurera aisément les dangers auxquels je fus exposé dans ma route, lorsqu'on saura que mon signalement avoit été envoyé à toutes les administrations départementales, et que le ministre Merlin étoit si courroucé de mon évasion, qu'il avoit destitué le commissaire de police du quartier où j'étois logé.

» Cependant, j'arrivai sans accident à Neufchatel, ma patrie; j'y restai peu de temps : j'y courois des dangers, et il me tardoit de me rendre auprès des princes.

» S. M. Louis XVIII étoit alors à Mittau. Je me rendis d'abord à Hambourg, où j'avois quelques affaires d'intérêt à terminer. J'y trouvai des lettres de M. Monnier qui me donnoit beaucoup d'espoir, et je me disposois à partir pour Mittau, lorsque je fus appelé en Angleterre pour l'impression de quelques ouvrages importans sur la Suisse. Mon voyage devoit être de peu de durée, et je priai M. Monnier de continuer à m'adresser ses lettres chez mon frère, à Hambourg.

» Je séjournai à Londres plus long-temps que je ne le croyois. De retour à Hambourg, je trouvai plusieurs lettres de M. Monnier. Dans l'une, entre autres, il m'annonçoit qu'il se rendoit près de moi pour me porter les nouvelles les plus satisfaisantes de la part de Barras. Il

étoit en effet venu à Hambourg pendant mon absence, et je fus désolé de ne m'y être pas trouvé. Cependant il avoit été reçu par un autre moi-même, et c'est ce qui me consola. M. de la Maisonfort, mon ami, et de plus l'associé de mon frère, sachant que M. Monnier m'avoit en quelque sorte sauvé la vie au 18 fructidor, se crut obligé de le traiter de son mieux. De son côté, M. Monnier, qui connoissoit l'intimité de mes liaisons avec M. de la Maisonfort, lui confia les motifs de son voyage. Il avoit reçu de Barras lui-même des explications précises, et il apportoit les conditions auxquelles le directeur s'engageoit à opérer une révolution en faveur de la royauté : ces conditions étoient simples. Il demandoit amnistie pour lui et les personnes qu'il désigneroit, et en outre une indemnité de douze millions qui seroit répartie comme il l'indiqueroit. En mon absence, M. de la Maisonfort promit d'écrire au roi, pour lui demander ses ordres, et M. Monnier promit de revenir incessamment à Hambourg.

» M. de la Maisonfort adressa en effet au roi, à Mittau, un compte détaillé de l'état des négociations avec le directeur Barras, et supplia S. M. de lui faire passer des pouvoirs ou d'envoyer quelqu'un chargé de traiter en son nom.

» C'est à cette époque que les déportés à Cayenne parvinrent à rompre leurs fers, et à

se sauver de cette terre qui devoit être leur tombeau. J'eus le bonheur inexprimable de serrer dans mes bras mon cher Pichegru. Il me raconta toutes ses souffrances, et je ne pus m'empêcher de verser des larmes sur le sort de ce nouveau Miltiade, auquel la France devoit ses premières victoires.

» Je m'empressai de lui rendre compte de mes nouvelles liaisons, et je lui communiquai toutes les pièces relatives à la négociation avec Barras. Pichegru eut d'abord peine à croire ce que je lui disois, ce qu'il voyoit même; cependant il ne put se refuser à l'évidence. Il se joignit à notre sainte ligue, et s'établit momentanément à Brunswick.

» M. Monnier fut exact à se rendre pour la seconde fois à Hambourg, comme il l'avoit promis.

» De son côté, M. le duc de Fleury arriva de Mittau avec les pouvoirs qu'on désiroit, mais il y eut à ce sujet un malentendu qui occasiona de grands retards. M. Monnier demandoit pour lui des pouvoirs qui justifiassent de sa qualité d'envoyé du roi auprès du directeur Barras; il vouloit par là lui inspirer une entière confiance, et terminer avec plus de promptitude les arrangemens qui devoient procurer un mouvement en faveur de la monarchie. Les pouvoirs communiqués par M. le duc de Fleury

étoient destinés à rester entre ses mains, et l'autorisoient à prendre lui-même le titre d'envoyé du roi ; mais cette disposition suffisoit-elle pour inspirer assez de confiance au directeur? M. Monnier demandoit formellement des lettres-patentes qui, tout en préservant la dignité du monarque, assurassent à Barras sa tranquillité, ses propriétés et la bienveillance de S. M. Il donna un modèle de ces lettres-patentes, rédigé dans la forme indiquée par Barras.

» Cet état de choses rendoit indispensables des voyages à Mittau et Pétersbourg. Il fut convenu que je m'y rendrois avec M. de la Maisonfort. Nous allâmes à Berlin, à l'effet d'obtenir les passe-ports nécessaires; et là il y eut, tant sur notre mission que sur tous les objets qui y étoient relatifs, trois conférences entre M. le général Stamfort, le comte Panin, ministre de Russie, le général Pichegru, MM. Monnier, de la Maisonfort, et moi.

» Tout ayant été définitivement réglé, M. Monnier retourna à Paris pour instruire Barras de ce qui s'étoit passé. On convint qu'après le retour de Mittau et de Pétersbourg on se rendroit à Wésel ou Essen, et qu'on en informeroit M. Monnier, qui s'y rendroit de son côté pour y faire l'échange de l'acceptation par écrit du directeur Barras avec les lettres-patentes qu'on auroit obtenues.

» Malgré les précautions minutieuses que je pris pour qu'il n'y eût pas un instant de perdu dans toute cette négociation, ce ne fut qu'après sept semaines que je reçus les passe-ports demandés à Pétersbourg, et je me rendis sur-le-champ avec M. de la Maisonfort à Mittau, où je donnai à S. M. tous les détails qui concernoient cette importante affaire.

» Le roi, en approuvant toutes les mesures prises, me fit observer que cette affaire ne pouvoit se suivre sans le concours du gouvernement anglois, et qu'il falloit sans retard la lui communiquer. S. M. apprit avec satisfaction que j'en avois donné connoissance à M. Wickham, et que ce ministre avoit donné l'assurance positive qu'on fourniroit pour cette opération tous les secours nécessaires. M. de la Maisonfort partit aussitôt pour se rendre à Pétersbourg, et à Mittau l'on s'occupa de la rédaction des lettres-patentes demandées par Barras : elles furent expédiées et contre-signées par M. le comte de St.-Priest.

» Paul Ier, dont les intentions étoient aussi pures que loyales, approuva entièrement le projet qui lui fut communiqué par M. de la Maisonfort qu'il honora de trois audiences particulières. Il promit de faire tout ce qui étoit en son pouvoir auprès de son généreux allié le roi d'Angleterre. Lord Whitworth, ministre de

S. M. britannique à la cour de Pétersbourg, répondoit d'avance de l'assentiment de son gouvernement, et dépêcha un courrier à Londres. S. M. l'empereur Paul fit remettre à cette occasion un témoignage de sa munificence à M. de la Maisonfort.

» Porteur des lettres patentes demandées, et de celles du roi pour M. Monnier, je me rendis à Brunswick pour me concerter avec le général Pichégru, et de là je partis pour Wésel, où M. de la Maisonfort arriva de son côté. Malgré dix lettres écrites à M. Monnier, je restai deux mois dans cette ville sans recevoir de réponse. Ce silence de la part de mon correspondant me causa la plus vive inquiétude.

» J'ai eu lieu d'apprendre depuis ce qui avoit occasioné ce long silence qui avoit mis M. Monnier dans une situation semblable à la mienne.

» Le directeur Barras, voulant s'assurer de l'exactitude et de la vérité des rapports que lui faisoit son confident, voulant de plus avoir la certitude que dans le projet et les promesses qu'on lui faisoit il n'y avoit ni restriction, ni arrière-pensée, fit intercepter à la poste mes lettres à M. Monnier et celles que ce dernier m'écrivoit. La conformité d'idées et de vues qu'il trouva dans leur contenu le confirma de plus en plus dans ses bonnes dispositions : j'en eus la conviction de la manière suivante.

» Pour sortir de l'inquiétude où j'étois depuis deux mois, je me déterminai à écrire directement à Barras. Je mis dans ma lettre toute la circonspection possible, et le priai de charger M. Botto de m'apporter sa réponse. Pour que ma lettre parvînt sûrement, je me servis du courrier du ministre prussien, M. Sandoz, que e chargeai également d'un billet pour M. Monnier. La réponse de ce dernier m'expliqua tout, et me rendit à mes espérances. Je vis presqu'en même temps arriver à Wesel M. Eyriès, chevalier de St.-Louis, et fils d'un ancien capitaine de vaisseau; il étoit porteur de ma lettre au directeur Barras, écrite de sa main, et qui contenoit ce peu de mots : « Botto est aux eaux. » Je charge le porteur de cette lettre, et de la » vôtre de conférer avec vous : vous pouvez » avoir en lui une entière confiance. »

» Après un court entretien avec M. Eyriès, je le jugeai un homme sûr; mais je ne le crus pas suffisamment autorisé à prendre aucun engagement de la part de Barras. J'écrivis donc de nouveau à ce dernier, et je le priai, vu l'absence de Botto, de m'envoyer M. Monnier, muni de ses pleins pouvoirs.

» Le directeur ne tarda pas à répondre. Il envoya à Wésel un de ses amis intimes, M. Guérin, qui me remit une lettre où il me prescrivoit d'en agir avec le porteur comme avec lui-

même. Quoiqu'il m'eût été plus agréable d'avoir affaire à M. Monnier, je ne crus pas devoir refuser de traiter avec le nouvel envoyé; c'eût été montrer une défiance qui auroit pu nuire aux intérêts du roi. Je m'empressai donc de mettre M. Guérin parfaitement au courant des choses; je lui fis part de la disposition des puissances étrangères, et enfin je lui mis sous les yeux les lettres patentes de S. M. Louis XVIII. M. Guérin approuva les mesures qui avoient été prises, et me prouva par ses discours qu'il jouissoit de toute la confiance du directeur; mais il me témoigna quelque regret d'apprendre que le ministre prussien Haugwitz fût dans la confidence. Il craignoit que ce ministre n'eût fait quelque révélation à Syeyes, alors ambassadeur de France à Berlin. L'événement a prouvé que les craintes de M. Guérin n'étoient pas sans fondement. Toutefois, il me chargea d'assurer formellement S. M. qu'elle pouvoit compter sur son zéle, et me donna rendez-vous à Francfort pour le 26 octobre suivant, afin d'y échanger les lettres patentes du roi, avec l'engagement par écrit du directeur Barras.

» Voyons, cependant, ce qui se passoit à Paris.

» Le directoire étoit alors composé de Barras, Laréveillère-Lépaux, Merlin, Treilhard, et Syeyes, qui revenoit de son ambassade à Berlin.

» Barras avoit un esprit naturel qui lui faisoit apercevoir les choses sous leur véritable point de vue, et ne lui permettoit pas de se faire illusion sur la fragilité du pouvoir dont il étoit revêtu; il sentoit bien qu'une crise étoit inévitable. Quelle en seroit l'issue pour lui? Cela dépendoit du parti qu'il prendroit : il risquoit tout, si le parti démagogique triomphoit. La monarchie étoit donc le seul port de salut, le seul état où il pût espérer une existence agréable et paisible, et l'on ne peut pas douter de la sincérité du projet qu'il avoit formé.

» Laréveillère-Lépaux appliquoit à la politique l'esprit de système et d'illuminisme qu'il apportoit aux affaires de religion. Le triomphe de la secte théophilanthropique étoit l'unique objet de ses vœux et de ses travaux. Or, point de république, point de théophilanthropie. Il s'ensuivoit de là que Laréveillère-Lépaux étoit un des plus fermes appuis de la république.

» Merlin et Treilhard, tous deux avocats, ne doutoient pas que les affaires de la république françoise ne dussent se mener comme celles des républiques d'Athènes et de Rome; ils se moquoient de Barras, qui n'improvisoit pas aussi bien qu'eux, mais qui voyoit les choses beaucoup plus sagement. Du reste, ils se croyoient obligés d'être républicains, par cela seul que Cicéron l'avoit été. Leur parler du rétablisse-

ment de la monarchie, c'eût été proposer à Brutus de rappeler les Tarquins.

» Syeyes étoit sans contredit le plus malin des cinq directeurs. Parlant peu, observant beaucoup, et attendant l'instant propre pour tirer parti de toutes les circonstances qui pourroient se présenter. Toutefois, il étoit facile de penser qu'il avoit intérieurement un projet favori qui n'étoit pas celui de replacer Louis XVIII sur le trône.

» Barras avoit beaucoup à se plaindre de ses collègues qui ne laissoient échapper aucune occasion de contrarier ses idées. Il chercha donc à se rapprocher de Syeyes, afin de s'en faire un appui. Syeyes parut se prêter volontiers à un rapprochement; il s'établit bientôt entre eux une espèce d'intimité qui provoquoit la confiance. Il étoit difficile de ne pas s'entretenir de la situation de la république, et plus difficile encore que les entretiens n'amenassent pas des discussions sur les moyens de sauver la France des déchiremens qui la menaçoient. Barras témoignoit la plus grande confiance dans les lumières de Syeyes. Celui-ci, qui voyoit bien où Barras en vouloit venir, ne dissimuloit pas la nécessité d'une réforme; Barras ajoutoit qu'elle étoit indispensable, et engageoit Syeyes à méditer sur la nature et le sens des réformes à faire. On imaginera facilement qu'à

la suite de quelques entretiens, où les interlocuteurs paroissoient être si bien d'accord, on décida qu'il falloit absolument renverser la constitution de l'an 3 pour y substituer autre chose. Qu'est-ce qu'on y substitueroit? Cela importoit peu à savoir pour le moment. Ce qui importoit, c'étoit de se débarrasser d'abord de la constitution et d'établir un gouvernement provisoire : on verroit ensuite.

» Ce principe une fois posé, les deux directeurs travaillèrent sans relâche à produire le mouvement désiré. D'abord, il étoit essentiel de remplacer les trois collègues Merlin, Treilhard et Laréveillère-Lépaux, sur lesquels on ne pouvoit pas compter, par trois hommes ou dévoués ou insignifians. La chose paroissoit difficile; mais de quoi ne vient-on pas à bout avec de l'énergie et une ferme résolution! On commença par chercher dispute à Treilhard sur la validité de son élection. Il fut prouvé aux deux conseils que cette élection étoit nulle, et en conséquence on procéda à son remplacement. Ce fut Gohier qui fut nommé à sa place. Comme ce renvoi ne touchoit ni Merlin, ni Laréveillère-Lépaux, aucun d'eux ne réclama en faveur de Treilhard. Soit aveuglement, soit pusillanimité, ils se laissèrent tranquillement enlever un collègue dont la voix leur donnoit la prépondérance au directoire. Les consé-

quences de cette destitution se firent bientôt sentir à eux, car peu de jours après, ils furent eux-mêmes attaqués et obligés de céder la victoire à leurs ennemis. Le 30 prairial, on leur demanda leur démission, et ils la donnèrent avec une soumission qui décéloit leur imprévoyance et la stupeur dont ils étoient frappés. Moulins et Roger-Ducos les remplacèrent.

Maîtres du champ de bataille, n'ayant rien à redouter de leurs nouveaux collègues, Barras et Syeyes marchèrent rapidement au but qu'ils se proposoient; ils endoctrinèrent d'abord quelques membres des deux conseils. Syeyes leur présenta la situation de la république sous des couleurs si lugubres qu'ils en furent effrayés : les armées battues de toute part, le trésor sans argent, le crédit anéanti, les lois sans vigueur, la Vendée plus menaçante que jamais, tel étoit le fonds du tableau qu'il mettoit sous leurs yeux. Tous les malheurs venoient, disoit-il, d'un vice fondamental dans la constitution : il falloit donc la refondre entièrement. Puis, jetant en avant quelques grands mots, *concentration d'autorité*, *balance des pouvoirs*, et autres de cette nature, il tâchoit de leur développer les bases de la nouvelle charte qu'il méditoit. Du reste, il devoit y avoir, dans le nouvel ordre de choses, des places pour tout le monde. Cette assurance contribua beaucoup à aplanir les difficultés.

Une trentaine de membres des deux conseils entra donc dans la ligue, et promit de la servir de tous ses moyens.

» Pour hâter la maturité du plan, Fouché de Nantes, ministre de la police, et l'un des principaux conjurés, imagina de déchaîner pendant quelques jours les jacobins qu'il tenoit comprimés (1). La crainte des excès auxquels ils pouvoient de nouveau se livrer devoit faire désirer un changement, et donner lieu à le provoquer. Le succès de cette mesure passa les espérances des conjurés. La réunion des jacobins, rue du Bac, et leurs vociférations jetèrent la terreur dans l'âme de tous les amis secrets de la royauté; le ministre, qui les avoit lâchés, sut bien les enchaîner de nouveau aussitôt que l'effet qu'on attendoit eut été produit.

» Dès ce moment, ce qu'on avoit seulement désiré devenoit presque inévitable, et il ne s'agissoit plus que de fixer l'époque de la révolu-

---

(1) Ceci n'est pas exact. Fouché n'étoit pas encore ministre de la police. C'étoit Duval de la Seine-Inférieure. Barras et Syeyes le trompèrent, et ce fut malgré lui que les jacobins s'assemblèrent rue du Bac. Voyant cette anarchie, il demanda un successeur. On nomma M. Bourguignon à sa place. Fouché ne fut nommé ministre que quand il fallut rétablir l'ordre et chasser les jacobins.

tion. On s'occupa donc de chercher parmi les généraux celui que l'on croiroit le plus propre à favoriser le mouvement par son crédit sur les soldats. Les regards se fixèrent sur plusieurs de nos guerriers. On discuta leurs moyens, leur caractère et le degré de confiance qu'ils pouvoient mériter. Barras proposa Moreau ou Joubert ; ce dernier étoit un jeune homme plein de loyauté et de mérite. Syeyes et, Fouché trouvèrent le premier trop rigide, et après quelques objections, ils acceptèrent l'autre, mais à condition qu'il gagneroit en chef une bataille. Joubert alla se mettre à la tête de l'armée qui étoit en Piémont, afin de remplir la condition qui lui étoit imposée (1).

(1) Joubert, né à Pont-de-Vaux, en Bresse, avoit quitté la carrière du barreau pour se faire simple grenadier. Il s'étoit élevé de grade en grade jusqu'au rang de général de division. Employé à l'armée d'Italie sous le commandement de Buonaparte, il avoit plus d'une fois décidé la victoire par sa résolution ou son intelligence. On citoit comme une campagne admirable celle qu'il avoit faite dans le Tyrol, et l'on rapportoit à ce sujet une anecdote qui mérite d'être conservée. Au retour de cette campagne, où il avoit forcé tous les passages, il se rend au quartier général, se présente chez le général en chef. La sentinelle l'arrête; il la force : elle crie ; Buonaparte se présente, l'embrasse, et dit : « Celui qui a » forcé le Tyrol peut bien forcer une consigne

» Deux événemens imprévus dérangèrent les calculs secrets de Barras, et surtout ceux de Syeyes. D'un côté, Joubert fut tué à la tête de son armée, au milieu de ses propres soldats, et l'on se rappelle les soupçons auxquels cette mort donna lieu dans le temps. D'un autre côté, on apprit qu'un vaisseau parti d'Égypte, et sur lequel on croyoit que Buonaparte se trouvoit, avoit été pris par les Anglois. Il fallut en revenir à Moreau.

» Tout ce qui ne portoit pas le caractère de la franchise déplaisoit à ce général. On eut donc beaucoup de peine à lui faire comprendre ce qu'on désiroit de lui, et il fallut lui parler au nom de la patrie en larmes, pour qu'il se prêtât à une affaire qu'il regardoit d'abord comme une intrigue. Persuadé qu'il s'agissoit d'opérer le bien, il consentit à ce qu'on lui demandoit (1).

» Tout à coup, l'on apprend que Buonaparte est débarqué à Fréjus. *La patrie est sauvée !*

---

(1) Il est constant que, dans le cours de ces desseins, l'abbé Syeyes et le nouveau ministre de la police avoient adressé des dépêches au général Buonaparte pour l'engager à se rendre en France. Nous avons vu qu'aucune de ces dépêches ne lui arriva assez tôt pour le déterminer à partir, et que ce fut de lui-même qu'il prit cette résolution.

s'écria Syeyes, en recevant la nouvelle. Cette exclamation indiscrète auroit dû ouvrir les yeux à Barras; mais il ne paroît pas qu'il en ait compris le véritable sens. Moreau se borna à lire : *Vous n'avez plus besoin de moi; voilà l'homme qu'il vous faut pour un mouvement. Adressez-vous à lui.*

» Son arrivée fut envisagée sous divers points de vue par les différens partis. Les uns regardèrent ce général comme un déserteur; les autres prétendirent que c'étoit la fortune de la France qui l'avoit inspiré, et qui l'avoit préservé des dangers auxquels il avoit été exposé dans son trajet d'Alexandrie à Fréjus. Les premiers vouloient qu'on lui fît son procès; les autres prétendoient qu'il falloit lui élever des autels. Ceux qui avoient désiré son retour eurent assez de puissance pour calmer tous les bruits défavorables à leur héros. Quant à lui, on ne sauroit nier qu'il n'ait montré beaucoup d'adresse dans la position difficile où il se trouvoit.

Il travailla avec affectation à de nouveaux plans de campagne pour la délivrance de l'Italie, et, tandis qu'on le croyoit tout entier aux affaires militaires, il s'occupoit avec Barras et Syeyes des préparatifs d'une révolution qui alloit mettre une couronne sur sa tête.

» J'ai déjà dit que Barras et Syeyes avoient

chacun leur plan secret pour mettre à profit le mouvement qui devoit avoir lieu. Chacun d'eux se flattoit d'être à la tête du gouvernement provisoire, et de disposer ensuite de la France à son gré : ils n'étoient ostensiblement d'accord que sur la révolution préparatoire.

» Buonaparte les joua tous les deux. Barras crut pouvoir compter sur un homme dont il avoit fait la fortune, et il lui confia ses projets (1). Il n'étoit pas venu dans la tête de ce directeur que Buonaparte eût assez d'ambition pour se faire roi de France. Il croyoit que ce seroit mettre le comble à ses vœux que de lui offrir l'occasion d'atteindre le faîte de la gloire et des honneurs, en replaçant le roi légitime de la France sur le trône de ses pères. Buonaparte parut adopter avec empressement les propositions de Barras, et tous deux convinrent de garder le secret à l'égard de Syeyes.

» Celui-ci, de son côté, dévoila à Buonaparte

---

(1) Il paroîtra bien peu vraisemblable que Barras ait communiqué à Buonaparte le projet de rendre la couronne au Roi. On doit néanmoins faire observer que Buonaparte, à son retour à Paris, paroissoit annoncer beaucoup de bienveillance pour Barras (car alors il étoit beaucoup plus puissant que ce directeur) et qu'il changea tout à coup de disposition envers lui; changement qu'il faut bien attribuer à quelque motif grave.

ce qu'il avoit appris à Berlin des projets de son collègue, et il le peignit comme un parjure qui, voyant la république en danger, vouloit composer avec ses ennemis.

» Bonaparte établit aussitôt *sa fortune* sur cette double confidence.

» Telle étoit la sécurité de Barras, que le 29 vendémiaire, c'est-à-dire dix-neuf jours avant le 18 brumaire, il me faisoit écrire par son secrétaire : « Tout va bien ; tranquillisez-vous, » et annoncez à vos commettans que, sous peu » de jours, vous pourrez leur porter de bonnes » nouvelles. »

» Tout étoit prêt pour l'exécution du mouvement projeté. Il ne s'agissoit plus que de se distribuer les rôles. Dans les premiers jours du mois de brumaire an 8 (9 novembre 1799), les conjurés se réunirent à un souper chez madame T..... Il fut arrêté que Barras (c'étoit précisément lui qu'on trompoit ; il étoit juste de lui donner le plus beau rôle), il fut, dis-je, arrêté que Barras seroit à la tête du gouvernement provisoire avec le titre de premier consul, et qu'il auroit pour le seconder Syeyes et Buonaparte, sous la dénomination de deuxième et troisième consuls.

» Le souper fut extrêmement gai. Barras but amplement. Buonaparte fit semblant de boire, et Syeyes se retrancha sur la délicatesse

de sa santé, pour refuser les toasts que l'on portoit au salut de la république. Le premier se livra à toute la gaieté que provoque la franchise méridionale; le second sourioit de ce souris qui contractoit les lèvres de Satan, lorsqu'il passoit en revue l'armée des anges rebelles avec lesquels il croyoit détrôner l'Éternel. Quant à Syeyes, il se bornoit à examiner si les portes étoient bien fermées, et si les domestiques n'écoutoient pas à travers ces fragiles cloisons ce qui se disoit dans la salle à manger.

» Le mouvement fut fixé au 28 brumaire (remarquez ceci, au 28 brumaire), et la nuit étoit déjà bien avancée, lorsque chacun se retira chez soi, Syeyes se promettant bien de tromper Buonaparte, et Buonaparte de tromper Syeyes et Barras. Le génie du Corse, et surtout sa fortune, devoit l'emporter.

» Dès le lendemain, Buonaparte et Syeyes eurent une entrevue secrète, rue Chantereine, et convinrent de devancer le jour fixé pour la révolution. Buonaparte, qui aimoit les rapprochemens de date, proposa le 18 brumaire, comme devant être le pendant du 18 fructidor: cet avis fut adopté par Syeyes.

» En conséquence, les membres dénommés ci-après, tant du conseil des anciens que du conseil des cinq cents, savoir: Lucien Buonaparte, Lemercier, Boulay de la Meurthe,

Regnier, Courtois, Cabanis, Villetard, Baraillon, Cornet Fargues, Chasal, Boutteville, Vimar, Frégeville, Goupil-Prefeln, Herwin, Cornudet, Rousseau, Le Harry et Delecloy, se rendirent le 16 brumaire, entre dix et onze heures du matin, chez Lemercier, président du conseil des anciens, à l'hôtel de Breteuil, près le Manége, et c'est dans cette réunion que le projet de translation des conseils et du directoire à St.-Cloud fut définitivement arrêté, et qu'il fut convenu que cette mesure seroit proposée par la commission des inspecteurs au conseil des anciens. Ces hommes, qui se croyoient quelque chose et qui n'étoient que les instrumens d'une conjuration dont ils ne prévoyoient guère le but, se séparèrent après avoir prêté serment de se garder un secret inviolable et être convenus de voir réciproquement les députés que l'on croyoit pouvoir déterminer par la persuasion ou la crainte à se prêter aux mesures que l'on venoit d'arrêter.

» La nuit du 17 au 18 fut employée à expédier les lettres de convocation. Ce fut le député Courtois qui se chargea de cette besogne. Il se garda bien d'en envoyer aux députés de la part desquels on craignoit quelque opposition, et il répondit le lendemain à ceux qui se plaignoient de n'avoir pas été appelés, qu'il ne concevoit

pas cette omission; que d'ailleurs, tout étant fini, il étoit inutile de se plaindre.

» Le 18 brumaire luit enfin. Vers les 9 heures, madame T....., étant dans son bain, voit entrer un des Adonis aides-de-camp de Barras. Ce jeune Bordelois lui annonce la révolution qui s'opéroit dans Paris. Elle croit d'abord qu'il s'agit de l'opération projetée pour le 28; mais, bientôt désabusée, elle court au Luxembourg, où elle avoit l'habitude et la liberté d'entrer à toute heure. Les choses étoient changées; la consigne étoit sévère, et nul ne pouvoit parvenir jusqu'aux directeurs.

» A force de sollicitations, madame Tallien parvint à faire lever cette consigne. Elle entre chez Barras, croyant être la première à lui annoncer la révolution qui détruit son pouvoir; mais celui-ci, accoutumé aux vicissitudes révolutionnaires, lui répond en haussant les épaules: « *Que voulez-vous, ce b..... là nous a mis tous dedans.* » Ce sont les propres expressions du directeur.

» Dès ce moment, ma correspondance avec les amis de Barras cessa entièrement. Il fallut abandonner mon ouvrage et mes espérances.

» Désolé d'avoir vu échouer un projet dont la réussite paroissoit assurée, je résolus de partir pour Londres, et de m'y livrer exclusivement aux soins de mes affaires personnelles. »

Ici, s'arrête le récit de M. Fauche-Borel. Les faits qu'il raconte sont confirmés par le témoignage vivant des personnes qui s'unirent à lui pour le succès de cette entreprise (1). Il est constant que les désordres de la démagogie ramenèrent à des idées plus sages, à des sentimens plus justes, des hommes que l'enthousiasme de la liberté avoit précipités dans les plus déplorables excès. Avant le directeur Barras, Rovère et Aubry avoient eu aussi le désir de relever le trône, et ce furent leurs relations avec le parti royaliste qui le firent proscrire au 18 fructidor. Mais dans la situation où étoient les choses, ni Barras, ni Rovère, ni le général Pichegru lui-même, n'étoient en état de rétablir la monarchie. Ce changement ne pouvoit être que l'ouvrage du temps ou celui d'une force supérieure. Comment y préparer les chefs de l'armée? La plupart, parvenus des rangs inférieurs aux premiers honneurs militaires, ne craignoient rien tant que le retour de l'ancienne noblesse. Comment y préparer le soldat, qui voyoit dans les principes de la république la garantie de son avenir? Le projet

(1) Madame Turgy, fille de M. Guignet valet de chambre du roi, partit de Paris pour Mittau, emportant, cousues dans ses robes, les pièces de la négociation dont le directeur Barras l'avoit chargée.

36451

dont on s'occupoit pouvoit donc ouvrir une nouvelle carrière, de nouvelles ambitions; mais il ne pouvoit produire aucun résultat favorable à la monarchie.

Barras, d'ailleurs, n'avoit pas assez d'influence sur l'armée, ni d'autorité parmi les membres des conseils et les chefs des administrations pour faire réussir une aussi grande entreprise.

Il cessa même de s'en occuper activement, quand il vit que ses intentions étoient devinées par quelques hommes auxquels il n'étoit pas sage de se confier.

Obsédé des sollicitations et des offres de service de quelques-uns de ces royalistes, qui, sans mission, sans considération, sans talens, vouloient se mêler de la cause du trône, il prit le parti d'abandonner cette affaire, et de laisser faire ses collègues.

CHAPITRE III.

Journée du 18 brumaire. Renversement du directoire et de la constitution.

Syeyes et Buonaparte s'étoient, comme on l'a dit, adjoint des hommes habiles et capables de conduire un mouvement politique. On distinguoit parmi eux MM. Rœderer, ancien député à l'assemblée constituante, de Volney, Talleyrand de Périgord, qui venoit de quitter le ministère des relations extérieures, et Regnault de Saint-Jean-d'Angély, qui venoit de quitter l'administration de l'île de Malte.

L'abbé Syeyes crut devoir chercher encore un appui dans le sein du directoire, et s'associa Roger-Ducos, qu'il trouva disposé à entrer dans ses vues. Le complot fut conduit avec beaucoup d'adresse et de secret. Buonaparte n'en parla pas même au général Berthier, son plus intime confident. Il évita de se montrer en public avec trop d'ostentation, et ne parut occupé que d'études militaires. Ceux qui connoissoient son ambition s'étonnoient d'une modestie si subite;

mais cette modestie même étoit encore un moyen d'ambition.

La situation où il se trouvoit ne lui permettoit pas de temporiser. On avoit trompé la France sur l'état véritable de l'armée d'Égypte. Des dépêches pouvoient arriver d'un jour à l'autre, et détruire l'édifice de mensonge qu'on venoit d'élever; il étoit urgent de se saisir de l'autorité. On avoit déjà gagné quelques membres des deux conseils; on gagna les comités des inspecteurs, et Buonaparte, sans s'ouvrir sur la nature de ses desseins, mit dans ses intérêts les généraux les plus propres à le seconder. C'étoit le 15 du mois de brumaire que les deux conseils avoient choisi pour célébrer, dans un banquet, l'heureux retour du héros de l'Orient. Le banquet eut lieu, mais déjà des inquiétudes vagues circuloient parmi les plus ardens républicains; le dîner fut triste et dura peu. Plusieurs députés connus par l'exaltation de leur républicanisme ne s'y trouvèrent pas. On observa aussi que Buonaparte mangea peu, et ne choisit parmi les mets que ceux qui pouvoient lui être le moins suspects. Après quelques heures données à cette triste et mélancolique réunion, on se quitta pour aller chacun de son côté se préparer au combat. Si quelque chose peut surprendre au milieu de ces préparatifs, c'est l'imprévoyance et l'inertie du parti démo-

cratique (1). Ils se laissèrent conduire jusqu'à l'heure marquée pour le sacrifice, sans avoir rien prévu pour leur défense; et Buonaparte eut si peu d'inquiétude sur l'issue de cette entreprise, qu'il détermina les conjurés ses collègues à remettre au 18 brumaire l'exécution de leur projet. Il vouloit, comme on l'a dit, que ce jour correspondît au 18 fructidor : superstition singulière dont on trouve de nombreux exemples dans le cours de sa vie.

---

(1) On les accusa, à la vérité, d'avoir eux-mêmes médité le renversement de la république, mais rien ne justifie cette accusation. Ils tenoient, disoit-on, des conciliabules secrets; ils faisoient des distributions d'armes et de cartouches. Ils avoient pris la ferme résolution de réunir les deux conseils en une convention; de condamner à mort deux membres du directoire, Syeyes et Roger-Ducos; de mettre Buonaparte hors la loi; de faire guillotiner les inspecteurs des deux conseils; de nommer Garrau commandant de Paris, le général Jourdan commandant de la moitié des faubourgs, et Santerre de l'autre moitié; d'épurer, à leur manière, la représentation nationale, et de chasser des conseils ce qu'ils appeloient des aristocrates.

Mais toute cette accusation n'est fondée que sur une lettre d'un député jacobin à Syeyes, et sur un mot de Buonaparte, qui, dans une conversation particulière, assura que le projet des jacobins étoit de jeter trois cents députés dans la Seine.

Depuis l'arrivée de Buonaparte et les derniers succès de l'armée françoise, une partie des députés du conseil des cinq cents avoit repris quelque assurance, et les jacobins avoient besoin de toute leur audace pour y maintenir leur domination. Le conseil des anciens ne comptoit qu'un petit nombre d'hommes exagérés; ainsi il fut facile d'en gagner une grande partie. On résolut donc de leur proposer le décret de translation, et de les convoquer extraordinairement le 18 brumaire. On passa toute la nuit du 17 à signer les lettres de convocation; et, pour éviter l'intervention des secrétaires, on se servit d'anciennes lettres déposées depuis long-temps aux bureaux de la commission. On fit doubler les postes, et à huit heures le conseil des anciens ouvrit sa séance. Le plus grand nombre, étonné de cette mesure inusitée, obéit à la convocation, mais non sans inquiétude. Un des membres de la commission s'empressa de les dissiper.

« Représentans du peuple, dit M. Cornet, » les symptômes les plus alarmans se manifes- » tent depuis quelques jours. Si le conseil des » anciens ne met pas la patrie et la liberté à » l'abri des plus grands dangers qui les aient » encore menacées, l'embrasement peut deve- » nir général. Amis, ennemis, tous seront éga- » lement enveloppés; la patrie périra, et, s'il

» reste quelqu'un d'entre vous, il n'aura plus » que des pleurs à verser sur ses ruines.

» Vous pouvez, représentans du peuple, » prévenir encore ce malheur. Un instant de » courage suffit; mais, si vous hésitez, la répu- » blique est perdue, et les vautours, prêts à se » précipiter sur elle, s'en disputeront bientôt » les lambeaux.

» La commission que vous avez chargée de » veiller sur le salut de la représentation natio- » nale ne peut plus vous dissimuler ses périls; » les conjurés arrivent en foule à Paris, les poi- » gnards s'aiguisent, et vos sanguinaires enne- » mis n'attendent plus que le signal pour » frapper. Le conseil des anciens tient en ses » mains les moyens de sauver la patrie et la » liberté, et la sagesse qui l'a constamment » guidé ne permet plus de doute sur la » promptitude de ses résolutions. »

Un second orateur (le député Régnier) monte à la tribune, et confirme tout ce qu'a dit son collègue. « Représentans du peuple, » ajouta-t-il, transférez le corps législatif dans » une commune voisine de Paris; c'est là qu'à » l'abri des surprises et des coups de main vous » pourrez, dans le calme et la sécurité, déli- » bérer sur les moyens de sauver l'état. Ne » craignez rien pour le succès de votre déter-

» mination. La constitution vous y autorise; » le peuple l'attend; et, s'il vous faut encore » quelque motif nouveau, Buonaparte est prêt » à faire exécuter vos décrets. Au nom de la » patrie, je vous propose donc de sanctionner » de vos suffrages le projet de décret qui trans- » fère le corps législatif à Saint-Cloud. »

Ces discours entraînèrent facilement une assemblée lasse des excès de la démocratie, et rassurée par l'ascendant d'un homme auquel la fortune sembloit ne refuser aucune de ses faveurs. Le décret fut rendu à une grande majorité; il portoit :

« En vertu des articles 101, 102 et 103 de » la constitution, le conseil des anciens décrète » ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. Le corps législatif est transféré dans la commune de Saint-Cloud.

Art. 2. Les deux conseils y seront rendus demain 19 brumaire. Toute continuation de fonctions, de délibérations, est interdite ailleurs et avant ce terme.

Art. 3. Le général Buonaparte est chargé de l'exécution du présent décret; il prendra toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la représentation nationale.

Art. 4. Le général commandant la dix-septième division militaire, la garde du corps

législatif, les gardes nationales sédentaires, les troupes de ligne qui se trouvent à Paris, sont mises immédiatement sous ses ordres. Tous les citoyens lui prêteront main-forte à sa première réquisition.

Un député proposa ensuite une adresse au peuple françois : elle fut adoptée sur-le-champ. « Si le conseil des anciens, disoit-on, a changé » la résidence du corps législatif, il n'a fait » qu'user du droit que lui donne la constitution. » Il n'use de ce droit que pour enchaîner les » factions, et rendre la paix à l'intérieur; il » n'use de ce droit que pour obtenir la paix à » l'extérieur et soulager les François après tant » de pénibles sacrifices. Les résultats de cette » journée prouveront bientôt si le corps légis- » latif est digne de préparer le bonheur de la » France, et s'il en a les moyens. Vive le peu- » ple, par qui et en qui est la république! »

Buonaparte attendoit chez lui le résultat de cette séance. Deux messagers d'état vinrent lui faire part du décret qui l'investissoit de tant de pouvoirs. Il se mit aussitôt en marche, suivi d'un nombreux état-major, se présente à l'assemblée, et lui dit : « La république périssoit, » votre décret l'a sauvée. Malheur à ceux qui » voudroient le trouble et le désordre! Je les » arrêterai, aidé du général Lefebvre, du gé-

» néral Berthier, et de tous mes compagnons » d'armes.

» Qu'on ne cherche point à retarder votre » marche par des exemples pris dans le passé. » Rien dans l'histoire ne ressemble au dix-huitième siècle, et rien dans le dix-huitième » siècle au moment présent.

» Le décret que votre sagesse a rendu, nos » bras sauront l'exécuter. La France veut une » république fondée sur la vraie liberté, sur » des lois durables, sur la représentation nationale; elle l'aura. Je le jure; je le jure en » mon nom, et en celui de mes compagnons » d'armes. »

—« Je reçois vos sermens, répondit le président du conseil; celui qui ne promit jamais » en vain des victoires à sa patrie, ne peut que » remplir avec dévouement l'obligation de la » servir et de lui rester fidèle. »

Les tribunes du conseil étoient remplies de spectateurs choisis; ils firent retentir la salle de leurs applaudissemens, et l'on se retira après avoir adressé un message au conseil des cinq cents, pour lui faire part de la résolution de celui des anciens.

Bientôt les murs de la capitale furent couverts des proclamations du général en chef. « Depuis deux ans, disoit-il, la république est » mal gouvernée. L'armée espère que mon re-

» tour mettra un terme à tant de maux; elle » l'a célébré avec une union qui m'impose des » obligations que je remplirai ; elle remplira » les siennes, et secondera son général avec » l'énergie, la fermeté et la confiance que j'ai » toujours vues en elle. La liberté, la confiance » et la paix replaceront la république françoise » au rang qu'elle occupoit en Europe, et que » l'ineptie et la trahison ont pu seules lui faire » perdre. »

Il fit lire le décret aux adjudans de la garde nationale et de la ligne, et leur adressa ces mots énergiques : « Le conseil des anciens se » dispose à sauver l'état; si quelqu'un osoit » s'opposer à ses volontés, la baïonnette des » soldats en feroit justice. »

Il fit aussitôt occuper l'intérieur des Tuileries par un corps de dix mille hommes de toutes armes; il donna le commandement du quartier général au général Lannes, celui du Luxembourg au général Milhaud, celui du palais du conseil des cinq cents au général Murat, celui de l'artillerie au général Marmont, et choisit, pour son lieutenant général, le général Lefebvre. Le général Berruyer conserva le commandement des Invalides, le général Morand eut celui de Paris, et les généraux Serrurier et Macdonald ceux de Saint-Cloud et Versailles.

On remarqua que les grenadiers du direc-

toire et du corps législatif, ne se croyant plus attachés à ces deux autorités, faisoient partie des troupes rassemblées pour leur expulsion.

Syeyes et Roger-Ducos, prévenus de tout ce qui se passoit, se hâtèrent de quitter le Luxembourg, et se rendirent à la commission du conseil des anciens pour régler tout ce qui concernoit l'exécution de leur projet. Barras, qu'on avoit joué jusqu'alors, venoit d'être abandonné de Buonaparte et de Syeyes. Dans la matinée on lui envoya demander sa démission, en lui offrant les secours pécuniaires dont il pouvoit avoir besoin; il reçut le message avec beaucoup de hauteur, s'emporta d'abord, refusa de remettre sa démission; mais bientôt, plus calme, il promit de l'envoyer, et demanda ses chevaux pour se retirer à la campagne.

Gohier dormoit paisiblement. Il ne sut qu'à dix heures du matin ce qui se passoit : il devoit déjeuner ce jour-là même chez Buonaparte; il ne pouvoit concevoir qu'on l'eût trahi de cette manière. Il se rendit à la salle des délibérations, et convoqua ses collègues. Le général Moulins, aussi étonné que Gohier, se hâta de le rejoindre. Leur surprise fut extrême quand ils apprirent que Syeyes et Roger-Ducos les avoient abandonnés pour se réunir aux commissions des deux conseils; ils font appeler Barras; on vient leur dire que

Barras refuse de prendre part à leurs délibérations. Gohier fait mander le secrétaire général, afin de dresser procès verbal et prendre quelque résolution dans des circonstances aussi extraordinaires. Celui-ci achève de les déconcerter en leur annonçant que, deux membres ne pouvant délibérer, il lui est impossible de remplir les fonctions de sa place.

Le directeur Gohier paroissoit accablé. Le général Moulins déploya quelque énergie; il proposa de faire arrêter Buonaparte, et manda la garde du directoire. Quand il apprit qu'elle avoit quitté le Luxembourg pour se ranger sous les enseignes de Buonaparte, il ne put retenir son indignation. Il donna au général Lefebvre, qui commandoit Paris, l'ordre de se rendre au Luxembourg. Le général obéit, mais il répondit qu'en vertu du décret rendu par le conseil des anciens, il ne pouvoit plus recevoir d'ordre que du général en chef. Alors les directeurs comprirent que tout étoit perdu pour eux; ils en furent bien plus convaincus quand un corps de cavalerie, commandé par le général Milhaud, vint investir leur palais. Gohier, ne voyant d'appui nulle part, prit le parti de se rendre aux Tuileries pour signer, en qualité de président, le décret de translation

du corps législatif. A peine y étoit-il arrivé, qu'on lui redemanda les sceaux et sa démission; il refusa l'un et l'autre, et promit d'être fidèle à la constitution tant qu'elle existeroit. Il se retira au Luxembourg, où il ne trouva plus que des hommes chargés de l'y retenir captif.

Le général Moulins, consigné comme lui, donna sa démission; mais, craignant des résultats plus fâcheux que la captivité, il quitta furtivement le palais, et alla chercher un asile moins solennel et plus sûr. Syeyes et Roger abdiquèrent entre les mains de la commission des anciens, et Barras, imitant leur exemple, quelques heures après, se retira à Gros-Bois, avec un détachement de cavalerie qu'on lui accorda pour protéger sa retraite.

Ainsi, après quatre ans de combats, de troubles et de luttes inutiles, tomba sous l'épée de Buonaparte ce directoire que son épée avoit élevé cinq ans auparavant dans la mémorable journée du 13 vendémiaire; ainsi tomba cette puissance qui avoit fait trembler toute l'Europe, et qui, quelques mois auparavant, sembloit indestructible. Elle se perdit moins par la désunion et l'impéritie de ses membres, que par son orgueil, son ambition et son aveugle despotisme. Le directeur ne sut composer ni avec le vœu, ni avec les habitudes de la nation. Il pouvoit fonder dans le cœur des François les bases

de sa puissance; il aima mieux se faire craindre que de se faire aimer, et indisposa tous les esprits par ses manières tyranniques. Il força les puissances qui avoient posé les armes à les reprendre; il écrasa ses alliés de tout l'orgueil de sa protection, et par son aveugle intolérance arma tous les partis contre lui. Il justifia la conduite de ses ennemis, et les plaintes de Buonaparte. Toute la France applaudit à ces mots trop vrais, que ce général adressa au gouvernement qu'il alloit renverser :

« Qu'avez-vous fait de cette France que je » vous ai laissée si florissante? Je vous avois » laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre; je vous » avois laissé des victoires, j'ai retrouvé des » revers; je vous avois laissé les millions de » l'Italie, et j'ai retrouvé la misère. Qu'avez- » vous fait de cent mille François que je com- » mandois, tous mes compagnons de gloire? » ils sont morts.... Un pareil ordre de choses » ne sauroit durer; à entendre quelques fac- » tieux, nous serions tous des ennemis de la » république; nous ne voulons pas d'hommes » plus patriotes que les braves mutilés au ser- » vice de la patrie. »

Après leur abdication, les deux directeurs Syeyes et Roger-Ducos, ne croyant pas prudent de retourner au Luxembourg, passèrent la nuit aux Tuileries.

Le lendemain, la majorité des deux conseils se réunit à Saint-Cloud; les anciens dans la galerie, les cinq cents dans l'orangerie. L'avenue du château, toutes les cours étoient garnies de troupes. Les députés ne furent admis qu'en présentant leurs cartes. A deux heures le conseil des cinq cents ouvrit sa séance sous la présidence de Lucien Buonaparte. Tous les esprits étoient dans l'attente. Un secrétaire donne lecture du décret de translation. Un député (Émile Gaudin) demande que le conseil nomme une commission pour lui faire, séance tenante, un rapport sur la situation de l'état, et les mesures à prendre pour assurer son salut. Les avenues de la tribune et toutes les places voisines étoient occupées par les chefs du parti démagogique; plusieurs d'entre eux s'y précipitent; des cris tumultueux s'élèvent de tous les points qu'ils occupent. « La constitu- » tion ou la mort! périssent les dictateurs! Les » baïonnettes ne nous effraient pas; nous som- » mes libres, et nous périrons à notre poste. »

Le bureau est enveloppé, la tribune assaillie, le président menacé; il se couvre, le tumulte se calme, mais non les passions. Un des démagogues demande que tous les membres jurent de nouveau fidélité à la constitution.

L'assemblée presque toute entière se lève; tous les députés jurent successivement, les dé-

magogues avec enthousiasme, les autres avec l'embarras d'hommes qui vont bientôt se parjurer.

Un petit nombre de députés manquoient à cet appel. La veille, ils s'étoient réunis, avec quelques généraux, chez un de leurs collègues, et s'étoient promis de devancer leurs adversaires à Saint-Cloud, et d'opposer à Buonaparte un autre général, sous le nom de commandant de la garde des cinq cents. On se flattoit, par cette mesure, de disputer la constitution à ceux qui vouloient la renverser, et de faire échouer le projet trop évident d'une nouvelle révolution.

Mais le secret de cette conspiration fut trahi; celui des députés chez lequel on s'étoit réuni, alla, dès le jour même, tout révéler à Buonaparte, qui lui dit :

« Si quelqu'un d'entre ceux qui ont conjuré » chez vous, ose se présenter demain, au con- » seil des cinq cents, avant quatre heures après » midi, je le fais saisir et fusiller; je vous fais » fusiller vous-même si vous paroissez. Mes » mesures sont prises, et rien n'en arrêtera » l'exécution. »

Le député, effrayé, détourna ses collègues de leur projet, et aucun d'eux ne parut avant l'heure indiquée. Cependant la séance se prolongeoit; les députés cherchoient à gagner du

temps, Buonaparte n'en vouloit pas perdre. Les trois directeurs, avec un peu de résolution, pouvoient détruire son ouvrage : que Barras et le général Moulins eussent monté à cheval, qu'ils eussent parcouru les faubourgs, animé de leur exemple quelques généraux encore attachés à la république, les conjurés de Saint-Cloud couroient le plus grand risque, et pouvoient, d'un instant à l'autre, passer du capitole à la roche tarpéienne.

Buonaparte se présenta au conseil des anciens sans armes, mais entouré d'un nombreux état major. Il se plaignit de la lenteur des délibérations. « Vous m'avez appelé pour vous secon-» der, je suis prêt à vous servir; je commande » encore à ces braves que la victoire n'a jamais » cessé de couronner. Mais que signifient ces » calomnies à l'aide desquelles on se flatte d'ar-» rêter l'exécution de vos projets? Le sang que » nous avons répandu sur le champ de ba-» taille ne suffit-il pas pour répondre de notre » amour pour la république? Quel gage sembla-» ble ont donné ceux qui osent lever sur nous » leurs poignards? On parle de gouvernement » militaire, de conspiration : ah! la plus dan-» gereuse de toutes, celle dont le poids nous » accable, c'est la misère publique qui nous » presse et s'accroît à chaque instant. De vains » scrupules pourroient-ils suspendre l'effet de

» vos généreuses résolutions? L'ignorance, la » sottise et la trahison n'ont-elles pas eu un » règne assez long? Les François n'ont-ils pas » été assez long-temps divisés en partis, ou » plutôt en bataillons armés les uns contre les » autres, et s'entretuant tour à tour? Le mo- » ment est venu de mettre un terme à tant de » désastres; vous m'avez chargé de vous en » présenter les moyens, je ne tromperai point » votre attente. Si j'avois eu des projets d'am- » bition, des vues usurpatrices, je n'aurois pas » eu besoin d'attendre jusqu'à ce jour; avant » mon départ, et depuis mon retour, j'ai été » sollicité par tous les chefs de parti de m'em- » parer de l'autorité. Je pourrois faire des ré- » vélations qui embarrasseroient singulière- » ment mes calomniateurs; mais ce que je ne » dois plus cacher, c'est que Barras et Mou- » lins m'ont eux-mêmes engagé à renverser le » gouvernement. J'ai repoussé de telles ouver- » tures, parce que la liberté m'est chère, et » qu'il est indigne de moi de servir aucune » faction, aucune coterie; je ne veux servir » que le peuple françois. »

Ici Buonaparte paroissoit disposé à faire de nouvelles révélations, lorsqu'un des membres du conseil, craignant les suites de ces confiden- ces, l'interrompit, confirma ce qu'il venoit de dire des dangers de l'état, et demanda que l'on

délibérât en conseil privé. Les spectateurs s'étant retirés, Buonaparte continua.

« J'ai accepté le commandement, mais pour » m'en démettre quand le danger sera passé; » je ne veux être qu'un bras dévoué au service » de la république (*et de la constitution, s'é-* » *crie un député*). — La constitution! osez-» vous l'invoquer? Vous l'avez foulée aux pieds » le 18 fructidor, le 22 floréal, le 30 prairial; » vous avez organisé en son nom tous les gen-» res de tyrannie; vous avez, en son nom, » violé tous les droits du peuple, et nous vou-» lons aujourd'hui les consolider sur des bases » immuables. Nous fonderons, malgré vous, » la liberté et la république. »

A peine Buonaparte a-t-il achevé ce discours, qu'il sort d'un air menaçant, crie *aux armes*, et se rend suivi d'un grand nombre de soldats et d'officiers à la salle du conseil des cinq cents. Il y entre avec deux grenadiers : tout y étoit dans le trouble et la confusion; sa présence augmente le tumulte; une foule de députés se précipite à la tribune, d'autres se précipitent sur le général, l'entourent, le pressent, le menacent; on entend de toutes parts ces cris meurtriers : *A bas le tyran, hors la loi, tue, tue.* Le général Lefebvre, effrayé du danger que court Buonaparte, vole à son secours. Un commissaire des guerres, M. d'Albon, se joint

à lui; ils enveloppent le général, et l'entraînent hors de la salle; mais les députés les plus ardens le suivent, et dans l'ardeur de la mêlée, un grenadier reçoit un coup de poignard qui ne perce que son habit (1).

Il est constant que dans cette circonstance Buonaparte ne conserva ni ce courage, ni cette présence d'esprit qui élèvent l'homme supérieur au-dessus des dangers. On le vit pâlir au milieu des assassins; prêt à s'évanouir, il pencha la tête sur l'épaule d'un des grenadiers, en lui disant: *Tirez-moi d'ici.* Sorti de la salle, il se ranime d'abord, mais ses idées annoncent encore le trouble et le désordre; il monte à cheval, et parcourant la ligne des troupes réunies dans les cours: « Soldats, s'écrie-t-il, des assassins ont » voulu tuer votre général; ils ont parlé de me » mettre hors la loi, moi que n'ont pu y mettre » tous les rois de l'Europe. Soldats, je suis le » dieu de la guerre et de la fortune (2). »

---

(1) Buonaparte imputa ce projet de meurtre au député Aréna; mais il est certain qu'Aréna n'avoit point d'armes, et qu'il siégeoit à l'extrémité opposée de la salle.

(2) Buonaparte s'aperçut lui-même de l'impression que firent ces paroles. Le lendemain, en parlant du désordre où l'avoit jeté lui-même le tumulte de l'assemblée. « J'ai fini, disoit-il par une mauvaise phrase; les

En ce moment, quelques députés des anciens viennent le rejoindre. La plus vive inquiétude commençoit à se manifester dans le conseil. L'audace des démagogues croissoit; le désordre étoit à son comble dans la salle des cinq cents. Lucien, qui les préside, est assailli d'une foule de furieux; on demande le décret de mise hors la loi; on le presse de le mettre aux voix; il s'y refuse intrépidement. Immobile au milieu des flots qui l'assiégent, il s'efforce de faire entendre quelques mots en faveur de son frère; il conjure les députés de ne pas le juger avec tant de précipitation; il leur rappelle les services qu'il a rendus à la république, les gages éclatans qu'il a donnés à la liberté. Pense-t-on qu'il voulût opprimer son pays après l'avoir si bien servi?.... Mais rien ne peut adoucir la fureur de cette assemblée. Plusieurs se mêlent parmi les troupes pour les haranguer. « Ont-elles donc » oublié les sermens qu'elles ont faits à la ré- » publique? Veulent-elles perdre en un jour ce » qu'elles ont conquis en tant d'années et avec » tant de travaux? Les soldats de la liberté de- » viendront-ils les soldats de la tyrannie! »

» François, à qui rien n'échappe, en ont senti le ridi- » cule. Mais on m'avoit tant répété ces mots depuis Fré- » jus jusqu'à Paris, que j'ai cru ne parler que leur lan- » gage. »

Puis, revenant vers Lucien Buonaparte, ils lui reprochent la trahison de son frère, son ambition démesurée, l'attentat dont il vient de se rendre coupable envers la représentation nationale. Lucien essaie encore quelques moyens de pacification; mais, voyant tous ses efforts inutiles, il dépose sa toge, et déclare qu'il renonce à la dignité dont on l'a investi.

En ce moment, un détachement de grenadiers, envoyé par son frère, pénètre dans la salle, marche droit au bureau, et enlève le président au milieu des plus violentes imprécations. Lucien, à son tour, monte à cheval, s'annonce comme le président d'une assemblée que des factieux oppriment; il jure que le conseil n'est dominé que par un petit nombre de forcenés; il exhorte les soldats à délivrer de leur joug le reste de la représentation nationale, et d'expulser, par la force, ceux qui ne viendroient pas se joindre à lui. Ces discours échauffent l'armée, Buonaparte leur ordonne de marcher; ils s'avancent tambour battant, ils arrivent à la porte de la salle. Le général Murat invite les députés à se retirer; plusieurs obéissent; d'autres s'écrient qu'ils ne sortiront que percés de baïonnettes. Alors la charge est battue, les grenadiers marchent en avant; pressent les députés de toutes parts, les poussent contre les murs, et les forcent, pour se sous-

traire à la mort, de s'élancer par les fenêtres. On vit alors les représentans de la nation fuyant à travers les jardins, se cachant dans les bosquets voisins, et jetant leur toge sénatoriale dans les bois et les fossés. Jamais sénat n'avoit donné un pareil spectacle.

Tandis qu'ils fuient, Lucien Buonaparte se rend au conseil des anciens, suivi de quelques députés qui s'étoient attachés à sa cause. Il justifie la mesure qui vient d'être prise, il montre la possibilité de réunir de nouveau le conseil des cinq cents, en éloignant ceux qui, par leurs excès, ne sont plus dignes de siéger parmi les représentans du peuple. Plusieurs orateurs appuient cette proposition, et le conseil des anciens décrète qu'à neuf heures du soir les deux conseils se réuniront pour délibérer sur la situation des affaires. Cette nouvelle se répand bientôt à Saint-Cloud; un grand nombre de députés étoient dispersés les uns dans le village, d'autres chez les restaurateurs pour y prendre quelques alimens. Quelques-uns étoient retournés à Paris. L'espoir de se voir de nouveau revêtus de leur dignité relève leur courage. A neuf heures, ils sont à leur poste, et s'y trouvent en nombre suffisant pour délibérer. Divers orateurs prennent la parole. Le député Bérenger fait décréter que Buonaparte, ses généraux et ses soldats ont bien

mérité de la patrie. Chazal propose la nomination d'un comité, pour faire un rapport sur les mesures propres à rassurer l'état. Le comité est nommé, et quelques momens après Boulay de la Meurthe monte à la tribune. Il fait un tableau frappant de la misère publique; il montre la sûreté des personnes à chaque instant compromise; l'industrie sans ressource, le commerce sans activité, la propriété sans garantie, la confiance détruite; le peuple, agité par les factions, aspirant à un nouvel ordre de choses, et ne voyant plus dans ses représentans que des oppresseurs. Il accuse, de tant de malheurs, moins les vices des gouvernans que ceux de la constitution; il presse le conseil d'adopter les mesures qui vont lui être proposées. Villetard en fait la lecture, le projet de loi est ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. Il n'y a plus de directoire.

Art. 2. Ne sont plus membres de la représentation nationale, par les excès et les attentats auxquels ils se sont portés, les individus ci-après nommés : Joubert (de l'Hérault); Jouenne, Talot, Duplantier (de la Gironde); Aréna, Quirot, Leclerc-Scheppers, Brische, (de l'Ourthe); Poulain-Grand-Pré, Bertrand (du Calvados); Goupilleau (de Montaigu), Daubermênil, Marquesi, Guerdon, Grand-Maison, Grocassaud-Dorimond, Frison, Ga-

rau, Dessaix, Bergasse Laziroule, Mont-Pellier, Constant (des Bouches-du-Rhône); Briot, Destrem, Carrère-la-Carrière, Gorrand, Legot, Blin, Boulay-Paty, Souilhé, Demoor, Bigonnet, Mentor, Boissier, Bailli, (de la Haute Garonne); Bouvier, Brichet, Declerc, Housset, Gastaing (du Var); Laurent (du Bas-Rhin); Beyts, Prudhon, Porte, Truck, Delbrel, Leyris, Doche, Stevenotse, Jourdan (de la Haute-Vienne); Lesage-Senault, Chalmel, André (du Bas-Rhin); Dimartinelli, Colombel (de la Meurthe); Philippe, Moreau (de l'Yonne); Jourdain (d'Ille-et-Vilaine); le Tourneur, Citadella, Bordas.

Art. 3. Le corps législatif crée provisoirement une commission consulaire exécutive, composée des citoyens Syeyes, Roger-Ducos et Buonaparte.

Art. 4. Cette commission est investie du pouvoir directorial, et chargée de rétablir l'ordre dans toutes les parties de l'administration, de rétablir la tranquillité intérieure, et de procurer une paix honorable et solide.

Art. 5. Le corps législatif s'ajourne jusqu'au 1^er^. ventôse prochain; il se réunira de plein droit à cette époque à Paris, dans son palais.

Art. 6. Avant la séparation et séance tenante, chaque conseil nommera, dans son sein, une commission composée de vingt-cinq

membres; ces commissions statueront, avec la proposition formelle et nécessaire de la commission consulaire, sur tous les objets urgens de police, de législation et de finances. La commission des cinq cents exercera l'initiative; la commission des anciens, l'approbation.

Art. 7. Les deux commissions sont encore chargées de préparer les changemens à faire aux dispositions organiques de la constitution; la commission consulaire pourra leur présenter ses vues à cet égard.

Art. 8. Elles siégeront à Paris, dans le palais du corps législatif, et pourront le convoquer extraordinairement pour la ratification de la paix, ou dans un grand danger public.

Ces propositions furent adoptées sans opposition, communiquées au conseil des anciens, et approuvées avec le même empressement et la même union. On nomma les deux commissions législatives (1), et les consuls s'étant présentés au conseil des cinq cents pour y prêter serment, le président leur adressa ce discours :

(1) Il seroit assez peu important de connoître les membres de ces commissions; mais cette nomination ayant eu pour eux les suites les plus imprévues, et plusieurs de ces députés étant devenus depuis les tiges de nouvelles familles nobles, il n'est pas sans intérêt d'en donner les noms. C'étoient, pour le conseil des cinq cents, MM. Boulay de la Meurthe, avocat à Nanci; Chazal,

« Citoyens consuls, le plus grand peuple de » la terre vous confie ses destinées. Dans trois » mois l'opinion vous attend. Le bonheur de » trente millions d'hommes, la tranquillité in- » térieure, le besoin des armées, la paix : tel

---

homme de loi du Pont-Saint-Esprit, membre de la convention, où il avoit voté conditionnellement la mort du roi; Mathieu, avocat du département de l'Oise, aussi membre de la convention, où il avoit également voté, et sans condition, la mort du roi; Chénier; Creuze-la-Touche, lieutenant général de la chaussée de Châtellerault, membre de la convention, où il avoit voté la réclusion du roi; Bérenger, d'abord pharmacien, et ensuite médecin à Grenoble; Dannon, [illegible]-oratorien, membre de la convention, où il avoit voté la réclusion du roi; Em. Gaudin, propriétaire à Feurs; Pelet de la Lozère, avocat, membre de la convention, où il ne vota point la mort du roi; Jacqueminot, propriétaire du département de la Meurthe; Beauvais, président de l'administration municipale de Rouen; Arnould, directeur des bureaux de la balance de commerce; Thiessé, accusateur public près le tribunal criminel de Rouen; Villetard, ex-conventionnel, successeur de Maure, commissionnaire de vins à Auxerre; Girod-Pouzzol, bourgeois de Riom, député à la convention, où il vota la réclusion de Louis XVI; Courlay Cazenave; Chollet, avocat, département de la Gironde; Ludot de Troie, député suppléant à la convention, où il remplaça l'infortuné Perrin, injustement condamné aux travaux forcés; Deverick-Thierry, avocat à Lille; Frégeville, ancien officier au régiment de Condé, infanterie; Thibault, ancien

» est le mandat qui vous est donné. Il faut sans
» doute du courage et du dévouement pour se
» charger d'aussi importantes fonctions; mais
» la confiance du peuple et celle des armées
» vous environne, et le corps législatif sait que
» vos cœurs sont tout entiers à la patrie.

---

curé du diocèse de Sens, évêque constitutionnel du Cantal, membre de la convention, où il vota la réclusion du roi; Chabot de l'Allier, jurisconsulte; Barra, député des Ardennes.

Pour le conseil des anciens: MM. Garat, avocat, homme de lettres, ex-ministre de la justice; Cornudet, procureur syndic du district de Felletin, département de la Creuse; Régnier, avocat à Nanci; Cornet, commissaire du gouvernement près le canton de Beaujenci; Vimar, avocat de Rouen; Depère, vice-président du département de Lot-et-Garonne; Perès, des Hautes-Pyrénées, avocat; Goupil de Préfeln, fils, commissaire du gouvernement d'Argentan; Herwin, ancien conseiller à Hortschoote; Sedillez, avocat à Nemours; Porcher, commissaire du gouvernement à la Châtre, ancien membre de la convention, où il vota la réclusion du roi; Crétet, propriétaire à Dijon; Rousseau, avocat à Paris; Lenoir-Laroche, avocat à Paris; Chassiron, député de la Charente; Fargues, négociant de Saint-Jean-Pied-de-Port; Lebrun, homme de lettres; Laussac, député des Basses-Pyrénées; Caillemer, ancien juge de la haute cour nationale d'Orléans; Lemercier, lieutenant général criminel au bailliage de Saintes; Cousin, membre de l'institut; Vernier, avocat à Lons-le-Saulnier; Beaupuy, ancien chevalier de Saint-Louis.

» Citoyens consuls, nous venons avant vous » de prêter le serment que vous allez répéter, » le serment sacré de fidélité inviolable à la » souveraineté du peuple, à la république fran- » çoise une et indivisible, à la liberté, à l'éga- » lité et au système représentatif. »

Les trois consuls répétèrent la formule avec une assurance digne d'une conscience plus scrupuleuse, et se retirèrent pour aller en silence achever l'ouvrage qu'ils venoient de commencer.

Ainsi finit la révolution du 18 brumaire, la seule qui n'ait point coûté de sang ; elle changea les destinées de la France, et mit fin à la république ; la nation la crut faite pour elle ; le consul Syeyes la crut décisive pour ses desseins ; Buonaparte seul en recueillit le fruit.

CHAPITRE IV.

Commencemens heureux du consulat; réforme d'un grand nombre d'abus; actes de sagesse, de justice et d'humanité.

LORSQU'EN 1797 Buonaparte étoit revenu victorieux de l'armée d'Italie, il avoit cru dès lors avoir acquis assez d'ascendant sur l'armée, assez de gloire aux yeux de la nation, pour aspirer à l'autorité suprême; mais il vouloit y monter par degrés. On étoit alors sur le point de remplacer un des membres du directoire, et il ambitionnoit l'honneur de partager les faisceaux de la république.

Il s'adressa au député Tallien, dans lequel il avoit une confiance particulière: « Je sais, » lui dit-il, que la constitution exige quarante » ans pour être directeur: je n'en ai que trente; » mais n'ai-je pas rendu des services assez » éclatans à la république pour devenir l'objet » d'une glorieuse exception; et seroit-il impos- » sible de proposer aux conseils un décret qui » m'accorderoit cette faveur comme un témoi- » gnage de la reconnoissance publique? »

Le député lui répondit qu'il ne croyoit pas

la chose impossible, mais qu'elle n'étoit pas non plus sans difficulté. «D'ailleurs, lui dit-il, quel intérêt auriez-vous à devenir directeur? votre carrière militaire n'est-elle pas plus honorable? et ne craindriez-vous pas, en vous attachant au char du directoire, de n'en être que la cinquième roue? — Si j'étois la cinquième, répliqua Buonaparte, je ne tarderois pas à devenir la première. Ces mots avertirent le député, et il ne fit point la proposition. Buonaparte lui-même ne tarda pas à se convaincre que le temps n'étoit pas arrivé de tenter cette entreprise. Il partit pour l'Égypte, bien persuadé qu'il trouveroit dans de nouveaux triomphes les moyens d'accélérer l'accomplissement de ses desseins; il la quitta plein de la même pensée. Quand il fut à Paris, il ne songea plus qu'à marcher rapidement vers son but.

Le jour même où le directoire et les conseils s'adressèrent à lui, on le vit prendre sur eux un ascendant qui annonçoit plutôt un dictateur qu'un consul. Des proclamations et des adresses signées de lui couvrirent les murs de la capitale. Les autorités lui obéirent comme si déjà il eût été le souverain. Dès le 19 brumaire, lorsqu'il n'avoit encore aucun pouvoir, on fit le soir aux flambeaux, et en son nom, une proclamation où il rendoit compte des événemens de Saint-Cloud, au-

nonçoit le danger qu'il avoit couru, et exhortoit les François à se préparer à des destinées meilleures.

Quelque soin qu'il eût pris de se couvrir au dehors des couleurs du républicanisme ; ceux qui l'observoient ne pouvoient attentivement se méprendre sur ses véritables intentions. D'ardens républicains parloient même assez hautement de ses projets. Il se hâta de prévenir l'impression de ces discours, en faisant afficher un dialogue entre deux députés, l'un du conseil des cinq cents, l'autre du conseil des anciens.

« Je crains, disoit le premier, l'intervention de Buonaparte. Sa renommée ; la confiance du soldat dans son courage et ses talens, et sur-tout ses talens, eux-mêmes, peuvent lui donner un ascendant redoutable sur les destinées de la république. Faut-il que le sort de la France dépende de lui ? S'il devenoit un César, ou un Cromwell !...

» —César, Cromwell ! répondoit le second, rôles usés, indignes d'un homme de sens, quand ils ne le seroient pas d'un homme de bien. Buonaparte n'a-t-il pas dit lui-même : « *Ce seroit une pensée sacrilege que d'attenter au gouvernement représentatif dans le siècle des lumières et de la liberté. Il n'y auroit qu'un fou qui voulût de gaîté de cœur faire perdre la gageure de la république contre la*

» *royauté de l'Europe, après l'avoir soutenue*
» *avec quelque gloire et tant de périls.*

» Eh ! qui mérite plus la confiance des Fran-
» çois que le guerrier qui a signalé tant de fois
» son amour pour la liberté, qui l'a vengée avec
» tant d'éclat et de tant d'ennemis ? à qui elle
» doit sa conservation ; et qui, en revanche,
» lui doit la plus grande gloire où puissent at-
» teindre la valeur et le génie. »

Tandis que Buonaparte cherchoit ainsi à rassurer les républicains ombrageux, il n'en poursuivoit pas moins le cours de ses projets. Le directoire avoit eu jusqu'alors un président. Il sembloit naturel que les consuls en eussent un aussi. Il fut décidé que chaque consul présideroit successivement, jour par jour. Comme général en chef, il affecta de s'adresser fréquemment à l'armée pour l'entretenir dans ses intérêts.

Ses amis firent aussi afficher dans toutes les rues de Paris une adresse au conseil des anciens et à Buonaparte. On y disoit :

« La France veut quelque chose de grand et
» de durable. L'instabilité l'a perdue ; elle veut
» la fixité ; elle ne veut pas la royauté : elle
» est proscrite ; mais elle veut l'unité dans
» l'action du pouvoir qui exécutera les lois. »

Cette adresse étoit l'ouvrage de M. Regnault de Saint-Jean-d'Angely.

Le vingt brumaire, les trois consuls vin

rent s'installer au Luxembourg ; le général Murat eut le commandement de la garde ; le général Berthier, le ministère de la guerre ; M. Reinhart, celui des relations extérieures. On confia le département de la justice à M. Cambacérès, les finances à M. Gaudin, l'intérieur à M. Delaplace, et la marine à M. Bourdon. On partaga le secrétariat général du gouvernement entre MM. Maret et Lagarde.

Tous ces changemens se faisoient sans opposition. Étonné du coup subit qui venoit de le frapper, le parti démocratique n'osoit se livrer à aucune résolution courageuse. Les spectacles avoient eu lieu comme à l'ordinaire au milieu même des mouvemens de Saint-Cloud. La tranquillité publique ne fut point troublée un seul instant. La justice et l'humanité reprenoient partout leur empire.

Les hommes qui avoient inspiré le plus de terreur étoient dispersés et comprimés. Après avoir fait trembler toute la France, ils tremblioient à leur tour. On fit arrêter le prince Charles de Hesse, Julien de Toulouse, Poulain-Grandpré, Sonthonax, Aréna, Gros-Cassand Dorimond, Santerre, Quirot, Destrem, Félix-Lepelletier, et d'autres jacobins plus obscurs qui, par leurs excès, s'étoient rendus la

terreur de la capitale (1). Dans le premier accès d'une justice rigoureuse, on en condamna une partie à la déportation, une autre à l'exil dans l'intérieur de la France. Ceux qui avoient souffert des injustices de la révolution voyoient avec une certaine satisfaction entrer dans la tour du Temple, ou dans le donjon de Vincennes, les hommes cruels qui avoient précipité tant de victimes dans ces prisons. Bientôt néanmoins on se relâcha de cette sévérité, et les consuls aimèrent mieux se recommander à la nation par des actes de sagesse et de bienveillance, que par des actes de rigueur.

Dès le vingt-deux brumaire, les consuls adressèrent un message aux deux commissions pour demander l'abrogation de la loi sur les otages.

Le vingt-trois, un autre message sollicita l'abrogation de la loi sur l'emprunt forcé; et ces deux actes, d'une absurde tyrannie, furent aussitôt annulés.

On vit en un instant la face de la France changer. La confiance se ranimoit de toutes parts; les administrations, les armées, les tri-

(1) On avoit aussi ordonné d'arrêter l'ex-directeur Moulins partout où on le trouveroit; mais on ne donna pas de suite à cette résolution prise dans un accès de ressentiment.

bureaux envoyoient au nouveau gouvernement des adresses de félicitations, et des témoignages de leur joie. Les effets publics subirent en quelques jours une hausse considérable : le tiers consolidé était, le 17 brumaire, à 11 francs; il fut, le 23, à 17. La rente provisoire passa de 5 francs à 8. Les louis, qui se vendoient 13 sous au commencement du mois, se mirent au pair avant le 25.

La chute des jacobins devint entre les mains des poëtes un sujet fécond dont les théâtres se hâtèrent de s'emparer. On joua au théâtre de l'Opéra-Comique les *Mariniers de Saint-Cloud*, petite pièce en un acte de M. Sewrin; au théâtre du Vaudeville, *la Girouette de Saint-Cloud*; et à celui des Troubadours, *la Pêche aux Jacobins*, par MM. Chazet, Léger et Armand-Gouffé. On disoit dans la première :

Nous connoissons certain génie
Actif autant qu'il est puissant,
Qui sait, de l'Europe à l'Asie,
Franchir l'espace en un moment.
Si dans ses courses immortelles
Il nous mit à couvert partout,
Je crois qu'aujourd'hui de ses ailes
Il pourrait bien couvrir Saint-Cloud.
La fuite en Égypte jadis
Conserva le sauveur des hommes;
Pourtant quelques malins esprits
En doutent au siècle où nous sommes.

Mais un fait bien sûr en ce jour,
Du vieux miracle quoi qu'on pense,
C'est que de l'Égypte un retour
Ramène un sauveur à la France.

Quelques révolutionnaires de Lyon opposèrent seuls une vaine résistance à l'entraînement général. Deux jeunes gens furent tués au spectacle pour avoir applaudi une pièce à l'honneur du 18 brumaire.

Les consuls sembloient se faire un mérite de flatter les goûts de la nation, et de s'associer à l'esprit public.

Depuis sept à huit ans, on affectoit de s'éloigner des mœurs françoises. Les directeurs, les députés des deux conseils, s'étoient donné un costume grec ou romain. Les consuls reprirent l'habit françois.

Le général Moreau, objet de l'estime publique, fut nommé général en chef des armées réunies du Rhin et du Danube. Le général Masséna eut l'armée d'Italie.

Les prisonniers françois avoient été délaissés en Angleterre par le directoire : le consulat fit choix de M. Otto pour aller à Londres négocier leur échange.

Buonaparte demanda et obtint l'exécution d'un article de la capitulation de Malte, qui assuroit aux chevaliers françois la faculté de rentrer dans leur patrie.

Pour honorer la mémoire du général Joubert, les consuls ordonnèrent que ses restes seroient inhumés à Toulon, où ils avoient été déposés, et que le fort *la Malgue* porteroit dorénavant le nom *de Fort-Joubert.*

Ce ne fut plus un crime de se reposer le dimanche, d'entendre la messe dans des oratoires particuliers, de faire maigre le vendredi. Sans prononcer l'abolition des fêtes décadaires, on permit à chacun de suivre les exercices de son culte, et l'on rendit aux saints l'épithète d'honneur dont on les avoit dépouillés: on cessa de dire Pierre, Roch, Barbe et Cloud, pour saint Pierre, saint Roch, sainte Barbe et saint Cloud (1).

Les voitures particulières qui, depuis plus d'un an, n'osoient plus se montrer, commencèrent à sortir des remises. Les personnes riches purent former des réunions. On vit reparoître quelques proscrits du 18 fructidor qui s'étoient cachés dans l'intérieur de la capitale.

(1) La démence à cet égard avoit été si loin sous le gouvernement de la convention et du directoire, que mesdemoiselles de Saint-Janvier (de l'ancienne famille de Saint-Aulaire) furent appelées au comité de leur section, et requises, sous peine de détention, de se faire appeler mesdemoiselles *Nivôse*, attendu que la république ne reconnoissoit plus de saint, et que *nivôse* avoit remplacé *janvier*.

Des écrivains courageux ne craignirent même pas de plaider la cause des émigrés, et de demander la clôture de la liste fatale sur laquelle on enregistroit tous les jours de nouvelles victimes (1).

MM. de Valence, Lezay de Marnesia, de La Rochefoucauld-Liancourt, eurent bientôt la permission de rentrer en France sous la seule condition d'une simple surveillance municipale. On créa même une commission d'hommes sages et bien intentionnés pour la radiation de la liste des émigrés.

Chaque jour étoit marqué par un acte de justice, ou quelque amélioration dans le gouvernement. Les consuls avoient trouvé toutes les parties de l'administration dans le plus grand désordre. Le trésor public étoit vide. A l'exception de quelques fonctionnaires, objets d'une faveur particulière, les traitemens de tous les autres étoient arriérés de quatre à cinq mois. Les plus honteuses dilapidations se commettoient journellement. La plupart des paiemens se faisoient en papier discrédité ou en monnoie de cuivre. La mauvaise foi ravissoit encore aux créanciers une partie de leur revenu, soit en mêlant aux pièces de cuivre des

(1) Ceux qui eurent les premiers ce mérite, furent MM. Rœderer et Saint-Aubin.

pièces sans valeur, soit en les obligeant de prendre sans compter des sommes incomplètes. Six cent millions de créances restoient à liquider. Sous le gouvernement du directoire, elles ne valoient pas vingt-quatre millions; quinze jours après, elles en valoient soixante-douze. Le directoire et les deux conseils réunis n'eussent pas trouvé cent mille francs de crédit. Les banquiers de Paris vinrent offrir aux consuls douze millions. On proposa et l'on adopta, sans hésiter, l'établissement d'une caisse d'amortissement, tant l'opinion publique étoit favorable au nouveau gouvernement!

Sous le directoire, les provinces du midi, du nord, de l'occident de la France, étoient couvertes de partis armés contre la république. On craignoit l'invasion des chouans jusque dans le département d'Eure-et-Loire, c'est-à-dire, à vingt lieues de Paris; et le danger étoit si imminent, que le ministre de la police avoit ordonné qu'à compter du 15 brumaire tous les habitans des villes et des villages seroient tenus d'éclairer leurs maisons pendant la nuit. Les deux rives de la Loire étoient occupées par des armées vendéennes que commandoient des chefs braves et expérimentés. Un mois après l'installation des consuls, les généraux de Bourmont, de Châtillon, d'Autichamp, qui com-

mandoient la rive droite, convinrent d'une suspension d'armes avec les généraux républicains. La rive gauche suivit le même exemple, et traita avec le général Hédouville. Le sang des François cessa de couler sous le fer des François ; leurs maisons cessèrent d'être incendiées. Le général Lannes, envoyé à Toulouse contre les royalistes, annonça bientôt que le 18 brumaire avoit réconcilié tous les partis.

Sous le directoire, neuf mille prêtres avoient été déportés dans les seuls départemens de la Belgique. Sous le consulat, on affranchit de toute poursuite les prêtres qui avoient rempli les formalités prescrites par les lois précédentes. Sous le directoire, on employoit contre les conscrits les mesures les plus tyranniques : on cernoit les jardins, les maisons, et jusqu'aux écoles publiques, pour y découvrir des réfractaires. On en tenoit un nombre considérable dans les prisons.

Les consuls, en maintenant la loi de la conscription, en adoucirent les formes, et firent mettre en liberté un grand nombre de conscrits et de réquisitionnaires détenus au fort du Hâ.

On n'outragea plus les souverains, en leur donnant pour ambassadeurs des hommes couverts du sang de leur propre souverain. Le général Beurnonville fut envoyé auprès du roi de Prusse ; M. de Bourgoing, en Danemarck ;

M. Alquier alla, en Espagne, remplacer le colonel Guillemardet.

Le ministère de la police prit un caractère de dignité, de justice et de modération, qui fixa l'attention et souvent la reconnoissance sur celui qui en étoit revêtu. Sous le directoire, les filles publiques étoient employées au vil métier de l'espionnage. Le ministre de la police défendit de se servir de ces honteux instrumens.

Sous le directoire, de malheureux François émigrés ayant fait naufrage, on les avoit traînés indignement de cachots en cachots, et l'on avoit délibéré long-temps, au mépris du droit public des nations civilisées, si on ne les tueroit point comme des ennemis de l'état.

Sous le consulat, le ministre adressa à leur sujet, aux administrations des départemens du Nord et de la Somme, une lettre pleine de sentimens d'humanité; on y lisoit ces paroles remarquables: « On m'a rapporté qu'on n'avoit » eu ni pour la vieillesse, ni pour l'état d'infir- » mité, les égards compatibles avec la néces- » sité de s'assurer de la personne des prévenus. » Je vous charge de me transmettre sur ce fait » des renseignemens exacts; aucune des me- » sures que la sûreté publique exige ne com- » mande l'inhumanité, et ce ne doit pas être » en vain que la nature a imprimé à la vieil- » lesse et au malheur un caractère respectable. »

Il ne se contenta point de ce premier acte de justice; il fit aux consuls un rapport sur le naufrage de ces émigrés, et sollicita généreusement leur liberté.

« La mort, dit-il, n'est pas dans le coup qui » frappe et qui nous enlève à la vie; elle est » dans les angoisses et les tourmens qui la pré- » cèdent. Depuis quatre ans révolus, les nau- » fragés de Calais, jetés par la tempête sur le sol » de leur patrie, n'y ont respiré que l'air des » tombeaux: quelque soit leur délit ils l'ont dou- » expié, et ils en sont absous par le naufrage. »

Les consuls répondirent à cet appel fait à la nature et au droit des gens, en ordonnant que les naufragés fussent rendus à la liberté, à condition de se retirer sur une terre étrangère (1).

---

(1) Les naufragés de Calais avoient été transférés, le 8 brumaire, des casemates de Lille, dans le fort de Ham. L'escorte qui les accompagnoit était de 400 hommes commandés par le général P....; ni l'âge, ni la maladie, ni les infirmités ne purent obtenir de lui le moindre délai. Ils étoient liés deux à deux, et ils avoient les fers aux mains. Tous les matins, au départ de chaque couchée, on lisoit à la troupe l'ordre de fusiller celui d'entre eux qui s'écarteroit d'un pas de la ligne de leur chemin. On menaçoit de presser, la baïonnette dans les reins, ceux dont la marche était trop lente, et c'étoient des octogénaires, des malades, des gens qui n'avoient pas marché depuis quatre ans. Ils arrivèrent mourans à Ham, et l

Aucune partie de l'administration ne sembloit échapper à l'activité du nouveau gouvernement. Le désordre introduit dans les finances mettoit un grand nombre d'acquéreurs de domaines nationaux dans l'impossibilité de payer. Les consuls leur accordèrent des délais, et les autorisèrent à s'acquitter en numéraire, suivant la valeur représentative des assignats à l'époque où ils avoient acheté ces domaines. Les receveurs généraux des départemens versèrent au trésor public des bons en avance des contributions qu'ils avoient à recevoir, et ranimèrent ainsi le crédit et la circulation.

Le malheur eut aussi sa part de la sollicitude des consuls. Ils demandèrent aux commissions législatives des fonds pour procurer du travail aux ouvriers pendant la saison rigoureuse. Ainsi tout se régularisoit sous les mains nouvelles auxquelles on venoit de confier les rênes du gouvernement. Tout prenoit un caractère d'ordre et de bienveillance qui augmen-

---

poignets écorchés par les fers qu'ils avoient portés: Leur bagage s'étoit perdu en chemin. A peine leur donna-t-on de la paille pour coucher dans leur cachot.

Trois d'entre eux seulement, MM. de Vibraye, de Choiseul et de Montmorency, obtinrent des lits. Ils étoient dans la même chambre sans pouvoir en sortir même pour satisfaire aux besoins de la nature.

toit tous les jours le nombre de leurs partisans, et portoit le désespoir dans le cœur des hommes de la révolution. Quelques journaux néanmoins, encore attachés à ce parti, retentissoient tous les jours de plaintes républicaines. On marchoit, suivant eux, à la contre-révolution; les consuls sembloient avoir juré la ruine de la république; la liberté et l'égalité étoient perdues sans ressources, et bientôt le peuple, en voyant la royauté se relever avec plus d'éclat que jamais, connoîtroit le danger de se créer un idole. Ces bruits répandus avec artifice prenoient tous les jours plus de consistance. Quelques royalistes imprudens les accréditoient, persuadés que, si Buonaparte saisissoit la couronne, ce seroit pour la replacer sur la tête à qui elle appartenoit. En ce moment, on construisoit dans un atelier une voiture d'une richesse et d'une dimension remarquables. On insinua malignement que c'étoit la voiture du sacre, et la foule courut la contempler; il fallut, pour éviter le désordre, apprendre au public que ce carrosse extraordinaire étoit pour la reine d'Espagne.

Le ministre de la police crut même devoir relever le courage des républicains et refroidir les espérances des royalistes, en adressant à tous les fonctionnaires publics une lettre très-républicaine.

« Que ceux, disoit-il, qui croient encore » aux chimères du rétablissement de la royauté, » apprennent que la république est à jamais » affermie.

» Que les fanatiques n'espèrent plus faire do- » miner un culte intolérant. Que les émigrés » trouvent, s'ils peuvent, le repos et la paix » loin de la patrie qu'ils vouloient asservir et » détruire ; mais cette patrie les rejette éternel- » lement de son sein. »

Pour joindre l'exemple à la leçon, on fit traduire en jugement et condamner à trois mois de prison, et à cinq cents francs d'amende, un prêtre insermenté, pour avoir dit la messe dans un oratoire particulier.

Mais en même temps le ministre expulsoit de ses bureaux tous les hommes qui s'étoient fait un nom odieux dans le cours de la révolution. Quatre-vingts d'entre eux se trouvèrent ainsi sans emploi. On envoya dans la Vendée des commissaires pacificateurs ; on nomma des hommes d'un caractère conciliant pour se rendre dans les départemens, et y ramener l'union entre les citoyens. On suspendit le départ de Victor Hugues, envoyé à Cayenne comme commissaire du gouvernement. Buonaparte se rendit lui-même au Temple pour faire mettre en liberté les otages et les conscrits ; il visita les prisons, et donna des espérances à tous ceux

qui n'y étoient détenus que pour des raisons politiques. On destitua Méhée d'un emploi de chef de bureau à l'administration du département ; on substitua sur le sceau du gouvernement la balance, au niveau que le directoire y avoit fait graver. On chargea une commission d'artistes de présenter des plans pour décorer l'hôtel des Invalides : le directoire en avoit consacré la chapelle au dieu Mars. On nomma un conseil d'habiles jurisconsultes pour concourir, avec les commissions du corps législatif, à la formation d'un code civil ; on voyoit avec intérêt, sur cette liste, le nom de M. Tronchet, l'un des défenseurs de l'infortuné Louis XVI(1).

On commença à établir des réunions entre les consuls et les commissions législatives pour travailler à un plan de nouvelle constitution. Ces conférences se tenoient habituellement chez le consul Buonaparte ; c'étoit lui qui prononçoit sur les difficultés, personne n'osant s'opposer à ce qu'il avoit décidé.

Ainsi se préparoit sans résistance et sans éclat l'édifice d'une puissance régulière, dont les progrès et la force devoient bientôt étonner toute l'Europe.

(1) Tel étoit le chaos de notre législation, que nous ne comptions pas moins de trente-quatre mille quatre cents lois rendues par les diverses assemblées représentatives.

CHAPITRE V.

Continuation du système de justice et de modération adopté par les consuls. Conférences sur le plan de constitution. Publication de la nouvelle charte. Élévation de Bonaparte au rang de premier consul. Formation des nouvelles autorités.

Au milieu des grands mouvemens qui occupoient toute la France, rien n'étoit peut-être plus remarquable que le caractère et la conduite des deux auteurs de ce drame politique. L'un, plein d'ardeur et d'activité, toujours prêt à se placer sur le premier plan, s'efforçoit d'éclipser son rival, et d'attirer sur lui tous les regards du peuple; l'autre, réserve et silencieux, sembloit se plaire dans son obscurité; soit qu'une timidité naturelle l'éloignât de toute entreprise hardie, soit qu'il aimât mieux laisser soupçonner ce qu'il était capable de faire, que de fixer l'opinion publique en se montrant à découvert. Jamais on n'avoit vu un triumvirat composé d'élémens plus disparates. Roger-Ducos, tout-à-fait ignoré, comptoit pour le nombre et non pour la puissance.

Syeyes, regardé comme un homme habile et profond, n'avoit rien de ce qui pouvoit lui donner une haute influence sur une nation fière et belliqueuse. Son seul titre de prêtre suffisoit pour éloigner de lui l'armée toute entière. Buonaparte seul sembloit placé par la fortune pour se saisir d'un sceptre abandonné. Son ambition le portoit aux entreprises périlleuses ; l'éclat de ses victoires lui assuroit les suffrages de l'armée ; sa réputation et son audace imposoient aux hommes pacifiques. L'assurance avec laquelle il prononçoit, même sur les matières qui lui étoient le plus inconnues, donnoit à la multitude une haute idée de son génie ; il se montroit partout comme un homme extraordinaire.

Rien n'étoit donc plus facile que de prévoir l'issue de cette nouvelle révolution ; mais l'artifice de Buonaparte trompoit le commun des hommes ; ses protestations de fidélité à la république, et les actes éclatans par lesquels il sembloit s'être enchaîné à la cause de la révolution, fascinoient les yeux des compagnons de sa gloire ; et l'on regardoit comme une odieuse calomnie, de douter de ses sentimens patriotiques. Quelqu'un ayant osé dire, devant le général Lef...., que Buonaparte seroit roi de France avant deux ans, cette officier tira son sabre, avec un mouvement d'indignation,

et, frappant vivement sur une table voisine: Voilà, dit-il, ce qui feroit justice de l'audacieux qui chercheroit à détruire la république. La république fut néanmoins détruite, et personne ne tira le sabre pour la défendre.

Buonaparte, qui déjà avoit à ses ordres une police active et dévouée, connoissoit toutes ces dispositions, et en profitoit habilement pour arriver au but qu'il se proposoit.

D'une part, il entretenoit les soldats dans la persuasion que la republique avoit besoin de l'épée pour se soutenir; d'une autre part, il cherchoit à s'attacher les partisans modérés de la monarchie, en se rapprochant des formes analogues aux anciennes mœurs, en multipliant les actes de justice et d'impartialité, qui contrastoient avec la tyrannie révolutionnaire.

Pour accélérer la pacification de la Vendée on nomma le général Canclaux, commandant de la quatorzième division militaire à Caen. C'étoit un ancien officier, d'une famille noble, d'un esprit doux et conciliant; il s'étoit distingué avant la révolution par des talens peu communs dans l'administration militaire. La convention et le directoire l'avoient employé dans la Vendée; mais il ne s'étoit souillé d'aucune de ces horreurs dont tant de généraux avoient ensanglanté leurs lauriers. Fidèle au gouver-

nement qui l'employoit, il avoit su concilier, autant qu'il étoit possible, les lois de l'humanité avec les rigueurs de la guerre. Nul homme n'étoit plus propre à opérer un rapprochement dans les esprits.

La veuve de l'infortuné Bailly languissoit dans l'indigence. Sous l'impitoyable directoire, personne peut-être n'eût osé provoquer sur elle un regard de pitié. Les consuls lui accordèrent une pension de 1200 fr.; ce fut la première satisfaction accordée aux mânes de cette illustre victime.

Pour étendre sur toute la famille du consul l'avantage de la popularité, Lucien Buonaparte se chargea de proposer à la commission du conseil des anciens, un projet de décret sur le rappel des proscrits. C'étoit proposer aux proscripteurs eux-mêmes de réparer les maux qu'ils avoient faits. Le discours de Lucien étoit d'une éloquence noble et touchante.

« Le plus bel usage, dit-il, que les consuls » aient encore fait de l'initiative que leur ac- » corde la loi, c'est d'appeler votre attention sur » les proscriptions nées du malheur des temps, » de la foiblesse, de l'absence, de la division des » diverses autorités qui ont gouverné la France, » quelquefois des divers partis qui l'ont dominée » et déchirée.

» Le nouveau gouvernement veut non-seu-

» ment prévenir les déchiremens qui pourroient » naître à l'avenir, il veut encore mettre un » terme à des maux qui ne sont point son ou- » vrage, et dessécher la source des larmes que » d'autres ont fait couler.

» En parcourant les divers asiles des proscrits, » vos regards paternels s'arrêteront d'abord dans » le lointain sur les affreux rivages de la Guiane. » Vous les ramènerez ensuite sur les rives plus » prochaines d'Oléron. Les larmes des familles » ne doivent plus couler en vain; l'erreur doit » cesser aujourd'hui d'être un crime irrémis- » sible. La justice n'est plus la cruauté, et la » tyrannie n'appartient qu'à une autorité foible » et incertaine.

» La France n'a été jusqu'ici qu'une arène » sanglante, où les diverses factions se sont » immolées successivement; elle a été couverte » de confiscations et de séquestres. L'inscrip- » tion sur la liste des émigrés étoit comme un » glaive suspendu sur la tête des citoyens. Les » défenseurs de la patrie, au moment où ils » versoient leur sang au champ de bataille, » étoient inscrits sur les tablettes de proscrip- » tion. Chaque administration départementale » pouvoit user de ce droit de proscrire, le plus » absolu, le plus despotique des droits, et tour » à tour la plus meurtrière des armes dans la » main de chaque faction. »

Ce langage inusité, cet aveu franc, noble et courageux de tant d'injustices et de violences, en présence d'une partie de ceux qui les avoient commises, obtint dans le public le plus grand succès ; on oublia la part que Buonaparte avoit prise lui-même à cette terrible proscription qui avoit livré aux déserts de la Guiane l'élite de la représentation nationale. Ainsi chaque jour voyoit naître de nouvelles espérances, et la France toute entière applaudissoit à ces actes d'une justice généreuse et compatissante. Il sembloit qu'il appartînt à la famille de Buonaparte de venger l'humanité. Consolée du passé, satisfaite du présent, la nation s'abstenoit de lire dans l'avenir, et se refusoit à voir des chaînes sous des nœuds tissus de fleurs.

Syeyes, entraîné par l'irresistible supériorité de son rival, paroissoit étranger à toutes les vues qu'on lui avoit prêtées, et paroissoit borner son ambition à produire enfin au grand jour ce plan de gouvernement qu'on vantoit comme le chef-d'œuvre de la sagesse et du génie, et qu'on attendoit avec d'autant plus d'empressement, que l'auteur avoit montré plus de soin à le couvrir d'un voile mystérieux.

Les deux commissions, jalouses de s'associer à la gloire et à la faveur du nouveau gouvernement, se dissimuloient leur servitude prochaine, accordoient pour recevoir, et se disposoient à

livrer toutes les conquêtes de la liberté, dans l'espoir de partager celles du despotisme. Chaque jour elles s'affranchissoient de la sévérité des formes républicaines. Sous prétexte de donner plus d'éclat extérieur à la représentation nationale, les membres de la commission des Cinq-Cents proposèrent d'allouer à chacun d'eux un traitement de 20,000 francs, une voiture et des valets. La commission des anciens eut le bon esprit de rejeter cette résolution.

De quelque secret que l'on affectât de couvrir le nouveau plan de constitution, le public en recevoit de temps en temps quelque confidence. Il s'agissoit de le familiariser d'avance avec les formes nouvelles qu'on se proposoit d'introduire. Les amis de la monarchie apprenoient avec plaisir que les chefs de l'état auroient un conseil; et les noms de ceux que la voix publique désignoit pour le composer, augmentoient leurs espérances. Fidèles à l'illusion chérie qui les dominoit, ils se flattoient de plus en plus que Buonaparte ne se saisiroit de l'autorité que pour rétablir sur leur trône les descendans de saint Louis. Il passoit pour constant que quelques négociations avoient été entamées à ce sujet entre les agens du roi et Napoléon. Buonaparte les avoua, plusieurs années aprés, en faisant publier à Paris les papiers saisis à Bayreuth. Cette opinion acquit même tant de con-

sistance ; qu'un des partisans de la monarchie ne craignit pas d'ouvrir à ce sujet une conversation avec le consul. Celui-ci le laissa parler sans l'interrompre, écouta avec attention tous les motifs sur lesquels il s'appuyoit, et finit par dire, sans émotion : *La poire n'est pas mûre.*

Si Buonaparte eût réellement songé à replacer le roi sur le trône, il auroit pu s'exprimer peut-être avec plus de dignité, mais non pas avec plus de sagesse. Rien n'étoit prêt en effet pour l'accomplissement d'un si noble projet ; et si la maison de Bourbon pouvoit se promettre quelque espoir de rétablissement, ce ne pouvoit être qu'en s'associant aux mouvemens des armées vendéennes, car la coalition ne présentoit plus d'espérance. Et tel étoit le fanatisme qu'on avoit inspiré au peuple et à l'armée contre le souverain légitime, que Buonaparte lui-même n'eût osé proposer son retour.

Il suffisoit d'ailleurs de réfléchir sur le caractère du consul, pour s'assurer que ce dessein ne pouvoit entrer dans sa pensée ; il n'étoit ni assez désintéressé pour abandonner ce qu'il pouvoit s'approprier si facilement, ni assez novice pour ne pas connoître ce que la politique réserve à un général assez puissant pour disposer d'un trône.

Buonaparte continua donc de poursuivre le cours de ses desseins avec la même adresse et la même persévérance. Tantôt ses discours étoient pleins de promesses brillantes ; il plaignoit la république d'avoir été servie par des mains perfides et maladroites ; il s'affligeoit de ses revers, et sembloit attendre avec impatience l'époque où il pourroit lui rendre la gloire qu'il lui avoit acquise précédemment, et que l'impéritie de ses chefs lui avoit ravie.

Tantôt il paroissoit fatigué des difficultés qu'il éprouvoit ; la moindre résistance irritoit sa fierté ; il exhaloit hautement le regret de ne pouvoir opérer le bien qu'il avoit conçu, vantoit les charmes de la vie privée, et menaçoit de s'y reléguer tout entier.

Alors ses amis effrayés s'empressoient de le réconcilier avec la république, lui représentoient les maux prêts à fondre sur la France, si jamais elle perdoit un appui tel que le sien, et le conjuroient, au nom du salut public, de ne point abandonner sa malheureuse patrie.

On publia, dans un journal, un article remarquable, c'étoit une application à Buonaparte du discours de Cicéron à César, en présence du sénat.

« C'est avec regret, César, que j'ai en-
» tendu souvent de votre bouche, ce mot

» qui par lui-même est plein de sagesse et
» de grandeur : *J'ai assez vécu pour la na-*
» *ture et pour la gloire.* Assez pour la gloire,
» j'y consens; mais non pas pour la patrie,
» qui est avant tout. Laissez donc ce langage
» aux philosophes qui ont mis leur gloire
» à mépriser la mort. Cette sagesse ne doit
» point être la vôtre, elle coûteroit trop cher
» à la république. Sans doute vous auriez as-
» sez vécu si vous étiez né pour vous seul;
» mais aujourd'hui que le salut des citoyens
» et le sort de la république dépendent de
» la conduite que vous tiendrez, vous êtes
» bien loin d'avoir achevé le grand édifice qui
» doit être votre ouvrage. Vous n'en avez pas
» même jeté les fondemens. Si toutes vos gran-
» des actions doivent aboutir à laisser la ré-
» publique dans l'état où elle est, vous aurez
» plutôt excité l'admiration que mérité la véri-
» table gloire. On entendra, on lira avec
» étonnement le récit de vos triomphes sur le
» Rhin, sur le Nil, sur l'Océan; mais, si la ré-
» publique n'est pas affermie sur une base so-
» lide par vos soins et votre sagesse, votre
» nom se répandra au loin, mais ne vous don-
» nera pas dans l'avenir un rang assuré et in-
» contestable; donnez une forme stable à la ré-
» publique, et jouissez vous-même de la paix et
» de la tranquillité que vous aurez procurées à

» l'Europe. » Ainsi l'on ne dissimuloit plus que la république étoit incapable de se soutenir par elle-même, et que la ruine de l'état étoit assurée si Buonaparte lui retiroit l'appui de son bras.

Cette opinion le portoit nécessairement à l'autorité suprême, et les royalistes eux-mêmes prenoient plaisir à la fortifier, dans la persuasion qu'il falloit réconcilier la nation avec l'autorité d'un seul, avant de lui proposer le rappel de son souverain légitime. Buonaparte en profitoit habilement pour affoiblir les doctrines républicaines, et conquérir sur elles tout ce qui pouvoit gêner sa puissance.

Trois mois s'étoient écoulés depuis son départ de l'Égypte, et l'on n'avoit point encore de nouvelles officielles de cette contrée lointaine. Son heureuse étoile avoit voulu que les dépêches du général Kléber tombassent entre les mains des Anglais, et que l'on continuât d'ignorer la véritable situation de l'armée d'Orient.

Quelques détachemens de soldats aveugles étaient, à la vérité, revenus en France, et plusieurs d'entre eux n'avoient point dissimulé le mécontentement de leurs camarades. Mais on obtint facilement leur silence, et leurs récits perdirent bientôt l'intérêt qu'ils pouvoient inspirer, au milieu de tant d'intérêts nouveaux qui se succédoient tous les jours.

Buonaparte néanmoins ne voulut point paroître avoir oublié les compagnons de ses fatigues et de ses victoires. Il fit confirmer par les consuls la nomination du général Kléber au commandement en chef de l'armée d'Égypte : il adressa une proclamation à ses anciens soldats.

Il leur disoit que le gouvernement s'occupoit souvent de leur sort ; que l'Europe toute entière les contemploit ; qu'il étoit en pensée avec eux : « Soyez toujours, ajoutoit-» il, les soldats de Rivoli et d'Aboukir. Portez » à Kléber cette confiance sans bornes que vous » aviez en moi ; il la mérite. Songez au jour » où vous rentrerez victorieux sur la terre sa-» crée de la patrie : ce sera un jour de joie et » de gloire pour la nation entière. »

Il fit adresser en même temps, aux deux commissions, un message où il demandoit un crédit de quinze millions pour la solde de l'armée d'Égypte, et les deux commissions s'empressèrent de l'accorder. On apprit alors avec étonnement, que le directoire n'avoit point compris ses soldats d'outre-mer sur l'état des dépenses de l'an huit. Buonaparte avoit toujours cru que, pour faciliter l'établissement des Français en Égypte, il falloit réformer et adoucir les mœurs des naturels, et les gagner par l'appât des plaisirs ; il avoit tout préparé pour donner

un théâtre à la ville du Caire ; et l'on a déjà vu qu'après son départ, le général Kléber, entrant dans ses vues, étoit parvenu à organiser une troupe d'acteurs tragiques.

Buonaparte chargea le ministre de l'intérieur de recruter des comédiens ; l'on ouvrit un registre au Théâtre-Français, et l'acteur Florence fut chargé de l'organisation de la troupe.

Dans le même temps, le gouvernement ayant fait arrêter au Palais-Royal, et dans les lieux de prostitution, un grand nombre de filles publiques, le bruit se répandit aussitôt qu'elles étoient destinées à porter de galantes distractions à l'armée d'Égypte ; et des journaux moins enthousiastes de Buonaparte que le reste de la nation, le félicitèrent de s'occuper non-seulement des besoins, mais des plaisirs de son armée. Les consuls se hâtèrent de démentir ces bruits.

Le directoire avoit fait arrêter et traduire devant un conseil de guerre, le contre-amiral Perrée, que nous avons vu combattre sur le Nil avec tant de courage et d'habileté. Cet officier avoit quitté l'Égypte au mois de juin 1799 avec sa flotille, et l'avoit heureusement ramenée à la vue des côtes de France, lorsque, surpris et enveloppé par des forces supérieures, il s'étoit vu dans la nécessité de se rendre. Sa valeur et sa

loyauté étoient au-dessus de tout soupçon. L'épreuve ne fut pas longue; ses juges l'acquittèrent à l'unanimité (1).

Depuis l'installation des consuls, l'innocence ne redoutoit plus les tribunaux : ce n'étoit plus l'esprit de parti qui jugeoit, mais l'équité. « Il » ne suffit pas, écrivoit le ministre de la police » aux fonctionnaires publics, de faire droit aux » réclamations; on doit les prévenir, les faire » naître, provoquer même les plaintes des hom- » mes fatigués de se plaindre, offrir aux ci- » toyens malheureux et ignorés l'appui du gou- » vernement. Tel doit être l'ordre invariable

(1) Il étoit né en 1762 à Saint-Valéry, d'une famille de marins, et s'étoit livré dès sa plus tendre jeunesse à la navigation marchande. Après avoir long-temps parcouru diverses mers, et s'être fait remarquer par son activité et son courage, il trouva dans la marine militaire, dont la révolution lui facilita l'accès, une carrière plus digne de ses hautes qualités. Il parvint en peu de temps aux grades les plus honorables; il fut envoyé de Toulon, en 1795, dans la rade de Tunis, pour y reprendre une frégate et deux corvettes enlevées par les Anglais. Il eut la gloire d'y réussir. Après le combat de Chebreiss, en Égypte, il reçut un sabre richement orné, qui portoit, sur un des côtés, *victoire de Chebreiss*, et de l'autre, *donné par le général Buonaparte*. C'étoit la glorieuse récompense du courage avec lequel il avoit combattu et détruit la flotte des mamelucs.

» des choses, qu'un détenu puisse se juger lui-
» même, et prévoir son sort sur le témoignage
» de sa conscience. »

Ces actes de justice et d'humanité, ces principes dignes du meilleur des gouvernemens, augmentoient chaque jour la confiance publique, et disposoient la nation à recevoir sans inquiétude, et presque sans examen, la constitution qu'on lui présenteroit.

Les conférences se suivoient avec activité. Le 7 décembre on se réunit au Luxembourg pour en entendre la lecture et en fixer les dispositions. M. Daunou fut chargé d'en soigner le style, et peu de jours après on fut en état de la présenter à la nation.

Après quelques délibérations, on avoit décidé que l'autorité cesseroit d'être partagée; qu'on la concentreroit entre les mains d'un seul, pour donner à l'action de la puissance une direction plus sûre et plus prompte. On hésitoit sur le titre qu'on devoit donner au chef de la république. Ceux qui, en sacrifiant une partie de la liberté publique, vouloient au moins sauver les apparences, proposoient de lui donner le nom de *nomarque*, titre qui exprimoit un commandement au nom des lois; d'autres, celui de *légiarque*, pour s'éloigner de tout ce qui pouvoit rappeler l'idée de monarque, et se soustraire aux interprétations

de la malignité. Ces noms grecs, ou moitié grecs, furent rejetés; on proscrivit celui de protecteur qui rappeloit Cromwel, et celui de dictateur qui eût effrayé tous les partisans sincères de la république. On convint de garder celui de consul, et de nommer trois magistrats, dont le chef auroit le titre de premier consul.

La constitution de 1799 (qu'on appela constitution de l'an VIII), est si remarquable, qu'il faudroit presque la rapporter toute entière pour en avoir une idée exacte. Elle différoit des autres par tant de points opposés aux principes qu'on avoit établis jusqu'alors, que les esprits les plus hardis s'étonnèrent qu'on eût osé la proposer.

Plus de droits de l'homme, ces droits qui sembloient le palladium et la garantie de la liberté. Plus d'assemblées primaires, et par conséquent plus de souveraineté du peuple: cette souveraineté proclamée avec tant de faste, érigée en fête annuelle et publique. Plus de discussion ni de harangues dans les délibérations du corps législatif: ces harangues si favorables au talent, si puissantes sur l'opinion publique, sur les déterminations de l'autorité législative. Plus de liberté de la presse, ce droit réclamé avec tant d'ardeur, sauve-garde peut-être unique de tous les autres droits.

On commençoit par décréter que la république étoit une et indivisible. Pour suppléer aux assemblées primaires, la constitution instituoit trois ordres de personnages *notables*. Les premiers étoient choisis par les citoyens des communes qui avoient droit de voter, et formoit une première classe composée du dixième des votans, et désignés sous le titre : *Notables de commune*. C'étoit dans cette classe seule qu'on pouvoit choisir les fonctionnaires publics de la commune. Elle se formoit elle-même en assemblée électorale, et choisissoit un dixième de ses membres pour former la classe des *notables de département ;* c'étoit dans cette seconde classe seule, que pouvoient être élus les fonctionnaires du département. Enfin cette troisième classe désignoit un dixième de ses membres pour former la classe des *notables nationaux*, et c'étoit encore dans cette classe nationale seule, qu'on pouvoit élire les grands fonctionnaires de l'état.

La constitution instituoit trois grandes divisions de la puissance législative : un sénat, un corps législatif, et un tribunat.

Le sénat prenoit le titre de *conservateur ;* il étoit destiné à garder la constitution, à surveiller l'exécution des lois. Il étoit composé de quatre-vingts membres inamovibles et à vie, âgés d'au moins quarante ans ; il choisissoit lui-

même les membres qui devoient entrer dans sa composition, sur une triple liste présentée par le tribunat, le corps législatif, et le premier consul.

Un sénateur étoit inéligible à tout autre emploi. Le sénat nommoit, sur les listes nationales formées dans les départemens, les législateurs, les tribuns, les consuls, les magistrats du tribunal de cassation, les commissaires de la comptabilité. Le premier consul, en sortant de fonction, entroit nécessairement dans le sénat, et devenoit ainsi perdu pour toute autre fonction.

Le sénat étoit juge de l'exécution des lois constitutionnelles. Il maintenoit ou annuloit tous les actes qui lui étoient déférés par le tribunat ou les consuls. Il exerçoit un droit de censure sur la liste des éligibles, et pouvoit ainsi réformer les nominations du peuple. Chaque sénateur devoit recevoir un traitement égal au vingtième de celui du premier consul. Les séances du sénat n'étoient pas publiques.

Le tribunat étoit composé de cent membres âgés de vingt-cinq ans au moins. On les renouveloit tous les ans par cinquième. Le gouvernement lui présentoit les projets de lois; il les discutoit, les rejetoit ou les admettoit. Dans l'un et l'autre cas, il choisissoit dans son sein trois orateurs pour exposer et défendre

ses motifs devant le corps législatif. Il dénonçoit au sénat les actes inconstitutionnels du corps législatif et du gouvernement. Il avoit le droit d'exprimer son vœu sur les lois faites et à faire, sur les abus à corriger, les améliorations à entreprendre dans toutes les parties de l'administration. Sa vigilance ne s'arrêtoit qu'aux portes du temple de la justice.

Mais les vœux qu'il manifestoit n'avoient aucune suite nécessaire, n'obligeoient même aucune autorité constituée à délibérer. Le tribunat pouvoit s'ajourner; mais, dans ce cas, il nommoit une commission de quinze membres chargée de le convoquer si elle le jugeoit nécessaire. C'étoit dans le tribunat que la liberté publique sembloit s'être réfugiée. Chaque tribun devoit avoir un revenu de 15,000 fr.

Le corps législatif étoit composé de trois cents membres, âgés de trente ans au moins; il se renouveloit tous les ans par cinquième. Chaque département devoit y avoir au moins un représentant. Un membre du corps législatif sorti de fonctions, ne pouvoit être réélu qu'après un an d'intervalle, mais il étoit éligible à toutes les fonctions publiques, et pouvoit devenir membre du tribunat.

La session du corps législatif avoit lieu tous les ans, mais ne devoit durer que quatre mois. Il délibéroit, au scrutin et sans discussion, sur

les projets de loi que venoient débattre devant lui les orateurs du tribunat et du gouvernement. Le traitement d'un législateur étoit de 10,000 fr. Les séances du tribunat et du corps législatif étoient publiques, mais on ne pouvoit y admettre plus de deux cents auditeurs, ce qui rendoit nécessaire la distribution des billets d'entrée.

Les actes du corps législatif portoient le titre de *décrets*. Ils devoient être promulgués dix jours au plus tard après avoir été rendus; le premier consul pouvoit néanmoins se pourvoir contre eux au sénat pour cause d'inconstitutionnalité.

Le gouvernement étoit confié à trois consuls nommés pour dix ans, et indéfiniment rééligibles. Un d'eux avoit le titre de *premier consul*; il promulguoit les lois, avoit un conseil d'état dont il nommoit et révoquoit les membres à volonté. Il nommoit et révoquoit également les ministres, les ambassadeurs, les officiers de terre et de mer, les membres des administrations locales, les commissaires du gouvernement près les tribunaux; il avoit encore le choix des juges civils et criminels, mais sans pouvoir les révoquer.

Les deux autres consuls n'avoient dans toute délibération d'état que voix consultative, et ne signoient les registres du gouvernement que

pour constater leur présence. Ils pouvoient néanmoins y consigner leur opinion, mais celle du premier consul faisoit seule la délibération. Le traitement du premier consul étoit, pour l'an VIII seulement, de 500,000 francs; celui de ses deux collègues de 150,000.

Le premier consul avoit seul l'initiative des lois, et, seul, faisoit les règlemens nécessaires pour leur exécution. Il dirigeoit les recettes et les dépenses, surveilloit la fabrication des monnoies, en régloit le titre, le poids et le type. Il pouvoit, en cas de conspiration, décerner des mandats d'arrêt contre les prévenus, mais ils devoient être mis ou en justice ou en liberté dans le délai de dix jours, sous la responsabilité du ministre qui avoit signé le mandat d'arrestation.

Le premier consul étoit chargé de pourvoir à la sûreté intérieure et extérieure de l'état; il distribuoit les forces de terre et de mer, en régloit la direction, entretenoit les négociations, faisoit les traités de paix, d'alliance, de commerce, de trêve, de neutralité, et en général toutes les conventions politiques et diplomatiques.

Cependant les traités de paix, d'alliance, de commerce, devoient être proposés et discutés comme les autres lois, mais en assemblées secrètes.

Le conseil d'état étoit chargé, sous la direction des consuls, de préparer les projets de loi et de prononcer sur les difficultés qui s'élevoient en matière d'administration. Le gouvernement choisissoit dans son sein les orateurs qui devoient porter la parole au corps législatif, et défendre le projet de loi.

Aucun acte du gouvernement ne pouvoit avoir d'effet, s'il n'étoit signé d'un ministre. Les ministres étoient responsables de tous les actes qu'ils avoient signés, et que le sénat déclaroit inconstitutionnels.

Les membres du sénat, du corps législatif, du tribunat, et les conseillers d'état, étoient libres de toute responsabilité. Ils pouvoient être poursuivis devant les tribunaux pour des délits personnels emportant peine infamante ou afflictive, sans l'autorisation du corps auquel ils appartenoient. Les ministres, sous ce rapport, devoient être considérés comme membres du conseil d'état.

Ils étoient responsables de l'inexécution des lois et des règlemens d'administration publique, et, comme on l'a dit, de tout acte signé par eux, et contraire à la constitution.

La dénonciation devoit être portée par le tribunat devant le corps législatif, et soumise aux formalités de toutes les propositions de loi. L'accusé étoit entendu, et si l'accusation étoit

admise, il étoit jugé par une haute cour, sans appel et sans recours en cassation. Cette haute cour devoit être composée d'un jury pris dans la liste nationale, et de juges choisis dans le tribunal de cassation.

On ne pouvoit poursuivre les agens du gouvernement pour des faits relatifs à leurs fonctions sans une autorisation du conseil d'état.

Les juges de paix étoient élus immédiatement par les citoyens; ils étoient élus pour trois ans. Les autres étoient inamovibles, à moins qu'ils ne fussent poursuivis pour cause de forfaiture, ou retirés légalement de la liste des éligibles. La liberté individuelle des citoyens étoit mise sous la sauvegarde des lois. On déclaroit la force armée essentiellement obéissante. Dans le cas de révolte à main armée ou de troubles capables de menacer la sûreté de l'état, la loi pouvoit suspendre, dans un lieu et pour un temps déterminé, l'empire de la constitution. Cette suspension pouvoit même être ordonnée par le gouvernement pendant la vacance du corps législatif, pourvu que ce corps fût convoqué dans le plus court délai.

Un dernier article de la constitution portoit que, dans aucun cas, la nation ne souffriroit le retour des Français qui, ayant abandonné leur patrie depuis le 14 juillet 1789, ne seroient pas compris dans les exceptions exprimées par

les lois relatives à l'émigration, interdisant toute nouvelle exception à cet égard. Elle déclaroit irrévocable la confiscation des biens des émigrés. Elle garantissoit à jamais la vente des biens nationaux. Enfin elle portoit que la nouvelle charte républicaine seroit présentée à l'acceptation de la nation française.

Mais, pour éviter l'influence ou le tumulte des assemblées populaires, on décréta que les votes du peuple seroient reçus au secrétariat des diverses administrations, et chez des notaires désignés à cet effet. On chargea les consuls de présider au dépouillement de ces votes, et d'en proclamer le résultat. On annonça même assez clairement que, si le nombre des votans n'étoit pas assez considérable pour représenter le vœu national, on prendroit pour acceptation le silence des citoyens. Ainsi fut perdu dès ce jour l'un des droits dont les Français s'étoient montrés le plus jaloux, celui de participer à la formation des lois qui devoient les gouverner.

Il ne restoit plus qu'à procéder à la nomination des nouveaux consuls. Après la journée du 18 brumaire, les trois consuls avoient été nommés par les deux conseils; mais ces deux conseils n'existoient plus, la constitution les abrogeoit. On obvia à cette difficulté, en insérant dans la constitution un article qui désignoit Buonaparte pour premier consul, et pour se-

cond et troisième, l'ex-conventionnel Cambacérès, alors ministre de la justice, et M. Le Brun, ancien membre de l'assemblée constituante et de la convention.

On s'étonna d'abord de ne point voir l'abbé Syeyes au nombre des premiers magistrats de la république; mais quelle place pouvoit-il y occuper? Le premier consul étoit tout; les autres n'étoient que deux supports d'ornement ajoutés à sa chaire curule. Convenoit-il à la dignité de l'ex-directeur de descendre à un rôle secondaire? et lorsqu'il avoit associé Buonaparte à l'exécution de ses desseins, n'avoit-il pas dû sentir le désavantage de sa position, et en prévoir les suites? Il circuloit alors une anecdote que M. Lewis Goldsmith a rapportée, et qui paroît mériter plus de croyance que toutes celles dont il a rempli, au hasard et sans choix, son Histoire secrète du Cabinet de Saint-Cloud.

Voici comme il la raconte : « Peu après » le 18 brumaire, Syeyes dit à Buonaparte qu'en » notifiant au gouvernement prussien le chan- » gement dans la forme du gouvernement fran- » çais, il conviendroit d'informer le roi de Prusse » qu'on avoit abandonné l'idée de placer un » prince de la maison d'Orléans sur le trône de » France, et qu'on ouvriroit des communications » pour y mettre un prince de Prusse. Buona-

» parte lui répondit qu'il ne vouloit pas confier » un secret de cette importance à son secrétaire ; » que n'étant pas lui-même bon écrivain, lui » Syeyes devoit rédiger le projet ; qu'il l'en- » verroit par Duroc, qui alloit à Berlin, et qui » en seroit porteur sans être mis dans le secret. » Syeyes rédigea le projet et crut qu'il avoit été » envoyé à Berlin, quand, peu de temps après » le 18 brumaire, Buonaparte nomma Cam- » bacérès et Lebrun consuls. Syeyes devint fu- » rieux; Buonaparte lui dit froidement que, s'il » remuoit, il publieroit son projet qu'il n'a- » voit pas envoyé à Berlin, mais qu'il gardoit » comme un *memento* de son ignorance et de » sa trahison. »

On a révoqué en doute, avec quelque raison, le projet attribué à l'abbé Syeyes, de placer un prince de Prusse sur le trône de France. Il est constant que jamais, dans son ambassade à Berlin, il ne reçut le moindre témoignage de confiance, la moindre marque de considération. A quelque déférence que fût descendu le gouvernement prussien envers la république, on ne pouvait oublier la manière cruelle dont le nouvel ambassadeur avoit voté dans le funeste procès de son souverain ; on l'avoit si peu oublié, que cet ambassadeur ayant invité à une fête un grand nombre de seigneurs, la plupart ne s'y présentèrent pas, et que l'un des seigneurs

de la cour lui renvoya son billet d'invitation, avec ce seul mot: *non, et sans phrases* (1). On ne pouvoit donc guère supposer que la cour de Berlin eût fondé quelque espoir de placer un prince prussien sur le trône de France, et qu'elle eût adopté pour un semblable projet la médiation de l'ambassadeur républicain; d'ailleurs, la nation française eût-elle jamais accepté un étranger pour chef, et surtout à l'époque dont il s'agit? l'anecdote n'est donc pas exacte. La seule chose à laquelle on puisse ajouter foi, c'est que Buonaparte ayant proposé à Syeyes de travailler, chacun de son côté, à un projet de constitution, et Syeyes s'étant livré inconsidérément à ses idées de monarchie, Buonaparte s'empara adroitement de son travail, le garda, et devenu ainsi maître de son secret, le tint entièrement dans sa dépendance, et régla à son gré le plan de constitution.

Syeyes, trompé par son collègue, comme Cicéron l'avoit été par le jeune Octave, sut prudemment dissimuler, et accepta sans murmurer le repos honorable que lui offroit le sénat. On lui

(1) On sait que dans la déplorable journée où Louis XVI fut condamné à mort, l'abbé Syeyes, ayant été appelé à la tribune, après un orateur qui avoit cru devoir motiver son opinion, se contenta d'exprimer sèchement la sienne par ce mot terrible : *la mort; et sans phrases.*

donna pour collègues une partie des membres de la commission des anciens, quelques-uns de la commission des 500, des hommes de lettres, des savans et des généraux. On distinguoit parmi les gens de lettres et les savans, MM. Destut de Tracy, Ducis, de Lacépède, de Laplace, Monge, Volney, Cabanis, Garat; et parmi les officiers généraux, MM. Kellerman, Hatry, Pleville le Peley, Delespinasse; quelques-autres moins connus formèrent avec eux la majorité, et s'adjoignirent ensuite MM. Abrial, Casa-Bianca, de Choiseul-Praslin, Clément de Ris, Darcet, Daubenton, François de Neufchâteau, de La Grange, Perregaux, Rœderer, et le célèbre peintre Vien, le restaurateur de l'école française. Ces hommes étoient, pour la plupart, d'un caractère modéré et d'un esprit aussi sage qu'éclairé. Quelques-uns, Daubenton et Vien, étoient des vieillards vénérables; un seul refusa l'honneur qu'on lui faisoit; ce fut le poëte Ducis. Il avoit été, avant la révolution, secrétaire des commandemens de Monsieur (aujourd'hui Louis XVIII), et le prince l'avoit comblé d'égards; mais, au milieu même de la cour, il nourrissoit dans son cœur les principes républicains; il les professa avec chaleur quand la révolution les eut proclamés. S'il vit avec douleur les excès de la démagogie, il les sup-

porta avec résignation, persuadé que la liberté ne pouvoit jamais s'acheter trop cher, et que les sacrifices de sang humain étoient quelquefois nécessaires à l'affermissement de son culte. Il honoroit les talens militaires de Buonaparte, mais il redoutoit son ambition; et lorsqu'il le vit placé à la tête du gouvernement, publiant une constitution qui n'avoit de républicain que le nom, il crut ne pouvoir s'associer à l'oppresseur de la liberté publique, et donna seul un grand exemple de courage et d'indépendance. Depuis ce temps, il vécut dans la retraite, cultivant paisiblement les lettres, et s'honorant d'aller quelquefois partager l'humble et frugal repas du républicain La Reveillère Lepaux. Étrange exemple des contradictions de l'esprit humain! Ducis étoit fervent catholique, et il ambitionnoit la société du fondateur de la théophilanthropie, d'un sectaire intolérant auquel on attribuoit la déportation de tant de prêtres catholiques. Ducis avoit vécu avec les rois, et il recherchoit l'amitié d'un homme qui avoit versé le sang de son roi! « J'ai eu » l'honneur, disoit-il, de passer quelques » jours chez le vertueux La Reveillère Le- » paux, et de manger dans sa chaumière » avec des cuillères d'étain et des fourchettes » de fer. »

Trois sénateurs, MM. Rœderer, Abrial et

Cretet, ayant donné leur démission, le premier pour entrer au ministère de la justice, les deux autres au conseil d'état, on choisit à leur place, le vice-amiral Morard-de-Galles, le vice-amiral de Bougainville, et le général Serrurier.

Le tribunat fut composé d'une partie des membres de la commission des 500, d'hommes de lettres, et de quelques anciens membres des législatures précédentes, qui s'étoient distingués par leurs talens. On remarquoit parmi eux MM. Benjamin de Constant, Andrieux, de Boisjolin, Le Breton, Daunou, Chenier, Desrenaudes, Ginguené, La Romiguière, Mongès, Noel, J.-B. Say, Chabot de l'Allier, Chauvelin, Courtois, Desmeuniers, Girardin, Goupil de Préfeln, de Jaucourt, Riouffe, Sedillez, Thibaud, Trouvé; on y remarquoit aussi Jean de Bry, si célèbre par la fameuse catastrophe des plénipotentiaires de Radstadt.

On constitua le conseil d'état: on fixa ses attributions; on régla l'ordre de son travail. Les consuls délibérèrent qu'il seroit composé de trente à quarante membres, et présidé par le premier consul, et, en son absence, par l'un de ses collègues; qu'il se diviseroit habituellement en cinq sections: des finances, de

législation, de la guerre, de la marine, de l'intérieur. Que cinq d'entre eux seroient spécialement chargés de diverses parties d'administration, mais sous l'unique rapport de l'instruction des affaires; qu'ils auroient dans leurs attributions les domaines nationaux, les ponts et les chaussées, les forêts et les rivières, les sciences, les arts, les colonies; que les projets de loi présentés par les ministres, s'ils avoient l'assentiment du premier consul, seroient renvoyés au conseil d'état, chacun dans la section compétente, pour y être rédigés; que la section, après avoir achevé son travail, le présenteroit à l'assemblée générale du conseil; qu'il y seroit examiné, discuté, et renvoyé ensuite à l'approbation du consul; que, dans le cas où il seroit adopté, le premier consul nommeroit un ou deux conseillers pour le présenter au sénat ou au corps législatif et en soutenir la discussion.

Le conseil d'état étoit chargé de prononcer sur les conflits qui pouvoient s'élever entre l'administration et les tribunaux, sur les affaires contentieuses qui, jusqu'alors, avoient été soumises à la décision des ministres, sur l'intention, l'esprit et le sens des lois. Chaque section avoit son président, choisi par le premier consul. Les conseillers portoient un costume, habit de velours bleu ou de

soie bleue, suivant les saisons, brodé également en bleu. Le traitement des conseillers étoit de vingt-cinq mille francs; les présidens et les conseillers chargés de quelque partie d'administration avoient un supplément.

Le premier consul fit entrer dans son conseil d'état les généraux Dejean, Lacuée, Marmont, Petiet, et leur donna pour président le général Brune. Il composa la section de la marine de MM. de Champagny, de Fleurieu, Cafarelli-Dufalga, Redon, Lescalier, et donna la présidence de cette section au contre-amiral Gantheaume. La section des finances fut présidée par M. Defermon, celle de la justice par M. Boulay de la Meurthe; celle de l'intérieur par M. Rœderer, ayant pour collègues MM. Benezech, Cretet, Chaptal, Regnault de Saint-Jean-d'Angely, Fourcroy.

Le ministère fut définitivement composé de MM. Abrial pour la justice, Lucien Buonaparte pour l'intérieur, Berthier pour la guerre, Gaudin pour les finances, Forfait pour la marine, Talleyrand de Périgord pour les relations extérieures, Fouché pour la police.

Le sénat choisit les membres du corps législatif, et le gouvernement se trouva organisé.

Quelle que fût l'opinion que l'on professât, les sentimens dont on fût animé, on ne pouvoit s'empêcher de reconnoître, dans cette composition, un ordre régulier dont on avoit perdu le modèle depuis la destruction de la monarchie. C'étoit un édifice qui succédoit à un amas de ruines jetées confusément. Fatiguée des tourmentes de la révolution, la France le vit s'élever avec plaisir; et sans trop considérer ce qu'elle perdoit du côté de la liberté, elle s'applaudit de ce qu'elle gagnoit du côté du repos; tant la crainte et l'horreur qu'inspiroit le régime des jacobins, disposoit les esprits à chercher la sécurité partout où elle s'offroit. Les vices de la nouvelle constitution étoient frappans. Le sénat conservateur étoit dénué de tout moyen de conserver. Le corps législatif, réduit au silence, et formé de trois cents députés, étoit à la disposition des consuls. Le tribunat, libre de parler, ne pouvoit rien faire pour l'intérêt de la nation. Tous les actes de la législature courroient risque d'être annulés sous le moindre prétexte d'*inconstitutionnalité*. Mais le sentiment l'emporta alors sur le raisonnement; l'amour d'un bien présent sur la crainte d'un mal futur (1).

(1) Quelques plaisans s'amusèrent seuls à mettre la constitution en vaudevilles.

L'établissement de la constitution n'offrit donc aucun obstacle à vaincre. On renonça volontiers à ces assemblées primaires, où les citoyens des premières classes, où les hommes d'un esprit sage et modéré ne pouvoient depuis long-temps se présenter sans être exposés aux excès d'une multitude qui usoit grossièrement de sa souveraineté.

Les fonctionnaires publics, les employés des administrations, tous ceux qui tenoient quelque chose de l'état, s'empressèrent d'inscrire leurs noms sur les registres qu'on venoit d'ouvrir; le reste de la nation attacha peu d'importance à la vérification des suffrages.

Ainsi, Buonaparte se trouva à la tête des affaires publiques, autant par la lassitude que par le vœu de la nation.

CHAPITRE VI.

Commencement heureux du gouvernement de Buonaparte. Rappel d'une partie des députés frappés par les décrets du 19 fructidor. Actes de sagesse, de force et d'équité.

En confiant le gouvernement à Buonaparte, on lui donnoit le chaos à organiser. Il ne désespéra point de sa tâche, et se disposa courageusement à y porter l'ordre et la lumière. Il commença par satisfaire aux bienséances publiques en acquittant la dette de la reconnoissance. C'étoit l'abbé Syeyes qui avoit conçu, préparé, conduit la révolution nouvelle; c'étoit à lui qu'on attribuoit l'ouvrage de la constitution. Buonaparte adressa aux commissions législatives un message, par lequel il sollicitoit pour son ex-collègue une récompense nationale. Sa proposition étoit exprimée noblement :

« Le citoyen qui, après avoir éclairé le peu-
» ple par ses écrits, et honoré la révolution
» par ses vertus désintéressées, a refusé d'abord
» la première magistrature, et ne l'a ensuite
» acceptée que par le sentiment des dangers
» dont elle étoit entourée, est assurément di-
» gne d'une distinction particulière, et le refus

» ne lui sera pas permis lorsque les organes de » la loi auront parlé.

» Les consuls de la république vous font la » proposition nécessaire et formelle de décer- » ner au citoyen Syeyes, à titre de récompense » nationale, la propriété de l'un des domaines » qui sont à la disposition de l'état. »

Les commissions législatives répondirent à cet honorable appel en décernant, à titre de récompense nationale, la possession pleine et entière du domaine de Crosne.

Cette terre est située à quatre lieues de Paris, près de Villeneuve-Saint-Georges, dans un joli vallon dont les extrémités aboutissent à la terre de Grosbois. Ce n'étoit point une dépouille qu'on offroit à l'auteur de la constitution consulaire, mais un domaine dont la propriété étoit légalement acquise à l'état. Elle avoit, dans l'origine, appartenu à un particulier nommé Caullet-d'Hauteville, entrepreneur des vivres, qui, pour se procurer des fonds, l'avoit d'abord affermée pour cent ans, moyennant une redevance annuelle et un pot-de-vin considérable. Il avoit détaché du bail le château, le parc, les bois, et avoit ensuite vendu à vie la jouissance de ce bail et de tous ces objets au marquis de Brancas, qui lui en avoit donné une somme importante. Enfin, il avoit cédé la nue propriété de toute la terre à M. de Sérilly,

trésorier de l'extraordinaire de la guerre, pour un million. Ce dernier ayant failli, débiteur envers l'état et envers des particuliers, on avoit fait deux parts de ses biens, et la terre de Crosne étoit échue au gouvernement. Ainsi, l'état possédoit bien légitimement.

On s'attendoit que l'abbé Syeyes, dont les mœurs et les habitudes annonçoient le désintéressement et l'amour d'une vie simple, refuseroit le présent que lui faisoit la république. C'étoit un don d'un million, et, comme sénateur, il venoit de recevoir un traitement de 25,000 francs de rente. Il ne put résister à l'épreuve, et s'empressa d'adresser aux commissions et aux consuls l'hommage de sa reconnoissance. Cette foiblesse donna un nouvel avantage à Buonaparte; Syeyes déconsidéré ne pouvoit plus lui porter ombrage.

Ainsi tout concouroit à l'accomplissement de ses désirs. Quelques fervens zélateurs de la république, quelques ardens défenseurs du trône s'efforcèrent néanmoins de troubler son triomphe. « Écoute, lui disoit un des premiers, » dans un pamphlet plein de chaleur et d'au- » dace, écoute un homme étranger dans l'art » de la flatterie, inaccessible à la crainte, et » qui regarderoit comme une lâcheté de se » soustraire aux effets de ta vengeance; écoute, » et vois s'il sait te juger.

» Placé à la tête d'une armée invincible, tu » fus heureux dans les combats. Les victoires » de tes soldats te valurent une réputation co- » lossale. Tu fus *le héros de l'Italie*, *l'étonne-* » *ment de l'Europe*, *l'effroi de la coalition*, » *le sauveur de la patrie*. Cependant, à travers » ce torrent de louanges, ta conduite prouvoit » au sage observateur qu'il ne suffit pas d'être » guerrier et de vaincre pour mériter le titre » de *grand homme*. En effet, que reste-t-il de » tes conquêtes? qu'as-tu fait de durable? RIEN. » Tes mains se sont ouvertes pour recevoir l'or » des vaincus; tu as vendu au despotisme un » état libre et indépendant; deux millions de » florins ont payé la servitude de Venise. Les » dépouilles de l'Italie t'ont donné quarante » millions. Ce fut toi, Buonaparte, qui voulus » te charger de déporter tes propres soldats, » tes compagnons d'armes, les braves à qui tu » devois tes victoires et ta renommée.

» Tu pars, tu verses sur l'Égypte étonnée » les quarante mille hommes que la France » sembloit rejeter de son sein. La flotte fran- » çaise est attaquée, détruite, et déjà il n'est » plus pour les débarqués d'espoir de retourner » dans leur chère patrie. Buonaparte est avec » eux; il promet de ne les point abandonner. » Vaine promesse! confiance illusoire! Pour » t'emparer des immenses trésors accumulés

» par le pacha d'Acre, tu les entraînes à travers » les sables brûlans et les déserts. Dans dix-huit » assauts non moins opiniâtres qu'infructueux, » tu perds six mille braves. Tu veux renouve- » ler l'attaque : ton armée découragée, réduite » de plus de moitié, ouvre enfin les yeux ; les » murmures éclatent, et l'on te reproche hau- » tement de sacrifier tant d'hommes à ton am- » bition démesurée.

» Tu songes alors à la retraite ; tu quittes » furtivement le sol de l'Égypte, abandonnant » tes troupes à leur propre destinée. Toujours » heureux, la flotille qui porte Buonaparte et » sa fortune, traverse encore une fois l'escadre » anglaise : elle échappe à l'ennemi sans être » attaquée ; et tu viens mouiller sur les côtes de » France.

» Tu as sacrifié dans cette expédition qua- » rante mille des plus intrépides soldats fran- » çais, treize vaisseaux de ligne, des muni- » tions et des attirails de guerre immenses, la » plus grande partie de la marine de nos ports » du midi, et cent cinquante millions, ou mis » à ta disposition, ou employés aux prépara- » tifs.

» Avoue, Buonaparte, que les Français ont » bien acquis le droit de t'idolâtrer, de t'acca- » bler de leurs éloges, de faire retentir partout » un nom qui leur est si cher.

» Tu croyois sans doute que le directoire te » demanderoit compte de ta fuite, qu'il vou- » droit connoître la situation de ton armée. Ce » compte eût pu t'embarrasser; mais, par une » démarche inconvenante, que Syeyes lui con- » seille adroitement, Gohier a l'imprudence de » te prévenir; il te rassure, il te met à ton aise. » Partout tu te vois entouré de la plus servile » adulation. Les législateurs, les directeurs » rampent à tes pieds. Dès lors tu te juges l'ar- » bitre des destinées de la république, tu décla- » res que la constitution ne peut plus subsister, » et tu te mets à sa place.

» Nouveau Cromwel, tu parois dans le sé- » nat pour lui annoncer que la constitution ac- » ceptée par le peuple et les armées, doit être » remplacée par un triumvirat; car telle est ta » volonté. La constitution, dis-tu, avoit été » violée: et par qui avoit-elle été violée? Ne » sont-ce pas les adresses que tu fis parvenir au » nom de l'armée d'Italie, qui préludèrent au » 18 fructidor? et les auteurs de ces événemens » ne sont-ils pas les hommes que tu protéges » aujourd'hui? A l'époque du 13 vendémiaire, » misérable lieutenant de Barras, comme tu » l'étois à Toulon, où tu commandas les mi- » traillades, n'as-tu pas, dans cette journée » déplorable, sabré, immolé impitoyablement » une foule égarée qui paroissoit désirer quel-

» ques changemens à cette constitution? Et aujourd'hui, s'il se présentoit quelque téméraire pour la défendre, tu t'abreuverois de son sang.

» Le hasard t'avoit placé dans des circonstances extraordinaires; tu pouvois beaucoup pour ta patrie. Maintenant ton ambition est découverte. Au poste éminent où tu viens de te placer, tu ne peux plus échapper aux regards observateurs. L'engouement d'une admiration factice ne peut avoir qu'un terme; les yeux fascinés de la multitude ne tarderont pas à se dessiller. Puisses-tu être sa dernière idole ! »

Ce pamphlet, plein de vérités fortes, étoit l'ouvage d'un simple chirurgien-dentiste condamné à l'exil par suite des décrets du 18 brumaire (1). Il étoit de nature à troubler le concert d'hommages qui retentissoit autour du premier consul. Une police active en fit, sans violence, disparoître les exemplaires. On se donna moins de peine pour supprimer deux pamphlets royalistes dirigés également contre le nouveau chef de la nation : l'un étoit un poëme latin, composé de vers de Virgile, de Claudien, de

(1) Il se nommoit Dubreuil, et s'étoit montré dans diverses circonstances l'un des sectateurs les plus ardens des principes de la révolution.

Lucain, épars dans les divers ouvrages de ces poëtes, et réunis pour en faire un tout. L'autre étoit intitulé : *Le Cri de l'honneur français*, ou *Coup d'œil sur la constitution des nouveaux tyrans*. Son titre seul indiquoit l'esprit dans lequel il étoit écrit ; c'étoit une diatribe violente contre Buonaparte et Syeyes, une de ces déclamations passionnées plus propres à servir la cause de la révolution que celle de la monarchie. En général, les intérêts du roi étoient confiés, dans l'intérieur, à des mains peu habiles. Ceux de ses commissaires qui avoient quelque talent étoient, pour la plupart, des hommes timides ou indolens qui jouissoient de leur traitement sans compromettre leur tranquillité. Les autres, irréfléchis et téméraires, étoient toujours prêts à compromettre la cause qu'on leur avoit imprudemment confiée.

Buonaparte au-dessus de ces vaines attaques, marchoit sans y faire attention. C'étoit le 22 frimaire (13 décembre) que la constitution, arrêtée dans les conférences tenues chez lui, au Luxembourg, avoit été signée définitivement. Elle fut livrée à l'impression le 14, et promulguée le 15.

L'envoi de cette nouvelle charte aux départemens de la république, l'ouverture des registres, le relevé des votes, auroient exigé au moins quarante jours. Les consuls, sûrs d'a-

vance de la docilité nationale, trop impatiens pour attendre un délai aussi long, résolurent de s'investir aussitôt de l'autorité suprême. On ouvrit les registres à Paris, les Invalides en masse, la garnison de la ville assurèrent d'abord douze mille votes favorables. Le général Lefebvre, qui commandoit la dix-septième division, fit une harangue courte et énergique : « Soldats, » nous sommes revenus aux beaux jours de la » révolution ; les emplois ne seront plus la » proie des brigands. La constitution met fin » à toutes nos divisions. Les factieux seuls peu- » vent la rejeter ; jurons par nos baïonnettes » de les exterminer (1). »

Trente mille citoyens se firent inscrire sur les divers registres de Paris ; ce n'étoit pas la moitié de ceux qui avoient le droit de voter, car le nombre en est évalué à quatre-vingt mille. Mais l'acceptation n'en étoit pas moins regardée comme constante, puisque les re-

(1) Ces paroles menaçantes devinrent, dans les journaux, le texte de beaucoup de commentaires. Il fut bientôt prouvé que le général Lefebvre, homme d'un caractère doux et opposé aux formes révolutionnaires, mais plus habile à manier l'épée, qu'à manier la parole, avoit mal rendu sa pensée, et qu'il n'avoit voulu invoquer la puissance des baïonnettes que pour le maintien des lois et de la constitution.

gistres ne contenoient que quatorze oppositions, parmi lesquelles on remarquoit celle de l'ex-constituant Camus, que le directoire avoit nommé archiviste du corps législatif. Buonaparte qui en fut instruit, eut le bon esprit de n'en témoigner aucun mécontentement.

Au reste, le relevé de ces registres n'étoit d'aucune considération; car rien n'empêchoit que la même personne ne votât sur vingt registres, et sous vingt noms différens. Quelques jeunes gens n'allèrent se faire inscrire que pour le plaisir de joindre à leur vote quelque mot piquant : un d'entre eux inscrivit le couplet suivant sur le registre de la section de l'oratoire :

Lycurgue ayant donné des lois
Aux habitans de Sparte,
S'exila de son propre choix
Pour affermir la charte.
Notre amour seroit bien plus grand
Pour le nouveau système,
Si nos Lycurgues d'à présent
Vouloient faire de même.

Les anciens membres des deux conseils, dans l'espoir d'être réélus, se hâtèrent de donner leur adhésion au nouveau pacte constitutionnel. On étoit sûr d'avance que les choses se passeroient dans les provinces de la même manière qu'à Paris. M. Bérenger se chargea de

démontrer aux conseils législatifs, que le premier consul ne pouvoit trop se hâter de se saisir de la puissance. « Nous sommes pressés au » dehors, dit-il, par la guerre étrangère; au » dedans, la chouannerie fait des progrès alarmans. Nous avons la paix intérieure et extérieure à conquérir, et nous ne saurions y » parvenir qu'avec le régime constitutionnel. » La nation l'attend avec impatience; l'enthousiasme public va reproduire les beaux » jours de 1789 : soutenu de l'assentiment du » peuple, le gouvernement deviendra cher à » nos alliés, terrible à nos ennemis, et maître » des traités. La loi du 19 brumaire fixe au » premier ventôse la réunion du corps législatif; mais le salut de la patrie ne souffre point » d'ajournement; la constitution est publiée; » le peuple l'accueille avec transport. Sa volonté fait notre loi. Les deux conseils et les » commissions n'existent plus. »

L'orateur proposa ensuite une loi qui fixoit au lendemain l'inauguration du pacte constitutionnel. On mit à la disposition des consuls l'ancienne garde du corps législatif. On affecta divers édifices publics au service des premières autorités de l'état; le Luxembourg au sénat, les Tuileries aux consuls, le Palais-Royal au tribunat. On régla les costumes : un habit bleu clair et brodé en argent pour les

tribuns, bleu foncé brodé en or pour le corps législatif; on accorda aux consuls un crédit de 750,000 fr. de dépenses secrètes. Les deux consuls provisoires et les trois nouveaux consuls se réunirent pour instituer le sénat; et le sénat, pour instituer le tribunat et le corps législatif. Deux jours suffirent pour ces élections. Le consulat prit les rênes du gouvernement le 25 décembre; les autres autorités se réunirent le premier de janvier 1800. Le dix-neuvième siècle commençoit donc sous de nouveaux auspices; le dix-huitième avoit vu tomber le trône; le dix-neuvième devoit le voir se relever. Buonaparte annonça son avénement par une proclamation :

« Rendre la république chère aux citoyens, » respectable aux étrangers, formidable aux » ennemis, telles sont les obligations que » nous avons contractées en acceptant la pre- » mière magistrature.

» Elle sera chère aux citoyens si les lois, si » les actes de l'autorité sont toujours em- » preints de l'esprit d'ordre, de justice et » de modération; sans l'ordre, l'administration » n'est plus qu'un chaos. Point de finances, » point de crédit public, et avec la fortune de » l'état s'écroulent les fortunes particulières. » Sans justice, il n'y a que des partis, des op- » presseurs et des victimes.

» La modération imprime un caractère au-
» guste aux gouvernans comme aux nations.
» Elle est toujours la compagne de la force et
» de la durée des institutions sociales.

» La république sera imposante aux étrangers,
» si elle sait respecter dans leur indépendance,
» le titre de sa propre indépendance. Si les en-
» gagemens préparés par la sagesse, formés
» par la franchise, sont gardés par la fidélité.

» Elle sera enfin formidable aux ennemis,
» si ses armées de terre et de mer sont forte-
» ment constituées, si chacun de ses défenseurs
» trouve une famille dans le corps auquel il ap-
» partient, et dans cette famille un héritage de
» vertus et de gloire; si l'officier formé par de
» longues études obtient, par un avancement
» régulier, la récompense due à ses travaux et
» à ses talens.

» A ces principes tiennent la stabilité du
» gouvernement, le succès du commerce et
» de l'agriculture, la grandeur et la prospérité
» des nations. En les développant, nous avons
» tracé la règle qui doit vous juger. Français,
» nous vous avons dit nos devoirs; ce sera vous
» qui nous direz si nous les avons remplis. »

Une autre proclamation aux soldats français leur annonça que leur ancien général avoit acquis un nouveau titre pour les guider dans la carrière des armes. On remarqua, comme une

innovation inconnue depuis la naissance de la république, que le nom du chef de l'état se trouvât à la tête des actes publics : jusqu'alors les chefs du gouvernement n'avoient été désignés que par le titre dont ils étoient revêtus.

Ces présages de prochains changemens étoient un sujet fécond de réflexions pour les esprits sages et prévoyans; mais que pouvoient-ils faire pour la liberté de leur pays ! Les consuls augmentoient tous les jours leur puissance, en captant les suffrages de la nation. Une loi interdisoit les fonctions publiques aux nobles et aux parens des émigrés ; les nouvelles autorités déclarèrent que la constitution, réglant les droits des citoyens, les nobles et les parens des émigrés étoient, comme tous les autres, admissibles à tous les emplois.

Le directoire et les agens de sa puissance avoient interdit les édifices publics consacrés au culte ; et n'avoient permis de les ouvrir que les jours de décade, les consuls annulèrent ces décrets intolérans. On conféra aux communes la propriété des églises. On décréta que les fonctionnaires publics, les ministres des cultes, les instituteurs ne seroient désormais assujettis qu'à une simple promesse de fidélité à la constitution.

On s'empressa de faire rentrer les anciens membres des deux conseils, les hommes de lettres, les fonctionnaires déportés en vertu

des lois du 18 et du 19 fructidor. Le premier consul expédia un courrier à Oléron, pour y porter des paroles de justice, de paix et de liberté. Il rappela nominativement les deux directeurs Barthélemy et Carnot, les députés Duplantier, Portalis et Dumas; sa jalousie se refusa à rappeler le général Pichegru, et sa haine, l'officier de génie Aubry. Il ajouta bientôt à cette première liste les noms de MM. Lafond-Ladebat, Boissy-d'Anglas, Dumolard, Gau, Pastoret, Cochon de l'Apparent, Muraire, Laumont, Quatremère de Quincy, Siméon, de Vaublanc, de Villaret-Joyeuse et Barbé de Marbois. Tous ces noms étoient chers à cette portion de la nation qui honore le talent, les lumières et la modération. On vit avec effroi sur le même tableau ceux de Barrère et de Vadier, ces impitoyables proscripteurs de 1793. Mais dès lors Buonaparte essayoit ce système de rapprochement qui, rassemblant dans le même cercle les élémens les plus contraires, plaçoit la victime à côté du sacrificateur : système dont la force seule pouvoit assurer le succès.

Ainsi, en rendant les églises au culte catholique, en affranchissant le clergé des sermens qui pouvoient répugner à sa conscience, en paroissant protéger le culte ancien de la nation, il évitoit avec soin de témoigner le

moindre éloignement pour les institutions créées dans le cours de la révolution. Il affectoit même un penchant secret pour les partisans de la liberté.

Les temples de la théophilanthropie continuoient d'être ouverts. Les prédicateurs républicains prononçoient en liberté leurs discours en faveur de la religion naturelle ; et peut-être cette religion eût-elle, en peu de temps, gagné un grand nombre de sectateurs, si ses ministres et ses apôtres n'eussent été des hommes justement odieux au public.

On lisoit, dans les feuilles périodiques, les discours que les magistrats républicains prononçoient aux fêtes décadaires. Le gouvernement paroissoit animé de sentimens bienveillans pour tous les partis, pour toutes les sectes, et vivoit seul au milieu de toutes, sans se décider pour aucune. Situation singulière, dont il sentit bientôt les inconvéniens.

Il s'étoit formé sous le nom de *Portique républicain*, une société d'hommes de lettres, sectateurs ardens de la liberté. Non-seulement le gouvernement ne mit aucun obstacle à leurs assemblées, mais on laissa les journaux louer les harangues qu'on y prononcoit, les hymnes qu'on y chantoit (1).

(1) Les principaux membres de cette société étoient

Le premier consul avoit un grand nombre d'emplois à donner ; il suivit le système qu'il venoit d'adopter, et, pour attacher à sa cause les hommes de tous les partis, il les confondit dans ses choix, et nomma également des royalistes et des républicains. Il en trouva peu qui résistassent à sa faveur. Il s'attacha jusqu'à ce Bertrand Barrère, cet orateur cruellement ingénieux qui plaisantoit sur les cercueils et jouoit avec le fer des bourreaux; il lui confia la rédaction d'un journal, et l'examen secret de tous les autres. Il fit accorder aux familles des plénipotentiaires de Radstadt une indemnité de 166,000 francs. Le directoire avoit décrété qu'il seroit perçu, sur les contributions de la Romagne, une somme de 150,000 francs en faveur de la famille Duphot. La somme avoit été perçue ; mais le fisc l'avoit gardée. Buonaparte répara cette mauvaise foi, et les 150,000 francs furent remis aux héritiers du général. Le directoire avoit obtenu, des conseils, un impôt sur les voitures, pour l'entretien des routes; l'impôt avoit été levé et nulle réparation n'avoit été faite aux routes. Buonaparte donna des ordres pour leur réta-

---

MM. Dorat-Cubières, Publicola-Chaussard, Félix-Nogaret et plusieurs autres qui, dans leurs écrits, avoient donné des gages aux principes de la révolution.

blissement; toutes les parties de l'administration, négligées ou détruites sous les mains inhabiles du directoire, se relevoient sous celles d'un chef plein d'activité, d'intelligence et de volonté. Les armées seules étoient encore dans un état de souffrance et de délabrement, qui appeloit sa vigilance et son génie. Elles furent bientôt secourues, et rétablies sur le pied honorable où elles étoient autrefois.

Le temps approchoit où le premier consul devoit reparoître à leur tête et remporter de nouvelles victoires dans cette Italie, témoin de ses premiers et de ses plus glorieux triomphes. Mais auparavant il vouloit, s'il étoit possible, séparer l'Angleterre des intérêts du continent.

CHAPITRE VII.

Situation des armées de la république. Succès et revers. Reddition d'Ancône, de Coni, et siége de Gênes. Démarches de Buonaparte pour obtenir la paix.

La défaite de l'armé anglo-russe en Hollande, la retraite du général Suwarow, et la perte de la bataille de Constance, avoient anéanti les projets de la coalition. Au commencement de la campagne, l'empereur de Russie et ses alliés, fiers des forces immenses qu'ils avoient réunies, s'étoient flattés d'accabler les armées républicaines, de pénétrer dans l'intérieur de la France, et de lui donner un gouvernement qui mît désormais l'Europe à l'abri du fléau des révolutions. Mais pour l'exécution de ce plan ambitieux, il falloit un concert de volontés que rien ne troublât, et une suite de succès que la fortune ne démentit jamais. C'étoit compter sur une chance, dont on a trouvé peu d'exemples dans l'histoire. Les armées républicaines se décourageoient rarement, et leurs succès continus en Italie avoient démenti l'opinion générale que cette contrée étoit le tombeau des Français. Leurs chefs savoient,

même dans les revers, entretenir parmi elles cet amour de la gloire et de la liberté qui, depuis quelques années, sembloit avoir fait du peuple français un autre peuple. Après tant de batailles perdues, tant de défaites éprouvées en Italie, la France se trouvoit encore en état de défendre son indépendance. Égales en nombre à celles de la coalition, elles avoient sur elles l'avantage de cette unité de sentimens et d'action, qui manque à toute réunion de peuples divisés de mœurs, d'intérêts et d'habitudes.

On pouvoit évaluer les forces de la république à 195,000 hommes, répartis de la manière suivante : 35,000 occupoient la Hollande, la Meuse, la Moselle et le Bas-Rhin ; 75,000 formoient l'armée du Danube ; 30,000 l'armée du Rhin, depuis Strasbourg jusqu'à Mayence, en y comprenant la garnison de cette place; 55,000 occupoient les Alpes et l'Italie.

Les Autrichiens avoient eu d'abord en Souabe, sous les ordres de l'archiduc Charles, 68,000 hommes ; en Italie 70,000 ; le corps bavarois, celui du prince de Condé, et les troupes d'empire étoient évaluées à 18,000 ; on portoit à 30,000 hommes les troupes russes opposées au corps du général Masséna : ce qui formoit un tout de 176,000 hommes. Mais la défaite des Russes, la retraite du général Suwarow et

du corps de Condé, avoient occasioné un vide considérable. La république n'avoit donc plus rien à redouter de cette coalition menaçante qui avoit inspiré tant d'alarmes, et jeté tant de confusion dans les conseils et dans le directoire. Il n'étoit plus douteux que l'Autriche, satisfaite de la conquête d'Italie, oubliât les intérêts de ses alliés, pour consolider cette importante acquisition. C'étoit donc en Italie que devoient se développer tous les efforts des deux puissances rivales.

Le général Masséna, après sa victoire sur l'armée austro-russe, s'étoit emparé de quelques passages importans et s'étoit arrêté. Un pays ruiné, où il falloit porter, comme dans un désert, tous les objets nécessaires à la subsistance; une armée sans vivres, sans argent, sans habits, sans munitions, ne lui permettoit pas de songer à faire des conquêtes. Le directoire le laissoit dans ce dénûment, et se plaignoit de son inaction. Le général, plus habile et plus sage, ne pouvant acquérir, s'attachoit à conserver.

Le commandement de l'armée d'Italie avoit passé du général Joubert au général Championnet, le général Moreau ne l'ayant eu que provisoirement. Championnet n'avoit que des forces médiocres, et manquoit de beaucoup de choses nécessaires; mais il avoit de l'activité,

de la constance et beaucoup de présence d'esprit. Les Autrichiens, affoiblis par la défection des Russes, occupés par le siége d'Ancône, où le général Monnier faisoit une honorable défense, s'étoient hâtés de rassembler ce qu'ils avoient de forces dans le Tyrol, la Carinthie et l'état de Venise, pour les envoyer au général Mélas, chargé d'achever et de consolider la conquête de l'Italie. Le général Klenau resserroit Gênes du côté de la Rivière du Levant. On estimoit la force totale de l'armée sous les ordres du général Mélas à soixante mille hommes.

Il se proposoit d'enlever Coni aux Français, et de leur fermer ainsi l'entrée du Piémont. Le général Championnet n'avoit à lui opposer que quarante-cinq mille hommes. Il en donna dix-sept mille au général Saint-Cyr, et le chargea de contenir la population de Gênes, de défendre la chaîne des Apennins, et d'attirer sur lui les forces de l'ennemi pour retarder sa marche vers les frontières de France. C'étoit une tâche difficile et périlleuse. Le général Saint-Cyr en exposa avec courage les inconvéniens; mais le directoire avoit arrêté ce plan de campagne, et rien ne put le détourner de sa résolution. Ses généraux se dévouèrent, et cherchèrent dans leur propre habileté et leur courage des ressources contre la difficulté de leur position.

Le général Saint-Cyr étoit à Gênes avec deux à trois mille hommes ; le reste de ses troupes étoit réparti sur divers points. Près d'être attaqué sur toute sa ligne par des forces supérieures, il résolut de prendre lui-même l'offensive, et donna ses ordres aux généraux qui servoient sous lui. Il s'agissoit de rompre l'ensemble des mouvemens ennemis. Ils y parvinrent d'abord, et forcèrent quelques troupes autrichiennes à rétrograder. Mais celles-ci ayant reçu des secours, revinrent à l'improviste sur le corps qui leur étoit opposé, et le mirent dans une situation difficile. Le général Saint-Cyr se porta aussitôt derrière l'ennemi, et prit position avec cinq à six mille hommes d'infanterie ; il n'avoit ni cavalerie, ni canon, mais il avoit un courage à toute épreuve. L'ennemi se voyant tourné hésitoit. Le général français profite de ce moment d'indécision, forme sa ligne de bataille, inspire à ses soldats l'ardeur dont il est inspiré lui-même, et engage le combat. L'action fut terrible et sanglante ; l'infanterie autrichienne fut enfoncée de toutes parts, la cavalerie fit de vains efforts pour la soutenir ; tout fut mis en déroute : quinze cents prisonniers et sept pièces de canon furent le prix des vainqueurs.

Ce succès dégageoit le général Championnet, et forçoit le général Mélas à lui opposer de plus grandes forces. Mais les Autrichiens recevoient

chaque jour de nouveaux renforts, et ils se virent bientôt en état d'effectuer leur projet d'attaque sur Coni. Championnet rassembla, pour couvrir la place, tout ce qu'il avoit de forces disponibles, et résolut de livrer bataille. On évaluoit son armée à vingt-huit mille hommes. Son plan étoit d'envelopper la droite de l'armée autrichienne, de lui couper les communications avec ses magasins, et de la forcer de combattre dans une position désavantageuse, ou de s'éloigner de Coni. Pour cacher son dessein, il fit d'abord manœuvrer sur sa droite, et attaquer les postes occupés par l'armée ennemie; il parvint en peu de temps à rompre la ligne autrichienne. Mais le général Mélas, ayant pressenti son projet, tourna toute son attention vers la droite, résolu lui-même d'envelopper la gauche des Français. Ceux-ci s'étoient portés en avant, et se trouvoient séparés par d'assez longs intervalles; le général autrichien continue sa retraite, abandonne ses retranchemens, et par une combinaison de mouvemens habiles, se trouve, sans s'être compromis, en présence de l'armée française. Les deux généraux avoient fait, chacun de son côté, les dispositions pour s'attaquer le même jour. La bataille fut livrée le 4 novembre, long-temps disputée, et enfin gagnée par les Autrichiens. Coni se trouva abandonné à ses propres ressources. L'armée républicaine avoit

perdu huit mille hommes ; ses colonnes dispersées étoient poursuivies par l'ennemi, et forcées d'abandonner successivement leurs meilleures positions. Coni fut sommé de se rendre ; et, sur le refus du commandant, l'ennemi fit commencer les travaux.

Quelque malheureuse que fût cette affaire, on avoit peu de reproches à faire au général Championnet. Son projet étoit conçu habilement, il fut exécuté avec courage ; il ne lui manquoit que des forces plus considérables et mieux organisées. Mais le directoire, plus occupé de ses débats avec les deux conseils, et du soin de sa conservation que des intérêts de l'état, oublioit depuis long-temps les armées. Elles manquoient la plupart des objets les plus nécessaires : les demandes des généraux restoient sans réponses, et leurs plaintes n'étoient point écoutées. L'échec du général Championnet fut compensé par les avantages que remporta le général Saint-Cyr. Il avoit pris position à Novi avec quatre pièces de canon sans attelage ; c'étoit tout ce qu'il possédoit. L'ennemi avoit des forces doubles, et l'attaqua avec la confiance que donne la supériorité du nombre. Les premiers postes français se replièrent d'abord ; mais le général ayant rétabli sa ligne, fit jouer son artillerie, enfonça les Autrichiens, leur fit dix-huit cents prisonniers, et leur prit

quatre pièces de canon. Les Autrichiens vaincus se retirèrent sur Alexandrie, dans l'intention de renouveler bientôt l'attaque.

L'empereur d'Allemagne se flattoit de voir incessamment l'Italie toute entière rendue à sa domination. Il avoit donné l'ordre précis au général Mélas de forcer les Français à Gênes, et de ne prendre des quartiers d'hiver qu'après la conquête de cette place. Rien n'étoit plus déplorable que l'état de cette malheureuse ville. La famine y déployoit toutes ses horreurs; les partis se heurtoient avec violence; des mouvemens séditieux se manifestoient partout. Le directoire génois, ou trop faible, ou mal disposé, ne tenoit que d'une main incertaine les rênes de l'état. Le général Saint-Cyr rentra dans la ville, et substitua à cette autorité chancelante une commission exécutive, présidée par M. Corvetto. Sa présence ramena l'ordre et la discipline dans l'intérieur; mais le désordre étoit extrême à l'extérieur. Fatiguée de ses revers, de sa misère, de son avenir, qui s'offroit sous l'aspect le plus effrayant, stimulée par les cris et les sanglots d'un peuple mourant de faim, une partie de l'armée prend une résolution désespérée. Elle arrache les drapeaux des mains de ses officiers, abandonne les postes qui lui sont confiés, et traînant quelques pièces

de canon, descend à Gênes en criant : *en France! en France!*

Le général Saint-Cyr court au-devant d'eux; et de ce ton qui rappelle dans le cœur d'un soldat égaré le sentiment de l'honneur : « Que » faites-vous, leur dit-il, que voulez-vous? » Quoi! des soldats français abandonnent leur » poste, méconnoissent la voix de leurs offi- » ciers, se condamnent eux mêmes au mépris » des hommes, au ressentiment de leur patrie. » Si l'honneur ne vous retient plus, écoutez » au moins les conseils de la raison et de votre » propre intérêt. Vous voulez rentrer en » France! Malheureux! avez-vous calculé les » périls qui vous attendent? Ne voyez-vous » pas que votre perte est certaine. Voyez le » chemin qu'il vous faut prendre, l'espace qu'il » vous faut parcourir. Pensez-vous que l'ennemi » vous laisse exécuter tranquillement votre pro- » jet? Avez-vous oublié qu'entre la France et » vous la guerre n'a laissé qu'un désert. Qui vous » réunira dans ces montagnes? Que trouverez- » vous dans ces vallées? Irez-vous égorger de vos » mains les femmes, les enfans, pour vous en » faire un horrible repas? Que les fuyards se con- » damnent, s'ils le veulent, à cet excès de misère » et d'opprobre; mais ils ne profaneront pas » ces drapeaux; ils les laisseront entre les mains » des braves qui savent souffrir et combattre.

» Votre salut est dans vos baïonnettes ; si vous » voulez vivre, repoussez l'ennemi, couvrez » de vos armes ces murailles, où le premier » vent favorable va ramener la tranquillité et » l'abondance. »

Ce discours est à peine achevé, que les soldats demandent à grands cris à retourner à leur poste, à effacer par leur dévouement le moment d'erreur qui les a entraînés. « Retournez-y, leur répond le général ; mais je ne » vous rendrai ces drapeaux que quand votre » soumission et votre courage les auront reconquis. »

Bientôt l'occasion se présenta. Les Autrichiens, ayant de nouveau pénétré dans la Rivière du Levant, et forcé une de nos divisions à rétrograder, vinrent attaquer la Bochetta. Cette place était défendue par ces soldats rebelles et repentans. Ils opposèrent une intrépide résistance, et par leur valeur méritèrent l'oubli de leur faute.

Cet avantage devint le signal de plusieurs autres. Le général Saint-Cyr, non moins résolu de sauver Gênes que les Autrichiens de l'enlever, manœuvra avec tant d'habileté qu'il les chassa de leurs positions, rompit tous leurs plans, et les força de prendre leurs quartiers d'hiver.

Coni fut moins heureux. Cette place avoit pour sa défense un commandant et des soldats

pleins de courage. Mais les vivres et les munitions y manquoient. L'armée française ne pouvoit lui porter aucun secours. L'armée ennemie étoit formidable; 7000 travailleurs étoient occupés jour et nuit; 200 bouches à feu devoient foudroyer la place. La tranchée fut ouverte le 27 novembre; la garnison sortit le 29 et rentra sans succès; le 13 décembre toutes les batteries ouvrirent leur feu; une bombe fit sauter un magasin à poudre et une redoute, dont l'ennemi s'empara. Le bombardement continua le 13 et le 14; le feu prit en plusieurs endroits; la redoute du milieu sauta encore; l'incendie s'étendit rapidement, sans pouvoir être éteint. Les casemates étoient remplies de blessés; la garnison combattoit à découvert et sans asile; nul espoir de secours; le moindre retard exposoit la ville à une destruction totale. Le commandant se détermina à capituler; et la garnison resta prisonnière de guerre.

Ainsi, les Autrichiens occupoient tous les postes importans qui séparent la France de l'Italie. Le Col-de-Tende avoit été abandonné. La république ligurienne étoit investie. L'armée française ne trouvoit plus moyen de subsister dans les étroites vallées qui séparent les Apennins des rivages de la mer. Les convois par terre ne se faisoient qu'avec peine; ils étoient presque impossibles par mer. La faim,

le dénûment, les maladies moissonnoient tous les jours un grand nombre de soldats. Le mécontentement et la désertion faisoient d'effrayans progrès; les insurrections se manifestoient de toutes parts; l'armée étoit près de se disoudre. Telles étoient les tristes suites de l'impéritie et de la désunion du gouvernement directorial, et tels étoient les maux que Buonaparte avoit à réparer.

Il commença par distribuer le blâme et l'éloge. Il adressa à l'armée d'Italie une proclamation propre à la rappeler à l'honneur, à la discipline, à la constance.

« Soldats, les circonstances qui me retiennent à la tête du gouvernement m'empêchent » de me trouver au milieu de vous. Vos besoins » sont grands, toutes les mesures sont prises » pour y pourvoir.

» Les premières qualités du soldat sont la » constance et la discipline; la valeur n'est que » la seconde. Plusieurs corps ont quitté leurs » positions, ils ont été sourds à la voix de leurs » officiers; la dix-septième légère est de ce » nombre. Sont-ils donc tous morts les braves » de Castiglione, de Rivoli, de Neumark? Ils » eussent plutôt péri que de quitter leurs dra- » peaux; ils eussent ramené leurs jeunes cama- » rades à l'honneur et au devoir.

» Soldats, vos distributions ne sont pas ré-

» gulièrement faites, dites-vous? Qu'eussiez-
» vous fait si, comme la quatrième et la vingt-
» deuxième de ligne, vous vous fussiez trouvés
» au milieu du désert, sans pain, ni eau, man-
» geant du cheval et du mulet? La victoire nous
» donnera du pain, disoient-elles, et vous,
» vous quittez vos drapeaux!

» Soldats d'Italie, un nouveau général vous
» commande; il fut toujours à l'avant-garde
» dans les plus beaux jours de votre gloire.
» Entourez-le de votre confiance, il ramènera
» la victoire dans vos rangs.

» Je me ferai rendre compte, jour par jour,
» de la conduite de tous les corps, et spéciale-
» ment de la dix-septième légère et de la
» soixante-troisième de ligne. Elles se souvien-
» dront de la confiance que j'avois en elles.

Le premier consul écrivit en même temps une lettre de félicitation au général Saint-Cyr.

« Le ministre de la guerre m'a rendu compte,
» citoyen général, de la victoire que vous avez
» remportée sur l'aile gauche de l'armée autri-
» chienne. Recevez, comme témoignage de
» ma satisfaction, un beau sabre que vous por-
» terez les jours de combat.

» Faites connoître aux soldats qui sont sous
» vos ordres, que je suis content d'eux, et que
» j'espère l'être davantage encore. Le minis-

» tre de la guerre vous expédie le brevet de » premier lieutenant de l'armée. »

Le consul appuya ces actes d'un arrêté qui déterminoit le genre de récompenses qu'on accorderoit aux guerriers qui se distingueroient par des actions d'éclat ou des services importans :

Aux grenadiers et soldats, des fusils d'honneur garnis en argent ; aux tambours, des baguettes d'honneur, garnies de même ; aux cavaliers, des mousquetons ou carabines ; aux trompettes, des trompettes en argent ; aux canonniers-pointeurs les plus adroits, des grenades d'or et une haute-paye de cinq centimes par jour. Les actions de valeur extraordinaire étoient récompensées d'un sabre avec une double paye. Il ne devoit être distribué que deux cents de ces sabres.

Sous le gouvernement républicain, les chefs de l'état n'auroient pas osé prendre une pareille détermination ; ils auroient craint de blesser l'égalité. Buonaparte, plus habile appréciateur de l'esprit français, et toujours fidèle à ses projets ultérieurs, comprit qu'il falloit insensiblement rétablir dans les cœurs ces sentimens d'émulation ; dont les monarchies tirent tant d'avantage, et le succès répondit à son attente.

Tandis que la fortune trahissoit le courage et l'habileté des généraux français en Italie,

on se battoit avec des succès différens sur les bords du Rhin. Philisbourg avoit été débloqué deux fois ; le directoire voulut de nouveau porter ses efforts sur cette place ; il détacha le général Lecourbe de l'armée d'Helvétie, et forma une nouvelle armée entre Strasbourg et Mayence, sous le nom d'armée du Rhin. Ce corps se montoit à dix-huit mille hommes. On y comptoit les généraux Ney, Decaen, Baraguey-d'Hilliers, d'Hautpoul, et plusieurs autres officiers d'un mérite distingué. Les premières opérations furent couronnées par le succès. L'armée républicaine passa le Rhin, déposta les Autrichiens et investit Philisbourg. Lecourbe avoit compté sur des renforts; le directoire devoit porter son armée à quarante mille hommes. Mais on étoit arrivé à cette époque où le directoire expirant n'étoit plus occupé que de ses dernières luttes avec les deux conseils; on n'envoya pas un soldat au général; l'archiduc, au contraire, détacha tout ce qu'il put de son armée de Suisse, et mit les généraux autrichiens à portée de repousser l'ennemi.

La nouvelle de l'avénement de Buonaparte à l'autorité supérieure, ranima d'abord le courage et les espérances de l'armée. Tous les braves voyoient avec enthousiasme le gouvernement confié à celui qui les avoit si souvent conduits à la victoire. Mais les plans étoient

changés, et le consul s'occupoit dès lors de relever la gloire et le succès des armes françaises.

Il avoit promis la paix; il savoit qu'elle seroit facile à obtenir, si l'Angleterre cessoit d'exciter et de payer le continent. Il ne consulta ni les formes ni le style ordinaire de la diplomatie; il écrivit au roi d'Angleterre.

« Appelé par le vœu de la nation française, » à occuper la première magistrature de la ré- » publique, je crois convenable, en entrant en » charge, d'en faire directement part à votre » majesté.

» La guerre qui, depuis huit ans, ravage les » quatre parties du monde doit-elle être éter- » nelle? N'est-il donc aucun moyen de s'en- » tendre?

» Comment les deux nations les plus éclai- » rées de l'Europe, puissantes et fortes plus » que ne l'exige leur sûreté et leur indépen- » dance, peuvent-elles sacrifier à des idées de » vaine grandeur, le bien du commerce, la » prospérité intérieure, le bonheur des familles? » Comment ne sentent-elles pas que la paix est » le premier des besoins, comme la première » des gloires? Ces sentimens ne peuvent pas » être étrangers au cœur de votre majesté qui » gouverne une nation libre, et dont le seul » but est de la rendre heureuse.

» Votre majesté ne verra dans cette ouver-

» ture que le désir sincère de contribuer efficacement, pour la seconde fois, à la pacification générale, par une démarche prompte, toute de confiance, et dégagée de ces formes qui, nécessaires peut-être pour déguiser la dépendance des états foibles, ne décèlent, dans les états forts, que le désir mutuel de se tromper.

La France, l'Angleterre, par l'abus de leurs forces, peuvent long-temps encore, pour le malheur des peuples, en retarder l'épuisement. Mais, j'ose le dire, le sort de toutes les nations civilisées est attaché à la fin d'une guerre qui embrase le monde entier. »

Cette lettre étoit datée du 5 nivôse, et intitulée : Buonaparte, premier consul de la république, à sa majesté le roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande. Elle avoit été adressée au lord Grenville par M. de Talleyrand, avec prière de la remettre à sa majesté Britannique.

Les événemens du 18 brumaire avoient fait une vive sensation à Londres. D'abord ils n'avoient été rapportés que d'une manière confuse, et étrangement défigurés. On disoit que Syeyes, Buonaparte et Moreau venoient de former un triumvirat; que leur dessein étoit de rétablir la monarchie; que le peuple réclamoit hautement ses anciens souverains; que quelques-uns demandoient Louis XVIII, d'autres M. le

duc d'Angoulême. Bientôt on fut mieux informé, et les politiques dissertèrent sérieusement sur les projets de Buonaparte. Avoit-il l'intention de relever le trône et d'y faire asseoir le frère du dernier monarque? Mais que deviendroit-il lui-même à la cour de son souverain légitime. N'y paroîtroit-il pas trop puissant? Son caractère inquiet et ambitieux n'inspireroit-il pas de justes alarmes? N'avoit-il d'autre dessein que d'affermir la république, que d'assurer au peuple l'exercice de ses droits, de n'être que son simple mandataire? Mais sa conduite passée, ses intérêts, l'amour du pouvoir tant de fois manifesté, ne s'opposoient-ils pas à ces heureuses conjectures? On concluoit donc que le premier consul s'étoit saisi de l'autorité pour lui-même, et que la république avoit plus à craindre qu'à espérer de ses vues ultérieures.

Mais ces opinions même pouvoient servir au succès des propositions de paix qu'il avoit faites. Car s'il aspiroit à remplacer sur le trône ceux que l'audace des factions en avoit précipités, tout lui faisoit un devoir de fortifier ce trône et de le mettre à l'abri des orages de la guerre. On n'avoit point à craindre qu'il tombât comme le directoire; il avoit dans l'armée et dans les partisans d'un gouvernement ferme et régulier, un appui certain; et le génie ne lui manquait point pour profiter de ces avantages.

La lettre de Buonaparte au roi d'Angleterre, devint à Londres un nouveau sujet de discussions politiques ; on attendoit avec impatience la réponse du roi. Ce fut le lord Grenville qui la fit.

« J'ai reçu, écrivit-il à M. de Talleyrand, » et mis sous les yeux du roi, les deux lettres » que vous m'avez transmises ; et S. M. ne » voyant aucune raison de se départir des for- » mes anciennement établies en Europe pour » les transactions des affaires d'état à état, m'a » ordonné de vous faire passer en son nom » la réponse officielle que vous trouverez ci- » incluse. »

NOTE.

« Le roi a donné de fréquentes preuves du » désir sincère qu'il a de voir la tranquillité » solide et permanente, rétablie en Europe. Il » ne fait point aujourd'hui la guerre, il ne l'a » point faite pour une vaine et fausse gloire ; » il n'a jamais eu d'autre vue que celle de main- » tenir contre toute agression, les droits et » le bonheur de ses sujets.

» C'est pour le maintien de ces droits et de » ce bonheur, c'est pour repousser une attaque » qu'il n'a point provoquée, qu'il a pris les ar- » mes, et qu'il est encore dans la nécessité de » faire la guerre ; et il ne peut point espérer de

» faire cesser ces dangers en entrant, dans le » moment actuel, en négociation avec ceux » qu'une nouvelle révolution vient de mettre » si récemment en possession du pouvoir en » France.

» Il ne peut, en effet, résulter aucun avan- » tage d'une semblable négociation en faveur » du grand et désirable objet d'une paix géné- » rale, jusqu'à ce qu'il paroisse clairement que » les causes qui ont enfanté la guerre, et qui, » depuis, l'ont prolongée et renouvelée plus » d'une fois, ont cessé d'agir.

» Le système auquel la France attribue, avec » raison, tous ses maux actuels, est celui qui » a aussi entraîné le reste de l'Europe dans une » guerre longue, destructive, et d'une nature » inconnue depuis long-temps aux nations » civilisées.

» C'est pour la propagation de ce système, » et pour le renversement de tous les gouver- » nemens établis, que les ressources de la » France ont, d'année en année, et au milieu » d'une misère sans exemple, été prodiguées » et épuisées. C'est à cet esprit de tout détruire » indistinctement, que les Pays-Bas, les Pro- » vinces-Unies, les Cantons Suisses (anciens » amis et alliés de S. M.), ont été successive- » ment sacrifiés.

» L'Allemagne a été ravagée; l'Italie, quoi-

» que aujourd'hui arrachée à ceux qui l'ont en-
» vahie, est devenue le théâtre d'une rapine et
» d'une anarchie effrénée. S. M. a été elle-
» même forcée de soutenir une guerre difficile
» et onéreuse, pour l'indépendance et l'exis-
» tence de ses états.

» Et ces calamités ne se sont point bornées à
» l'Europe; on les a apportées jusque dans les
» parties du monde les plus reculées, et même
» dans des pays si étrangers à la contestation
» actuelle par leur situation et leurs intérêts,
» que l'existence même d'une guerre semblable
» étoit peut-être inconnue aux peuples qui se
» sont trouvés soudainement livrés à toutes ses
» horreurs.

» Tant qu'un semblable système continuera
» de prévaloir, et tandis qu'on pourra prodi-
» guer pour le maintenir le sang et les trésors
» d'une nation nombreuse et puissante, il est
» démontré par l'expérience, que tout moyen
» de défense sera inutile, si ce n'est celui d'hos-
» tilités franches et vigoureuses.

» Les traités les plus solennels n'ont servi
» qu'à préparer les voies à de nouvelles agres-
» sions, et ce n'est qu'à une résistance ferme
» qu'est due maintenant la stabilité qui reste en
» Europe pour la propriété, pour la liberté
» personnelle, pour l'ordre social, et pour le
» libre exercice de la religion.

» En conséquence, jalouse de maintenir la » conservation de ces objets essentiels, S. M. » ne peut point placer sa confiance dans un » simple renouvellement de protestations géné- » rales de dispositions pacifiques. Tous ceux » qui ont successivement disposé des resources » de la France, et qui les ont employées à tra- » vailler à la destruction de l'Europe, ont mis » en avant, à plusieurs reprises, de semblables » protestations; et ceux qui gouvernent au- » jourd'hui la France, déclarent eux-mêmes » que ces hommes ont tous été également, dès » le principe, incapables de maintenir aucunes » relations d'amitié et de paix.

» S. M. éprouvera la plus vive satisfaction, » lorsqu'il lui paroîtra que le danger, auquel ses » états et ceux de ses alliés ont été si long- » temps exposés, aura réellement cessé; lors- » qu'elle sera suffisamment convaincue que la » nécessité de la résistance n'existe plus; qu'a- » près l'expérience de tant d'années de crimes » et de malheurs, des principes plus sains au- » ront enfin prévalu en France, et que tous les » projets gigantesques d'ambition, et les plans » perpétuels de destruction, qui ont menacé » l'existence même de la société civile, auront » enfin été définitivement abandonnés.

» Mais la conviction d'un changement sem- » blable, quelque conforme qu'il puisse être

» aux vœux de S. M., ne peut résulter que de » l'expérience et de l'évidence des faits.

» Le meilleur garant, le garant le plus natu- » rel de sa réalité et de sa permanence, seroit » la restauration de cette dynastie de princes » qui ont maintenu pendant tant de siècles la » nation française en état de prospérité au de- » dans, et l'ont fait considérer et respecter au » dehors. Un tel événement auroit écarté tout » d'un coup, et écartera dans tous les temps, » les obstacles qui s'opposeroient à une négo- » ciation de paix. Il assureroit à la France la » possession tranquille de son ancien territoire, » et il donneroit à toutes les autres nations de » l'Europe tranquille et pacifiée, cette sécurité » qu'elles sont obligées de chercher aujourd'hui » par d'autres moyens.

» Mais, quelque désirable qu'un tel événement » doive être à la France et au monde, ce n'est » point exclusivement à ce mode que S. M. » borne la possibilité d'une pacification solide. » S. M. n'entend point avoir le droit de pres- » crire aux Français quelle sera la forme de » leur gouvernement, ni dans les mains » de qui sera placée l'autorité nécessaire pour » gouverner une grande et puissante nation.

» Sa majesté ne s'occupe que de la sûreté de » ses états, de ceux de ses alliés, et de la sû- » reté générale de l'Europe. Lorsqu'elle jugera

» que l'on peut obtenir cette sûreté de quelque » manière, soit qu'elle résulte de la situation » intérieure de la France (situation de laquelle » sont nés tous les dangers), soit qu'elle pro- » vienne de toute autre circonstance qui pourra » mener au même but, S. M. saisira avec em- » pressement cette occasion de concerter avec » ses alliés les moyens d'obtenir une pacifica- » tion immédiate et générale.

» Malheureusement une telle sûreté n'existe » point encore ; il n'existe point de preuve » suffisante des principes qui dirigeront le nou- » veau gouvernement ; il n'existe aucune base » raisonnable qui puisse faire juger de sa soli- » dité. Dans cet état de choses, il ne peut res- » ter à S. M. d'autre parti que de poursuivre, » conjointement avec d'autres puissances, une » guerre juste et défensive, mais que sa solli- » citude pour le bonheur des ses sujets ne lui » permettra jamais ni de prolonger au-delà de » la nécessité qui lui donna naissance, ni de » terminer sur d'autres bases que celles qui » pourront le mieux contribuer à assurer leur » tranquillité, leur constitution et leur indé- » pendance. »

Quelque défavorable que parut, au premier abord, cette note diplomatique, Buonaparte n'hésita point à la rendre publique dans les journaux français. Le gouvernement anglais

faisoit, à la vérité, des reproches fondés aux divers gouvernemens qui s'étoient succédés en France depuis l'époque de la révolution; il se livroit à de justes doutes sur l'avenir; il ne dissimuloit pas que son vœu étoit de voir replacé sur le trône cette race antique et illustre, que l'esprit de révolte et le fanatisme d'un faux esprit de liberté en avoient fait descendre; mais il annonçoit clairement que ses déterminations ultérieures ne seroient point enchaînées par cette considération; on pouvoit même ne voir, dans cette disposition, qu'une simple formule de consolation donnée à une famille malheureuse, qu'une dette payée à la pitié et à l'infortune.

Le cabinet de Londres n'adressoit aucun reproche direct au nouveau chef du gouvernement. Ce qu'il disoit des spoliations de l'Italie, pouvoit s'imputer plus au directoire qu'aux généraux qui commandoient ses armées. On parloit de l'expédition d'Égypte avec des réticences et des ménagemens qui annonçoient l'intention de ne blesser personne.

Buonaparte ne témoigna aucun mécontentement, et, par une habile politique, prit, le jour même où la note étoit connue, un arrêté qui portoit que l'armée des côtes cesseroit de porter le nom d'armée d'Angleterre, et prendroit celui d'armée de l'Ouest. Ramener l'An-

gleterre à des sentimens pacifiques, faire reconnoître son gouvernement par une puissance qui imprimoit le mouvement au reste de l'Europe, c'étoit devenir l'arbitre du continent. Le prince Charles sentit vivement ces conséquences, et ne négligea rien pour en détourner les effets. Son autorité étoit grande auprès de toutes les cours d'Allemagne; et la campagne glorieuse qu'il venoit de faire ajoutoit encore à l'opinion qu'on avoit de ses hautes qualités. Il adressa une lettre circulaire aux cercles antérieurs de l'Empire, pour leur exposer le danger d'entamer des négociations avec le nouveau gouvernement français.

« C'est, disoit-il, par le sentiment de la plus » urgente nécessité, que je me crois obligé de » vous parler sur des dispositions dont il pour- » roit résulter un grand désavantage pour la » cause commune de l'empire germanique.

» Je vois avec regret, qu'à l'occasion des » nouveaux événemens survenus en France, » on fonde, presque partout, l'espérance déjà » si souvent trompée, d'une pacification pro- » chaine; et que, dans cette supposition pré- » maturée, on croit même pouvoir différer » l'organisation du contingent, et l'exécution » des obligations constitutionnelles.

» Un cœur allemand patriotique, un esprit » éclairé par tant de tristes expériences, pour-

» roit-il commettre une pareille imprudence ?
» Ce seroit se priver du seul moyen de nous
» procurer une paix solide à des conditions
» justes et honorables.

» La France nous a trompés trop souvent,
» pour nous laisser encore séduire par le pres-
» tige de quelques événemens remarquables,
» et nous endormir dans une fausse sécurité.
» N'avons-nous pas vu jusqu'à présent que les
» factions qui se sont succédées en France, ont
» toujours parlé de paix, non pour la conclure
» à des conditions équitables, mais pour flatter
» le peuple, et établir plus facilement leur nou-
» velle domination ? C'est au nom de la paix
» qu'elles ont commencé ou continué les guerres
» les plus sanglantes et les plus injustes ; au nom
» de la paix qu'elles ont médité l'extermination
» de leurs ennemis. Les derniers événemens ne
» sont guère de nature à nous inspirer une en-
» tière et subite confiance.

» Une partie de ceux qui se sont saisis du
» pouvoir suprême, ne sont-ils pas les mêmes
» qui, depuis tant d'années, n'ont cessé de jurer
» une haine éternelle à tous les états qui ne
» sont point constitués comme eux ; qui en ont
» renversé plusieurs ; et dont la perfidie a sub-
» jugué les autres en pleine paix ?

» Le nouveau ministre de la guerre annonce
» chaque jour qu'il s'occupe de donner aux for-

» ces militaires de la France de nouveaux dé-
» veloppemens, de procurer à l'armée tous les
» avantages qui peuvent assurer ses triomphes.
» Il ajoute, qu'il prendra part lui-même à ses
» dangers, dès que le temps sera venu d'ouvrir
» la campagne.

» Je vous invite à peser mûrement ces con-
» sidérations, à consulter les sentimens patrio-
» tiques qui vous animent; vous concevrez
» alors tous les dangers de se livrer à une inac-
» tivité funeste, de se laisser tromper par des
» bruits de paix prochaine, et des apparences
» trompeuses d'une prétendue modération.

» C'est uniquement par une force militaire
» imposante que l'on pourra détourner l'en-
» nemi du projet de tenter de nouvelles usur-
» pations, de porter encore dans le fond de
» nos états ses principes de révolte et d'anar-
» chie. C'est par de grandes résolutions, un
» grand courage, que nous parviendrons enfin
» à une paix qui mérite d'en porter le nom, et
» nous récompense des sacrifices sans nombre
» que nous avons faits jusqu'à ce jour pour nous
» la procurer. »

Cet écrit et la réponse du gouvernement anglais pouvoient donner lieu à de nouveaux combats; mais Buonaparte ne perdit point l'espoir de les éviter.

CHAPITRE VIII.

Nouvelles tentatives du premier consul auprès du gouvernement anglais. Nouveau refus. Amélioration de toutes les parties de l'administration intérieure.

Le ministre des relations extérieures fut chargé d'adresser une nouvelle note à lord Grenville. Ce ministre n'avoit rien de commun avec ces hommes cruels qui avoient ensanglanté la France et semé dans toute l'Europe les principes de la révolte et de l'anarchie. On estimoit la modération de son caractère et la finesse de son esprit. L'Angleterre l'avoit vu débarquer sur ses bords, pour chercher un asile contre l'intolérance et le fanatisme de la démagogie. Il écrivit sa note avec une extrême réserve. Fidèle à l'honneur de sa patrie, il essaya de la justifier des reproches que lui avoit faits le cabinet de Londres, et de démontrer qu'elle ne s'étoit engagée dans la guerre que pour défendre sa liberté.

Il rappeloit à lord Grenville que, dans un temps peu reculé, lorsque la forme du gouvernement français et le caractère de ses chefs étoient loin d'offrir autant de motifs de sécurité,

le gouvernement britannique n'avoit pas craint de provoquer lui-même un rapprochement, et d'ouvrir des conférences de paix.

Il représentoit que de toutes parts la voix des peuples et les larmes de l'humanité imploroient la fin d'une guerre marquée par de si grands désastres, et dont la prolongation menaçoit l'Europe d'un bouleversement général. Il terminoit par la proposition d'une suspension d'armes, et d'un congrès à Dunkerque.

Le ministre anglais ne répondit à ces nouvelles instances qu'en reproduisant les motifs qu'il avoit développés dans sa première réponse; il rappela de nouveau le désir qu'avoit sa majesté britannique de voir le sceptre de France remis à ses légitimes possesseurs, sans prétendre néanmoins prescrire aux Français la forme de leur gouvernement.

En ce moment, un événement imprévu venoit de donner un grand avantage au cabinet de Saint-James. Les dépêches du général Kléber, de ses principaux officiers et de l'administrateur en chef, étoient tombées entre les mains des officiers de la marine anglaise. La situation déplorable de l'Égypte y étoit exposée sans restriction, sans ménagement. Cette grande expédition, dont la hardiesse avoit étonné l'Europe, sembloit terminée. Une partie de la gloire de Buonaparte disparoissoit de-

vant le redoutable miroir de la vérité, et ses fautes, rendues publiques, pouvoient faire tomber ce colosse de réputation que lui avoient élevé la gloire, l'adulation, l'intérêt et l'enthousiasme.

Le ministre anglais sentit toute l'importance de ces révélations; et, sûr des suffrages de la nation, il s'empressa de soumettre au parlement les pièces de sa correspondance avec la république française.

On vit alors les orateurs du gouvernement et de l'opposition déployer toutes les ressources de l'éloquence, les premiers pour justifier leur conduite, les seconds pour défendre la république et son premier consul. Lord Grenville porta la parole dans la chambre des pairs; et, après avoir fait connoître la réponse du roi, il proposa une adresse de remercîment à sa majesté. Jamais peut-être, depuis l'origine de la révolution, la question de la paix et de la guerre ne s'étoit montrée sous des faces plus favorables à l'éloquence délibérative. Lord Grenville reproduisit, dans un tableau court et animé, tous les excès de nos désordres civils; il en présenta les chefs comme les ennemis de la société humaine: puis, passant au nouveau magistrat que la France venoit de se donner, il se demanda quelle garantie l'on pouvoit trouver

dans son caractère, sa conduite passée, et ses qualités personnelles ?

« Je le prendrai, dit-il, à l'époque de l'an 3 » de la république française ; c'est alors qu'il » paroît pour la première fois sur la scène po- » litique. Mais de quelle manière vient-il s'y » annoncer ? Il fait, à coups de mitraille, accep- » ter à ses concitoyens la même constitution » impérissable que ses baïonnettes viennent de » détruire.

» Bientôt je le vois à la tête d'une nom- » breuse armée entrer en Italie. A qui sont dus » tant de désastres, de spoliations, de calami- » tés de tout genre dont je vous ai souvent fait » le tableau ? à Buonaparte.

» Qui a fait un traité de paix avec la Sardai- » gne, et qui l'a rompu ? Buonaparte.

» Qui a conclu et violé un traité de paix avec » le grand-duc de Toscane ? Buonaparte.

» Qui a fait, ratifié, annulé des armistices » avec Modène, et les autres petits états d'Ita- » lie ? Buonaparte.

» Si Venise a été entraînée à la guerre, qui l'y a entraînée ? Buonaparte.

» Qui a livré cette malheureuse république, pieds et mains liés, à l'empereur d'Allema- gne ? Buonaparte.

» Si le gouvernement de Rome a été réduit

» par la terreur à signer le traité de Tolenti-
» no, c'est encore Buonaparte qui l'amène à
» cette cruelle extrémité. C'est Buonaparte qui
» détruit ensuite le gouvernement pontifical,
» par les mains de son frère et de son lieute-
» nant Berthier.

» Si Gênes a été réduite à la même humilia-
» tion, c'est encore aux volontés de Buonaparte
» que les richesses et l'indépendance de cette
» république ont été sacrifiées.

» Si la Suisse a perdu ses droits et sa liberté,
» c'est par Buonaparte qu'elle en a été dépouil-
» lée; car ses projets ambitieux et perfides y
» ont été mis à exécution par le général Brune,
» le même que le premier consul vient de
» mettre à la tête d'une armée contre les roya-
» listes de la Vendée.

» Il n'est pas jusqu'aux républiques alliées
» qui n'aient été également les victimes de sa
» perfidie. La constitution de la république ci-
» salpine étoit l'ouvrage de Buonaparte; elle a
» été renversée par les mains de son général
» Berthier.

» Maintenant, milords, quittons le conti-
» nent d'Europe, et voyons si ailleurs la con-
» duite du premier consul peut nous fournir
» des motifs de sécurité mieux fondés.

» Il arrive à Malte; il y renouvelle ses pro-
» messes de fidélité fallacieuses; et, maître de

» cette île par une capitulation, il la traite en » pays conquis, il la dépouille de tout ce » qu'elle possède de précieux.

» J'en viens maintenant à ce qu'il a fait en » Égypte. Il déclare solennellement à la Porte » qu'il n'a jamais eu l'intention de s'emparer de » cette riche contrée, et il recommande à ses » généraux de ne rien épargner pour consolider » ce magnifique établissement.

» Son hypocrisie, ses blasphèmes, ses actes » répétés de perfidie, ses violations multipliées » de tous les liens religieux et moraux, sont » sans exemples dans l'histoire. N'a-t-il pas dé- » claré aux Turcs, dans les termes les plus for- » mels, qu'il étoit musulman?

» Et c'est avec un homme d'un caractère aussi » frauduleux que nous pourrions songer à for- » mer des liens d'amitié! Non, milords, des » négociations avec Buonaparte abaisseroient » la hauteur et la noble dignité du peuple an- » glais. Buonaparte traitéroit avec nous comme » il a recommandé au général Kléber de trai- » ter avec la sublime Porte.

» Attendons les leçons de l'expérience et du » temps, et alors nous pourrons savoir s'il nous » est permis de traiter avec les nouveaux chefs » de la république française. »

Lord Holland et le duc de Bedfort, portèrent la parole pour la république. « Ils ne conce-

voient pas pourquoi les ministres refusoient de traiter avec Buonaparte, quand ils avoient eux-mêmes envoyé des plénipotentiaires au directoire françois. Si la France a montré des desseins de conquête et d'ambition, elle ne mérite pas, sous ce rapport, plus de haine ou de réprobation que les alliés actuels d'Angleterre, lorsqu'ils se partagèrent les lambeaux de la monarchie polonaise.

« Les ministres se font une sorte de religion de poursuivre, par tous les moyens qui sont en leur puissance, les principes du jacobinisme et de la démocratie; mais ils ne font pas attention que la violence de leurs attaques redouble la force et l'énergie de leurs adversaires.

» Rien n'est moins vrai que les reproches de mauvaise foi adressés à Buonaparte. Son caractère personnel est la modération; il en a donné des preuves à Tolentino, à Léoben, et toutes les fois que, couronné par la victoire, il pouvoit abuser de ses avantages. Le Directoire refuse-t-il de rendre Mantoue à l'empereur? Buonaparte s'en plaint, et représente qu'il faut savoir ménager un ennemi vaincu, de crainte de le pousser au désespoir, et d'allumer des ressentimens inextinguibles.

» Il est peu digne de la nation anglaise, ajoutoient ces orateurs, de se livrer à d'odieuses

personnalités ; mais il est digne d'elle d'écouter les cris des peuples et d'essuyer leurs larmes. »

Lord Romney ouvrit un avis intermédiaire. Quelque disposé qu'il fût d'appuyer de tout son crédit les ministres de sa majesté, quelque approbation qu'il donnât à leur conduite générale, il ne pouvoit néanmoins concevoir qu'on rejetât si brusquement les ouvertures de paix faites par le premier consul de France. Quelque défiance qu'inspirassent sa conduite passée et ses intentions présentes, ne pouvait-on, sans compromettre les intérêts de la Grande-Bretagne, écouter les propositions qu'il avoit à faire ? Les préparatifs de la prochaine campagne en seroient-ils faits avec moins d'activité ? Si les conditions du premier consul n'étoient fondées ni sur la justice, ni sur la bonne foi, n'avoit-on pas toujours la faculté de les rejeter, et de faire retomber sur lui tout l'odieux de la continuation des hostilités ?

M. Dundas, dans la chambre des communes, opina en faveur du ministère, et renouvela avec la même force et la même amertume les motifs exposés dans la chambre des pairs par lord Grenville. Il traça comme lui un tableau énergique de tous les égaremens et de toutes les fureurs de la révolution pendant le cours de dix années. Il montra la France comme l'ennemie de tous les peuples, de toutes les lois,

de tout ordre de civilisation. Il fortifia son opinion de l'aveu que venoit de faire le nouveau gouvernement, que nulle autorité avant lui ne présentoit aux puissances étrangères aucun gage de sécurité. Il essaya d'établir l'identité entre les anciens gouvernemens et le gouvernement du premier consul.

M. Withbread et M. Fox s'élevèrent contre ces propositions. M. Fox s'étoit depuis longtemps absenté du parlement; l'empressement de l'entendre ajouta un nouvel intérêt à son discours. Il commença par livrer à une amère dérision ces lieux communs, périodiquement répétés sur l'épuisement des ressources de la France, et son extinction prochaine. Il reprocha à l'Angleterre, à l'Autriche, au roi de Prusse, de s'être faits les véritables agresseurs dans cette lutte terrible. Il établit que cette soif des conquêtes, cet esprit d'agitation et de turbulence qui tourmentoient la France, étoient moins les effets de la révolution actuelle que l'antique ambition de Louis XIV; que c'étoit dans la maison de Bourbon même qu'il falloit aller chercher la source de ces entreprises menaçantes formées contre toute l'Europe. Il montra que l'usurpation n'étoit point un principe constant d'instabilité, puisque l'empire romain avoit pu subsister, plusieurs siècles, sous la puissance de tant d'empereurs qui s'étoient successivement

arraché la couronne. Il s'éleva avec force contre le dessein de rétablir la maison de Bourbon sur le trône, et traita ce projet d'extravagance.

M. Pitt opposa aux argumens de ses adversaires un discours justement célèbre. Tout y étoit discuté avec une haute raison et une rare éloquence. On y remarqua surtout un mouvement digne des plus grands orateurs de Rome et d'Athènes. « Si nous avions, dit-il, à traiter » avec un homme inconnu, nous devrions » chercher dans les particularités de sa vie, » dans les développemens de son caractère, » des renseignemens propres à fixer nos idées. » Mais ici de qui s'agit-il ? d'un homme connu » de toute l'Europe. »

Il fit alors l'énumération des circonstances les plus célèbres de la vie de Buonaparte ; il en traça un tableau plein de force et de cruelles vérités.

Et se livrant ensuite à une espèce d'inspiration prophétique : « On nous a demandé, dit-il, » dans le cours de ce débat, croyez-vous que » vous puissiez rétablir de force la monarchie » en France contre le vœu de la nation? Je » ne l'ai jamais pensé ; je ne l'ai jamais espéré ; » je ne l'ai jamais désiré. J'ai pensé, j'ai es- » péré, j'ai désiré que le temps arrivât où les » armes des alliés l'emporteront assez sur la » force militaire qui tient la France en escla-

» vage, pour faire éclater la pensée de ses habi-
» tans et les mettre à même d'agir. S'il arrive un
» jour où la question ne soit plus entre la mo-
» narchie et la liberté nominale, mais entre
» l'ancienne dynastie d'un côté, et de l'autre
» un tyran militaire, un usurpateur étran-
» ger, alors il est vraisemblable que les armées
» de cet usurpateur trouveront aux frontières
» assez d'occupation pour être forcées enfin
» de laisser à l'intérieur du pays la liberté de
» manifester ses sentimens et ses dispositions
» véritables. »

M. Pitt n'a pas vu l'accomplissement de cette prédiction ; mais aujourd'hui qu'elle s'est réalisée, quelle idée ne donne-t-elle pas de sa haute et puissante sagacité ? Il conclut comme lord Grenville. Et l'adresse passa dans les deux chambres à une grande majorité.

Le premier consul vit donc s'évanouir une seconde fois ses espérances de paix, mais ce nouvel échec ne lui fit rien perdre de sa constance et de sa modération ; il n'opposa d'abord aux discours du lord Grenville et de M. Pitt, que des écrits pleins de circonspection (1).

(1) Mais bientôt il en publia d'autres d'un ton moins modéré. A la proposition de rendre aux descendans de Henri IV et de saint Louis le trône de leurs aïeux, on opposa une lettre supposée du cardinal d'Yorck, qui

Les plus remarquables furent composés par M. Rœderer. « La note de lord Grenville, dit-» soit l'auteur, annonce-t-elle la paix ou la » guerre ? Elle n'annonce point la paix, mais » elle ne présente point non plus une disposi-» tion invariable à la guerre. Le gouvernement » anglais déclare qu'il veut attendre. S'il croit » cette résolution nécessaire à ses intérêts, on

---

redemandoit à l'Angleterre le trône des Stuarts ; on reprocha au cabinet britannique de faire un nouvel appel à la discorde. « Et quand les haines qui ont allumé la » guerre, lui dit-on, s'apaisent et sont près de s'éteindre; quand les alarmes qui en ont été le prétexte sont » dissipées; quand l'ambition qui en étoit le ressort n'a » plus d'espérances et se désabuse; quand le fanatisme, » enfin, épuisé par ses excès, expire et tombe sur les débris de ses dernières fureurs, une voix étrangère aux » maux, aux dangers, aux intérêts du continent, vous » crie encore : Ne vous lassez pas d'égorger; couvrez » toujours vos champs de cadavres et de ruines, arrosez » de sang vos sillons et vos villes; que votre industrie, » que votre agriculture périssent; que dans vos états » monarchiques, des républicains remuans, que dans » vos états républicains, des agitateurs monarchistes » soient sans cesse, au milieu de vous, des causes de » troubles, de défiance et d'oppression. Cet état d'anarchie, entre les gouvernemens et les peuples, n'a pas » assez duré pour mes vues; je vous ai donné le signal » des discordes; je vous dirai quand il sera temps de » mettre un terme aux maux dont vous n'êtes pas encore assez accablés. »

» peut présager d'avance que rien ne s'opposera » bientôt aux désirs du premier consul; car les » plaintes auxquelles se livre le cabinet britan- » nique ne se rapportent qu'à des événemens » passés, et c'est du présent qu'il s'agit.

» Si, parmi les têtes couronnées de l'Euro- » pe, ajoutait-il, il en est une qui puisse di- » re : Je travaille huit heures, chaque jour, au » bien public; j'embrasse, avec une égale atten- » tion toutes les branches du gouvernement; » je veille, avec une égale sollicitude, au main- » tien de tous les droits et de tous les intérêts; » je relève les Français de toutes les proscrip- » tions que j'ai trouvées établies; j'éloigne tou- » tes les calamités que j'ai trouvées imminentes; » je suis l'homme de l'Europe qui fais le mieux » la guerre, et je travaille de tout mon pou- » voir à la paix. Je me suis entouré de tous » les hommes de talent que j'ai pu connoître, » je les ai tirés de tous les partis dont ils » faisoient la force pour les réunir à la chose » publique; j'ai inspiré la modération à tous » les citoyens par mes leçons et par mes exem- » ples; je suis l'espérance et l'amour de l'armée.

» S'il est un prince en Europe qui puisse se » rendre un semblable témoignage, celui-là » seul est en droit de dire à Buonaparte : Rien » ne me condamne à rechercher votre alliance, » rien ne me force à vous admirer. »

Ce bel éloge n'étoit point le produit de l'adulation ; le premier consul sembloit en effet se dépouiller tous les jours de cet esprit de démagogie, auquel on l'accusoit de s'être autrefois livré sans réserve ; il annonçoit publiquement la noble résolution de renoncer à ces idées de conquête et d'ambition qui portoient un juste effroi dans une partie de l'Europe ; la justice continuoit de reprendre tous ses droits en France ; l'humanité n'y avoit plus de larmes à répandre, les arts, d'outrages à craindre ; chaque jour les gages d'un meilleur avenir se multiplioient jusque dans les moindres détails.

On avoit inscrit sur la liste des émigrés madame Lebrun que son talent pour la peinture avoit fait rechercher de toutes les cours de l'Europe ; des savans, des artistes, des hommes de lettres avoient sollicité sa radiation auprès du directoire ; et le directoire n'avoit osé répondre à leur requête ; elle fut admise avec empressement par les consuls.

La tolérance et la concorde ne cessoient de faire de nouvelles conquêtes ; tous les ordres de citoyens s'empressoient de suivre l'exemple du chef de l'état. Paris avoit pour métropolitain constitutionnel un ancien curé nommé Royer ; il surprit honorablement la capitale en sollicitant auprès du premier consul le rappel de son ancien évêque, le vertueux M. de Jui-

gné ; il protestoit que le plus beau jour de sa vie seroit celui où il remettroit sa crosse pastorale entre les mains du pasteur légitime.

Une généreuse émulation s'éleva parmi les écrivains, et plusieurs ne craignirent pas de solliciter publiquement le rappel du prince de Conti et de mesdames les duchesses d'Orléans et de Bourbon. L'auteur de ces mémoires eut l'honneur de s'associer à ces nobles mouvemens (1).

Le respectable et savant abbé Sicard, proscrit au 18 fructidor, reprit la direction de son institut des sourds-muets. On mit en li-

---

(1) Je reçus peu de temps après la lettre suivante, écrite du fond de la retraite de madame la duchesse d'Orléans.

« Ce n'est pas, monsieur, sans être pénétrée d'une véritable sensibilité, que madame d'Orléans a vu, dans le Journal Général de France, à l'article concernant l'ouvrage de M. Hekel, l'intérêt avec lequel vous parlez de ses malheurs. Elle me charge de vous dire jusqu'à quel point elle en est pénétrée par le prix qu'elle y attache ; et de vous en marquer sa reconnoissance. Cette si intéressante et si malheureuse victime du sort ne pouvoit me procurer une satisfaction plus flatteuse, que celle de me choisir pour être auprès de vous, monsieur, l'interprète de ses sentimens.

»J'ai l'honneur d'être votre très-humble et très-obéissante servante,

» CHAZAL. »

berté un jeune acteur du théâtre de Feydeau (Gavaudan), convaincu de porter sur les boutons de son habit trois plumes peintes et disposées en fleurs de lys.

Le général Augereau qui, dans les derniers troubles, s'était joint au parti démagogique, reçut le commandement d'une armée, avec une lettre aussi affectueuse qu'honorable. « Je » vous ai nommé, citoyen général, au poste » important de commandant en chef de l'armée » de Batavie. Montrez que vous êtes au-dessus » de toutes les misérables divisions de tribune. » La gloire de la république est le fruit du » sang de nos camarades. Nous n'appartenons » à aucune *coterie* (1) qu'à celle de la nation » entière.

» Si les circonstances m'obligent à faire la » guerre par moi-même, comptez que je ne » vous laisserai pas en Hollande, et que je n'ou- » blierai jamais la belle journée de Castiglione. »

Le général Moncey, commandant de la 19e division militaire, s'empressa de porter à la ville de Lyon des consolations et des espérances. Au lieu du langage farouche et menaçant des généraux révolutionnaires, cette ville

(1) Napoléon aimoit ce mot, et croyoit avilir les partis en le leur appliquant; mais il étoit rare qu'il le plaçât heureusement.

n'entendit plus que le langage d'un père touché du malheur de ses enfans. Les étoffes, les broderies pour les costumes, furent commandées à Lyon. On vit reparoître la soie dans les ameublemens des riches, et la parure des femmes. Toutes les fêtes nationales qui tendoient à faire naître des divisions parmi les Français, furent abrogées. Personne ne fut plus condamné à célébrer par des réunions, des sermens, des discours et des banquets dignes d'Atrée, l'attentat du 10 août, ni l'exécrable parricide du 21 janvier. On ne conserva que deux de ces fêtes, qui devoient bientôt disparoître aussi : l'anniversaire du 14 juillet, et celui du premier vendémiaire, époque de la fondation de la république.

Les consuls ordonnèrent que la statue de saint Vincent de Paul fût placée à l'hospice de la maternité. Un arrêté du bureau central de la police enjoignit aux marchands de faire disparoître toutes les enseignes qui présenteroient des images indécentes ; mais on laissoit en même temps subsister dans les jardins publics les statues qui alarmoient la pudeur.

Les funérailles étoient sans honneur, les convois sans décence et sans pompe extérieure ; les prières que les païens eux-mêmes consacroient aux ombres des morts, étoient interdites chez un peuple chrétien. Un morceau d'étoffe aux

trois couleurs couvroit le cercueil du pauvre ; des hommes de la lie du peuple étoient chargés de les jeter dans une vaste fosse à peine recouverte d'une légère couche de terre ; souvent ils demeuroient exposés dans les rues, tandis que ceux qui devoient les porter se délassoient de leur fardeau dans des lieux publics; le gouvernement s'occupa des moyens de réformer ces scandales.

On rendit à la liberté, à leurs familles, à leurs paroissiens désolés, des pasteurs vénérables, détenus à Oléron, et destinés à être déportés dans les déserts de la Guyane.

Le vertueux Pie VI venoit de terminer sa douloureuse carrière à Valence, en Dauphiné ; le directoire avoit laissé ses cendres sans honneur ; les consuls lui décernèrent des obsèques solennelles, et ordonnèrent qu'on élevât sur sa tombe un monument propre à rappeler l'élévation de son rang et la dignité sainte dont il étoit revêtu.

Depuis le jour où ce vénérable pontife avoit été enlevé de sa capitale, sa vie n'avoit été qu'une suite de misères, d'injustices et d'humiliations. On l'avoit transféré d'abord à Sienne ; il avoit été ensuite relégué dans la chartreuse de Florence. Privé de la couronne, il goûtoit au moins, dans cette religieuse solitude, les douceurs d'un repos si nécessaire à ses malheurs, à sa vieillesse, à ses infirmités. Le directoire lui envia

cet asile. Au sein de l'hiver, des soldats eurent ordre de le transporter dans l'intérieur de la France. Il traversa les Alpes et le mont Genèvre par un froid excessif, porté sur les bras de quatre hommes; ni le respect dû à son rang, ni ses vertus, ni ses cheveux blancs, rien ne put adoucir la cruauté de ses tyrans. Il espéroit jouir à Briançon de quelque tranquillité après tant de fatigues. Mais ses malheurs n'étoient pas finis: l'impitoyable directoire voulut qu'on l'amenât jusqu'à Valence. Le pape avoit quatre-vingt-deux ans. Les excès commis à Rome par les hommes de la révolution, les rigueurs et les proscriptions dont les prêtres de France étoient encore l'objet, pouvoient lui inspirer les plus justes alarmes: il fut trompé dans son attente. A peine étoit-il arrivé en France, que le peuple se rassembla autour de la maison qu'il occupoit, témoignant par ses cris le désir de voir le vénérable chef de l'église. Mais ces cris n'avoient rien de sauvage, comme ceux qui précédoient ordinairement les vengeances ou les fureurs populaires. Le saint père se présenta, le front calme et serein, appuyé sur les bras de deux prêtres. A sa vue, la multitude, frappée de respect, se prosterna et invoqua sa bénédiction. Ceux même qui, peut-être, étoient venus avec des sentimens moins vertueux, se sentirent pénétrés d'attendrissement et s'inclinèrent comme

les autres. Depuis Briançon jusqu'à Valence, la route du saint père fut marquée par les mêmes témoignages de vénération et de piété. Gap, Voiron, Grenoble, illuminèrent les rues où il devoit passer; et la religion, outragée et méconnue par le gouvernement, reçut au milieu du peuple tous les honneurs du triomphe.

Pie VI étoit né à Césène en 1717. Ses lumières et ses heureuses qualités l'avoient fait remarquer du célèbre pape Benoît XIV. Devenu cardinal sous le pontificat de Ganganelli, il fut appelé à lui succéder en 1774. On assure qu'en apprenant sa nomination il ne put se défendre d'un sentiment de tristesse, et qu'il dit à ses collègues, avec un accent de douleur : « O mes amis, vos travaux viennent » de finir; mes malheurs vont commencer. » Parole prophétique qui ne s'est que trop accomplie! Les longues et déplorables calamités dont ses états furent accablés sous son règne, justifièrent encore l'adage romain :

Semper sub Sextis perdita Roma fuit.

On lui a reproché trop de rigueur et d'inflexibilité dans les troubles religieux qui s'élevèrent en France. Il affligea le cœur du meilleur des rois, en refusant de recevoir M. de Ségur, que Louis XVI lui envoyoit comme ambas-

sadeur. Il eut le tort de rendre publique la correspondance confidentielle d'un cardinal qui lui avoit exposé sans déguisement la situation périlleuse de l'église de France; et, par cet oubli des lois les plus saintes de la société, il avoit exposé la tête de ce prélat aux proscriptions des démagogues (1). Avec moins d'austérité dans ses résolutions, peut-être eût-il prévenu une partie des maux qui affligèrent la religion en France. Mais ses vertus personnelles, ses longues et cruelles souffrances, la noble résignation avec laquelle il sut les supporter, ont depuis long-temps consacré son nom à la vénération des siècles. Bonaparte eut

(1) L'auteur de ces mémoires se trouvoit chez M. l'archevêque de Sens, lorsqu'une lettre de M. Gossin, membre du comité ecclésiastique de l'assemblée constituante, lui apprit que sa correspondance confidentielle venoit d'être rendue publique, et que déjà les feuilles révolutionnaires annonçoient dans la capitale *la grande conspiration de l'archevêque de Sens*. Ce prélat avoit écrit à la cour de Rome que, dans le cas où sa sainteté désapprouveroit le serment proscrit par l'assemblée nationale, il donneroit sa démission, et resteroit simple cardinal. Chargé à cette époque de requérir l'enregistrement des lois, l'auteur de ces mémoires en avoit différé, pendant un mois, la publication. Lorsque la lettre de M. Gossin arriva, indigné de la conduite extraordinaire de la cour de Rome, l'archevêque renvoya le chapeau et prêta le serment.

la gloire de réparer le premier les injustices dont il avoit été l'objet.

Il voulut aussi réparer une partie des maux qui, depuis long-temps, affligeoient les malheureux colons de Saint-Domingue. Étranger à tout esprit d'ordre, à tout sentiment de pitié, le républicanisme farouche du directoire les avoit laissés dans l'état de dénûment le plus absolu. On s'empressa de leur procurer des secours; on leur distribua, faute d'argent, des rations de pain, de viande, de bois. On rétablit aussi les pensions de retraite des anciens militaires, que le directoire avoit converties en traitement de réforme.

Les prisonniers même ne furent point oubliés; les prisons furent rendues plus saines; les détenus reçurent des alimens meilleurs et plus abondans. On poursuivit les odieux monopoles exercés sur la misère et le malheur; la providence des consuls, s'il est permis d'employer ce mot, pénétra partout; et il ne fut pas un lieu où les bouches ne s'ouvrissent à la louange, les cœurs à la reconnoissance.

Les finances sembloient perdues dans un abîme sans fond et sans mesure; le déficit des recettes de la trésorerie étoit, depuis l'établissement de l'emprunt forcé, de près d'un million par jour. On vit tout à coup sortir, des débris de la fortune publique, un établissement

qui fait encore aujourd'hui l'honneur du commerce français. Des banquiers, de riches capitalistes, se réunirent pour jeter les fondemens de la banque de France. Trente millions, réalisés en peu de temps, répondirent au public de la fidélité de ses engagemens. Un décret de la puissance législative régla ses attributions et lui donna une existence légale : fils de la confiance, le crédit se releva de toutes parts ; et les consuls eurent la gloire de réunir, sans efforts, les élémens de la prospérité publique. On exigea des employés qui manioient les deniers de l'état, un cautionnement en argent ; on étendit cette loi aux professions sujettes à quelque responsabilité ; et sans rétablir la vénalité des emplois, cette mesure assura au gouvernement une ressource temporaire dont il n'abusa point.

On commença même à s'occuper des embellissemens de la capitale ; on ordonna la construction de deux ponts nouveaux : l'un en face du jardin des Plantes, pour servir de communication aux quartiers de Saint-Antoine et de Saint-Marcel ; l'autre entre la Cité et l'île Saint-Louis, qu'on appeloit alors l'île de la Fraternité. On ordonna que trois mille ouvriers seroient employés à des travaux publics, pendant les mois de février et de mars ; on assigna pour cet objet une somme de 432,000 liv.

On chargea MM. Lemot et Chaudet, statuaires, et M. Perrier, architecte, de la construction d'un char de la victoire, auquel on se proposoit d'atteler les quatre chevaux de bronze enlevés à Venise, et qu'on supposait venus de Corinthe.

On avoit précédemment résolu de décorer l'asile que l'un de nos plus grand rois a consacré aux guerriers vieillis dans les camps ou blessés dans les combats; les artistes chargés de présenter un plan conforme à ces vues, firent leur rapport; mais les idées révolutionnaires qui s'y trouvaient encore, déterminèrent le premier consul à le rejeter (1).

---

(1) Les commissaires proposoient de transformer en Élysée l'esplanade qui précède l'hôtel des Invalides; d'y faire élever successivement les tombeaux des plus illustres guerriers; de placer, au milieu de ce jardin mythologique, le lion de Saint-Marc, des statues allégoriques, et un bassin de porphyre dans lequel viendroit tomber une vaste gerbe d'eau; d'élever dans l'avant-cour des groupes nouveaux, et au milieu d'eux le char de la Victoire et les chevaux de Venise; de détruire l'église; d'en convertir les ornemens en inscriptions militaires qui consacreroient l'histoire abrégée des guerres et des conquêtes de la liberté; d'ériger, sur les débris de l'autel, la statue du dieu Mars, et en face de cette statue une tribune pour y prononcer des oraisons funèbres et des harangues militaires; d'inscrire sur le frontispice de l'hôtel

Les lettres eurent aussi leur part de l'heureuse révolution qui répandoit partout ses salutaires influences ; elles commencèrent à recouvrer une partie de leur ancien éclat. Les théâtres abandonnés ou divisés se réorganisèrent, les acteurs, que les différences d'opinion politique avoient séparés, se réunirent ; et l'on put espérer de voir reparoître encore sur la scène françoise les chefs-d'œuvre de nos grands poëtes, représentés par des acteurs dignes d'eux; les muses s'enrichirent de quelques compositions régulières ; le drame de l'abbé de l'Épée rappela au public des sentimens doux et humains ; les sociétés littéraires reprirent leurs exercices; la poésie ne fut plus employée à chanter le meurtre ou l'oppression ; de meilleures et de plus nobles actions lui offrirent des sujets dignes d'elle.

La cour (car déjà l'on donnoit ce nom à la maison du premier consul) voulut aussi relever l'empire des mœurs. Les relations de ma-

---

ces seuls mots : A LA VICTOIRE ; enfin, de construire entre les arcades des piédestaux destinés à porter les statues des Duguesclin, des Bayard, des Turenne, des Hoche, des Dugommier, des Joubert et des Marceau.

Il étoit facile de reconnoître, dans ces idées profanes et irréligieuses, la tête inflammable et démocratique du peintre David, qui présidoit la commission.

dame Buonaparte furent réglées, et quelques personnes admises auparavant à sa plus intime société cessèrent d'être reçues (1). Les femmes commencèrent à se vêtir avec plus de modestie ; de scandaleuses nudités n'offensèrent plus les regards publics (2). Les hommes substituèrent des étoffes plus fines à leurs grossières étoffes, et les formes négligées de leurs vêtemens firent place à des costumes plus soi-

---

(1) Une de ces dames n'ayant point été prévenue de cette résolution, se présenta comme à l'ordinaire, et la porte lui fut fermée. Voici de quelle manière la galanterie française rendit compte de cette aventure, en la publiant sous le nom d'anecdote romaine :

« La belle Sempronia, épouse de l'un des lieutenans » que le grand César laissa en Égypte pour recueillir le » fruit de ses victoires, voulut se présenter devant le » vainqueur du Nil. L'aimable Sempronia possédoit mille » grâces, mille aimables qualités. Avec tant de ressour- » ces pour plaire, comment être fidèle à un époux absent » depuis dix-huit mois? Des preuves irrécusables attes- » toient la foiblesse de Sempronia. Elle crut pouvoir » néanmoins, en cet état, paroître devant l'ami de son » époux. Non-seulement César ne voulut point consentir » à la voir, mais il ordonna à son épouse de lui fermer » la porte. On sait que ce grand homme avoit pour prin- » cipe que la femme de César ne devoit pas même être » soupçonnée. »

(2) Les femmes étoient alors à peine vêtues : on en vit arriver au spectacle, les jambes nues, avec des dia-

gnés. Il ne fut plus permis de se présenter devant les chefs de l'état qu'avec une mise décente. Les consuls eux-mêmes fixèrent leur costume, et ne parurent en public que revêtus des marques de leur dignité. Ainsi tout se réorganisoit sous le sceptre magique du premier consul ; et telle étoit la reconnoissance et l'admiration publiques, que l'on entendit des royalistes d'une constance et d'un dévouement éprouvés, déclarer qu'ils n'hésiteroient pas à sacrifier leur vie pour sauver la sienne.

---

mans aux doigts des pieds ; les autres se drapoient avec tant d'art et d'immodestie, que l'imagination n'avoit plus rien à deviner, la curiosité rien à désirer. Deux femmes osèrent paroître aux Tuileries vêtues d'une simple tunique de gaze, sans aucun voile dessous : elles furent forcées de remonter précipitamment en voiture.

CHAPITRE IX.

Reprise des hostilités dans les départemens de l'ouest. Mort tragique de plusieurs chefs d'insurgés. Symptômes d'opposition dans le tribunat. Pacification de l'ouest.

Au milieu de ces heureuses et rapides améliorations, des mouvemens hostiles continuoient d'agiter quelques parties de la France. A Lyon, de cruelles représailles s'exerçoient sur les auteurs des proscriptions révolutionnaires. Des ouvriers mécontens se refusoient aux paroles de consolation qu'on venoit leur apporter, et se réunissoient dans les fauxbourgs; les caisses publiques avoient été pillées en Auvergne; et, malgré les promesses et la conduite modérée des généraux républicains, les débris fumans de la Vendée sembloient préparer de nouveaux incendies. La pacification conclue par le général Hédouville et quelques autres officiers français n'avoit point embrassé tous les chefs insurgés. Le changement survenu dans le gouvernement français sembloit à plusieurs une occasion favorable de reprendre les armes; et puisque la France paroissoit reconnoître les avantages du pouvoir monarchique, l'heure n'étoit

elle pas arrivée de rappeler sur le trône ces princes bienfaisans et pacifiques, qui n'en étoient tombés que par l'excès de leurs vertus? Ainsi, sur plusieurs points de la Bretagne, de l'Anjou, du Maine, du Poitou, de la Normandie, on rassembloit des armes, on levoit des compagnies, on concertoit des plans de campagne.

Buonaparte résolut de prévenir ces mouvemens, ou de les étouffer à leur naissance; il rassembla à la hâte une armée dont il donna le commandement au général Brune; mais, avant de commencer les hostilités, il voulut tenter de nouveau les voies de conciliation. Il adressa aux habitans de l'ouest une proclamation pour les détourner de la guerre, et les inviter à se réunir au nouveau gouvernement:

« Une guerre impie menace d'embraser, une » seconde fois, les départemens de l'ouest. » Le devoir des premiers magistrats de la ré- » publique est d'en arrêter les progrès, et de » l'éteindre dans son propre foyer. Mais ils ne » veulent déployer la force qu'après avoir épuisé » les voies de la persuasion et de la justice.

» Les artisans de ces troubles sont les parti- » sans insensés de deux hommes qui n'ont su » honorer ni leur rang par des vertus, ni leurs » malheurs par des exploits; méprisés de l'é-

» tranger dont ils ont attiré la haine, sans avoir
» pu lui inspirer d'intérêt.

» Ce sont encore des traîtres vendus à l'An-
» glais, ou des instrumens de ses fureurs, des
» brigands qui ne cherchent dans les discordes
» civiles que l'aliment et l'impunité de leurs
» forfaits. A de tels hommes le gouvernement
» ne doit ni ménagement, ni déclaration de
» ses principes. Mais il est des citoyens chers à
» la patrie qui ont été séduits par leurs artifices;
» c'est à ces citoyens que sont dues les lumières
» de la vérité.

» Des lois injustes ont été promulguées et
» exécutées; des actes arbitraires ont alarmé
» la sécurité des citoyens et la liberté des con-
» sciences; partout des inscriptions hasardées
» sur des listes d'émigrés ont frappé des hom-
» mes qui n'avoient jamais abandonné ni leur
» patrie, ni même leurs foyers. Enfin, de
» grands principes d'ordre social ont été vio-
» lés. C'est pour réparer ces injustices et ces
» erreurs, qu'un gouvernement fondé sur les
» bases sacrées de la liberté, de l'égalité, du
» système représentatif, a été proclamé et re-
» connu par la nation. La volonté constante,
» comme la gloire, l'intérêt des premiers ma-
» gistrats qu'elle s'est donnés sera de fermer
» toutes les plaies de la France. Déjà la loi dé-
» sastreuse de l'emprunt forcé, la loi plus

» désastreuse des otages, ont été révoquées. Des » citoyens déportés sans jugement préalable sont » rendus à leur patrie, à leurs familles. Chaque » jour est et sera marqué par des actes de jus- » tice. Les consuls déclarent que la liberté des » cultes est garantie par la constitution; qu'au- » cun magistrat ne peut y porter atteinte; qu'au- » cun homme ne peut dire à un autre homme: » Tu exerceras un tel culte; tu ne l'exerceras » qu'un tel jour La loi qui laisse aux citoyens » l'usage des édifices destinés au culte religieux » sera exécutée. Le gouvernement pardonnera, » il fera grâce au repentir; l'indulgence sera » entière et absolue; mais il frappera quicon- » que, après cette déclaration, oseroit encore » résister à la souveraineté nationale.

» Français, habitans des départemens de » l'ouest, ralliez-vous autour d'une constitution » qui donne aux magistrats qu'elle a créés la » force comme le devoir de protéger les ci- » toyens, qui les garantit également et de l'in- » stabilité et de l'intempérance des lois. Que » les bons habitans de la campagne rentrent » dans leurs foyers et reprennent leurs utiles » travaux; qu'ils se défendent des insinuations » de ceux qui voudroient les ramener à la ser- » vitude féodale. Si, malgré toutes les mesures » que vient de prendre le gouvernement, il » étoit encore des hommes qui osassent pro-

» voquer la guerre civile, il ne resteroit aux » premiers magistrats qu'un devoir triste, mais » nécessaire à remplir, celui de les subjuguer » par la force.

» Mais, non. Tous ne connoîtront plus qu'un » sentiment, l'amour de la patrie. Les minis- » tres d'un Dieu de paix seront les premiers » moteurs de la réconciliation et de la concorde. » Qu'ils parlent aux cœurs le langage qu'ils ap- » prirent à l'école de leur maître; qu'ils aillent » dans ces temples qui se rouvrent pour eux, » offrir avec leurs concitoyens le sacrifice qui » expiera les crimes de la guerre et le sang » qu'elle a fait verser. »

Le tour éloquent, le caractère religieux de cette dernière phrase, le ton de modération qui régnoit dans toute cette proclamation, la teinte d'élégance répandue sur toutes les parties du style, décéloient une plume habile et exercée. On attribua cette production à M. le Brun, troisième consul; ses qualités personnelles et son mérite littéraire lui avoient assuré depuis long-temps une réputation honorable. On fut affligé cependant de le voir prêter le secours de ses talens à la diatribe injurieuse qui frappoit une maison chère à la France quand elle étoit heureuse, et devenue plus chère encore depuis ses longs malheurs. On s'étonna d'entendre le premier consul parler de vertus,

et reprocher aux princes françois de n'avoir point combattu, lorsqu'il savoit qu'ils n'avoient pu combattre. Les chefs de la Vendée se chargèrent de la réponse; et, dans une déclaration énergique repoussèrent tous les outrages qui leur étoient adressés : cette réponse n'ayant point été publiée dans l'intérieur de la France, j'en citerai les principaux traits :

« Une guerre *impie*, dites-vous, menace » d'embraser une seconde fois nos tristes et » malheureux départemens. Mais par qui a-t-» elle été allumée? Est-ce par nous, qui, con-» stamment attachés à la religion que nous ont » transmise nos pères, au gouvernement que » nous avons trouvé établi, n'avons pris les » armes que pour la défense de l'un et l'autre, » ou par vous, qui, renégats de cette sainte et » divine religion, n'avez rien épargné pour » l'anéantir; qui, traîtres aux lois de votre » patrie, en avez détruit l'antique et glorieux » édifice ?

» Serons-nous donc des *impies*, nous qui respectons les temples, honorons ses ministres, adressons chaque jour au ciel ou de ferventes prières pour obtenir sa protection, ou des actes de reconnoissance pour le remercier de ses bienfaits? Êtes-vous des hommes pieux, vous qui avez porté dans le lieu saint l'abomination de la désolation, qui avez placé sur les autels du

Dieu vivant d'infâmes prostituées? vous, surtout, qui vous êtes vanté d'avoir renversé de son trône le chef de l'Église, exterminé cet ordre célèbre institué pour la défense de la croix? vous qui n'avez pas rougi de placer sur votre front le turban de Mahomet?

» L'humanité sera consolée, dites-vous : mais l'avez-vous consolée quand, le fer et la flamme à la main, vos impitoyables soldats ont tout égorgé, hommes, femmes, enfans, vieillards; quand ils ont incendié les villages, dévasté les campagnes, fusillé les prisonniers de guerre, et tiré sur les cultivateurs comme sur des bêtes fauves?

» Et nous, avons-nous violé les droits de l'humanité quand nous avons renvoyé libres ceux de vos soldats qui tomboient entre nos mains; quand nous leur avons donné de l'argent pour retourner chez eux; quand nous avons rendu les honneurs de la sépulture à vos morts délaissés sur le champ de bataille; quand nous avons fait enlever vos blessés sur les mêmes chariots que les nôtres, pour les faire panser et vous les renvoyer ensuite?

» Vous osez nous traiter d'ennemis de notre patrie, nous qualifier d'*artisans de troubles!* Ces artisans sont les serviteurs fidèles et dévoués de deux hommes pour lesquels une partie de la France est armée; de deux hommes

que votre sacrilége et impuissant mépris ne saurait flétrir, que vous avez la lâcheté d'outrager dans le malheur, et que les lois de notre pays, les vœux des Français (lorsqu'ils pourront s'exprimer librement), appellent au trône de leurs aïeux. Oui, nous sommes les serviteurs fidèles de deux princes dont l'auguste frère vous a nourri, vous a élevé, citoyen Buonaparte, comme il a nourri et élevé une de vos sœurs, dans un de ces asiles, érigés par la bienfaisance paternelle de nos rois pour secourir l'honorable pauvreté de sa noblesse, bien que votre naissance vous en fermât l'entrée (1).

» Ennemis injustes et cruels ! ces deux hommes, dites-vous, n'ont pas su honorer leur malheur par des exploits : ils l'ont honoré par des vertus. L'Europe admire, et la postérité admirera la patience, la résignation avec laquelle ils ont souffert toutes les amertumes, toutes les disgrâces de l'infortune, toutes les cruelles vicissitudes d'une politique entraînée par un tourbillon d'événemens qu'elle n'a su ni prévenir ni diriger. Ces vertus valent bien des exploits ; elles valent bien ces combats funestes qui coûtent tant de sang et de larmes à l'humanité. Mais ces vertus ne sont pas de votre républi-

(1) Ce reproche n'étoit pas fondé, ainsi que nous l'avons prouvé par les actes de naissance de Napoléon.

que, et vous les dédaignez. De quels exploits encore voulez-vous parler? Leur reprocheriez-vous de n'avoir pas, comme des aventuriers, tenté de fonder un royaume sur quelque terre étrangère, envahi quelque empire lointain sur des peuples paisibles, comme votre république l'a fait? Vous les accusez d'avoir armé contre vous la haine de l'étranger; accusez plutôt vos crimes. Vous auriez donc voulu les voir, à la tête des ennemis, se signaler par des exploits contre leurs propres sujets! Votre orgueil, vos impuissantes fureurs, vous font délirer.

» Ils sont, dites-vous, méprisés de l'étranger à qui ils n'ont pu inspirer de l'intérêt: comptez-vous pour rien l'intérêt qu'ils ont inspiré à l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie, la Prusse, l'Italie? Il faut bien aussi que vous les comptiez pour quelque chose, puisque vous ne cessez de lâcher contre eux vos dogues littéraires.

» Il vous sied bien d'appeler *traîtres*, *brigands*, des gens qui, fidèles à leur conscience, fidèles à leurs devoirs, sont restés immobiles au milieu des tempêtes révolutionnaires, et n'ont connu que les obligations de leur naissance, de leur éducation, de leurs sermens; des gens qui bénissent encore le nom du même Dieu qu'ils ont balbutié dans leur enfance; qui ont repoussé de leur territoire la licence, l'a-

narchie, l'impiété ; qui l'ont préservé des échafauds et des égorgemens juridiques dont vous avez souillé le reste de la France ; des gens qui bravent la misère et mille morts pour délivrer leur patrie des féroces et véritables brigands qui l'oppriment. Si ce sont là des traîtres, des instrumens de troubles, des brigands, qui êtes vous donc vous, qui vous faites un jeu du parjure, vous qui avez violé autant de sermens que vous en avez faits; vous qui avez détruit votre religion, qui avez tué votre roi ? Qu'êtes-vous donc, vous qui n'aviez rien et qui regorgez aujourd'hui de richesses ? vous, qui étiez revêtus d'un habit modeste, peut-être grossier, et qui êtes aujourd'hui revêtus de la pourpre des rois? vous qui n'habitiez que d'humbles toits, et qui logez aujourd'hui dans des palais ? vous enfin, chez qui l'on peut venir de toutes les parties de la France, de toutes les parties de l'Europe, revendiquer les dépouilles dont vous êtes chargés. Laissez-nous en paix ; nous ne voulons, nous ne pouvons rien avoir de commun avec vous.

» Cessez de vanter vos principes, vos nouvelles lois. Ne nous parlez plus de la liberté des cultes, que vous nous dites garantie par la constitution ; tandis que vous savez que votre constitution n'en dit pas un mot, qu'il n'y est pas plus question de culte que si elle avait été

faite pour des singes et des autruches. Et c'est vous cependant, général Buonaparte, qui êtes l'auteur de cette constitution, laquelle à son tour vous a fait consul! Et quelle foi voulez-vous que nous ajoutions à vos promesses, quand, par un excès d'impudeur inouï, nous vous voyons prendre un arrêté pour exhumer le corps de Pie VI et lui rendre tous les honneurs dus à ce [illegible] qu'il occupait sur la terre; tandis qu'il est notoire pour la France, pour toute l'Europe, et surtout pour la province où il a terminé sa malheureuse carrière, que l'on a consumé dans la chaux vive sa dépouille sacrée, qu'auroient respectée les sauvages? Mais qu'importe? on aura mystifié cet animal indéfinissable qu'on appelle nation; elle oubliera que ce même Buonaparte qui élève aujourd'hui un mausolée à Pie VI, a renversé sa chaire, envahi ses états; qu'il s'en est fait un titre auprès des musulmans en Égypte; qu'il a fait descendre ce vieillard au tombeau, dans une terre étrangère, après une longue et douloureuse agonie d'amertumes et d'humiliations.

» Vous nous menacez de la force: nous userons du droit naturel de la repousser. Au reste, la force est dans la main du Dieu que nous servons; il saura bien briser la vôtre s'il le veut. Ce Dieu est le même, qui, avec de simples instrumens de labour, dont il armoit nos

rustiques mains, a déjà une fois exterminé vos phalanges républicaines. »

Cette fière et courageuse réplique ne circula que dans les départemens insurgés; l'active police de Buonaparte prit toutes les mesures nécessaires pour l'empêcher de pénétrer sur le territoire de la république ou l'y étouffer à sa naissance. Mais le premier consul ne put en dissimuler son ressentiment. Loin de songer à rétablir la monarchie, il sentoit tout le danger de laisser entrevoir au peuple la possibilité de revoir sur le trône la famille de ses anciens souverains; et plus il se voyoit près de l'autorité suprême, plus il trembloit qu'un rival légitime ne vînt le lui contester. Il se hâta de rassembler tout ce qu'il avoit de forces, pour accabler ses ennemis avant qu'ils eussent le temps de se reconnoître. Le général Hédouville étoit trop modéré pour ses vues; il le réduisit à recevoir les ordres du général Brune. Ses proclamations cessèrent de respirer la justice et la modération, et celle qu'il adressa à son armée sembla sortir de la plume de ces proscripteurs de 1793, quand ils proposoient quelque grande et sanglante exécution.

« Nous avons entendu les plaintes des habitans de l'ouest; nous les avons trouvées justes, et nous nous sommes empressés d'y faire droit; il ne reste plus à soumettre que des brigands,

des émigrés, des stipendiaires de l'Angleterre.

» Soldats, il vous en coûtera peu pour les vaincre ; quittez vos cantonnemens, vos villes, vos garnisons, marchez ; et que j'apprenne bientôt que les chefs des rebelles ont vécu ; faites une campagne courte et bonne, et soyez inexorables pour les brigands. »

Il sollicita, et le sénat, déjà docile à ses ordres, lui accorda une loi qui déclaroit hors de la constitution les départemens des Côtes du nord, d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan et de la Loire-Inférieure. Il institua un tribunal extraordinaire pour exercer la justice criminelle, sans appel, sans révision, sans cassation. Les lois révolutionnaires se reproduisirent avec une effrayante énergie ; les commandans de place, les généraux et tous les fonctionnaires publics eurent défense de communiquer, en aucune manière, avec les chefs des insurgés. On enjoignit à toute ville, d'une population au-dessus de cinq mille âmes, de fournir des colonnes mobiles pour chasser et poursuivre les rebelles. La peine de mort fut décernée contre tout homme qui donneroit asile à un insurgé. Il fut enjoint aux généraux de faire fusiller sur-le-champ quiconque seroit pris les armes à la main ou prêchant la révolte. On fit partir des troupes de Paris, de Lyon, de toutes les garnisons voisines des provinces insurgées ;

tout se disposa pour une guerre d'extermination.

Le ministre de l'intérieur voulut aussi participer aux résolutions du premier consul et s'associer à ses menaces. Il adressa aux administrations centrales et municipales des départemens de l'ouest une lettre circulaire où il annonçoit les dispositions inexorables du gouvernement pour terminer la guerre.

« Le gouvernement a été patient, disoit-il ; » il a été patient, parce qu'il a le sentiment de » la force, et que ce sentiment lui en fait déplorer l'irrésistible et douloureux emploi. » Il a payé sa dette à l'humanité, il lui en » reste une autre à payer à la patrie. S'il n'a » pu prévenir la guerre, il saura l'abréger ; car » l'abréger, c'est l'adoucir.

» Gardes nationaux de l'ouest, reformez » vos bataillons, ralliez-vous aux braves ; que » toutes les nuances disparoissent, et qu'il » n'existe plus dans vos contrées que des en» fans de la France ou des valets de l'Angle» terre. Que chaque habitant des villes ou des » campagnes se range sur l'une ou l'autre ligne, » et qu'une guerre terrible, mais courte, ra» mène la prospérité par la désolation. »

Déjà la désolation commençoit ; le jeune comte de Toustaint, qui commandoit un des détachemens de la division de M. de Bourmont,

étoit venu à Paris pour y embrasser son père détenu au Temple. On l'accusa de ne s'être rendu dans la capitale que pour y acheter de la poudre et des munitions de guerre. Une commission militaire, assemblée à la hâte, le condamna à mort.

Son défenseur ne fut prévenu de son jugement que quelques heures auparavant. Il passa pour constant que l'épouse du premier consul s'étoit jetée à ses pieds pour obtenir la grâce de cet infortuné jeune homme. Ses larmes furent inutiles. Au moment où la victime traversoit la place de la Révolution pour se rendre au lieu de son supplice, la famille de Buonaparte sortoit d'un bal donné par le ministre de l'intérieur, frère du premier consul. Le peuple ne put voir sans être ému le douloureux appareil de la mort. Son mécontentement éclata en murmures publics. Le jeune Toustaint étoit à peine âgé de dix-huit ans; ses traits avoient quelque chose de céleste. Il mourut avec un courage héroïque et commanda lui-même le feu. Quelques momens auparavant il avoit écrit à son défenseur une lettre que l'on rechercha avec empressement, comme un monument de courage, de sagesse, de résignation. On y remarquoit même une certaine teinte de gaieté qui annonçoit la sérénité de son âme.

Dans le même temps, un autre chef roya-

liste, M. de Thélot, condamné par la commission militaire d'Évreux, étoit fusillé à Versailles, près la pièce des Suisses. Il mourut avec la même résolution, et, comme le jeune Toustaint, commanda le feu qui devoit terminer sa vie. Ces exécutions jetoient de sombres inquiétudes dans les esprits, et glaçoient de terreur cette multitude aveugle et foible dont le cœur s'ouvre avec une égale docilité à l'espérance et à la crainte. Pour justifier ces mesures rigoureuses, les consuls exagéroient les dangers de l'état; treize déserteurs belges, arrêtés dans la Vendée, avoient été transférés à Paris et amenés comme des chouans pris les armes à la main. On s'apprêtoit à leur faire leur procès. Une ombrageuse inquisition bannissoit la confiance et la sécurité; on eût dit que, dans l'espace de quelques jours, Paris s'étoit rempli de conspirateurs. Deux libraires, Maret et Surosne, soupçonnés d'avoir vendu des ouvrages royalistes, furent emprisonnés. Chaque jour les arrestations se multiplioient; on annonça même celle de l'abbé Sycyes, mais ce bruit fut bientôt démenti.

Les journaux jouissoient, depuis le 18 brumaire, d'une liberté dont ils abusoient peu. Les consuls s'effrayèrent de la prépondérance qu'ils pouvoient acquérir. Un décret du 20 janvier en réduisit le nombre à treize, et prohiba

les autres sous les peines les plus graves. Jamais, depuis le commencement de la révolution, aucun gouvernement ne s'étoit permis un acte d'autorité aussi éclatant. La convention frappoit les journalistes, mais conservoit les journaux; le directoire et les consuls, en proscrivant leurs collègues au 18 fructidor, avoient enveloppé dans le même acte un grand nombre de journalistes. Mais il s'agissoit d'un coup d'état, et l'on ne dissimuloit pas qu'on avoit violé les lois. Ici c'étoient les consuls qui, de sang-froid, sans jugement préalable, sans aucun prétexte plausible, dépouilloient arbitrairement une classe de citoyens d'une propriété acquise et possédée légitimement. A l'époque la plus rigoureuse de l'année, ils réduisoient à la misère une foule d'ouvriers employés dans les imprimeries.

Un changement si subit frappoit le public d'étonnement; les murmures succédoient à l'enthousiasme. On cherchoit en vain la cause de tant de rigueurs; la situation de l'état n'offroit rien qui put les justifier. La plupart des Parisiens ignoroient que le 21 janvier, quelques royalistes, animés d'un zèle imprudent et prématuré, avoient élevé, sur les colonnes de l'église de la Madeleine, un drap mortuaire de velours noir, chargé d'une croix de satin blanc, sur laquelle on lisoit ces mots écrits en gros ca-

ractères : « *Victimes de la révolution, venez, avec* » *les frères de Louis XVI, déposer ici vos ven-* » *geances.* » Plus bas, une fleur de lys en or avec ces mots : Vive Louis XVIII! Le même jour, on avoit fait afficher, dans quelques quartiers de Paris, une proclamation de MONSIEUR, lieutenant général du royaume, à la suite de laquelle étoit le testament de Louis XVI. L'active et vigilance de police des consuls avoit fait disparoître, dès le matin, ces hommages d'un royalisme aveugle, plus propre à compromettre qu'à servir la cause du trône. Mais Buonaparte en gardoit un ressentiment profond : il s'effrayoit de voir si souvent renaître le souvenir des Bourbons; car, dans la situation où il s'étoit placé, n'étoient les seuls rivaux qu'il eût à craindre.

D'un autre côté, le tribunat commençoit à lui inspirer des alarmes. C'étoit une réunion d'hommes jeunes, ardens et passionnés pour la liberté. Ils se regardoient comme les défenseurs des droits du peuple; et le nom même qu'ils portoient les confirmoit dans cette opinion. Leurs mouvemens étoient dirigés par un comité qu'on traitoit déjà de faction, et qui siégeoit à Auteuil, chez le médecin Cabanis. M. Benjamin Constant s'étoit signalé dans une discussion importante, par une opposition d'autant plus redoutable, qu'elle étoit fondée sur les principes d'une saine législation. Ces con-

trariétés aigrissoient le premier consul ; il se hâta de combattre les tribuns par des écrits (1),

(1) Ce fut à M. Rœderer qu'il confia la direction de cette guerre. Cet écrivain publia une sorte de manifeste intitulé : Du TRIBUNAT. Il débutoit ainsi :

« Sait-on bien ce que c'est que le tribunat? Est-il » vrai que ce soit *l'opposition organisée?* Est-il vrai » qu'un tribun soit destiné à s'opposer toujours, sans » raison et sans mesure, au gouvernement, à critiquer » tout ce qu'il fait et tout ce qu'il propose? à déclamer » contre lui quand il approuve le plus sa conduite? à le » calomnier quand il n'a que du bien à en dire? à l'in- » sulter alors qu'il doit le plus de reconnoissance à son » zele? à tout agiter quand le gouvernement travaille à » tout calmer? à le faire croire inconstant et foible » quand il a besoin de se montrer ferme et fort? à lui » déclarer la guerre quand il fait la paix? à désapprouver » quand il est sage? à l'affliger quand il jouit du bien qu'il » a fait? à s'indigner, à s'irriter quand sa conduite a mis » la joie au cœur du grand nombre, et l'espérance au » cœur de tous?

» Si c'étoit là le métier d'un tribun, ce seroit le plus » vil et le plus odieux des métiers. Pour moi, j'en ai pris » une autre idée; je regarde le tribunat comme une as- » semblée d'hommes d'état chargée de contrôler, révi- » ser, épurer, perfectionner l'ouvrage du conseil d'état, » et de concourir avec lui au bonheur public.

» Un vrai conseiller d'état est un tribun placé près de » l'autorité suprême; le vrai tribun est un conseiller d'é- » tat placé au milieu du peuple. Les devoirs sont les mê- » mes pour tous deux; et manquer à la justice, aux » bienséances, au bon sens, n'est l'engagement d'au- » cun. »

et les royalistes par une guerre prompte, terrible et décisive.

Les principaux chefs des insurgés étoient alors MM. d'Autichamp, de Bourmont, Georges de Châtillon, de Frotté.

Le premier, neveu du marquis d'Autichamp, qui s'étoit distingué à l'assemblée constituante par son attachement à la cause royale, avoit servi sous Cathineau, et s'étoit ensuite réuni au prince de Talmont pour passer la Loire et marcher sur Paris. Cette entreprise n'ayant pas réussi, il joignit ses armes à celles de M. de Bonchamp son beau-frère. Battu et fait prisonnier au Mans, il n'échappa à la mort qu'en s'engageant sous un faux nom dans un régiment de dragons républicains. Il reparut bientôt après dans la Vendée, obtint le commandement en second sous le général Stofflet, prit, après la mort de celui-ci, le commandement en chef, ne put tenir la campagne, et après d'inutiles efforts fut réduit à traiter avec le général Hoche. En 1799, la loi sur les otages lui ayant été appliquée, il opposa la force à l'injustice, et se mit à la tête des Vendéens de la rive gauche.

Le second, né au Maine, dans le château qui portoit son nom, avoit fait ses premières armes dans les gardes françaises, et s'étoit ensuite réuni à l'armée de Condé. De retour dans sa patrie, il étoit devenu major général de l'ar-

mée de M. de Scépeaux, puis commandant d'une division dans le Maine. Les grâces de sa personne, sa douceur, lui avoient gagné la faveur de Monsieur, dont il avoit reçu des marques de distinction : il passoit pour un homme habile et brave.

M. de Châtillon, après avoir combattu sous les enseignes du prince de Condé, s'étoit réuni aux émigrés d'Angleterre, avoit débarqué à Quiberon, s'étoit heureusement évadé de la prison de Vannes, avoit pris du service dans l'armée des chouans, s'étoit soumis avec le général Scépeaux, avoit rempli l'honorable emploi de représentant des royalistes auprès du roi et du gouvernement britannique, et commandoit en ce moment une des cinq grandes divisions de l'armée insurgée.

Le comte Louis de Frotté étoit un gentilhomme de Normandie; il servoit avant la révolution dans un régiment français d'infanterie. Il prit d'abord le parti de l'émigration; mais son caractère impétueux, son ardeur pour la célébrité, ne s'accommoda pas long-temps de l'état de langueur où les alliés retenoient cette armée. Il passa en Angleterre, sollicita et obtint des pouvoirs pour faire insurger la Normandie. Il y parvint à travers mille périls, forma d'abord un noyau de trois cents hommes, se battit partout avec une rare intrépi-

dité, ne désespéra jamais de rien, et, par son inaltérable constance, se vit en quelque temps à la tête d'un corps de cinq mille hommes. Seul de tous les chefs vendéens, il avoit jusqu'alors fermé l'oreille à toute proposition de paix. Long-temps il sut, par son activité, sa résolution et les ressources d'un esprit fécond et entreprenant, nourrir la guerre en Normandie; enfin, accablé par le nombre, forcé de céder à la mauvaise fortune, il repassa en Angleterre, fit toutes ses dispositions pour reparoître quand il seroit temps, et accourut en 1799, lorsque la loi sur les otages força ses compatriotes à reprendre les armes.

J'aurai occasion de parler ailleurs de la naissance, du caractère et des exploits du général Georges.

Si tous ces chefs eussent été unis de vues et d'intentions comme ils étoient unis de sentimens, ils auroient pu faire une guerre utile et redoutable; mais, jaloux de son indépendance, chacun agissoit suivant ses vues et ses opinions particulières. Ils commandoient des hommes dévoués, mais étrangers aux règles de la discipline militaire. Épars sur des points et à des distances considérables, leurs opérations étoient sans but déterminé, sans liaison, sans ensemble. Ils combattoient tous avec un égal courage et jamais le danger ne les faisoit reculer; mais,

accablés par le nombre, leurs forces s'épuisoient en détail, et leurs généreux efforts étoient sans profit pour la cause du trône.

Ces désavantages ne pouvoient échapper à la pénétration du premier consul; il chargea le général Merle de commencer les premières hostilités. La légion royale du Perche venoit de se retirer dans le département de l'Orne. Le général l'y suit, l'atteint, la combat, la disperse, lui tue deux de ses chefs, en fait prisonniers deux autres, qui sont fusillés le lendemain. En rendant compte de cet événement au premier consul, le général Lefebvre écrivoit : « Les deux chefs fusillés à Mauve étoient » Bretons : le plus petit avoit cinq pieds huit » pouces. Leur destruction est préférable à celle » de cent chouans. La terreur qu'ils inspiroient » leur servoit à faire marcher de force sous l'é» tendard du crime. » Ainsi la guerre se poussoit partout avec une égale énergie. Les chefs insurgés, surpris et déconcertés, sentent l'impossibilité de soutenir une lutte si désavantageuse. Le général Hédouville propose des conférences; un homme d'une haute autorité parmi les insurgés accueille cette proposition. Cet homme étoit le célèbre Bernier, curé de Saint-Laud d'Angers. Né en 1764 à Daon dans le Maine, il s'étoit acquis une grande réputation par son courage, son esprit et ses talens : il avoit une

admirable facilité à écrire et à parler. Il prêchoit en missionnaire; souvent il parloit en homme d'état, et quelquefois deux heures de suite avec une force et un éclat qui entraînoient et séduisoient tout le monde.

« Jamais il n'hésitoit, dit madame de Laroche-Jacquelin ; et bien que son éloquence n'eût rien de fougueux, il paroissoit inspiré. Son extérieur et ses manières répondoient à ses paroles; le son de sa voix étoit doux et pénétrant; ses gestes avoient de la simplicité; il étoit infatigable ; son zèle étoit toujours renaissant ; il ne perdoit jamais courage. Ces avantages étoient accompagnés d'un air de modestie qui le rendoit plus séduisant encore. Il dominoit, au conseil supérieur, par la promptitude de son esprit et la facilité de ses rédactions : il étoit encore plus cher aux soldats par ses prédications et son ardeur pour la religion. »

Il avoit, dans les délibérations, tout l'ascendant d'un homme de génie. Nulle résolution n'étoit prise sans lui, et l'on se croyoit sûr du succès quand on avoit son approbation.

Buonaparte sentit toute l'importance de s'attacher un homme d'un pareil caractère ; et le curé de Saint-Laud avoit prouvé, dans quelques circonstances, qu'il n'étoit inaccessible ni à la louange, ni à l'intérêt. Trop habile pour ne pas lire dans l'avenir, il pressentoit que le pre-

mier consul ne s'arrêteroit point dans la carrière qu'il venoit de s'ouvrir; que la supériorité de ses forces, son incroyable activité, et ses talens militaires assureroient son triomphe; et que, devenu maître de la France, il chercheroit un appui nécessaire dans le clergé. Il n'ignoroit pas d'ailleurs que personne ne servoit mieux que lui ceux qui se dévouoient à sa cause; et que, s'il étoit cruel dans ses ressentimens, il étoit grand et généreux dans sa reconnoissance. Il voyoit avec peine que les chefs de la Vendée, surpris par les marches rapides des armées républicaines, ne se trouvoient point en état de soutenir la guerre; il fit valoir ces considérations avec son éloquence accoutumée, et détermina le général d'Autichamp à ouvrir des conférences à Montfaucon; elles ne furent pas de longue durée. Dans l'intervalle de quelques jours la paix fut signée, et le curé de Saint-Laud se hâta d'en porter la nouvelle au général Hédouville. C'étoit la première communication officielle entre les royalistes et les républicains.

« Vos vœux, général, sont exaucés et les » miens sont remplis. Aujourd'hui (18 janvier), » à deux heures, la paix a été acceptée avec » reconnoissance, à Montfaucon, par tous les » chefs et officiers de la rive gauche de la Loire. » La rive droite va sans doute imiter cet exem-

» ple, et l'olivier de la paix remplacera, sur
» les deux rives, les tristes cyprès que la guerre
» y eût fait croître.

» Cette paix est votre ouvrage. Maintenez-
» la, général, par la justice et la bienfaisance.
» Votre gloire et votre bonheur y sont attachés.
» Je ferai, pour remplir vos vues salutaires,
» tout ce qui dépendra de moi. La sagesse le
» commande, l'humanité le veut. Il est de mon
» caractère de seconder tout ce qui peut con-
» tribuer au bonheur des hommes. Telles sont
» mes intentions. Vous les connoissez, je ne
» sais pas varier. Mon cœur est tout entier au
» pays que j'habite, et sa félicité est le premier
» de mes vœux. »

Le général Brune ne s'étoit point encore montré. Il avoit sous ses ordres, outre le général Hédouville, les généraux Gardanne, d'Houdetot, Labarolière, Travot. Celui-ci venoit de disperser un rassemblement de six cents insurgés, qui s'étoient portés vers le Marais pour le faire soulever.

Le général Brune adressa aux habitans de la rive droite de la Loire, une proclamation ferme, mais modérée, les rassura sur les dispositions du nouveau gouvernement, et leur promit des lois justes, humaines et protectrices. Il espéroit beaucoup de cette mesure.

Son attente ne fut point trompée. Peu de

jours après, MM. de Châtillon, d'Audigné et de Kainlis acceptèrent les propositions de paix, et rendirent la tranquillité à la plus grande partie des départemens de Mayenne et Loire, et de la Loire inférieure, sur la droite du fleuve. Presque au même temps, quatre chefs de chouans, MM. de Baschot, de Grimouard, Duchaffault et Noce, vinrent le trouver à Nantes, et lui annoncer le licenciement de toutes les troupes qu'ils commandoient. Le comte de Bourmont ne tarda point à suivre l'exemple de ses compagnons d'armes. Il envoya son adhésion au général Hédouville et licencia sa division. Ainsi s'accomplissoient, comme par enchantement, tous les vœux du premier consul; et, dans l'espace de moins d'un mois, on vit rentrer sous l'empire des lois ce même peuple qui, depuis près de huit ans, se condamnoit à toutes les dévastations de la guerre pour défendre sa religion et repousser la tyrannie : noble et glorieux triomphe de la justice et de la modération.

Le comte de Frotté et le général Georges restoient seuls à soumettre; ces deux officiers s'étoient opiniâtrément refusés à toute ouverture de paix. Georges étoit à la tête d'un corps considérable, et ne désespéroit pas de soutenir la cause royale avec avantage. Livré à lui seul, il soutint tout le poids de la guerre; mais, battu

deux fois, il sentit la nécessité de composer avec la fortune. Il attendit le moment où le général Brune faisoit une reconnoissance, se présenta à lui, avec deux seuls officiers, tint sa conférence en plein air, ne se retira qu'après avoir fait la paix, et se disposa à partir pour Paris. M. de Frotté, en demeurant sous les armes, eut le bonheur de sauver sa mère. Une commission militaire de Saint-Brieux l'avoit condamnée à mort. Il fut assez heureux pour entrer dans cette ville la veille de l'exécution.

Buonaparte le haïssoit particulièrement et vouloit se venger d'une offense personnelle. Après la révolution du 18 brumaire, le comte de Frotté avoit publié une proclamation où il présentoit le héros du Nil, comme un lâche qui avoit tremblé au milieu du conseil des Cinq Cents et n'en étoit sorti que pâle et défaillant. Buonaparte avoit le plus grand intérêt à détruire l'effet de ce reproche; prompt à avilir les autres, il savoit tout ce qu'il avoit à perdre si jamais il étoit avili lui-même. La soumission des autres chefs de la Vendée le laissoit maître de satisfaire sa vengeance; il disposa tout pour l'assurer. Il envoya le général Chamberlhac, officier dévoué, dans le département de l'Orne, mit à sa disposition les colonnes des généraux Merle et Champeaux, et lui enjoi-

gnit de pousser vivement la guerre dans la Sarthe et la Mayenne, où le comte de Frotté s'étoit retiré. Guidal se rendit à Vannes; et le général Lefebvre eut ordre de faire partir pour Verneuil un régiment de dragons, deux bataillons d'infanterie et trois pièces de canon; ce corps devoit rester en observation, correspondre par des courriers extraordinaires avec le général Lefebvre, et se tenir prêt à se porter partout où l'appelleroient les instructions du premier consul.

Il ne s'agissoit plus que d'envelopper le comte de Frotté et de s'emparer de sa personne; tout s'accomplit au gré du premier consul. Poursuivi dans ses dernières retraites, abandonné de tout le monde, le comte de Frotté écrivit au général Guidal pour lui proposer d'accéder à la pacification générale des chouans. Guidal ayant fait une réponse insignifiante, M. de Frotté envoya auprès du général Chamberlhac, MM. de Verdun, de Caumarque et d'Ugon, tous trois chefs de division, munis de pouvoirs pour traiter de la paix. Ils furent accueillis avec distinction, mais on leur témoigna que les négociations marcheroient avec plus de promptitude et de sûreté, si le général en chef venoit traiter en personne. Ces jeunes officiers, sans défiance, dépêchèrent aussitôt le baron d'Ugon vers le comte de Frotté pour l'inviter à

se rendre à Alençon ; ils avoient une escorte républicaine chargée de les protéger. Le comte de Frotté sortit de sa retraite, et se livra loyalement à la garde qui lui étoit offerte ; funeste et déplorable sécurité ! A peine arrivé à Alençon, 1500 hommes l'enveloppent avec ses compagnons d'armes, le conduisent à Verneuil, et le livrent à une commission militaire ; le lendemain aucun d'eux n'existoit, et le commandant de la dix-septième division militaire s'empressoit d'écrire au premier consul :

« Je vous annonce avec une vive satisfaction » que le général Chamberlhac est enfin parvenu à se rendre maître des chefs des rebelles » au nombre de sept : Pierre-Marie-Louis de » Frotté, Caumarque, Ugon, Verdun, Ca» simieux, Pascal Séguiral et Saint-Florent ; » ils ont été conduits sous forte escorte à Ver» neuil ; j'ai convoqué sur-le-champ une com» mission militaire, pour, d'après la loi, pro» céder à leur jugement, dans les vingt-quatre » heures ; les paysans et le peuple sont dans » la joie d'être délivrés de ces brigands, dont la » capture consolide leur tranquillité. »

Pour justifier cette horrible exécution on produisit une lettre trouvée sur le jeune d'Ugon, où le comte de Frotté recommandoit surtout de ne pas souscrire au désarmement,

prêt à se sacrifier, plutôt que de consentir à cette condition.

Cette lettre étoit du 12 février ; elle avoit été écrite dans les momens de trouble, lorsque le général hésitoit encore à faire sa soumission ; elle portoit :

« Je n'ai point encore de nouvelles d'Angers ; j'attends toutes les minutes Saint-Florent ; je ne vois que trop que j'ai prédit juste. » Nos perfides et insolens ennemis nous traiteront peut-être plus durement que les autres, » parce que nous sommes venus les derniers. » N'importe ; il faut bien souscrire à tout, » mais jamais au désarmement ; du moins, ce » ne sera jamais par mon ordre. Pour tâcher » de prévenir ce malheur, en cas qu'on l'exige, faites provisoirement prendre les fusils » de toutes les recrues et autres soldats peu sûrs, » et mettez-les en magasin.

» Faites-en dire autant à Lebrun de ma part ; » notre situation est bien critique ; mais il faut » espérer qu'elle ne durera pas. Notre tour » viendra. O mon cher d'Ugon, que j'ai de » chagrin ! jamais mon cœur n'éprouva plus » d'amertume. Que ne puis-je réunir sur ma » tête toute la haine de nos ennemis ! je prendrai du moins sur moi le plus que je pourrai » Par Dieu, engagez tous nos camarades à

» patienter ; je conçois qu'ils sont inquiets, » mais moi suis-je plus tranquille ?

L. De Frotté.

En supposant que cet écrit annonçât des intentions ennemies, qu'il fût même suffisant pour justifier la condamnation du comte de Frotté, de quel motif pourroit-on colorer l'assassinat de ses infortunés camarades ? Ils n'avoient point été arrêtés les armes à la mains ; ils venoient proposer et demander la paix ; ils étoient sous la sauvegarde d'une escorte française ; les autres chefs de la Vendée ne s'étoient pas présentés autrement ; on les punit donc du crime d'être les amis d'un homme poursuivi par la haine du premier consul. Le sang innocent de ces six hommes ne parut pas même suffisant pour apaiser ses vengeances ; on fusilla un malheureux domestique, par cela seul qu'il étoit le domestique du comte de Frotté. Un conseiller d'état fut chargé de présenter au corps législatif, comme des trophées, les croix qu'il portoit, et des cachets aux armes de France ; et cette communication fut accueillie par des témoignages de joie plus dignes de 1795 que de 1800.

Peu de chefs de la nouvelle Vendée furent autant regrettés que celui-ci. Il joignoit à beaucoup de valeur, beaucoup d'esprit et d'amabilité personnelle. Il s'étoit dévoué à la cause du trône avec un zèle héroïque. Il vit la mort sans

pâlir, et la reçut, ainsi que tous ses compagnons d'infortune, avec un courage digne de la cause qu'ils défendoient; nul d'entre eux ne voulut qu'on lui bandât les yeux. M. de Casimieux, son aide de camp, n'ayant été que blessé, resta debout sur ce théâtre sanglant, et commanda aux soldats républicains de l'achever.

La police de Paris prit les plus grandes précautions pour cacher les circonstances de cette cruelle exécution. Mais, en dépit de ses agens, la vérité traversa les provinces, et déposa ses secrets dans le sein des hommes qui savent se taire et se souvenir.

Frappé de terreur, le reste de la Vendée se soumit. Un cousin de M. de Frotté vint se rendre à discrétion. MM. Boudin, Descures, Ruaix, mirent bas les armes. M. de la Prévalais capitula avec le général Labarolière. La guerre cessa de répandre ses fléaux sur ces malheureuses contrées; et ce grand ouvrage fut, comme on l'a déjà dit, l'ouvrage de quelques semaines.

Mais la pacification ne fut point sans danger pour les chefs de l'armée royaliste. Les soldats désolés se regardoient comme trahis. Ils accusoient leurs généraux de s'être laissé corrompre par l'argent de la république; et le général Hédouville fut obligé de les justifier par une déclaration publique. La maison de M. de Go-

gné fut pillée par les troupes qu'il commandoit, et M. de Châtillon n'échappa qu'avec peine à la fureur des siennes.

La guerre avoit été courte, mais cruelle et impitoyable; tout ce qui tomboit entre les mains des républicains étoit impitoyablement fusillé. Une lettre du général Chamberlhac (1) prouve qu'on fusilloit jusqu'aux aumôniers. On ne peut lire la correspondance du général Lefebvre, sans gémir sur les excès et les fureurs de l'esprit de parti.

Le premier consul s'empressa d'en faire disparoître les traces, en appliquant aux départemens soumis le bénéfice de l'amnistie, en annulant toutes les poursuites commencées, tous les mandats d'arrêt décernés précédemment, en promettant aux habitans d'alléger le fardeau des contributions. MM. d'Autichamp, de Châtillon, Georges, de Bourmont, Bernier, s'étant rendus à Paris, ils les accueillit avec une distinction particulière, et s'empressa de les admettre à sa table. On assure qu'il eut une longue conférence avec le général Georges, et qu'il essaya inutilement de le gagner à sa cause. MM. de Bourmont et Bernier cédèrent à ses instances.

D'un autre côté, le premier consul n'oublia

(1) Moniteur du 13 pluviôse an 8.

point ce qu'il devoit à son armée. Il éleva à des grades supérieurs les officiers qui s'étoient distingués par leur valeur ; il distribua à ses soldats des sabres d'honneur ; et, pour donner un nouveau prix à ces récompenses par la publicité, il les fit consigner dans tous les papiers publics.

Ainsi fut éteint ce grand incendie qui avoit dévoré des provinces florissantes ; où la guerre civile avoit développé ses plus cruelles fureurs ; où les deux partis s'étoient livrés à tout ce que la haine, la vengeance et le fanatisme des opinions peuvent inspirer de plus féroce ; où le sexe, la vertu, ne servoient plus de sauvegarde. L'humanité gémissoit sans doute de voir des républicains tremper leurs mains dans le sang des ministres de la religion ; mais les temps ne donnoient pas des exemples moins déplorables, et la Bretagne vit avec horreur l'évêque constitutionnel de Quimper égorgé par les Chouans.

CHAPITRE X.

Clôture de la liste des émigrés. Radiation d'un grand nombre de membres de l'assemblée constituante. Installation du premier consul aux Tuileries. Mariage du général Murat. Mesures de finances, recherches contre quelques fournisseurs des armées.

PERSONNE ne savoit mieux que Buonaparte braver les partis, les combattre et se réconcilier avec eux. Si l'énergie de ses mesures, l'activité de ses généraux, lui avoient conquis, en quelques semaines, les provinces de l'ouest, la mort du jeune Toustaint, l'exécution du comte de Frotté et de ses compagnons d'armes, la suppression d'une partie des journaux, le style menaçant et révolutionnaire de ses dernières proclamations, avoient glacé d'effroi les royalistes, et fait évanouir dans toute la France ces espérances si précieuses, si douces, d'un gouvernement humain et juste. Paris n'offroit plus le même aspect; une sombre inquiétude remplaçoit ces élans de confiance et de joie si familiers à une nation vive et sensible. Déjà on se livroit à de sombres réflexions sur l'ave-

nir ; on se demandoit si c'étoit un libérateur ou un tyran qu'on s'étoit donné. Buonaparte sentit la nécessité de dissiper ces nuages. Depuis long-temps l'humanité, la justice et la raison s'indignoient de voir toujours ouvertes ces tables de proscription, où la haine, la vengeance et la cupidité s'empressoient d'inscrire chaque jour leurs victimes. L'armée des princes français n'existoit plus en Allemagne ; leurs espérances et leurs forces venoient d'être anéanties en France. L'émigration n'offroit plus d'appui à la crainte, de ressources à l'ambition ; elle ne pouvoit que favoriser la cupidité et la tyrannie d'un gouvernement fiscal. Les rigueurs dont la loi s'étoit armée étoient devenues des calamités publiques ; elles atteignoient toutes les classes de citoyens. Des femmes, des vieillards, des infirmes, hors d'état de quitter leur domicile, se trouvoient menacés de la mort, parce qu'ils avoient négligé d'envoyer à des municipalités inquiètes, ignorantes ou jalouses, des certificats de résidence ; leurs biens étoient séquestrés et vendus. Une foule de citoyens paisibles étoient réduits, depuis le 18 fructidor, à vivre, comme on l'a déjà vu, dans des retraites souterraines, pour dérober leur tête au fer du bourreau. La propriété n'étoit plus qu'un vain mot ; on portoit sur la liste fatale jusqu'à des hommes privés de leur liberté ; les morts

même y étoient compris, et leurs successions passoient entre les mains du fisc. Le crédit public, le commerce, l'agriculture, en étoient ébranlés. En vain des hommes d'un esprit sage, bienveillant, éclairé, avoient adressé au directoire de justes et salutaires remontrances; il s'étoit montré sourd à toutes les réclamations. Le premier consul s'empressa de se créer un nouveau titre à la reconnoissance publique, en fermant cette liste fatale; il rendit à leurs familles, à leurs amis, à leurs emplois, à leurs propriétés, ceux qu'on en avoit injustement séparés. Il adoucit la sévérité des formes, et fit briller, de nouveau, ces principes de justice que ses derniers ressentimens sembloient lui avoir fait oublier. La loi renouveloit à la vérité les anciens anathèmes portés contre les émigrés; mais il étoit facile de pressentir les intentions du premier consul, et l'espérance de l'avenir faisoit supporter les torts du présent.

Ces espérances se fortifioient tous les jours; elles prirent bientôt l'apparence de la réalité, quand on vit proclamer publiquement une exception en faveur des membres de l'assemblée constituante. Il est vrai qu'on n'admettoit, à cette faveur, que ceux qui avoient défendus les droits du peuple; mais il étoit difficile de déterminer, avec une exacte précision, ce genre de mérite, et la radiation de M. de

Scépeaux expliquoit assez les vues ultérieures du premier magistrat de la république. Ainsi, habile et ingénieux artisan d'incertitudes, il laissoit errer l'espérance entre tous les partis, et, par une adroite distribution de craintes et de faveurs, il les tenoit également enchaînés à sa cause.

Avant lui, les chefs de l'état avoient adopté pour maxime de gouvernement : *Divide ut imperes.* Ils ne s'occupoient que d'animer les partis; que d'établir, sur leur oppression alternative, la durée du pouvoir et la sécurité des gouvernans. Politique imprudente; ressource puérile des esprits étroits, qui décèle la crainte et la foiblesse, isole l'autorité, et ne lui laisse que l'intrigue pour appui. Buonaparte, fort de ses propres moyens, du dévouement de l'armée, des vœux d'une grande partie de la nation, adopta un système plus digne d'un homme prévoyant et éclairé; il s'appliqua à réunir tous les intérêts, à les faire contribuer à son élévation; il se montra chef de la France, et non chef de faction ou de cabales. Il n'eut pas la pensée fausse de créer un parti consulaire entre deux partis; il voulut qu'il n'y en eût qu'un, et il réussit.

Judicieux appréciateur du caractère français, il démêla, dans les mœurs nationales, ce qui pouvoit servir à son élévation; et il en fit un heureux usage.

Jusqu'alors le palais du Luxembourg avoit été le séjour modeste des chefs de la république. Personne n'avoit encore osé envahir le domicile des rois. Buonaparte fut plus hardi. Persuadé qu'il faut imposer au peuple par l'appareil de la puissance et de la grandeur, il fit préparer, au château des Tuileries, des appartemens dignes du chef d'une grande nation; il prit soin, surtout, d'orner la salle des gardes; il établit des postes militaires pour le service et la sûreté du gouvernement. On avoit précédemment agrandi la place du Carrousel, détruit les petits bâtimens qui masquoient la façade du château, et remplacé ces constructions pauvres et dégradées, par une vaste grille que terminoient deux corps-de-garde, sur le frontispice de l'un desquels on lisoit : *Le 10 août 1792, la royauté a été abolie; elle ne se relèvera jamais.* Promesse dont le premier consul connoissoit toute la valeur.

Au jour indiqué, il partit du Luxembourg avec une pompe royale. De nombreux détachemens d'infanterie et de cavalerie, en grande tenue, ouvroient la marche; les ministres, les conseillers d'état venoient ensuite, tous en grand costume, tous en voitures riches et élégantes. Leur cortége étoit séparé de celui des consuls par un corps de guides magnifiquement vêtus, et par les régimens de la garde consu-

laire qui devoient être portés à trois mille six cents hommes. On y remarquoit un détachement de mamelucks, la plupart venus d'Égypte, quelques-uns recrutés en France. Les trois chefs de la république étoient dans un magnifique carrosse attelé de six chevaux, que l'empereur d'Allemagne avoit donnés au premier consul après le traité de Campo-Formio. Lui-même il portoit une épée d'un travail précieux, qu'il avoit reçue du même souverain.

La nouveauté du spectacle avoit attiré une foule immense. Depuis long-temps on n'avoit rien vu qui rappelât l'appareil et la pompe de la monarchie. Les représentans de la nation habitoient de modestes appartemens dans des hôtels garnis, et se rendoient à pied dans la salle de leurs délibérations. Deux chevaux traînoient humblement le char des directeurs; un seul garde à cheval avertissoit le peuple du passage de son premier magistrat, et rarement il y faisoit attention. La magnificence de Buonaparte n'offensa personne, et la nation s'applaudit même d'être représentée d'une manière plus digne d'elle.

Arrivé au château, le premier consul descendit de voiture, et passa en revue les corps nombreux qui l'avoient accompagné. Ses deux collègues, étrangers au métier des armes, montèrent dans le grand vestibule du château, et

prirent part au spectacle militaire qui se déployoit sous leurs yeux. Madame Buonaparte et les dames de sa suite occupoient les balcons du pavillon de Flore.

On dit qu'après la revue, au moment où Buonaparte étoit près d'entrer au château, un de ses aides de camp lui fit remarquer l'empreinte des boulets tirés le 10 août par les Marseillais et la populace des faubourgs de Paris, et qu'il répondit : « Si j'avois été à la place de Louis XVI, on ne m'en auroit pas fait sortir. » Il ne prévoyoit pas alors avec quelle facilité il quitteroit lui-même, quatorze ans après, le château de Fontainebleau, au milieu de quatre-vingt mille hommes armés pour sa cause.

Les ministres, les conseillers d'état, les fonctionnaires publics attendoient au palais la présence du nouveau souverain. Buonaparte traversa leurs rangs avec une distraction affectée, mais satisfait en secret des hommages qu'il recevoit sur son passage. Le lendemain, on présenta les ambassadeurs et les étrangers de distinction qui se trouvoient à Paris ; l'étiquette même reprit une partie de son empire. L'épée devint un ornement nécessaire ; les habits de soie et le plumet reparurent comme aux temps de la monarchie.

La dénomination de *citoyenne* fut abrogée ; l'épouse du premier consul prit le titre de *ma-*

dame, et le donna aux femmes de sa société. Enfin, pour consacrer cette époque par un acte de grandeur et de générosité, il rappela de l'exil MM. de Vaublanc, Pastoret, Muraire, Boissy-d'Anglas, Suard, Dumas, Dumolard et plusieurs autres, que les décrets du 18 fructidor avoient bannis de leur patrie. Le rappel de M. Dumolard étoit particulièrement remarquable. C'étoit de tous les députés celui qui avoit tonné davantage contre l'invasion de la république de Venise, et les dévastations commises à Vérone ; mais le consul vouloit paroître avoir tout oublié.

Paris ne voyoit donc en ce moment que des fêtes ; les mascarades du carnaval, les bals de l'opéra reparurent comme avant la révolution, et le premier consul ayant marié une de ses sœurs, cette circonstance devint encore une occasion de plaisirs.

Avant son départ pour l'expédition d'Égypte, Buonaparte avoit pourvu à l'éducation de sa famille ; il avoit placé au collége de Juilly, Jérôme le plus jeune de ses frères ; Paulette et Caroline avoient été confiées aux soins de madame Campan, ancienne femme de chambre de la reine, qui tenait à Saint-Germain en Laye un pensionnat trop célèbre pour n'être pas en butte aux traits de la jalousie et de la malignité : l'éducation y était peut-être

plus brillante que solide, et l'on cherchoit moins à former des mères de famille que des femmes aimables ; mais les élèves appartenoient presque toutes à des familles riches, l'étude des soins domestiques leur étoit moins nécessaire qu'à d'autres.

La sœur du premier consul avoit acquis dans cette maison des talens et des grâces que sa première éducation n'avoit pu lui donner ; elle en sortoit riche d'esprit, d'attraits et de jeunesse. Buonaparte avoit d'abord songé à lui donner pour époux le général Moreau ; mais ce guerrier avoit témoigné peu d'empressement pour cette alliance. Fréron l'avoit sollicité sans succès ; il présentoit, pour titres, des services rendus autrefois au premier consul ; mais son rang et son nom ne paroissoient déjà plus dignes de la famille consulaire. Buonaparte se décida pour le général Murat ; c'étoit un des plus beaux, des plus jeunes et des plus braves officiers de l'armée française ; il avoit effacé par l'éclat de ses actions l'obscurité de sa naissance, et quelques erreurs de sa jeunesse. Des mémoires calomnieux l'ont représenté comme un homme né dans l'abjection, perdu d'honneur, dénué de toute espèce d'éducation. Les libelles doivent se nourrir de mensonges, l'histoire ne connoît que la vérité ;

voici des renseignemens recueillis sans passion, sans déguisement et sans intérêt :

Joachim Murat naquit en 1767, à la Bastide, village à quatre lieues de Cahors ; ses parens étoient obscurs mais honnêtes ; ils vivoient avec une certaine aisance du revenu d'une auberge, que les voyageurs fréquentoient volontiers. La nature l'avoit doué de quelques qualités heureuses ; il était d'une figure agréable et d'un esprit vif. Sa mère, qui l'aimoit tendrement, l'envoya à neuf ans au collége de Cahors, pour y faire ses études ; elle le destinoit à l'état ecclésiastique. Quoique le jeune Murat ne manquât point de dispositions, son extrême légèreté nuisoit à ses succès. M. de Tréneuil, connu depuis, dans les lettres, par ses belles élégies sur les infortunes de la maison royale, lui donnoit des leçons particulières, mais il en profitoit peu. Son professeur de rhétorique, M. Chaboissier, homme instruit, pieux et zélé, entreprit inutilement de lui inspirer quelque émulation ; l'amour de la dissipation et des plaisirs triomphoit de toutes ses exhortations ; on assure que, dans un moment de mauvaise humeur, il dit à son élève : *Va, tu ne seras jamais bon qu'à faire un soldat.* Ses études de philosophie se passèrent comme celles de rhétorique ; mais ce qui manquoit à Murat du côté de l'application, étoit compensé

libéralement par les avantages extérieurs ; on l'appeloit l'abbé à la belle jambe. Il était facile de pressentir que sa vocation ne l'appeloit point à l'état ecclésiastique ; cependant ses parens se flattoient de le voir entrer incessamment au séminaire, lorsque tout à coup il laissa la soutane et le collége pour aller prendre du service dans un regiment. Mais, habitué à l'indépendance, il ne fut pas long-temps sans se repentir de sa résolution ; sa famille le racheta. Il revint dans la maison paternelle, s'ennuya des travaux domestiques, et reprit du service ; un second congé le rendit à la vie privée, un troisième engagement le remit dans la carrière des armes. Ses parens désolés consultèrent le principal du collége. » Puisqu'il » le veut, dit cet homme d'esprit et de mé» rite, laissez-le faire : qui sait s'il ne devien» dra pas maréchal de France? » La révolution venoit d'élever les plébéiens et de leur ouvrir un nouvelle carrière. Joachim obtint le grade d'officier au régiment des Ardennes, et se fit remarquer par l'exaltation de ses principes démocratiques. Obligé d'en sortir, il vint à Paris ; il y épuisa bientôt toutes ses ressources, et se vit réduit à la triste nécessité d'entrer chez le restaurateur Beauvilliers, en qualité de garçon de salle. Des conteurs d'anecdotes, des compilateurs d'historiottes, ramassés dans les plus mau-

vaises sources, ont prétendu qu'à l'âge de quatorze ans, le jeune Murat fut mené à Paris par un gentilhomme dont il ignore le nom ; que ce gentilhomme le garda quelque temps et le renvoya ensuite; que Murat, se trouvant sans ressource, entra comme marmiton dans les cuisines du prince de Condé, à Chantilly, et qu'il en fut chassé pour une action déshonorante. Ils appuient leur récit d'une anecdote arrivée chez M. Récamier, banquier à Paris, et ils la racontent ainsi : Joachim, devenu prince, y dînoit : il trouva tous les plats tellement à son goût, qu'il félicita son hôte d'avoir à son service un chef aussi distingué, et lui demanda s'il pourroit lui en procurer un d'un semblable mérite, le sien étant sur le point de le quitter. — La chose est d'autant plus facile, répondit M. Récamier, que ce n'est pas mon cuisinier qui a traité votre altesse, mais un vieux *cordon-bleu* qui se trouve sans place. — Faites-moi le plaisir de me l'envoyer.

Le lendemain M. Récamier parle au *cordon-bleu*, le félicite de l'emploi honorable qu'il va remplir chez un prince de la dynastie impériale.

— Il ne voudra pas de moi, dit le cuisinier, en secouant la tête ; il ne voudra pas de moi. — M. Récamier le presse ; il se détermine à se rendre au palais de S. A. ; on le présente ;

le prince pâlit, et lui dit qu'il a changé d'avis, qu'il n'a pas besoin de ses services; c'étoit le cuisinier en chef sous lequel Murat avoit servi.

L'anecdote peut être vraie, mais elle n'altère en rien la vérité des faits que nous avons rapportés. Murat resta peu de temps chez Beauvilliers. La protection de quelques députés de son pays le fit entrer dans la garde constitutionnelle de Louis XVI. Personne n'ignore que cette garde montra beaucoup de dévouement et de fidélité à la personne du roi. Murat fut du petit nombre de ceux qui conservèrent, au milieu de leurs camarades, des principes de démagogie.

A l'époque de la dissolution de cette garde, il se trouva dans une situation assez difficile; repoussé des royalistes qui lui reprochoient d'être jacobin, et des jacobins qui lui reprochoient d'avoir servi le roi, il chercha un appui auprès de Marat. Il sollicita et obtint la permission de le voir, le pria de le recevoir comme un fils, et de souffrir qu'il portât son nom, honneur qui n'exigeoit que le changement d'une seule lettre. Marat s'y refusa, en disant que les noms ne faisaient rien à la chose : mais Joachim ne renonça point à la faveur qu'il sollicitoit. Après la mort de l'*ami du peuple*, il adressa, pour l'obtenir, une demande formelle à la convention, qui passa à

l'ordre du jour. Cependant, à force de démarches, il obtint un brevet de sous-lieutenant au douzième régiment de chasseurs, s'y fit remarquer par son courage et son zèle pour la révolution, et parvint en peu de temps à un grade avancé.

Après la chute de Roberspierre, l'exagération de ses opinions le fit comprendre dans la réforme; il resta sans emploi jusqu'au 13 vendémiaire. Le directoire ayant rassemblé, pour sa défense, les officiers destitués par le député Aubry, Murat se rendit à Paris, et servit pour la première fois sous les ordres de Buonaparte; dès ce moment sa fortune et celle de son chef furent faites. Buonaparte le retrouva à l'armée d'Italie, remarqua son activité et son courage, et l'éleva au grade de général de brigade; il s'étoit distingué dans toutes les occasions périlleuses, et surtout aux affaires d'Arcole et de Mondovi; peu de guerriers lui étoient comparables pour l'audace, l'adresse et la grâce; nul n'avoit une taille et des traits plus héroïques.

Il suivit Buonaparte en Égypte, y commanda la cavalerie avec honneur, battit avec un petit nombre de guerriers une troupe considérable d'Arabes, et, tout couvert de blessures, fut nommé sur le champ de bataille général de division. Il aimoit à raconter lui-même cette vic-

toire; son imagination exaltée avoit accru son courage et ses forces; il disoit qu'en ce moment il lui avoit semblé voir le Christ transfiguré avec Moïse et Élie, et que cette brillante illusion lui eût fait enfanter des prodiges.

Revenu d'Égypte avec Buonaparte il s'attacha de plus en plus à la fortune de son général, reçut le commandement de la garde consulaire, et parut plus que tout autre digne de s'allier à la famille du premier consul.

Deux autres sœurs de Buonaparte, étoient déjà mariées; la première avoit donné sa main à un gentilhomme corse, nommé Bacciochi; il n'avoit dans l'armée qu'un grade peu élevé; Buonaparte, à son retour, lui obtint celui d'adjudant-général. Madame Bacciochi était à Marseille lorsqu'elle apprit que son mari venoit de recevoir cet honneur; elle voulut donner une fête; mais on n'avoit pas, à Marseille, pour la famille de Buonaparte, le même enthousiasme qu'à Paris. A peine la réunion étoit-elle formée, qu'un commissaire de police, nommé Montel, vint lui enjoindre de se séparer; on résista, le commissaire eut recours à la force; une mêlée fort vive s'engagea dans l'appartement même de madame Bacciochi; plusieurs personnes furent blessées; plusieurs dames eurent leurs robes déchirées; enfin, le commissaire général se présenta et rétablit la tranquillité dans la

maison. Les journaux rendirent compte de ces événemens, et Buonaparte en tira satisfaction, en faisant destituer le commissaire Montel.

L'autre sœur, célèbre par les grâces et l'élégance de sa personne, et (si l'on en croit la médisance) par son penchant pour la galanterie, avoit uni son sort au général Leclerc, officier d'une naissance obscure, mais d'une bravoure éclatante. Ainsi l'heureuse étoile de Buonaparte étendoit son influence sur toute sa famille, et l'avenir s'offroit à lui paré de ses plus flatteuses espérances.

Au milieu de ces fêtes, des actes d'une sévérité salutaire annonçoient que le premier consul vouloit porter, dans toutes les branches de l'administration, l'ordre, la surveillance et la discipline qui régnoient dans ses camps.

On accusoit les fournisseurs de l'état de s'être livrés à des spéculations coupables, de s'être enrichis par des gains illicites et frauduleux. Il ordonna des recherches contre eux. Un particulier, célèbre par sa fortune, fut prévenu d'avoir commis d'énormes malversations dans les fournitures de la marine; on prétendit que sur 51,667 francs qu'on lui payoit par jour, il en gagnoit 12,700; le premier consul ordonna son arrestation, mais il trouva moyen de se soustraire à cette mesure, et sortit quelque temps après de cette périlleuse épreuve. L'ef-

froi se répandit alors parmi cette classe d'hommes si nécessaires et si dangereux. Plusieurs avoient en effet de justes motifs de craintes. Il s'étoit depuis long-temps introduit, dans les diverses branches de l'administration, un système de dilapidation propre à ruiner l'état; tout étoit devenu vénal dans les bureaux du ministère; la corruption avoit atteint les chefs, les employés, les subalternes. On forgeoit des pièces que l'on faisoit reconnoître comme valables, moyennant quelques sacrifices pécuniaires. Le vol avoit des complices jusque parmi les élus de la république. Le crime de faux faisoit comme partie des mœurs publiques. Depuis que les chefs de l'état s'étoient fait eux-mêmes un jeu des sermens; des spoliations, du mépris des lois, tous les liens de la société s'étoient brisés, et l'on ne se croyoit tenu à aucun devoir envers un gouvernement qui les violoit tous.

Buonaparte entreprit de remédier encore à ces maux, et d'exercer une justice exemplaire contre les coupables. Le ministre de la guerre instruit qu'il circuloit des bruits défavorables au sujet de ses employés, qu'on les accusoit de recevoir de l'argent pour passer des marchés, d'en recevoir pour accorder des audiences, provoqua dans une lettre circulaire de courageuses révélations, déclara qu'il étoit prêt à

punir les coupables, et qu'il souhaitoit vivement d'être éclairé : un employé de ses bureaux, convaincu d'avoir voulu trafiquer de sa place, fut expulsé.

Les administrateurs du département de l'Oise s'étant rendus odieux par des actes vexatoires, le consul les destitua, et rendit publics leurs noms, et les motifs de leur disgrâce. On porta la réforme dans tous les bureaux ; on réduisit à trois les cinq divisions du ministère de l'intérieur, et pour ne pas laisser sans ressources les employés supprimés, on leur paya cinq mois de traitement arriéré.

Ces actes d'économie et de sévérité recevoient l'approbation du public, et ajoutoient encore à la confiance qu'inspiroient le courage, la vigilance, et les talens du premier consul.

CHAPITRE XI.

Réorganisation de l'ordre judiciaire. Institution des préfectures. Négociations avec les États-Unis d'Amérique. Éloge funèbre de Wasington. Présentation des drapeaux conquis à Aboukir.

La reconnaissance publique lui décernoit tous les jours de nouveaux éloges. Son nom étoit dans toutes les bouches; l'enthousiasme étouffoit la réflexion : on oublioit sa vie précédente; on détournoit les yeux des routes sanglantes qui l'avoient conduit à la puissance suprême. Le peuple, aussi disposé que les rois à écouter ceux qui le flattent, voyoit en lui son défenseur, et ne cherchoit pas si le bien qu'il lui faisoit provenoit d'une âme noble et généreuse, ou d'un cœur faux et intéressé. Une nouvelle réforme dans les tribunaux lui parut un nouveau bienfait (1).

(1) L'histoire, dont le témoignage s'élève au-dessus des passions des hommes, ne fermera jamais ses pages aux actions grandes et utiles dont Buonaparte a quelquefois honoré sa carrière. La vie de l'homme se compose de bien et de mal : c'est à l'historien à distribuer avec une égale impartialité, le blâme à l'un, la louange à l'autre. C'est

Depuis que l'assemblée constituante avoit renversé l'antique édifice de la législation française, et frappé de ses décrets révolutionnaires les antiques organes des lois, l'administration de la justice étoit tombée dans une sorte d'anarchie. En précipitant de leurs chaires curules ces superbes parlemens, qui achetoient le droit de juger leurs concitoyens et qu'énorgueillissoient leur puissance et leurs rivalités avec le trône, elle avoit cru rendre hommage à la philosophie, et servir la cause publique ; sa philanthropie lui persuadoit que le peuple ne confére roit les emplois qu'au mérite, et qu'il auroit plus de confiance et de respect pour les magistrats qu'il se seroit choisis. L'expérience lui apprit bientôt que si la raison réclame contre la vénalité des charges et le despotisme des tribunaux, elle réclame plus fortement encore contre les choix de la multitude ; et que la plaie la plus funeste dont on puisse frapper un état, c'est de lui donner des magistrats pauvres, dépendans et salariés. Si la plus sûre et la plus précieuse sauvegarde des empires est le cœur d'un magistrat intègre, qui pourroit se flatter de trouver cette garantie, quand ce n'est plus

---

aussi dans cet esprit que l'on a écrit ces mémoires. Le bien et le mal seront racontés avec la même indépendance et la même franchise.

ni à l'honneur, ni au mérite, ni a la dignité du rang, mais aux caprices de la multitude et aux violences des factions que la balance et le glaive de la justice sont confiés.

Dépouillée de son antique grandeur, on vit, dès 1791, la magistrature tomber dans l'avilissement. On vit les factions dominer au sein du barreau, comme au sein des assemblées populaires; et chaque révolution renverser ceux qu'une révolution précédente avoit élevés. Les passions fermentoient là où toutes les passions devorient s'éteindre. L'esprit de parti tenoit lieu de lumières, de raison, d'intégrité; et, lorsqu'il s'agissoit de condamner ou d'absoudre, c'étoit moins les actions que les opinions qu'on jugeoit. Ainsi l'innocence ne trouvoit plus d'appui, la vertu plus de refuge. Le jury lui-même (cette sauvegarde des peuples) n'avoit pas été à l'abri des atteintes de la révolution; et, par un déplorable renversement de tous les droits, lorsqu'il s'agissoit d'un délit contre le gouvernement, c'étoient les agens du gouvernement qui nommoient les jurés. On avoit vu, dans le cours de nos orages civils, des hommes sortis des derniers rangs de la société, ceindre impudemment le bandeau de Thémis (1). L'ordre

(1) A Sens, le représentant Maure, marchand épicier d'Auxerre, avoit élevé un cordonnier aux honneurs de

des avocats (la gloire et l'ornement du barreau français) s'étoit englouti dans le gouffre de la révolution; et, sous le titre de *défenseurs officieux*, une nuée d'hommes sans aveu, sans instruction, sans nom et souvent sans pain, s'étoit précipitée dans le temple des lois. Que dis-je? par un excès de scandale, la justice fut invoquée par des hommes qui avoient avec peine échappé à sa sévérité.

On n'entendoit plus que de loin en loin, et dans des causes solennelles, la voix de ces anciens orateurs qui s'étoient illustrés par leur éloquence et leur intégrité. Humiliés de se voir confondus avec une multitude avilie, ils s'éloignoient avec tristesse du théâtre de leur gloire passée.

Ces désordres ne pouvoient échapper à l'active vigilanoe du premier consul. Il trouva, dans la nécessité de réorganiser les tribunaux, le moyen de les composer d'hommes dévoués à ses intérêts. Il fit présenter et accepter un projet de loi conforme à ces vues. Les tribunaux de district furent remplacés par des tribunaux d'arrondissement. Chaque département eut un tribunal criminel; vingt-neuf cours

---

la judicature; à Provins, il avoit conféré la même distinction à un homme de la même profession, mais dans un ordre encore inférieur.

d'appel furent réparties sur le territoire de la république, et le tribunal de cassation lui-même subit la réforme.

Il se réserva la nomination des présidens, des commissaires du gouvernement et des greffiers. Il écarta du sanctuaire des lois cette foule d'intrus qui s'y étoient introduits; rendit un costume aux juges, aux avocats, à tous les officiers du barreau, détermina leur nombre; et, servant à la fois les intérêts de la magistrature et du fisc, les assujettit à un cautionnement en argent; mais il évita soigneusement de consacrer l'indépendance et l'inamovibilité des juges: toujours prêt à mettre, comme Brennus, son épée dans la balance de Thémis, pour la faire fléchir à son gré.

On ne sauroit nier que ces heureuses réformes n'aient eu l'avantage de rappeler l'ordre, la confiance et la dignité, et de réveiller dans l'âme des orateurs cet héroïsme de sentimens, cette sorte d'audace de vertu, qui tant de fois avoit couvert de gloire le barreau français.

Deux d'entre eux en donnèrent alors un exemple mémorable. Le conseil de guerre venoit d'instruire un procès dont les circonstances et l'issue fixoient l'intérêt de toute la capitale. Le chef de brigade Jourdain, qui commandait le dépôt des remontes de Ver-

sailles, avoit été accusé de conspiration contre l'état; et la preuve qu'on en apportoit, c'étoit d'avoir fourni à la république des chevaux qui n'avoient pas la taille requise par l'ordonnance; il est vrai qu'il manquoit à plusieurs quelques lignes de hauteur. On en concluoit qu'il avoit en même temps volé l'état et trahi la république. On comptoit parmi les juges des officiers avec lesquels l'accusé avoit eu les plus violens démêlés. L'honneur et la délicatesse demandoient qu'ils se récusassent; Jourdain réclamoit cette justice, mais sa requête fut rejetée, les procédures suivies, et le malheureux condamné à mort. A la nouvelle de ce jugement, l'indignation publique éclata de toutes parts; la cause de Jourdain devint celle de toutes les âmes généreuses. Il se pourvut en révision, et déféra le soin de sa défense à deux avocats célèbres, MM. Chauveau-Lagarde et Blacque. Le premier s'étoit illustré depuis longtemps par des talens supérieurs, et par le courage avec lequel il avoit défendu la reine: honneur périlleux, mais digne d'envie. Le second n'avoit pas craint de braver la haine du directoire, en se constituant le défenseur du général Championnet. Ils acceptèrent avec empressement la tâche glorieuse qui leur étoit proposée, et publièrent un mémoire où la logique la plus pressante étoit unie à la plus haute élo-

quence. La haine et l'injustice entreprirent d'y répondre ; que firent alors les deux intrépides défenseurs ? ils couvrirent les murs de la capitale d'une déclaration énergique, dans laquelle ils répondirent, sur leur tête, de démontrer l'innocence de leur client. Le jour du jugement étoit prochain ; une foule immense l'attendoit avec un impatient intérêt. Les orateurs se présentèrent avec cet air d'assurance qui présage la victoire. L'accusé étoit calme, et sembloit compter plus encore sur le courage de ses défenseurs, que sur la justice de sa cause, et le témoignage d'une conscience qui n'avoit pu le sauver de l'erreur ou de l'injustice des hommes.

M. Chauveau-Lagarde porta la parole ; et, par la vigueur des raisonnemens, la chaleur de son âme, et cette éloquence de sentimens qui triomphe de tout, il enleva les suffrages des juges et des auditeurs. L'accusé fut acquitté à l'unanimité ; et, pour qu'il ne manquât rien au triomphe de l'orateur, le capitaine rapporteur se joignit à lui, et déclara qu'il n'y avoit pas le plus léger prétexte d'accusation contre un homme que des juges passionnés ou prévenus, venoient de condamner à mort.

Cette cause, une des plus solennelles qu'on eût plaidé depuis long-temps, et dans laquelle le droit de défense avoit joui d'une liberté sans borne, honora également et l'accusé dont l'in-

nocence fut solennellement reconnue, et les orateurs qui se constituèrent si généreusement ses défenseurs, et le gouvernement sous lequel il étoit permis de venger l'opprimé, et de faire trembler des juges passionnés.

Mais la justice n'étoit pas la seule partie qui demandât une réforme; le premier consul l'étendit sur les administrations de département. L'assemblée constituante les avoit confiées à un directoire de cinq membres et à un procureur général nommés par le peuple. La constitution de 95 y avoit substitué des administrateurs et un commissaire à la nomination du gouvernement. Buonaparte, toujours fidèle à ses vûes ultérieures, saisit l'occasion de supprimer ces institutions démocratiques, et d'en écarter ceux qui pouvoient nuire à ses desseins. Il fit valoir auprès du sénat la nécessité de concentrer le pouvoir, et de donner à l'autorité plus d'énergie; il proposa et fit adopter une nouvelle division du territoire, et de nouveaux élémens d'administration. On supprima un grand nombre de districts; on donna le nom d'arrondissement à ceux qui furent conservés, et l'on établit un préfet dans chaque chef-lieu de département, et un sous-préfet dans chaque chef-lieu d'arrondissement. Il institua en même temps des conseils de département et de district, et des conseils municipaux, pour

délibérer sur les intérêts respectifs de chacune de ces administrations. Il plaça auprès du préfet un conseil de préfecture, pour prononcer sur les affaires contentieuses. Il se réserva la nomination des préfets, des sous-préfets, des conseils de préfecture, des secrétaires généraux, des membres des conseils de département et d'arrondissement, des maires et adjoints des villes de plus de cinq mille âmes, des préfets et des commissaires généraux de police. Le choix des maires des campagnes fut réservé aux préfets; on institua divers degrés d'élection, et, pour ne pas ramener tous les ans le tumulte des assemblées populaires, on établit des séries de cinq ans, de manière qu'il n'y eût chaque année qu'un cinquième des départemens qui fût occupé des élections.

Ces innovations étoient autant d'atteintes portées aux libertés nationales; mais les excès commis au nom de la république avoient laissé de si fâcheuses impressions, que le despotisme n'avoit eu depuis long-temps d'occasion plus favorable. La nation, fatignée d'anarchie, écarta toutes les sollicitudes de l'avenir; les plus ardens apôtres de la liberté se précipitèrent vers les nouvelles institutions; et l'on ne vit plus, dans tous les partis et dans tous les rangs, que des hommes empressés de solliciter la faveur du premier consul, et les emplois qu'il distribuait.

Bonaparte répondit à leur zèle, et, les associant tous à ses intérêts, continua cette fusion d'intérêts et d'opinions qui devoit le rendre maître de la France. Presque tous ses choix tombèrent sur des hommes de mérite; et, si l'on vit parmi des noms justement considérés des noms trop célèbres dans les désordres révolutionnaires, on pardonna cette tache à la nécessité où le premier consul se trouvoit de faire quelques sacrifices à l'idole de l'anarchie, et pour en abolir plus sûrement le culte; car on aimoit à s'aveugler sur son caractère et ses intentions.

La préfecture de Paris étoit d'une haute importance. Il s'agissoit de donner un chef aux douze maires de la capitale, et de placer à la tête de l'administration un homme assez populaire pour convenir à la multitude; d'un talent assez grand pour diriger une vaste administration, et d'une âme assez forte pour ne point céder aux orages politiques. Le choix du premier consul tomba sur M. Frochot, ancien membre de l'assemblée constituante; il avoit été l'ami de Mirabeau, et ce célèbre chef de parti en avoit souvent loué les talens, les lumières et la modestie. M. Deymar, ex-constituant, eut la préfecture de Genève; M. Beugnot celle de Rouen. Les préfectures de Bruxelles, de Dijon, furent conférées à MM. de Pontécoulant et Giraudet. M. Du-

bois, ancien procureur au parlement, obtint la préfecture de police de Paris. On comptoit parmi les douze maires, MM. de Béthune-Charost et d'Ormesson. Ainsi, toutes les parties de l'état se recomposoient successivement; et la puissance monarchique reprenoit, au milieu des acclamations, le sceptre qu'on avoit voulu lui arracher. Buonaparte affectoit déjà tous les airs de la royauté. Il se fit présenter successivement les préfets; et, pour leur montrer qu'il les connoissoit tous, il leur adressa à chacun quelques paroles. Dans une de ces présentations, on ne fut pas médiocrement surpris de l'entendre attribuer à son ancien collègue Syeyes, les meilleurs et les plus solides principes de la constitution. « Une seule idée » du citoyen Syeyes, dit-il, a plus fait pour » la république que plusieurs victoires. » On savait qu'il haïssoit cet ex-directeur; cette phrase déconcerta toutes les conjectures.

Il ne restoit plus, après tant d'améliorations, qu'un seul ouvrage à terminer, celui de la paix; l'Angleterre s'y refusoit; le continent n'avoit point répondu aux ouvertures du premier consul. Les États-Unis d'Amérique furent mieux disposés. Le directoire avoit depuis longtemps commis la faute inexcusable de dédaigner et d'offenser un allié aussi loyal qu'utile. Avant la proscription du 18 fructidor, M. de

Pastoret avoit attiré l'attention du conseil des cinq cents sur les relations politiques de la république avec les États-Unis d'Amérique. Il avoit reproché au directoire d'avoir rompu de sa propre autorité les liens d'amitié qui unissoient les deux nations ; d'avoir infirmé et méconnu les traités ; d'avoir outragé une nation libre, en entretenant chez elle un agent diplomatique, uniquement occupé à y allumer la discorde et à la braver ; d'avoir permis que cet agent poussât le mépris de toutes les lois, jusqu'à faire des enrôlemens sur le territoire américain, et donner des commissions pour saisir les bâtimens des nations avec lesquelles l'Amérique étoit en paix, ou qu'elle comptoit même parmi ses alliés.

Les États-Unis, à la vérité, avoient traité avec l'Angleterre ; mais l'orateur demandoit si la république française prétendoit s'ériger en souveraine du monde, et prescrire aux peuples la nature de leurs engagemens et de leurs alliances ; si elle avoit droit de reprocher ce traité aux Américains, quand elle-même, à l'exemple des nations barbares, faisoit, sans déclaration de guerre, saisir tous les vaisseaux américains ?

Ces plaintes avoient été écoutées avec intérêt par le conseil, et l'on avoit décrété un message au directoire pour obtenir des instruc-

tions sur cette importante matière. Le directoire y avoit répondu par la journée du 18 fructidor, et l'orateur fut enveloppé dans la proscription avec tous les représentans du peuple amis de l'ordre et des lois qui partageoient son opinion. Depuis ce temps les relations entre les États-Unis et la France s'étoient de plus en plus altérées. Dominé par un aveugle orgueil, le directoire avoit porté l'oubli de tous les intérêts publics jusqu'à fermer les ports de France aux bâtimens des nations neutres.

Buonaparte s'empressa de les rouvrir, et de faire aux États-Unis des communications propres à ramener la bonne amitié entre les deux gouvernemens. MM. David Elfworth et Murray se rendirent à Paris pour traiter de la paix. Les conférences s'ouvrirent, et le premier consul confia le succès de cette négociation à MM. Rœderer, Joseph Buonaparte et de Fleurieu.

Le célèbre fondateur des libertés américaines venait de terminer sa glorieuse carrière ; le premier consul ordonna un deuil public, fit suspendre un crêpe aux drapeaux de l'armée, et décerna à Wasingthon les honneurs d'un éloge public.

On devoit incessamment présenter à l'église des Invalides, changée alors en temple de Mars, les enseignes conquises à Aboukir. Le premier

consul voulut que les deux fêtes fussent réunies en une seule; il choisit M. de Fontanes pour prononcer l'éloge funèbre du président des États-Unis, et chargea le général Lannes de présenter les drapeaux. C'étoit en quelque sorte un double hommage qu'il se faisait rendre à lui-même, car c'était lui qui avait gagné la bataille d'Aboukir; et la situation où il se trouvoit avoit; en apparence, tant de rapport avec celle de l'illustre Wasingthon, qu'il étoit facile de pressentir que, par d'heureuses allusions, la meilleure part d'éloges seroit pour lui.

Le discours du général Lannes, d'une éloquence militaire, fut remarquable par un mouvement oratoire adressé aux puissances étrangères.

« Puissances coalisées, si vous osiez violer le » territoire, et que celui qui nous fut rendu » par la victoire d'Aboukir, fît un appel à la » nation, puissances coalisées, vos succès vous » seroient plus funestes que des revers! Quel » Français ne voudroit encore vaincre sous les » drapeaux du premier consul, ou faire sous » lui l'apprentissage de la gloire? Et vous, bra- » ves vétérans, honorables victimes du sort des » combats, vous ne seriez pas des derniers à voler » sous les ordres de celui qui console vos mal- » heurs par la gloire, et qui place au milieu » de vous ces trophées conquis par votre valeur!

» Ah! je le sais, vous brûlez de sacrifier la » moitié de la vie qui vous reste pour votre » patrie et pour la liberté! »

Cette vive et menaçante apostrophe annonçoit que la guerre devoit bientôt enfanter de nouvelles calamités, et remettre en problème les destinées des rois et celles de la république. La réponse du ministre de la guerre en donna la certitude.

« Au moment, dit-il, de ressaisir les armes » protectrices de notre indépendance, si l'a- » veugle fureur des rois refuse au monde la » paix que nous lui offrons, jetons, mes ca- » marades, un rameau de laurier sur les cen- » dres du héros qui affranchit l'Amérique du » joug des ennemis les plus implacables de » notre liberté, et que son ombre illustre nous » montre au-delà du tombeau, la gloire qui ac- » compagne la mémoire des libérateurs de la » patrie! »

Le panégyriste de Wasingthon parut alors à la tribune. Il passoit pour certain qu'il n'avoit eu que vingt-quatre heures pour préparer son discours; et l'on y rencontra des beautés du premier ordre, et plusieurs de ces traits pleins d'esprit, de ces allusions et de ces rapprochemens heureux qui distinguent le premier de nos orateurs dans le genre démonstratif.

Wasingthon fût loué d'une manière di-

de lui, et Buonaparte y trouva une part d'éloges d'autant plus flatteuse qu'elle étoit moins apparente. On crut le reconnoître dans les passages suivans :

« Il est des hommes prodigieux qui apparoissent, d'intervalle en intervalle, sur la scène du monde avec le caractère de la grandeur et de la domination. Une cause inconnue et supérieure les envoie, quand il en est temps, pour fonder le berceau ou réparer les ruines des empires. C'est en vain que ces hommes désignés d'avance se tiennent à l'écart, la main de la fortune les porte rapidement d'obstacles en obstacles, de triomphes en triomphes, jusqu'au sommet de la puissance. Une sorte d'inspiration surnaturelle anime toutes leurs pensées; un mouvement irrésistible est donné à toutes leurs entreprises. La multitude les cherche encore au milieu d'elle, et ne les trouve plus; elle lève les yeux en haut, et voit, dans une sphère éclatante de lumière et de gloire, celui qui ne sembloit qu'un téméraire aux yeux de l'ignorance et de l'envie.

» Quand un état ébranlé change de forme avec violence, tous les états voisins jettent sur lui des yeux d'inquiétude et de crainte; ils ne se rassurent que lorsqu'il a repris des mouvemens réguliers et constans. Un peuple en révolution n'a plus d'alliés et d'amis; il est isolé

au milieu du monde qu'il épouvante ; on s'éloigne de lui comme des volcans. Il faut ordinairement qu'à la suite de ces grandes crises politiques survienne un personnage extraordinaire, qui, par le seul ascendant de sa gloire, comprime l'audace de tous les partis, et ramène l'ordre au sein de la confusion ; il faut, si j'ose le dire, qu'il ressemble à ce dieu de la fable, à ce souverain des vents et des mers, qui, lorsqu'il élevoit son front sur les flots, tenoit en silence toutes les tempêtes soulevées. C'est alors que les gouvernemens voisins, plus tranquilles, se rapprochent de celui dont ils avoient d'abord redouté les convulsions et les atteintes. »

Tel étoit l'art avec lequel Buonaparte rassembloit les élémens de cette grandeur future vers laquelle tendoient tous ses désirs, toutes ses pensées, toutes ses actions. Infatigable au travail, inflexible dans ses résolutions, impénétrable dans ses desseins, il sembloit renfermer en lui-même tout l'état. Nul homme n'étoit plus ardent et plus appliqué. Il se levoit de grand matin, se couchoit tard, et passoit souvent encore une partie de la nuit avec ses secrétaires. Sa vie étoit d'une frugalité austère ; ses repas d'une sobriété presque lacédémonienne : il restoit à peine une demi-heure à table, et ceux qu'il y admettoit se demandoient souvent où ils iroient dîner en sortant de chez lui. Pres-

que insensible au plaisir de l'amour, qu'il ne regardoit que comme une jouissance physique, affectant le mépris de l'or quand il falloit l'acquérir par des moyens obscurs (1), indifférent à toutes les autres séductions, il ne sembloit occupé que de sa gloire ; ses courtisans se désoloient de ne trouver aucun point par lequel il fut accessible.

La force et l'activité de son âme, la vaste étendue de sa pensée, sa haute habileté, frappoient les esprits les plus vulgaires ; mais tout n'étoit pas sans tache. On voyait quelquefois reparoître, au milieu des actions les plus louables, des vestiges de ces habitudes révolutionnaires auxquelles il avoit si long-temps sacrifié, et la violence de ses passions soulevoit quelquefois le voile dont il cherchoit à les couvrir. On étoit choqué de voir des comédiens mal famés, confondus autour de lui avec les hommes les plus dignes de respect. L'opinion publique fut révoltée lorsqu'un décret du pre-

(1) Ses amis se plaisoient à rapporter l'anecdote suivante : « Pendant le consulat provisoire, on annonça » à Buonaparte qu'il restoit dans la caisse de partage » quatre cent cinquante mille francs, et qu'il étoit d'usa- » ge de distribuer ces reliquats entre les membres du gou- » vernement. — Je ne veux pas entendre parler de cette » infamie, répondit Buonaparte; envoyez cet argent au » trésor. »

mier consul conféra le titre de peintre du gouvernement à un artiste moins célèbre encore par ses talens supérieurs que par l'espèce de fanatisme révolutionnaire qu'il avoit déployé dans les crises les plus orageuses ; car on lui reprochoit d'avoir partagé pendant trois mois la couche de Marat pour veiller sur ses jours. L'illustre peintre sentit lui-même le scandale de ce choix, et, plus judicieux que ses protecteurs, il leur en sauva l'affront en refusant l'honneur qu'on lui faisoit.

Les légères distractions auxquelles se livroit le premier consul, étoient de peu de durée ; ses plaisirs ne lui faisoient point perdre de vue le soin du gouvernement, ni les intérêts du dehors. Son ardente pensée sembloit tout embrasser ; elle se portoit en Helvétie pour frapper et dissoudre le directoire dont le régime ne convenoit plus à ses projets. Cette malheureuse contrée, théâtre de tant de scènes sanglantes, de tant de cruelles spoliations, avoit besoin d'une main secourable qui fermât ses plaies ; l'anarchie, la famine et la discorde sembloient réunies pour la perdre. Buonaparte voulut guérir une partie des maux dont il étoit lui-même l'auteur. Tout fut préparé pour changer, sans commotion, la forme du gouvernement. Trois directeurs, Oberlin, la Harpe et Secrétan furent destitués par les deux conseils, sans que l'envoyé

de France, M. Pichon, parut prendre part à cet événement. L'Helvétie reçut sans résistance une nouvelle constitution modelée sur celle de de France : ainsi, l'adresse et la force se réunirent pour remplir les vues du chef.

Le sénat de Hambourg, sacrifiant doublement à la crainte, venoit de livrer au gouvernement anglais des patriotes irlandais protégés par la France, et cherchoit en même temps à s'excuser auprès du gouvernement français. Il écrivit au premier consul ; il leur répondit :

« Votre lettre ne vous justifie pas. Le cou» rage et les vertus conservent les états ; les » vices les ruinent. Vous avez violé l'hospita» lité. Cela ne fut pas arrivé parmi les hordes » les plus barbares du désert. Vos concitoyens » vous le reprocheront à jamais. Les infor» tunés que vous avez livrés mourront illus» tres ; mais leur sang fera plus de mal à leurs » persécuteurs, que n'auroit pu faire une ar» mée. »

Ce langage, appuyé sur le sentiment d'une grande force, annonçoit à l'avance ce caractère de domination qui devoit bientôt soumettre la France et l'Europe toute entière.

Le sénat, le tribunat, le corps législatif étoient des autorités d'apparat et d'ostentation,

plus propres à lui servir d'ornement, qu'à balancer son pouvoir par des moyens d'opposition. Aucune d'elles n'auroit osé s'élever contre les résolutions du premier consul, bien sûres d'être désavouées par le peuple dont il s'étoit fait l'idole. Les émigrés venoient chaque jour fortifier les fondemens de son empire, en acceptant une amnistie dont le ministre de la police adoucissoit toutes les formes, aussi ennemi des mesures révolutionnaires qu'il s'en étoit montré autrefois sectateur ardent et passionné.

L'émigration sembloit de son côté vouloir acquitter la dette de la reconnoissance, et rendre bienfaits pour bienfaits. En ce moment, une des découvertes les plus précieuses pour l'humanité occupoit toute l'Angleterre; accueillie par les savans, éprouvée par l'observation, démontrée par les faits, il ne lui manquoit plus que de se répandre chez toutes les nations. Un émigré françois eut le mérite de la faire connoître en France. M. le duc de la Rochefoucauld-Liancourt a rapporté de Londres le virus vaccin. On ouvrit une souscription pour assurer le succès de cette heureuse invention, et les souscripteurs se présentèrent de toutes parts. On fit des expériences; elles eurent à Paris les mêmes résultats qu'à Londres; le gouvernement donna les encouragemens

qu'on devoit attendre d'une nation active et éclairée. Les comités se formèrent; de nombreux écrits se répandirent dans le public, et bientôt les médecins les plus attachés aux anciennes méthodes, les plus opposés à toute innovation furent obligés de reconnoître l'efficacité de ce nouveau genre d'inoculation, rare et inappréciable avantage pour l'accroissement de la population ; comme si la nature eût voulu pourvoir à la conservation de l'espèce humaine, à l'époque où le fer des combats sembloit la menacer d'une destruction totale.

Dans le même temps, on s'occupoit à Berlin d'une découverte que le premier consul devoit un jour embrasser avec ardeur, et protéger de tout son pouvoir. M. Achard, chimiste allemand, étoit parvenu à extraire de la betterave un sucre aussi beau, aussi propre aux usages de la vie, que celui de la canne des îles ; et l'on assuroit d'avance qu'on l'obtiendroit à un modique prix. L'espoir d'enlever cette branche de commerce aux Anglais excita l'émulation des chimistes français, et l'on commença à s'occuper de cette précieuse extraction.

CHAPITRE XII.

Ouvertures de paix à l'Autriche, à la Sublime-Porte et à divers états. Négociations avec la Prusse. Préparatifs de guerre. Campagne.

Les armées françaises étoient réduites à cent cinquante mille hommes. Les maladies, la faim, l'épée des ennemis avoient fait disparoître ce colosse de forces militaires qui épouvantoit l'Europe. Une maladie contagieuse, la fièvre des hôpitaux, et une sorte d'angine fort connue, suite nécessaire des fatigues et des privations qu'avoient éprouvées les soldats, faisoient des ravages inouis dans les armées d'Italie et du Rhin; la contagion avoit envahi les départemens voisins, et la France étoit menacée d'une effrayante mortalité. Un grand nombre d'officiers de santé, cette portion si précieuse des armées, dénués de tout, périssoient tous les jours; et le général Lecourbe s'étoit vu dans la nécessité de prendre sur ses propres fonds pour subvenir à leurs plus pressans besoins. Surpris par la maladie, le général Championnet, après avoir langui quelques jours, avoit été enveloppé dans cette mortalité générale; c'étoit une perte considérable pour la

France. Cet officier, d'une rare habileté et d'un grand courage, s'étoit élevé par son seul mérite, du rang le plus obscur, aux premiers grades de l'armée. Né à Valence, en 1762, des amours d'un avocat et d'une jolie villageoise, il avoit, dès l'âge de quatorze ans, abandonné sa patrie pour se dérober aux désagrémens que lui attiroit souvent l'illégitimité de sa naissance. La carrière des armes étoit la seule qui lui offrit un asile ; il s'engagea dans les gardes wallones, et se fit bientôt remarquer par son intelligence et son courage. L'auteur de sa vie assure que le duc de Créqui, qui commandoit au siége de Gibraltar, aimoit avoir autour de lui, Championnet et Latour-d'Auvergne, parce que, disoit-il, Mars aime les enfans de Vénus. La révolution lui offrit plus d'espérance et d'avancement ; la réputation de bravoure qu'il s'étoit acquise le fit, en 1791, nommer commandant d'un bataillon de volontaires. Il servit sous les généraux les plus célèbres de la république, Hoche, Kléber, Marceau, dont il obtint la confiance et l'estime ; son audace dans les combats, ses succès dans les entreprises les plus périlleuses et les plus difficiles, le firent bientôt parvenir aux grades de général de brigade et de général de division. A l'époque de l'expédition d'Égypte, il envia l'honneur d'aller, dans ces contrées lointaines, cueillir de nou-

veaux lauriers. Le directoire ne voulut point se priver d'un officier aussi habile ; il commanda à Rome après le général Masséna, et lorsque le roi de Naples déclara la guerre aux Romains, il sut, comme on l'a vu, non-seulement faire face à l'orage, mais obtenir dans cette campagne des succès qui tenoient du prodige.

Championnet étoit d'un caractère fier et indépendant, fortement attaché aux principes républicains. Son intolérance pour les dilapidateurs de l'armée (1) lui ayant attiré une longue et sévère disgrâce, il ne reparut à l'armée d'Italie qu'à l'époque où le général Schérer, son ennemi, força par ses défaites et son impéritie, le gouvernement directorial à rappeler dans les rangs de l'armée les habiles et courageux officiers que l'intrigue en avoit écartés. Championnet déploya dans cette nouvelle occasion toute l'activité et le dévouement dont il avoit donné tant de preuves. Mais que pouvoit-il avec une armée à demi détruite, manquant

(1) On a prétendu aussi que le directoire lui avoit donné l'ordre secret de faire main-basse sur les lazzaroni et d'en exterminer la race : que le refus qu'il fit de se prêter à de semblables instructions lui attira la disgrâce du directoire. Mais si ces ordres ont été donnés, il n'en existe aucune preuve dont l'histoire puisse s'éclairer.

d'armes, de pain, d'habits, et découragée par une suite de revers inouïs dans les fastes de la révolution? Consumé lui-même de chagrins, pénétré des désastres de sa patrie, atteint du mal qui dévoroit ses soldats, témoin de leur désespoir et de leur désertion, il mourut à Antibes, le 8 janvier 1800, occupé jusque dans son agonie des besoins de l'armée et des malheurs de la France. L'armée d'Italie étoit dans un état de désorganisation complet; la désertion faisoit tous les jours des progrès effrayans. Ce n'étoient plus des soldats isolés qui cherchoient loin des camps la nourriture et les vêtemens dont ils manquoient; c'étoient des corps entiers qui refusoient de servir. Douze cents hommes, réduits au désespoir, quittèrent leur poste, emportant armes, bagages, drapeaux, et s'emparèrent de la petite ville de Draguignan. Le général Masséna fut obligé de les y faire investir comme dans une place de guerre, et de les renvoyer au camp, avec une escorte, après les avoir désarmés.

Rien de plus affligeant que le tableau tracé par un officier supérieur envoyé de l'armée du Rhin, à celle d'Italie:

« Depuis Valence jusqu'à Nice, les routes » sont couvertes de militaires qui reviennent » d'Italie; on peut les appeler des squelettes » ambulans, couverts de haillons, et deman-

» dant humblement l'aumône aux passans.
» Le trajet, depuis Valence jusqu'à Nice,
» est livré à l'audace et à la rapacité des bri-
» gands qui dévalisent journellement les voya-
» geurs. Les militaires qui parcourent cette
» route pour se rendre à l'armée d'Italie, ne
» trouvent point de subsistances ; car aucune
» étape n'est approvisionnée. A Nice, les
» militaires sont mendians et couverts de hail-
» lons. De Nice jusqu'à Gênes, le spectacle est
» le même : des soldats exténués de faim, expi-
» rans sur les chemins, et réduits à se nourrir
» de quelques citrons qu'ils cueillent sur les
» arbres le long de la mer. Partout je remar-
» quois sur la figure pâle, sèche et livide du
» soldat un caractère d'irritation, produit
» par les souffrances de tout genre qu'il avoit
» éprouvées. Sa colère se manifestoit par les
» propos offensans qu'il tenoit à la vue de ses
» officiers généraux. »

C'étoit dans cette situation des armées que Buonaparte se voyoit obligé de commencer une guerre, que les dispositions hostiles de toute l'Europe rendoient inévitable. Sa prévoyance n'avoit rien épargné pour obtenir la paix ; il s'étoit adressé à tous les cabinets ; à ceux de Vienne, de Munich, de Constantinople même. Mais les succès de la coalition, l'espoir d'en obtenir de nouveaux, les conseils et les promesses de l'An-

gleterre précipitoient toutes les puissances vers de nouveaux hasards. L'Autriche se flattoit de conserver l'Italie, et paroissoit disposée à tous les sacrifices pour garder une si belle conquête.

Les Anglais étoient, sur tous les points du continent, occupés à susciter des ennemis à la république française. Lord Minto, à Vienne, lord Withworth, à Saint-Pétersbourg, prodiguoient les sacrifices pour réconcilier les deux cours. On offrit à l'Autriche un subside de soixante-deux millions cinq cent mille francs. En Italie, M. Windham avoit dirigé lui-même l'insurrection d'Arezzo. Ce n'étoit plus les intérêts politiques seuls qui dirigeoient ces mouvemens ; on y faisoit intervenir les intérêts de la religion. On représentoit les Français comme un peuple d'athées, également ennemis du ciel et de la terre. C'étoit une sainte croisade qu'on prêchoit contre eux ; la plupart des soldats italiens portoient à leur chapeau une madone de papier ; et, lorsqu'on entra à Florence, on fit purifier par un prêtre la maison qu'avoit occupée l'envoyé de France.

En poussant la guerre avec vigueur, le célèbre Pitt consultoit moins sa haine pour la république, que son amour pour son pays. Il voyoit avec inquiétude la Hollande et la Belgique entre les mains de la France, et regardoit la paix

comme impossible tant que la république refuseroit de renoncer à ces deux importantes possessions. D'ailleurs, loin de nuire à l'Angleterre, la guerre ne faisoit qu'ajouter tous les jours à sa prospérité. Elle se voyoit avec orgueil maîtresse de toutes nos colonies. Celles de nos alliés tomboient successivement entre ses mains. La Hollande n'avoit plus de flotte, et le pavillon français, qui pendant la guerre d'Amérique avoit si honorablement lutté contre toutes les forces maritimes de l'Angleterre; n'osoit plus se montrer sur les mers. Le commerce des Provinces-Unies étoit anéanti, et leurs malheureux habitans, privés des ressources de leur industrie, languissoient dans la misère et le désespoir.

Tout semblait donc favorable à la cause de la coalition. La république française ne conservoit plus rien en Italie. La belle et courageuse défense du général Monnier n'avoit pu sauver la place d'Ancône. Le sacré collége, assemblé auprès de Venise, procédoit paisiblement à l'élection d'un souverain pontife. Le roi de Sardaigne attendoit à Florence l'intervention du ministre anglais pour rentrer dans ses états. L'île de Malte, bloquée par une escadre anglaise, russe, napolitaine, pressée par la famine, dénuée de tout espoir de secours, ne pouvoit manquer de tomber bientôt au pouvoir des coalisés. L'empereur Paul Ier. avoit accepté le

titre de grand-maître et la souveraineté de l'île qui lui avoient été déférés par les baillis, grands-croix et chevaliers du grand Prieuré de Russie. Les monastères rentroient dans tous les biens que leur avoit enlevés le gouvernement français. Les partisans de la révolution expioient dans les supplices, la prison et l'exil, leur attachement aux principes de la liberté et de l'égalité. L'un des premiers chefs de la république cisalpine, le directeur Paradisi, avoit été conduit aux travaux forcés; plusieurs de ses compatriotes expioient aux galères ou dans l'obscurité des couvens, sous la discipline des moines, leur zèle pour les principes de l'égalité. Deux ex-consuls de la république romaine, Zaccaboni et Matheis, tombés entre les mains des troupes napolitaines, avoient été promenés sur des ânes dans les rues de Rome, et livrés aux insultes de la populace.

Le sang couloit à Naples, et de cruelles vengeances signaloient la victoire de la royauté et le retour du souverain. L'Europe sembloit oublier les vicissitudes de la fortune, qui se plaît à élever successivement le faible et le puissant, le vainqueur et le vaincu.

Mais, au milieu même de ses revers, la France conservoit un grand nombre de partisans, surtout dans ces classes de la société, qui, fières de leurs lumières, de leurs talens, dispu-

toient à la naissance et à la richesse les honneurs et le pouvoir dont une antique possession sembloit leur assurer le privilége. Plusieurs des proscrits, réfugiés en France, se consoloient de leur défaite et de leur exil en célébrant dans leurs vers les avantages de la liberté et la valeur des guerriers français. Un d'entre eux, nommé Gianni, avait improvisé pour le retour de Buonaparte une cantate qui avoit fait une grande impression sur ce général. M. Gianni s'était précédemment distingué par un poëme intitulé : l'*Italia liberata da Buonaparte.*

Le retour de Buonaparte en Europe avoit fait renaître partout d'espérance. La France, indignée plus qu'humiliée des revers qu'elle venoit d'éprouver, ne doutoit pas que la victoire ne vînt se replacer sous les enseignes de la république, dès que les armées auroient à leur tête un guerrier accoutumé à triompher. Les cabinets, entraînés par une aveugle et imprudente politique, n'avoient pas su se ménager, en France, une utile diversion, en reconnoissant ouvertement le principe de la légitimité ; et le nom des Bourbons, n'étant pas même prononcé dans ces longs et sanglans débats, la nation française ne voyoit que ses foyers à défendre. Elle avoit entendu avec enthousiasme le premier consul s'engager à lui donner la paix ; elle se prépara avec le même enthousiasme à la

guerre, dès qu'elle sut que ses ennemis vouloient de nouveau tenter le sort des armes.

Buonaparte demanda, et obtint sans difficulté, la levée d'une nouvelle classe de la conscription (1); mais, en la demandant, il prépara le succès de sa démarche. Il adoucit ce que la loi avoit de trop rigoureux. Il proposa des exemptions, et pour ceux que la foiblesse de leur complexion rendoit inhabiles aux travaux de la guerre, et pour ceux que des études honorables destinoient à une carrière non moins utile que celle des armes. Mais, en accordant ces exemptions, il exigea des indemnités en argent, et soumit à des amendes considérables ceux des conscrits qui se soustrairoient à la loi, trouvant ainsi le moyen d'enrichir le fisc, sans appauvrir l'armée.

Il chargea des conseillers d'état d'annoncer au corps législatif, au sénat, au tribunat, la nécessité où le réduisoient les ennemis de reprendre les armes; mais il promit de ne les repren-

(1) Ce fut le conseiller Fourcroy qui fut chargé de cette mission auprès du sénat. C'étoit un homme disert. Il parla avec toute l'éloquence qu'il avoit coutume de déployer dans ces sortes d'occasions. La réponse du président fut remarquable par son laconisme : « *Citoyen, le sénat délibérera.* » Ce président était l'abbé Syeyes.

dre que pour aller à la tête de ses guerriers conquérir la paix, et assurer, au milieu des batailles, le bonheur de la France et le repos du monde. Les personnes éclairées savoient déjà apprécier la sincérité de ses promesses, mais le peuple y crut aveuglément.

Les écrits contre l'Angleterre perdirent alors ce caractère de décence qui avoit étonné l'Europe, et que démentoit la conduite précédente du premier consul. Dans une proclamation au peuple français, il prodigua au cabinet britannique les plus outrageantes épithètes, et l'accusa de toutes les calamités de la révolution. On retrouva le même ton de menaces et d'emportemens dans un pamphlet intitulé : *Georges, tu veux la guerre, tu l'auras!* On poussa même l'oubli des principes jusqu'à promettre des secours au peuple anglais, s'il vouloit se révolter contre son gouvernement.

L'appareil de la guerre se déploya sur tous les points de la république avec une incroyable activité. L'armée était sans cavalerie. Le premier consul enjoignit à tous les Parisiens de lui fournir dans les vingt-quatre heures le trentième de tous les chevaux qu'ils possédoient. C'était une mesure arbitraire et tyrannique, mais elle sembloit excusée par la difficulté des circonstances.

Le même ordre fut envoyé à tous les dépar-

temens. Les militaires en retraite, encore capables de porter les armes, furent rappelés sous les drapeaux ; on tira des provinces les soldats et les officiers de gendarmerie, pour en former un corps de cavaliers exercés aux périls et aux fatigues de la guerre. On forma à Aix-la-Chapelle une légion de francs, où l'on fit entrer tous les insurgés irlandais qui s'étoient réfugiés en Hollande. Tout cela se faisoit sans autorisation et sans lois ; mais l'urgence des circonstances sembloit excuser ces mesures, qui rappeloient les époques les plus fâcheuses de la révolution. Le général Lefebvre fut chargé de visiter tous les magasins destinés aux fournitures et à l'approvisionnement de l'armée ; et, dans l'espace de quelques semaines, la France se vit avec quarante mille chevaux, le plus beau parc d'artillerie qu'on eût formé depuis la révolution, et une armée capable de faire de nouveau trembler ses ennemis. Le premier consul fixa à Dijon la réunion de ses forces, donna le commandement de la cavalerie au général Saint-Remi ; celui de l'artillerie au général Gassendi ; celui du génie au général Marescot. Le général Berthier fut désigné pour commander en chef l'armée d'Italie : l'ex-directeur Carnot prit de ses mains le portefeuille du ministère de la guerre.

Le général Duroc négocioit à Berlin, et cette

puissance venoit de déclarer sa neutralité armée ; la Suède, tourmentée par des factions, et le Danemarck, fidèle à ses premières résolutions, ne prenoient point de part à la guerre ; la Russie, auparavant si dévouée à la coalition, s'en séparoit irrévocablement. Tous les efforts de l'ambassadeur anglais n'avoient pu calmer l'indignation de Paul Ier., ni vaincre sa détermination : l'Autriche elle-même avoit fait une perte irréparable. Ce n'était plus le prince Charles qui commandoit en chef ses armées ; une intrigue de cour avoit fait oublier les services qu'il venoit de rendre à sa patrie, à l'empire, à sa famille. On ne lui pardonnoit pas d'avoir écouté des propositions faites par le premier consul ; on lui pardonnoit encore moins de conseiller la paix, après avoir lui-même exposé, dans une circulaire, les dangers de l'accorder à un ennemi tel que Buonaparte (1).

Ainsi la France, en commençant la guerre, reprenoit tous les avantages qu'elle avoit perdus depuis le départ du premier consul pour l'expédition d'Égypte.

(1) Dans le besoin d'argent où l'on se trouvait, on envoya à Amsterdam les plus beaux diamans de l'état ; mais les juifs auxquels on s'adressa refusèrent de les recevoir en gage.

CHAPITRE XIII.

Ouverture de la campagne. Situation des armées françaises. Brillante conduite du général Masséna. Combats glorieux; progrès des Autrichiens. Blocus de Gênes.

Lorsque ce n'est ni la prudence ni la justice, mais la faveur, l'intrigue et la corruption qui disposent des emplois; lorsque les chefs du gouvernement ne sont pas eux-mêmes l'âme de leurs conseils; lorsqu'ils laissent à d'autres le soin de penser aux besoins de leurs peuples; lorsque, au lieu d'imprimer le mouvement, ils se contentent de le recevoir; que l'incertitude, la faiblesse et la discorde règnent dans le sein même de leurs conseils, il est bien difficile que leur empire prospère, et qu'ils jouissent eux-mêmes de cette sécurité qui naît de la confiance et de l'estime des sujets; car quels succès pourroient-ils se promettre? quelle gloire peuvent-ils attendre, si les plus importantes fonctions de l'état sont livrées à des mains inhabiles? Les armées seront mal commandées, les administrations mal dirigées; les peuples mécontens se livreront sans défiance à des conseils pernicieux, et chercheront dans les pro-

messes de l'avenir une situation ou plus honorable, ou plus heureuse.

Le directoire divisé avec lui-même, accessible à toutes les séductions, à toutes les embûches que la médiocrité et l'intrigue ont soin de tendre autour des gouvernemens ; enivré par une longue suite de prospérités, avoit vu en deux ans s'écrouler cet édifice de gloire qu'avoient élevé les épées de tant d'habiles généraux et de courageux soldats. Encouragées par sa foiblesse, ses divisions ou son impéritie, les factions s'étoient formées de toutes parts, et la nation inquiète, mécontente, avoit appelé de tous ses vœux un nouvel ordre de choses.

Buonaparte, en se présentant comme un libérateur, évita soigneusement toutes les fautes de ceux qui l'avoient précédé. Il affecta de bannir l'intrigue, de poursuivre la corruption ; il chercha le mérite, et, quelles que fussent les opinions, la conduite passées, et les torts même envers lui, il s'empressa de l'employer.

On vit à la tête des armées les noms les plus célèbres ; le général Augereau eut le commandement de l'armée de Hollande ; Masséna recueillit les débris de l'armée d'Italie ; les généraux Soult, Suchet, Oudinot, et plusieurs autres d'une haute renommée furent chargés de le seconder. Le général Moreau prit le commandement de l'armée du Rhin, ayant sous ses ordres

les généraux Lecourbe, Dessoles, Saint-Cyr, Sainte-Suzanne, etc.

La situation de la France, en commençant la guerre, étoit difficile. L'empire, l'Autriche, la Bavière faisoient les plus grands efforts pour couronner, par de nouveaux succès, les succès qu'ils avoient obtenus dans la campagne précédente. La Hongrie déployoit ce zèle noble et généreux auquel elle n'avoit jamais manqué dans de semblables circonstances. L'Angleterre prodiguoit l'or et les promesses pour soutenir la coalition; jamais elle n'avoit eu une plus belle armée. Les soldats français étaient à peine nourris et vêtus; mais rien ne manquoit aux soldats autrichiens. Ceux-ci portoient aux combats l'orgueil de leurs triomphes précédens; ceux-là l'indignation de leurs défaites. Il falloit avec de nouvelles levées combattre contre des troupes aguerries, supérieures en nombre, et commandées par des généraux braves et expérimentés.

Mais le nom seul de Buonaparte répandoit partout la vie et l'espérance. Les départemens du Rhin, pleins de confiance et d'admiration pour le général Moreau, le secondoient par les plus nobles sacrifices.

Une nombreuse armée que les journaux portaient à cent vingt mille hommes, quoiqu'elle ne se soit jamais élevée à plus de soixante mille,

arriva en quelques semaines, par détachemens, à Dijon. De jeunes volontaires, appartenant aux premières familles de la capitale, s'équipèrent à leurs frais ; l'armée de l'Ouest abandonna les départemens pacifiés, et se mit en marche pour le rendez-vous général. Buonaparte annonça solennellement qu'il iroit lui-même prendre le commandement de ces forces. Les ennemis voyoient ces grands mouvemens sans inquiétude. C'était une opinion répandue dans les cabinets de la coalition, que la France étoit hors d'état de prendre l'offensive, et que tout l'appareil militaire qu'elle déployoit n'avoit d'autre objet que d'imposer à l'Europe, et de feindre une puissance qu'elle n'avait pas. On ne doutoit point que la campagne qui alloit s'ouvrir ne fût aussi heureuse que la campagne précédente.

Le premier consul profitoit habilement de cette erreur, ne négligeoit rien pour assurer le succès de ses armes.

La Hollande étoit défendue par dix mille hommes réunis aux troupes bataves. Le Rhin étoit occupé par l'armée de neutralité du roi de Prusse, et celle du général Moreau qui tenoit les têtes des ponts de Kehl et de Vieux-Brisack.

Les premières hostilités commencèrent en Italie. Vingt-cinq mille hommes, manquant de vivres et d'habits, composoient toutes les forces

de la république. Ils défendoient avec courage les sommités des Apennins, pressés d'un côté par le général Mélas, à la tête de cent vingt mille hommes, et de l'autre par les vaisseaux anglais qui battoient la côte. Gênes menacée d'un siége n'étoit point approvisionnée; la famine étendoit ses ravages dans toute la campagne voisine. Le salut de la France dépendoit des succès ou de la résistance du général Masséna. Si son armée étoit vaincue, les impériaux se précipitoient sur nos frontières, se portoient en même temps vers la Suisse et la Savoie; et, prêtant la main à leur armée du Rhin, accabloient la France du poids de toutes leurs forces. Masséna prévit tout, et par son incroyable activité, ses savantes combinaisons, le courage et l'activité des généraux qu'il commandoit, déconcerta les projets du général autrichien, arrêta sa marche, et donna le temps à l'armée française de venir, à travers les précipices et les neiges des Alpes, décider cette grande querelle dans les champs de Marengo.

Le général Mélas sentoit la nécessité de presser son opération. Il rassembla ses forces pour surprendre son ennemi; mais Masséna le prévient, le trompe, et profite de l'erreur où il le jette, pour faire attaquer le général Ott, qu'il oblige de rétrograder. Plusieurs villages avoient pris les armes contre les Français; il les fait

impitoyablement incendier, et parvient à enlever plusieurs bâtimens chargés de blé, riche et précieuse conquête pour une armée souffrante et exténuée.

Pendant tout le mois de mars, il fait avec le même succès cette guerre de montagnes et d'avant-postes, tient en haleine l'armée ennemie, et l'empêche d'exécuter d'autres projets. Fatigué de ces obstacles, le général Mélas conçoit une vaste opération qui doit mettre fin à ces combats isolés et toujours renaissans. Il rassemble des forces triples de celles des Français, se porte sur toute leur ligne, dans le dessein de la couper, et de forcer Masséna à se jeter dans Gênes, qu'il se flatte d'enlever bientôt. Mais partout où se présentent les Autrichiens, ils trouvent des soldats d'un courage et d'une résolution à toute épreuve. Ils se figuroient des hommes exténués de fatigues et de besoin; ils trouvent des héros. Quelquefois néanmoins le nombre est sur le point de l'emporter; mais l'honneur du soldat, sa confiance dans les chefs qui le commandent, et l'admirable intrépidité de ces chefs eux-mêmes, relèvent ses forces et lui font opérer des prodiges. Dans une de ces occasions, où, pressée de toutes parts, épuisée par des efforts inouïs, une de nos divisions rétrogradoit, le général Soult saisit un drapeau, et, s'élançant vers le

point le plus dangereux, il entraîne à sa suite tous ses soldats qui ne souffriront qu'on leur ravisse ni leur général, ni leur drapeau.

Cependant, le 6 avril, les postes français sont enlevés, leur ligne de défense coupée. Le canon de la flotte anglaise tire sur la ville ; le tocsin sonne de toutes parts ; le général républicain paroît sans ressource, et le vainqueur se flatte qu'une prompte capitulation lui livrera Gênes et l'armée ennemie. Mais le général français est plein de constance et de résolution. Au milieu même de ses désastres, Masséna médite et propose pendant la nuit un mouvement audacieux.

La division du général Miollis marche sur deux colonnes. On trompe une seconde fois les Autrichiens ; deux positions sont emportées avec la rapidité de l'éclair ; quinze cents hommes tombent entre les mains du vainqueur; et le baron d'Aspre, l'un des plus habiles officiers de l'armée ennemie, est du nombre des prisonniers. Ce succès contient les insurgés, et force la ville à rester dans le devoir. Masséna en confie la défense au général Miollis, qui se porte partout où il juge sa présence nécessaire, et dirige lui-même tous les mouvemens. Le général Mélas répond à son activité par une activité égale ; à son habileté par une habileté non moins étonnante. Les succès se partagent

entre les Français et leurs rivaux. Le général Masséna brave les plus grands périls, et parvient, après une longue suite de combats, à réunir presque tous les corps, à menacer de nouveau la ligne d'opération du général Mélas. Celui-ci se hâte de faire attaquer l'aile gauche des Français par des troupes supérieures en nombre, force nos soldats à rétrograder, et les jette sur le rivage. Les chaloupes anglaises suivent ce mouvement, et font sur eux un feu terrible. Des charges de cavalerie achèvent de porter le désordre dans les rangs; la confusion augmente à chaque instant. Masséna veut rallier les troupes; il est lui-même enveloppé et prêt à tomber entre les mains de l'ennemi. Mais le général Oudinot, témoin de son danger, se jette avec un corps d'officiers au milieu des ennemis, charge les hussards qui entourent Masséna, et le délivre.

La même énergie se déployoit sur tous les points. Le général Suchet, par ses marches et ses attaques hardies, savantes et répétées, fatiguoit le corps autrichien qui lui étoit opposé. Dans une de ces attaques imprévues, il enlève dix-huit cents soldats et cinquante-quatre officiers. Ces combats couvroient de gloire l'armée française; mais elles l'affoiblissoient tous les jours, et ses pertes étoient irréparables; chaque victoire lui enlevoit quelque brave qu'elle ne pouvoit rem-

placer ; tous ses efforts ne pouvoient empêcher les Autrichiens de gagner du terrain.

Le général Masséna se voyoit resserré de plus en plus ; ses communications devenoient de jour en jour plus difficiles. Pour arrêter le progrès de l'ennemi, il conçoit le projet d'une attaque générale ; il en fait passer l'ordre à son lieutenant Suchet. C'est le général Oudinot lui-même qui le porte à travers mille périls. Suchet avoit à peine six mille hommes ; il sent tout le danger de l'entreprise, mais il n'hésite pas. Ses attaques, aussi vives qu'heureusement combinées, étonnent l'ennemi, le forcent d'abord de rétrograder, et lui font perdre successivement plusieurs positions ; il en conserve que toute la valeur française ne peut lui enlever. L'objet de ce mouvement étoit de se réunir au corps du général Soult ; la jonction devient impossible. Le général Mélas, plus actif que son âge ne sembloit le permettre, jette des forces supérieures dans les intervalles qui séparoient les deux généraux. Après de brillans efforts, Suchet se vit réduit à faire sa retraite sur Voltri. Elle fut savante et glorieuse ; mais toutes les sommités qui entouroient Gênes se trouvoient au pouvoir des Autrichiens. Il ne restoit plus d'autre parti que de s'enfermer dans la place. Masséna se flatta d'arrêter encore le vainqueur ; il fit distribuer des vivres à ses sol-

dats exténués de fatigue, et se disposa à prendre de nouvelles positions.

Le général Mélas, habile à profiter de ses avantages, se présente au point du jour, et le force d'accepter la bataille. La victoire fut disputée avec tout le courage dont les Français étoient capables ; mais il fallut céder au nombre. L'armée républicaine étoit réduite à douze mille hommes ; le général garda encore quelques positions au dehors, et s'enferma dans Gênes.

Suchet restoit isolé avec sa petite armée, que le dernier combat avait réduite à quatre ou cinq mille hommes. Sa jonction avec Masséna étoit impossible, et sa retraite présentoit les plus grandes difficultés. L'ennemi plein de confiance et d'espoir marchoit sur lui. Le général Mélas étoit à la tête du mouvement avec vingt mille hommes. Il falloit autant de présence d'esprit que de résolution pour soutenir une lutte aussi inégale. Le général Suchet ne s'en effraya pas, disputa vaillamment le terrain, fit face à tous les dangers, rompit toutes les mesures qui tendoient à l'envelopper, anima de son exemple ses soldats épuisés de fatigues et de besoin, soutint leur courage ; et de combats en combats, de positions en positions, il arriva jusque sur les bords du Var, derrière lequel il ne craignit pas d'attendre son

ennemi. Cette guerre de montagnes avoit été remarquable par l'activité et l'acharnement des deux partis. C'étoit souvent au milieu des brouillards et des précipices, sur des plateaux chargés de neige, à la lueur des flambeaux, que les armées se livroient des combats sanglans et opiniâtres : les Autrichiens, toujours en nombre supérieur, et riches en munitions de tous les genres ; les Français, toujours en nombre inférieur, souvent sans nourriture, sans souliers et sans habits.

Il faut maintenant quitter l'Italie, et considérer, sur d'autres points, la marche rapide des événemens.

CHAPITRE XIV.

Ouverture de la campagne sur le Rhin. Instructions données au général Moreau. Origine de ses différens envers le premier consul. Succès de son armée.

Quelque empressé que parût le général Buonaparte à chercher le mérite et à l'employer, on n'ignoroit pas que son intérêt personnel était l'unique mobile de ses actions; que son cœur, insensible à l'amitié, s'ouvroit facilement aux soupçons et à la haine, et renfermoit un profond sentiment de jalousie contre tout mérite supérieur. Passionné pour la gloire et le pouvoir, il n'en vouloit faire le partage avec personne. Tout homme qui pouvoit être son rival devenoit par cela seul son ennemi; et le sang d'un ennemi ne lui coûta jamais rien. De retour en France, il n'avoit pas vu sans inquiétude la haute considération dont jouissoit le général Moreau. Les trophés de cet habile guerrier l'importunoient; il savoit qu'on lui avoit offert la dictature, et qu'il avoit mieux aimé servir son pays que le gouverner. Il voyoit avec peine l'amour que lui portoit le soldat, et l'estime que l'Europe professoit pour

ses talens et son caractère personnel. Il cherchoit des instrumens pour sa propre gloire, et Moreau lui paraissoit trop fier pour oublier la sienne. Jamais deux hommes ne s'étoient rencontrés d'un caractère plus différent. Moreau sage, éclairé, modeste, désintéressé; servant son pays pour l'honneur de le servir; calculant de sang-froid toutes ses opérations; aussi grand dans les revers que dans les triomphes; aussi simple après la victoire que dans l'obscurité de la vie privée: Buonaparte, avide d'honneurs et de richesses, rapportant tout à lui-même, ne ménageant rien pour arriver à ses fins; cherchant le faste et l'éclat, employant toutes les bouches de la renommée pour publier ses exploits.

On s'étonnoit qu'il eût déféré le commandement de l'armée du Rhin au général Moreau; c'étoit un tribut que sa politique artificieuse avoit cru devoir payer à l'opinion publique. Mais il étoit loin de vouloir contribuer à la gloire de cet habile capitaine, en lui fournissant l'occasion de cueillir de nouveaux lauriers. Son dessein étoit de le réduire à un rôle purement passif.

Habile à dissimuler, il avoit à la vérité affecté un intérêt particulier pour l'armée du Rhin; il l'avoit formée des meilleures troupes de la république, et pourvue de tous les genres de munitions. Mais il se réservoit d'en retirer

ce qu'il jugeroit nécessaire pour la sienne, bien résolu d'appeler sur lui seul tous les rayons de gloire qu'il attendoit de cette nouvelle campagne.

Il avoit donc fait rédiger un plan, dont le but étoit de borner tous les mouvemens du général Moreau à de simples démonstrations, sans jamais rien entreprendre de décisif. Il se flattoit, par ces combinaisons, d'arrêter l'armée nombreuse du général Kray, de la tenir dans un état d'inquiétude continuelle, et de lui ôter les moyens de concerter ses opérations avec l'armée d'Italie. Il demandoit même au général Moreau le sacrifice de son aile droite, commandée par le général Lecourbe. Ce plan fut communiqué par le général Berthier; mais Moreau n'étoit pas assez insensible à la gloire et à l'amitié, pour se soumettre à de semblables concessions. Il fit de justes et courageuses réclamations.

Le plan du ministre de la guerre ne lui sembloit nullement propre à assurer l'honneur et le succès des armes françaises. Le salut de son armée lui sembloit compromis, s'il renonçoit aux lumières du général Lecourbe, et à l'aile droite qu'il commandoit. Il présenta un nouveau plan qu'il avoit conçu lui-même, en démontra les avantages, et déploya tant de fermeté, que le général Berthier fut obligé de

composer avec lui. Buonaparte, irrité de cette résistance, dissimula; mais il en garda un profond ressentiment; et, dès ce moment, la défiance et la haine ne firent que s'accroître entre les deux généraux.

L'armée autrichienne, partagée en quatre corps, étoit composée de cent quarante mille hommes. Elle avoit une belle cavalerie et cinq cents bouches à feu; son général étoit avec raison regardé comme un des plus grands capitaines de l'Europe. Il s'étoit signalé en 1793, 1794, dans les Pays-Bas et sur le Rhin; il avoit dans toutes les occasions donné les plus grandes preuves de talent et de courage; et c'étoit surtout à lui qu'on attribuoit les brillans succès de l'armée d'Italie, avant que le général Suwarow en prît le commandement.

Son armée occupoit une ligne très-étendue, depuis les bailliages italiens jusqu'à Manheim. Cette disposition pouvoit en compromettre la sûreté. Mais le cabinet de Vienne étoit tellement convaincu de la foiblesse de nos ressources, qu'il ne croyoit pas devoir prendre de plus grandes précautions. Le général Kray ne devoit agir que de concert avec le général Mélas, lorsque celui-ci, ayant enlevé toutes nos positions, et pris la ville de Gênes, viendroit porter son camp sur les limites de nos provinces méridionales. On ne doutoit pas qu'a-

lors envahie au levant et au midi, menacée au nord et au couchant, la France ne fût obligée de capituler, et de renoncer enfin à cette redoutable révolution qui avoit porté la désolation et l'effroi dans toute l'Europe. L'événement ne répondit point à ces flatteuses illusions.

Le 25 avril, l'aile gauche de l'armée du Rhin, commandée par le général Sainte-Susanne, passa le fleuve à Kehl, et se porta en avant, tandis que le centre, sous les ordres du général Gouvion-Saint-Cyr, le passa à Vieux-Brisach, et menaça de son côté l'armée autrichienne. Il étoit urgent pour le général Kray d'arrêter l'action simultanée de ces deux corps; il donna ordre à son aile droite de se porter sur celle du général Sainte-Suzanne; mais, par un de ces habiles stratagèmes qui naissent dans la tête des grands capitaines, le général Sainte-Suzanne avoit ordre de rétrograder, de repasser le Rhin à Kelh, et de se porter sur la rive gauche à marches forcées, pour aller rejoindre le général Saint-Cyr; ce mouvement fut exécuté avec le plus grand succès; et les Autrichiens, déconcertés, reconnurent à regret qu'ils avoient perdu deux jours de marche. Mais le plan du général Moreau étoit plus vaste; le général Lecourbe, de son côté, se mettoit en mouvement, et por-

toit l'inquiétude dans la gauche des impériaux. Le général en chef, profitant de ses avantages, passe le fleuve lui-même avec sa réserve, et achève, par ces savantes dispositions, de porter le trouble dans l'armée ennemie. La bataille devenoit inévitable; le général la présente à Stokach et la gagne; il la présente une seconde fois à Engen; la victoire est long-temps disputée, mais tout cède enfin à l'habileté des généraux français, à leur intrépidité, et à celle de leurs soldats. Sept mille prisonniers furent le fruit de la victoire d'Engen; mais ce n'étoit pas le plus grand avantage de cette journée. Elle rendit au soldat cette confiance que ses derniers revers lui avoient ôtée, et cet amour de la gloire qui lui avoit fait opérer tant de prodiges.

Dès le lendemain, le général Moreau profite de l'ardeur de ses soldats, fortifie son aile droite des corps qu'il en avoit détachés, et se porte en avant. Le général Kray rassemble toutes ses forces à Moëskirch, et y prend une position avantageuse. Il étoit supérieur en nombre à l'armée française; mais celle-ci, sans compter ses ennemis, force les passages les plus difficiles, et charge avec impétuosité. Déjà la division du général Vandamme menace les derrières de la position; un mouvement combiné des généraux Montrichard et Molitor force

l'aile gauche des ennemis à se replier. Le général autrichien voit le danger, et, par une manœuvre habile, change tout à coup son front de bataille, et met à son tour en péril les divisions françaises. Il charge lui-même à la tête de ses meilleures troupes, ébranle plusieurs fois les phalanges républicaines, sans pouvoir les enfoncer. L'action s'engage et devient sanglante sur toute la ligne; on fait de part et d'autre des prodiges de valeur; les Autrichiens, pour conserver l'honneur qu'ils se sont acquis dans la campagne précédente, les Français, pour reconquérir cet ascendant qui les couvre de gloire depuis tant d'années. La nuit seule mit fin aux fureurs des combattans; mais tout l'avantage de cette journée reste aux Français. Réduit à la retraite, l'ennemi abandonne ses magasins. Le général Gouvion-Saint-Cyr presse l'arrière-garde du prince Ferdinand, et lui enlève quinze cents hommes.

Ces succès étoient le fruit des conceptions savantes du général Moreau. Il avoit trompé, par la hardiesse de ses combinaisons, l'un des plus habiles capitaines de l'Europe, et c'étoit le génie, plus encore que la bravoure, qui avoit triomphé. Les victoires d'Engen et de Moëskirch coûtoient à l'Autriche plus de vingt mille hommes tués, mis hors de combat, ou faits prisonniers.

L'armée française continua sa marche, pressant l'ennemi sur tous les points; l'aile droite, pour le séparer entièrement du Tyrol et du Voralberg, le centre et l'aile gauche marchant sur les deux rives du Danube. Le danger croissoit autour des Autrichiens; le général Kray repasse le fleuve, prend ses positions en avant et en arrière de Biberac, et attend le sort d'une nouvelle bataille. Les Français n'hésitent point; ils affrontent tous les feux d'une artillerie redoutable, enfoncent les rangs ennemis, leur enlèvent leurs meilleures positions, les poussent sur Biberac, et y entrent avec eux. Les vaincus se retirent sur les hauteurs; le général Saint-Cyr et le général Richepanse osent les y attaquer, les étonnent par leur hardiesse, et, après une lutte terrible et sanglante, les forcent de se retirer. Ils laissent sur le champ de bataille deux mille hommes tués ou blessés; deux mille autres sont faits prisonniers. Ils sont battus de nouveau à Meningen, et vont enfin prendre une position sous les murs d'Ulm. L'armée française étoit maîtresse de toute la Basse-Souabe et des immenses magasins établis à grands frais pour l'armée autrichienne. Le général Kray ne pouvoit plus rien entreprendre pour l'armée du Tyrol. Ainsi, le moment étoit

venu de favoriser la grande armée de Dijon par une heureuse diversion. Le général Moreau mit douze mille hommes sous les ordres du général Loison, les fit passer en Suisse, où ils se joignirent au corps du général Moncey.

CHAPITRE XV.

Premiers mouvemens de l'armée de réserve. Activité de Buonaparte. Passage des Alpes.

Tandis que le général Masséna soutenoit dans l'état de Gênes la lutte la plus inégale et la plus glorieuse, que Moreau acquéroit en Allemagne une nouvelle renommée par la profondeur de ses combinaisons et l'éclat de ses succès, Buonaparte s'occupoit avec une ardeur inépuisable de son armée de réserve. Son impatience devançoit le moment où elle se mettroit en marche pour franchir les Alpes. Son imagination lui montroit déjà l'Italie reconquise, le drapeau français flottant sur toutes les citadelles. Dans les calculs qu'il faisoit au fond de son cabinet, il ne voyoit pas moins de soixante mille hommes armés, équipés, prêts à braver toutes les fatigues, tous les périls, pour relever l'honneur, les enseignes françaises. Il leur traçoit lui-même les routes qu'ils avoient à suivre, les combats qu'ils auroient à soutenir, les victoires qu'ils devoient remporter. Il pressoit le général Berthier d'abandonner ses camps et d'ouvrir la campagne.

Celui-ci voyoit les choses d'un œil plus calme et plus éclairé. Il sentoit, comme le consul, la

nécessité de secourir Masséna ; mais il ne pouvoit se dissimuler les difficultés qui s'y opposoient. « Je n'ai, écrivoit-il à Buonaparte, que » vingt-deux mille hommes d'infanterie disponibles ; six mille sont en marche, trois mille » me sont annoncés ; la légion italique (1) de » quatre mille est sans armes et sans habits.

» Observez que, dans le nombre dont je » viens de parler, il y a un quart de conscrits, » dont la désertion est journalière ; je ne puis » donc passer les Alpes qu'avec vingt-cinq » mille hommes, non compris la cavalerie et » l'artillerie ; ajoutez trois mille hommes du » général Thureau, et vous trouverez au plus » trente mille hommes. Je ne compte pas les » bataillons de l'armée d'Orient, destinés à » garder la Suisse (2).

» Je vous fais connoître ma véritable position, non pour me plaindre, mais pour vous » mettre à même de faire vos dispositions. Je » marcherai avec ce que j'aurai, sans compter » le nombre des ennemis. Les troupes ont de » l'ardeur ; nous vaincrons les difficultés ; nous

(1) Elle avoit été formée des patriotes italiens réfugiés en France.

(2) C'étoit des soldats revenus d'Égypte, malades et gardés dans les dépôts.

» en aurons beaucoup, et par conséquent plus » de gloire. »

Le général Berthier demandoit instamment qu'on détachât de l'armée du Rhin le général Lecourbe, avec quinze mille hommes, pour passer le Saint-Gothard. Les deux armées se disputoient cet excellent officier, dont les connoissances locales égaloient le courage et l'habileté. Buonaparte sentoit la nécessité d'être fortement appuyé par une partie de l'armée du Rhin; mais il croyoit devoir encore des ménagemens au général Moreau. Quelque pressantes que devinssent les lettres du général Berthier, il différoit de jour en jour son départ de Paris.

Il vouloit, avant d'affoiblir l'armée du Rhin, que le général en chef fût dans une position assez brillante pour n'avoir plus rien à craindre des Autrichiens. Quand il se fut assuré de ses succès, il fit prendre aux consuls un arrêté qui lui prescrivoit de faire passer en Suisse vingt-cinq mille hommes, sous les ordres du général Moncey. L'arrêté du gouvernement lui fut porté par le ministre Carnot, et Moreau obéit.

On étoit arrivé à la fin d'avril, et l'armée toute entière étoit encore à Dijon. Le 25, l'avant-garde se mit en marche, et fut suivie de toutes les forces disponibles. L'infanterie étoit

partagée en sept divisions; quatre seules étoient complètes : elles avoient pour chefs les généraux Loison, Chamberlhac, Boudet et Watrin. Le général Vignole, second chef d'état-major, fut chargé de rester à Dijon pour organiser les trois autres. On n'avoit encore qu'une division de cavalerie ; on se hâtoit d'en former une autre. Le général Marmont donna les soins les plus actifs à l'artillerie, et la mit en état de passer par les sentiers les plus étroits, et d'arriver au sommet des plus hautes montagnes. L'armée se dirigea à grandes journées sur Genève, et vint établir ses cantonnemens sur les bords du lac. Il s'agissoit de renouveler ces prodiges opérés autrefois par Annibal, et de se frayer une route à travers des monts couverts de neiges éternelles, dont le front se perd dans les nues; d'escalader des rochers inabordables, d'affronter au sein des abîmes tous les obstacles que la nature semble avoir accumulés pour servir de rempart aux riches contrées de l'Italie. Les premiers jours furent employés à reconnoître les passages, à en dessiner les sinuosités, en marquer les précipices, les crevasses, les anfractuosités. Le général Marescot, commandant général du génie, et le *général Manioni*, né sur les lieux qu'on *alloit parcourir, dirigeoient* ce travail important. *Le général Berthier* animoit tout de sa présence. Le premier consul lui

avoit déféré le titre de général en chef mais il se gardoit bien de s'en attribuer les pouvoirs, et de se charger d'une responsabilité périlleuse. Il savoit ce qu'il avoit à craindre du caractère jaloux et défiant du premier consul ; car ni le dévouement, ni le zèle, ni les talens n'étoient des titres suffisans pour obtenir son entière confiance. Il le pressoit donc de quitter la capitale, et de venir lui-même diriger les premiers mouvemens. Le 6 mai, Buonaparte, après avoir tout réglé, quitta Paris, laissant les détails d'administration au second consul Cambacérès. Le 8 mai, il étoit à Genève, écoutant le rapport du général Marescot, qui venoit d'achever ses reconnoissances. Ce général avoit lui-même escaladé les sommités du Saint-Bernard, jusqu'à l'hospice tenu par les religieux. On rapporte que Buonaparte l'entendit sans lui faire la moindre objection, et lui dit ensuite : Peut-on passer? — Oui, général. — Eh bien! partons, ajouta-t-il.

Dès ce moment, il s'occupa à tout disposer pour le départ. Il donna le commandement de l'avant-garde au général Lannes, et lui enjoignit de se rendre dans la vallée de la Drance. Rien n'étoit plus urgent que de hâter la marche de l'armée ; les Autrichiens commençoient à revenir de leur sommeil, et à s'inquiéter des projets du premier consul, qu'ils avoient re-

gardés jusqu'alors comme de vaines menaces, ou de brillantes chimères. Du 15 au 18 mai, toutes les colonnes marchèrent ; l'aile gauche, commandée par le général Moncey, et formée des détachemens de l'armée du Rhin, par le Saint-Gothard ; le corps du général Béthancourt par le Simplon ; celui du général Thureau par le mont Genèvre et le mont Cénis ; la division du général Chabran par le petit Saint-Bernard ; tout le reste, au nombre de trente-cinq mille hommes, par le grand Saint-Bernard. La force totale de cette armée était de cinquante-huit à soixante mille hommes, parmi lesquels un grand nombre de jeunes soldats, dont les uns n'avoient jamais vu le feu, les autres savoient à peine manier leurs armes ou leurs chevaux (1).

Le général Lannes, après s'être enfoncé dans l'étroite vallée de la Drance, étoit arrivé avec son avant-garde au pied du grand Saint-Bernard. Là finit tout chemin praticable.

Cette montagne, appelée par les Romains *Mons Penninus*, est la plus haute de cette longue chaîne des Apennins, qui sépare la Suisse de l'Italie. La nature semble l'avoir posée là comme un géant, pour arrêter l'audace

(1) Précis des événemens militaires, par le général Dumas.

de l'homme. Elle y a rassemblé tout ce qui peut glacer le courage ; des neiges aussi anciennes que le temps, des rochers pendant en précipices ; des gouffres immenses, des monceaux de glace prêts à se briser sous les pas ; un froid excessif ; nulle trace de végétation, nulle empreinte du pied de l'homme ; une vaste et profonde solitude, dont le silence n'est interrompu que par le fracas des avalanches, le mugissement des vents, le bruit sourd et lointain des torrens, et le cri sauvage de quelques animaux féroces. C'étoit au pied de cette redoutable barrière qu'on avoit réuni l'artillerie et toutes les munitions. Mais par quel art les transporter ? Le courage et l'industrie suppléeront à tout. On démonte les canons, on creuse des arbres, en forme d'auges, pour les y placer ; on charge les munitions à dos de mulet ; on place sur des brancards, sur des traîneaux, les essieux et les caissons ; les hommes s'attellent intrépidemment à chaque pièce de canon, et gravissent ce sentier périlleux ; mais on ne peut monter qu'un à un ; quiconque tenteroit de dépasser son camarade seroit englouti à jamais dans des abîmes immenses. C'est à travers ces dangers sans cesse renaissans qu'il faut s'ouvrir une route dans l'espace de six milles. Les colonnes veulent prendre le temps de respirer, le moindre repos les eût entraî-

nées au pied des hauteurs qu'elles venoient d'escalader. Elles montèrent pendant près de sept heures; et, après un travail et des efforts inouïs, l'avant-garde arriva à cet hospice célèbre que la charité chrétienne a consacré à ses plus augustes bienfaits. C'est là que, dans une affreuse solitude; au milieu des neiges, des glaces et des frimas, privés de tous les charmes de la vie, des hommes, animés de l'esprit de Dieu, se sont ensevelis vivans, pour secourir leurs semblables, exercer envers eux l'hospitalité la plus touchante et la plus généreuse. C'est là que leur ingénieuse industrie a dressé des chiens qui partagent avec eux leurs pieux devoirs, parcourent les points de la montagne les plus solitaires et les plus éloignés, recueillent les cris, les soupirs, les moindres plaintes des infortunés, les rassurent par leurs caresses, se hâtent de retourner au couvent et en rapportent, à leur cou, du pain, des liqueurs spiritueuses et tout ce qui peut leur rendre ou leur conserver la vie.

Avec quelle joie l'armée française reçut, des mains des pieux cénobites, tous les secours que la charité la plus active put lui prodiguer! et que la religion lui parut grande et précieuse! Après une courte halte, d'un coup d'œil elle mesura le chemin qui lui restoit à parcourir. Quelle pente rapide et effrayante! quels affreux

précipices! les neiges commençoient à fondre; les vents, en les déplaçant; formoient d'horribles abîmes; on marchoit avec une extrême précaution, tantôt debout, tantôt en s'appuyant sur les mains et sur les armes; le moindre faux pas entraîne les hommes et les bagages, et les précipite, à travers les rochers, les glaces et les neiges, dans des gouffres immenses. On étoit parti à midi, et l'on n'arriva qu'à neuf heures du soir (1).

Le général Lannes fit reposer un instant au pied de la montagne son avant-garde harassée; et, pour ne pas laisser à l'ennemi le temps de se re-

(1) Un écrivain recommandable, qui a rendu compte de ce passage, a écrit que la présence et les discours du premier consul soutenoient le courage des soldats et des travailleurs; que lui-même, après une heure de repos au couvent des Hermites, voulant rejoindre plus promptement l'armée, prit un sentier que suivoient quelques fantassins; que, arrivé à peu près au milieu de la descente, la pente devint si rapide, qu'il ne put descendre qu'en se laissant glisser sur le derrière. Sans doute il n'a pas eu intention de rehausser la gloire du premier consul, en lui attribuant un honneur qu'il n'a pas eu; mais, s'il eût consulté des notes plus fidèles, il se seroit convaincu que Buonaparte étoit à Lausanne, tandis que son armée franchissoit les sommets du Saint-Bernard; qu'il n'en partit que le 19 et n'entreprit le passage que le 20 mai. Il s'étoit arrêté un jour au pied de la montagne pour y recevoir des nouvelles du général Suchet.

connaître, se porta rapidement sur la petite ville de Tort. Elle étoit occupée par les Autrichiens; on l'enleva à la baïonnette, et le 19 mai on étoit à Châtillon, position gardée par quinze cents Croates: on leur prit trois cents hommes, trois pièces de canon, et l'armée poursuivit sa marche jusqu'au fort de Bard.

La nature a fait de ce fort, sans le secours de l'art, une barrière insurmontable. Il s'élève, comme une pyramide, sur une base de rochers inaccessibles; il est défendu à sa droite par une rivière profonde, dangereuse et inabordable. Il avoit vingt-deux pièces en batterie et une garnison de cinq cents hommes: c'est au pied de cette redoutable défense que passe la route. Rien n'étoit plus urgent que de forcer cette barrière; la ville basse céda facilement aux efforts des soldats français. Les ponts-levis furent baissés, les portes enfoncées, et les soldats autrichiens forcés de se retirer dans le château. Ils y étoient parfaitement à couvert dans des casernes fortifiées, qui prenoient jour par des créneaux. Le fort étoit dominé par la montagne d'Albarède, et l'on auroit pu le battre, s'il eût été possible de transporter de l'artillerie sur cette hauteur; mais on n'arrivoit à son sommet que par un escalier grossièrement taillé dans le roc par les habitans des villages voisins. Buonaparte, à qui rien ne sembloit impossible, le fit agrandir par les sa-

peurs, et, à force de travail et d'industrie, il parvint à y faire monter les hommes et les chevaux. On menaça alors le commandant d'un assaut; il répondit que son honneur et ses instructions lui prescrivoient de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Buonaparte étoit pressé d'enlever ce rocher; il vint le reconnoître lui-même, et quoique le général Marescot lui démontrât l'impossibilité de le prendre de vive force, il ordonna l'assaut, expliqua ses intentions à l'officier chargé de l'entreprise et se retira bien convaincu des difficultés; mais il se flattoit que la fortune, ou l'effroi de la garnison pourroient le servir plus utilement que la prudence. Au signal donné, d'intrépides grenadiers gravissent en silence, et avec une ardeur incroyable, de rochers en rochers, arrivent à la première enceinte, l'emportent et forcent l'ennemi à se retirer. Mais alors ils se trouvent exposés au feu terrible de toute l'artillerie; la mitraille, les grenades, les obus lancés de toutes parts, jettent parmi eux le désordre et la confusion. Le général Loison tombe au pied du rempart, frappé de l'explosion d'une bombe. Une foule d'officiers et de soldats périssent ou sont grièvement blessés: il fallut renoncer à cette inutile et téméraire entreprise.

L'armée se trouvoit dans une situation pé-

rilleuse. Le général Lannes s'étoit porté en avant, et n'avoit point d'artillerie; il pouvoit être attaqué subitement, et rester sans moyens de défense.

Il étoit impossible de traîner les canons sous le feu du fort, sans s'exposer à tout perdre. Dans son désespoir, le général Berthier tenta un moyen qui lui réussit. Il fit couvrir de fumier les rues de la ville basse, entourer les roues de paille et de foin, et traîner les pièces par des soldats qui se chargèrent intrépidement de cette mission périlleuse. On profita de l'obscurité de la nuit; on marcha dans le plus profond silence; et l'on parvint à tromper la vigilance de l'ennemi. L'armée étoit sauvée, mais le fort n'étoit pas rendu; on en forma le siége avec des troupes suffisantes; on établit une batterie dans un clocher de la ville basse, et le reste de l'armée se remit en marche.

Ivrée étoit la première place que la valeur française avait à conquérir: c'est la clef des plaines d'Italie. Quatre mille hommes s'y étoient jetés pour la défendre. Elle est située assez avantageusement sur les bords de la Dora, et susceptible de défense. Le général Lannes reçut l'ordre de l'emporter de vive force. Il fit attaquer à la fois la citadelle et la ville, éprouva pendant deux jours une vive résistance, mais l'enleva après des actes d'une

héroïque intrépidité : lui-même s'avança jusqu'aux portes de la ville, la hache à la main, et porta les premiers coups pour les enfoncer. Les Autrichiens eurent à peine le temps d'évacuer la place, et laissèrent trois cents prisonniers. Un jeune capitaine, nommé Cochet, à la tête d'un bataillon d'infanterie, escalada le fort, et l'enlèva à la baïonnette.

L'avant-garde, sans s'arrêter, marcha droit sur la route de Turin. Les généraux autrichiens, surpris, formèrent, à la hâte, une petite armée de six mille hommes d'infanterie, de quatre mille chevaux, et prirent une position en arrière du pont de Chiusella. L'armée française les attaqua, força leur position et les mena jusqu'au Chivasso : ce combat fut illustré par un trait d'audace et de dévouement digne d'être conservé. Un jeune officier, nommé Macon, voyant que quatre pièces d'artillerie placées sur le pont arrêtoient la colonne française, se jeta dans la rivière, entraîna par son exemple les soldats qu'il commandoit, et, marchant sous le feu d'une mitraillade meurtrière, tourna le poste autrichien, et décida la victoire.

La perte des Autrichiens fut considérable. Plusieurs officiers de distinction perdirent la vie ; le général comte de Palfi fut blessé mortellement. Ces avantages excitoient l'ardeur des jeunes conscrits, et réveilloient dans le cœur

des vieux soldats des souvenirs de gloire qui leur étoient chers.

Tous les corps de l'armée venoient de franchir les routes qui leur avoient été indiquées, sans autres obstacles que ceux que leur opposoit la nature : la réserve entière étoit au-delà des Alpes. Buonaparte ne s'arrêta à Ivrée que pour passer la revue et diriger la marche de ses troupes. Son intention étoit de profiter de la surprise du général Mélas, de se porter rapidement sur la capitale de la Lombardie, de rétablir la république cisalpine, et d'en mettre à profit toutes les ressources.

Depuis le commencement de la guerre, l'erreur la plus grave des cabinets de l'Europe étoit de s'exagérer la foiblesse de la république, et de se croire toujours sûrs de la victoire.

Buonaparte conduisoit ses opérations avec autant de secret que d'habileté. Jamais l'armée de réserve n'avoit été totalement rassemblée à Dijon ; à peine un corps de quatre à cinq mille hommes étoit-il organisé, qu'on se mettoit en marche, et qu'on lui donnoit une destination provisoire. Ces jeunes conscrits, qui arrivoient sans expérience et sans armes, loin d'être un sujet d'alarme pour les émissaires du cabinet de Vienne, n'étoient souvent pour eux qu'un sujet de dérision. On ne pouvoit se figurer, qu'avec de semblables ressources, Buonaparte eût la

pensée de s'ouvrir une route à travers les rochers glacés des Alpes, et de tenter une lutte inégale avec l'armée victorieuse de Mélas. On avoit préparé à Lyon une quantité prodigieuse de biscuit, qu'on disoit destiné pour Toulon. On la fit passer subitement à Genève, avec toutes les autres munitions, et les mesures furent si bien prises, que les convois arrivèrent avec les troupes mêmes. Tandis que l'armée étoit engagée dans les Alpes, et que le premier consul les traversoit, il faisoit courir le bruit, qu'une sédition survenue à Paris, le forçoit d'y retourner; et l'ennemi, toujours prêt à accueillir ces sortes de bruit, se confirmoit dans une périlleuse sécurité.

Tous ces rapports qu'on faisoit au général Mélas, le fortifioient dans l'idée que le camp de Dijon n'étoit qu'une feinte destinée à l'inquiéter, sans aucun projet ultérieur. Il s'agissoit, lui disoit-on, de cinq à six mille hommes perdus dans les neiges. Il auroit cru compromettre sa réputation de grand général, en s'occupant sérieusement de ces vaines démonstrations. Toute son attention se tournoit vers l'armée de Masséna; et, convaincu que Gênes ne pouvoit manquer de capituler, il s'étoit porté vers les frontières de la Provence, pour achever la défaite du général Suchet, pénétrer dans le sein même de la France, et

menacer à la fois les ports de Toulon et de Marseille. On se flattoit de trouver en Provence un parti tout formé, et d'opérer un soulèvement en faveur de la monarchie. Mais l'ambition et les vues intéressées de l'Autriche étoient trop connues pour que les royalistes pussent s'y méprendre; ce n'étoit qu'au nom et en présence d'un prince français qu'on pouvoit espérer quelques succès: les royalistes restèrent tranquilles, et le général Suchet attendit courageusement l'ennemi. Il confia au général de génie Campredon le soin de fortifier la tête du pont, fit prendre quelque repos à ses soldats, appela les gardes nationales, pressa l'arrivée des renforts, remonta son artillerie, et fit élever une ligne télégraphique avec laquelle il observa tous les mouvemens de l'armée autrichienne. Si, mieux instruit, le général Mélas eût renoncé à son entreprise, s'il se fût porté avec toutes ses forces au pied des Alpes, c'en étoit peut-être fait de l'armée républicaine; peu de munitions, peu d'artillerie, des colonnes novices ou incomplètes. Mais rien ne put le détacher de ses brillantes chimères; et l'espoir de voir bientôt flotter en France les drapeaux autrichiens enchaîna toute sa prudence. Pressé de s'illustrer, il fit attaquer vivement la tête du pont avant que les travaux fussent achevés. Les Français soutinrent courageusement le choc, et, prenant eux-mêmes

l'offensive, forcèrent l'ennemi de se replier. Enfin, une seconde attaque, tentée avec tous les moyens que donne une grande armée, n'eut pas une meilleure issue. Buonaparte avoit recommandé au général Suchet de retenir les Autrichiens aussi long-temps qu'il le pourroit. Ses intentions furent fidèlement remplies ; chaque jour l'ennemi étoit harcelé dans ses positions, toute l'armée étoit dans un mouvement continuel.

On essaya même d'intimider l'ennemi par un appareil de forces qu'on étoit loin de posséder. Le général Garnier, avec son aile gauche, osa passer le Var, attaquer les postes des Autrichiens et menacer le col de Tende, point essentiel pour leur retraite. Le général Mélas sentit le danger. Sa position devenoit de jour en jour plus alarmante ; des avis positifs ne lui laissèrent plus aucun doute sur les progrès de l'armée de réserve. Il laissa le général Elnitz sur les bords du Var, et se porta à la hâte, avec un corps de six mille hommes, vers les plaines du Piémont, où il se réunit au général Kaim ; mais ses forces étoient trop divisées pour arrêter la marche des Français. Il ne vouloit pas abandonner le Var ; il vouloit encore moins abandonner le siége de Gênes, et cette persévérance dans un faux système lui ôtoit les moyens de soutenir la grande lutte

qui alloit s'ouvrir. Le général Elnitz sentoit la nécessité de terminer promptement avec le général Suchet. Il le fit inutilement attaquer avec quinze mille hommes d'excellentes troupes ; tous ses efforts échouèrent devant l'intrépide armée de la république ; il perdit quatre pièces de canon, trois cents prisonniers, et se détermina à battre en retraite. Prévenu partout, il trouva des obstacles auxquels il ne s'attendoit pas. Le général Suchet avoit à peine neuf mille hommes, mais ils étoient pleins d'ardeur et de confiance. Il partagea son aile gauche en deux colonnes, chargea le général Ménard de devancer l'ennemi au col de Tende, donna ordre au général Rochambeau d'envelopper l'arrière-garde autrichienne, et de lui couper toute retraite. Les deux attaques eurent le même succès. Le général Ménard fit quatre cents prisonniers ; l'arrière-garde autrichienne fut coupée et prise presque toute entière ; les généraux perdirent leurs équipages, et le lendemain le col de Tende fut occupé par les Français. Le général Elnitz, battu de tous côtés, fut forcé de se retirer précipitamment, d'abandonner ses prisonniers et trente pièces de canon. Deux jours après, un nouveau combat et une nouvelle déroute lui enlevèrent quinze cents hommes, et le mirent hors d'état d'inquiéter l'armée fran-

çaise. Suchet se hâta de reprendre ses positions; il se flattoit de faire bientôt entendre son canon dans Gênes, et de relever l'espérance dans l'armée de Masséna; mais il n'étoit plus temps.

CHAPITRE VI.

Siége de Gênes. — Résolution héroïque du général Masséna. — Alternatives de succès et de revers.

La superbe Gênes est située en amphithéâtre sur les bords de la mer Thyrrénienne. Son port, ses murs, ses palais, ses fortifications offrent un coup d'œil magnifique. L'art n'a rien oublié pour sa défense.

Elle est enfermée dans une double enceinte : l'une occupe la moitié, l'autre la totalité de la montagne sur laquelle la ville est assise. Ces travaux forment un vaste triangle dont la base s'appuie sur la mer, dont les côtés s'élèvent sur des escarpemens qui dominent les torrens de la *Polvelera* et du *Bisagno*. Le fort de l'Éperon défend le sommet du triangle. Au-dessus de l'Éperon, deux pointes, nommées les *Deux-Frères*, et le fort du *Diamant*, présentent de nouveaux moyens de défense. Sur la gauche du Bisagno se trouvent les forts de Quezzi, de Sainte-Thècle et de Richelieu. Les remparts sont d'une largeur prodigieuse et facilitent tous les ouvrages qui peuvent ajouter à la défense de la ville.

Le général Masséna étoit résolu de continuer la guerre vive et active qu'il avoit commencée. Il se flattoit d'être bientôt secouru par l'armée de réserve et de sauver la république ligurienne. Il entretenoit le courage de ses soldats et la constance de ses habitans, en leur représentant que bientôt Buonaparte lui-même viendroit planter ses drapeaux victorieux sur les hauteurs occupées par l'ennemi. Chaque jour, il ordonnoit des reconnoissances, poussoit ses détachemens jusqu'au-delà de Polvecera, pénétroit jusque dans l'intérieur des positions autrichiennes et semoit partout l'inquiétude et l'alarme. Il étoit facile de prévoir qu'avec un pareil ennemi le siége pouvoit durer encore long-temps. Les Autrichiens aspiroient au moment où ils pourroient seconder le général Mélas par une utile diversion et se porter sur les frontières de la Provence; car rien ne pouvoit les détourner de leurs premières conceptions. L'amiral Keith ambitionnoit le même honneur et paroissoit disposé à tous les sacrifices pour accomplir ce projet. Il essaya une sommation honorable auprès du général français, et reçut pour toute réponse que la ville seroit défendue jusqu'à l'épuisement absolu de toutes ses ressources.

L'ennemi ne vit plus alors d'autre parti que d'user de la supériorité de ses forces pour ac-

célérer la reddition de la place. Les Français occupoient encore des positions extérieures et trouvoient quelques moyens de subsistance dans un petit nombre de villages. Le général Ott résolut de leur enlever ces ressources et de les rejeter dans l'enceinte de la ville. Il fit attaquer les avant-postes des Deux-Frères, et les deux lignes du levant et du couchant. Ce mouvement impétueux étonna la valeur française; le fort de Richelieu fut bloqué, celui du Quezzi enlevé et les républicains repoussés jusqu'à la porte de Saint-Martin d'Albaro; cette dernière position étoit d'une haute importance. Le général d'Arnaud la défendit avec intrépidité; mais il alloit succomber lorsque le général Masséna accourut et força l'ennemi de remonter ses hauteurs.

Le fort des Deux-Frères étoit enlevé, le Diamant menacé, la flotte anglaise tiroit sur la ville. Le temps étoit horrible; mais, malgré la pluie qui tomboit à torrens, on se battoit des deux côtés avec un invincible acharnement. Dans l'espoir de la victoire, les Autrichiens avoient préparé les échelles pour l'escalade. Le général en chef ne s'étonne d'aucun danger; il ordonne au général Soult de reprendre les Deux-Frères; il fait soutenir par toutes ses réserves sa première division battue sur tous les points; il envoie le général d'Arnaud sur l'ex-

trémité gauche de la ligne autrichienne, lui recommande de couvrir sa marche dans les sinuosités du terrain et de prendre l'ennemi en arrière de ses positions. Cette heureuse conception est couronnée du succès; quatre cents Autrichiens, surpris et coupés, mettent bas les armes; la ligne française est dégagée; le général Poinsol marche pour reprendre le fort Quezzi; les Autrichiens le défendent avec fureur; les Français redoublent d'efforts et tombent en grand nombre sous le fer et le feu de l'ennemi. Masséna avoit rassemblé toutes ses forces. La ville avoit à peine cent hommes pour sa défense; deux bataillons formoient toute la réserve. Ces deux bataillons marchèrent; le général Miollis en prend un; une partie de l'autre est sous les ordres de l'adjudant général Thiébaut. On se bat de nouveau avec une nouvelle audace, un nouvel acharnement; les Autrichiens pour conserver leur conquête, les Français pour reprendre ce qu'ils ont perdu. On s'attaque corps à corps; ce n'est plus l'arme à feu qui décidera le combat; on se mêle, on se saisit, on se frappe de la crosse du fusil; on s'embrasse, on se renverse, on s'étouffe. Masséna lui-même se jette dans la mêlée avec ses officiers et se bat comme un simple soldat.

Enfin la victoire se fixe sous les enseignes françaises; exténués de fatigue, les Autrichiens

abandonnent le fort; un de leurs bataillons, surpris par le général Miollis, met bas les armes.

Le général Soult étoit en observation au fort de l'Éperon; dès qu'il voit la ligne autrichienne entamée, repoussée, il songe à exécuter les ordres qu'il a reçus; il fait attaquer les Deux-Frères par le général Spital. Le soldat est plein d'ardeur. Ses compagnons d'armes ont vaincu; il veut vaincre à son tour. L'ennemi se défend avec intrépidité, mais son courage cède à un courage plus grand; les retranchemens sont emportés. Le colonel Colloredo trouve dans la mêlée une mort glorieuse.

Les Autrichiens perdirent, dans cette sanglante journée, quatre mille soldats dignes d'un meilleur sort. Entraînés par la rapidité de leur marche, et l'ivresse du succès, ils avoient trop étendu leur ligne, et leurs colonnes ne pouvoient, sur un terrain coupé et difficile, lier leur opération et se communiquer. On brûla huit cents échelles préparées pour l'assaut; et le soldat, ranimé par ce triomphe, se prépara à de nouveaux succès.

Nul général n'étoit plus propre que Masséna à profiter de cette ardeur. Dès le lendemain, il reprend l'offensive. Une forte reconnoissance, sous les ordres du général Gazan, se porte en avant. Les Autrichiens s'étoient retranchés dans

le village de la Coronata, en avoient barricadé et crénelé les maisons. C'étoit là qu'étoit leur principal dépôt d'artillerie, de vivres et de munitions de tout genre. Le général Gazan pénètre jusqu'au centre de la position ; Masséna le fait soutenir par le général Soult. L'attaque a d'abord le plus grand succès. Mais le chef intrépide qui la commande est lui-même blessé à la tête et tombe. L'ardeur du soldat se ralentit. Le général Ott fait soutenir les Autrichiens par une forte réserve : la difficulté du terrain, le feu des batteries croisées, la supériorité du nombre, le découragement, tout se réunit pour porter le désordre dans les rangs français. Il faut abandonner une attaque si heureusement commencée; le général Soult favorise et couvre la retraite.

Huit jours se passèrent encore en attaques, en observations, en escarmouches. Le premier consul faisoit, au milieu de tous les obstacles, donner des avis de sa marche, et il devoit bientôt secourir la place; il exhortoit le général Masséna à tenir jusqu'à la dernière extrémité. Le général Reille, arrivé d'Antibes en deux jours, confirmoit les espérances dont l'armée se flattoit. Le caractère de Masséna le portoit aux plus hautes résolutions. On se décida aux derniers sacrifices avant de capituler.

CHAPITRE XVII.

Suite du siége de Gênes. Combats. Famine. Évacuation de la place.

On étoit au 10 mai ; les secours qu'on attendoit de l'armée du premier Consul n'arrivoient pas. Les besoins de l'armée augmentoient, son courage se lassoit, les dernières lueurs de l'espérance s'évanouissoient ; mais la constance des chefs restoit. Le général Ott ayant fait tirer le canon, et prévenu le général Masséna que c'étoit en réjouissance d'un avantage remporté sur le général Suchet, Masséna, pour lui faire une réponse digne d'un Français, ordonna le lendemain une attaque sur la ligne autrichienne du côté du levant. La garnison sortit toute entière ; le général Soult en commandoit une partie, une autre étoit sous les ordres du général Miollis. Malgré la résolution et l'impétuosité des républicains, l'attaque de ce dernier corps n'eut pas de succès. Soult fut plus heureux. Il surmonta tous les obstacles ; et, gravissant de hauteurs en hauteurs, il parvint jusqu'aux retranchemens ennemis, les fit attaquer et emporter.

Mille Autrichiens mirent bas les armes. Deux demi-brigades françaises étoient depuis long-temps ennemies; on évitoit de les rapprocher. Dans le temps où la misère et la défaite avoit porté partout l'indiscipline et le désespoir, l'une d'elles avoit déserté; l'autre l'avoit enveloppée, désarmée et ramenée au camp. Le régiment vaincu avoit juré une haine implacable à son vainqueur. Ici les deux régimens se trouvèrent en présence l'un de l'autre, mais aussi en présence de l'ennemi; l'amour de la gloire et de la patrie l'emporta. On se battit avec acharnement; chaque soldat se fit un devoir de seconder la valeur de son camarade, de quelque brigade qu'il fût. On se reconnut, on oublia tout, on s'embrassa au milieu du feu, et la victoire fut le prix de cette réconciliation.

Masséna instruit de la retraite du général Miollis, ignoroit le sort du général Soult; il résolut de tout entreprendre pour le dégager. Il falloit ramener au combat des soldats épuisés de fatigues, abattus par des revers, découragés par des souffrances dont on ne pouvoit entrevoir le terme. Mais le général en chef parut, et tous les sentimens généreux se réveillèrent dans le cœur de ses guerriers. On marche, on culbute tous les postes ennemis; les communications sont rétablies et la jonction est faite. Quinze cents Autrichiens surpris et prisonniers

sont ramenés en triomphe, et le général Masséna fait à son tour tirer le canon, et prévenir le général Ott que c'est en réjouissance de la victoire qu'il vient de remporter.

Mais il ne veut point laisser à son ennemi le temps de se reconnoître; le lendemain, sa petite armée est en marche sur tous les points.

Il s'agit d'enlever une position justement regardée comme la clef de toute la circonvallation : le général Soult est à la tête de la principale colonne; le général Gazan commande la gauche; le général Gauthier marche à la tête de l'avant-garde. On s'avance en combattant; chaque combat est un triomphe : les postes ennemis sont enlevés ou abandonnés. On arrive jusqu'au camp retranché; il est couvert par de nombreux ouvrages, des troupes braves et de fortes réserves; mais quelles forces humaines pourraient intimider des Français? Ils s'apprêtent à franchir le retranchement : tout à coup le ciel se couvre de nuages épais, une obscurité profonde succède à la clarté du jour; les éclairs seuls laissent, par intervalles, entrevoir la ligne des combattans : les rangs se confondent; des torrens de pluie se précipitent du haut des nues, la terre en est inondée : le terrain, devenu glissant, se dérobe sous les pieds des assaillans; leurs armes mouillées, ne répondent plus à l'ardeur

de leur courage. De nouveaux corps autrichiens se joignent aux réserves ; leur ligne se trouve tellement renforcée, que tous les efforts de leurs ennemis se brisent contre leurs rangs impénétrables. Le général Spithal est blessé ; le général Reille se jette en avant, les soldats n'ont plus la force de le suivre. Plus heureux, le général Gauthier enlève les premières redoutes : on se bat corps à corps, la mêlée devient terrible ; mais de nouvelles troupes se joignent à celles que l'on combat ; l'intrépide Gauthier tombe blessé, et ses guerriers découragés reculent. Il ne restoit plus d'espoir que dans l'audace et l'habileté du général Soult. Il se porte au centre, commandé par le général Poinsot. Il pénètre dans le camp : l'incendie des baraques annonce son triomphe, le cri de victoire retentit de toutes parts. Mais il faut suspendre ces acclamations : le général Hohenzollern est à la tête d'une nouvelle et forte réserve ; il charge, il disperse les Français. En vain le général Soult s'efforce de rallier ses troupes ; un balle lui fracasse la jambe, il tombe. Ses braves grenadiers s'efforcent en vain de l'enlever, le terrain est devenu impraticable, il ordonne la retraite, envoie son épée au général Masséna, et, soutenu par son frère qui avoit glorieusement combattu à ses côtés, il attend le moment où

les Autrichiens viendront jouir du fruit de la victoire. Cette journée coûta à l'armée française 1000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Parmi les blessés étoit le général Hospitalet.

Ces combats furent les derniers. L'armée républicaine avoit perdu le tiers de ses forces, l'élite de ses guerriers. La famine et la contagion faisoient d'horribles ravages dans la ville; le soldat lui-même commençoit à en éprouver les terribles effets. L'excès des fatigues avoit abattu son audace; chaque jour les hôpitaux se remplissoient d'hommes exténués et mourans : on demandoit partout la paix et du pain. Des milliers de femmes, tenant sur leurs bras leurs enfans expirans, faisoient retentir les rues de leurs douloureux gémissemens; à peine quelques lambeaux couvroient leurs membres desséchés par le besoin. Ailleurs des cris de révolte se faisoient entendre : les troupes génoises manifestoient hautement le dessein de se joindre à l'ennemi; leurs casernes étoient des foyers d'insurrections. La flotte anglaise écrasoit de ses bombes les quartiers les plus populeux. Le drapeau noir, signal de détresse et de mort, flottoit sur les hôpitaux, et ne servoit plus de sauve-garde à l'humanité souffrante. L'ancienne haine des Génois pour les Autrichiens, cédoit au sentiment des maux

présens. Au milieu des douleurs publiques, la voix des ministres de la religion se faisoit entendre ; les uns portoient des consolations, les autres déploroient les malheurs de la ville et en demandoient hautement le terme. Masséna étoit partout : sa présence, sa gloire, ses discours arrêtoient l'effervescence publique, entretenoient la constance du soldat.

« Camarades, leur disoit-il, encore quelque » temps, et vos nobles travaux recevront leur » récompense. Après tant de généreux efforts, » de magnanimes sacrifices, n'abandonnons » pas la victoire au moment où elle vient » déposer ses palmes entre nos mains. Les » Alpes sont franchies ; l'aigle impérial, étonné » et surpris, fuit devant les enseignes de la » république. Ajoutons quelques souffrances à » celles que nous avons honorablement sup- » portées, et le jour viendra où nous rappel- » lerons avec plaisir les maux que nous avons » endurés. »

Une circonstance imprévue vient confirmer ses promesses : un officier français arrive ; c'étoit un aide-de-camp du général Suchet. Il avoit laissé Buonaparte au pied du Mont-Saint-Bernard, et s'étoit chargé de ses dépêches. Mais par quel stratagème parviendra-t-il à les remettre au général Masséna ? Comment passer à travers tant de postes gardés par

les Autrichiens? Gênes est investie de toutes parts; aucun accès sur terre, aucun par mer. Mais le courage et le patriotisme connoissent-ils quelque obstacle? L'intrépide Franceschi s'aventure sur un frêle bateau, avec trois rameurs, il vogue à la faveur de la nuit; il traverse la croisière anglaise, il passe sous la poupe du vaisseau amiral, il atteint la chaîne des postes anglais; mais le jour paroît: un feu croisé de bateaux met sa frêle barque dans le plus pressant danger; un de ses rameurs est blessé; il est encore à plus d'une lieue du rivage. Le fruit de tant de courage sera-t-il perdu? Le guerrier français ne peut en soutenir l'idée. Il donne ordre à ses rameurs de faire un dernier effort; il quitte ses habits, il attache ses dépêches sur sa tête; déjà il est à la mer, il nage vers le rivage: mais il n'a pas ses armes; il retourne au bateau, prend son sabre entre ses dents, nage de nouveau: l'amour de la gloire et de la patrie le soutient; il arrive épuisé auprès du môle. Nul obstacle ne s'oppose plus à son succès, il est enfin dans l'enceinte de Gênes: et le général Masséna reçoit de ses mains les dépêches du premier consul.

Le récit du passage des Alpes, des progrès de l'armée française, de la terreur des Autrichiens, de l'approche des légions républicaines,

circule aussitôt dans l'armée, et dans la ville, des cris de joie célèbrent ces heureuses nouvelles; on les répète partout; l'espérance renaît dans tous les cœurs; au moindre mouvement de l'armée autrichienne, on se figure sa retraite; le tonnerre, qui gronde dans le lointain, est le canon de l'armée victorieuse. Masséna lui-même partage ces flatteuses illusions, et la confiance du chef accroît encore celle du soldat. Il ordonne une reconnoissance sur une partie de la ligne autrichienne. On obéit avec allégresse; on marche avec l'assurance de la victoire; on se représente les Autrichiens prêts à fuir leurs retranchemens dégarnis; on attaque avec fureur, on se jette avec une aveugle témérité sous un feu terrible et meurtrier. Mais, loin d'être diminuées, les forces de l'ennemi sont accrues, ses lignes sont renforcées; il soutient intrépidement l'impétuosité des Français, le sang républicain coule à grands flots, une foule de braves paient de leur vie leur héroïque dévouement; le général d'Arnaud est grièvement blessé; le sort est de nouveau inexorable, et l'armée se retire avec la triste et décourageante certitude que rien n'est changé dans sa fortune et son avenir.

On étoit au 28 de mai, toutes les provisions étoient épuisées; les chevaux, les mulets, et jusqu'aux plus vils animaux domestiques, tout

avoit été dévoré. On vécut, pendant quelques jours, d'une espèce de pâte nauséabonde, pétrie de graines de lin, d'amidon, d'huile de cacao, de son et d'herbes médicinales ; aliment détestable dont la vue seule révoltoit les sens, dont l'usage accéléroit la mort au lieu de l'arrêter. Une foule de malheureux attachés sur les cadavres des animaux, s'en disputoient les restes. Les rues étoient jonchées de cadavres ; les enfans expiroient sur le sein de leurs mères ; les accens, les cris du désespoir accroissoient encore l'horreur de ce spectacle : la fermentation devenoit alarmante ; le peuple parloit hautement de prendre les armes : tout annonçoit une révolution semblable à celle de 1746 (1).

---

(1) On trouve les détails de cette révolution célèbre dans le *Précis du Siècle de Louis de XV*, par Voltaire.

« Les Autrichiens, dit-il, usoient avec rigueur de la » victoire. Les Génois ayant épuisé leurs ressources, et » donné tout l'argent de leur banque pour payer 16 mil- » lions, demandèrent grâce pour les huit autres. Mais » on leur signifia, de la part de l'impératrice-reine, que » non-seulement il falloit donner, mais qu'il falloit » payer encore environ autant pour l'entretien de neuf » régimens répandus dans les faubourgs de Saint-Pierre- » des-Arènes, de Bisagno, et dans les villages circon- » voisins. A la publication de ces ordres, le désespoir » saisit tous les habitans. Leur commerce étoit ruiné,

Bientôt l'esprit de révolte passe dans l'armée française ; des soldats désespérés brisent leurs armes sur la place Saint-Dominique ; plusieurs

---

» leur crédit perdu, leur banque épuisée, les magnifi-
» ques maisons de campagnes, qui embellissoient les
» dehors de Gênes, pillées, les habitans traités en esclaves
» par le soldat. Ils n'avoient plus à perdre que la vie, et
» il n'y avoit pas de Génois qui ne parût enfin résolu à
» la sacrifier plutôt que de souffrir plus long-temps un
» traitement si honteux et si rude.

» Les Autrichiens tiroient de l'arsenal de Gênes des
» canons et des mortiers pour l'expédition qu'ils médi-
» toient en Provence, et ils faisoient servir les habitans
» à ce travail. Un capitaine autrichien ayant rudement
» frappé un habitant qui ne s'empressoit pas assez, ce
» moment fut le signal auquel le peuple s'assembla,
» s'émeut, et s'arma de tout ce qu'il put trouver, pierres,
» bâtons, épées, fusils, instrumens de toute espèce. Ce peu-
» ple qui n'avoit pas eu seulement la pensée de défendre sa
» ville quand les ennemis en étoient encore éloignés,
» la défendit quand ils en étoient les maîtres. Le mar-
» quis de Botta, qui était à Saint-Pierre-des-Arènes,
» crut que cette émeute du peuple se ralentiroit d'elle-
» même, et que la crainte reprendroit bientôt la place
» de cette fureur passagère. Le lendemain il se contenta
» de renforcer la garde des portes, et d'envoyer quel-
» ques détachemens dans les rues. Le peuple attroupé se
» barricade dans les rues, court à un magasin d'armes,
» et l'enfonce. Le peuple de Gênes compose alors une
» armée. On bat la caisse dans la ville. Au nom du peuple,
» on ordonne, sous peine de la vie, à tous les citoyens de

se donnent la mort ; d'autres abandonnent les postes avancés et passent à l'ennemi. Le sang couloit dans les rues, les patriotes liguriens et les partisans de l'ancienne république, s'imputant mutuellement les maux de leur patrie, en étoient venues aux mains, et se battoient avec fureur partout où ils se rencontroient. On étoit arrivé au terme fatal où la prudence ne permettoit plus de résister. Il falloit sauver six mille hommes, restes glorieux mais déplorables de l'armée d'Italie. La plupart étoient mourans, incapables de soutenir le poids de leur corps et de leurs armes. Dans cette cruelle extrémité, le général Masséna reçut de la part des généraux anglais et autrichiens une demande d'entrevue. Il s'agissoit de lui remettre une lettre du général en chef Mélas. L'adju-

---

» sortir en armes de leurs maisons, et de se ranger sous » les drapeaux de leurs quartiers. Les Allemands furent » attaqués à la fois dans le faubourg de Bisagno, et dans » celui de Saint-Pierre-des-Arènes; le tocsin sonnoit en » même temps dans tous les villages des vallées; les » paysans s'assemblèrent au nombre de vingt mille. Un » prince Doria, à la tête du peuple, attaqua le marquis » de Botta. Le général et ses neuf régimens se retirèrent » en désordre. Ils laissèrent quatre mille prisonniers et » près de mille morts; et, poursuivis sans cesse par de » simples paysans, ils furent forcés de fuir jusqu'à » Gavi. »

dant général Andrieux fut chargé d'aller la rerecevoir aux avant-postes. Elle contenoit les plus grands éloges pour le général Masséna. « Si la fortune vous a été contraire, vous avez opposé à ses rigueurs un courage, une constance et des talens admirés de toute l'Europe. Vous avez assez fait pour la gloire, il vous reste à écouter la voix de l'humanité, à prendre pitié de la malheureuse ville de Gênes, de vos propres soldats, modèles d'un héroïsme incomparable. » Le général autrichien offroit au général français la plus honorable capitulation. Mais le seul mot de capitulation révolte la fierté de Masséna. Il répond que l'ouverture qu'on lui fait est prématurée; mais qu'il se réserve d'en délibérer. Le bombardement continuoit; une fureur muette et concentrée, mais dont tous les signes se manifestoient sur toutes les figures, annonçoit une explosion prochaine; la citadelle de Savonne, long-temps défendue avec courage, venoit de céder à l'ascendant des armes autrichiennes. Masséna assemble ses officiers: « Camarades, leur dit-» il, nous avons fait pour défendre cette ville tout » ce que l'honneur nous commandoit; quel-» ques jours encore, et sa malheureuse enceinte » n'offrira plus qu'un vaste tombeau. Quittons » ces lieux funestes, emportons nos armes et » notre gloire, et la baïonnette au bras, fai-» sons-nous jour à travers l'ennemi. »

Tous jurent qu'ils le suivront, qu'ils mourront avec lui ; mais ils annoncent en même temps que le courage des soldats est éteint, qu'incapables de combattre, tombant sous le poids de leurs armes, ils sont résolus de se livrer à la discrétion du vainqueur ; qu'un plus long délai remplira la ville de désolation, et que le général n'aura plus que des cadavres et des murs en ruine à remettre à l'ennemi.

Masséna voulut tenter encore une proclamation. Son armée l'écouta paisiblement, et n'y répondit que par un morne silence. Enfin, il se décida. Sous le prétexte d'un échange de prisonniers, on reprit les négociations. Le vainqueur proposa d'abord que le général en chef restât prisonnier de guerre, et que son armée retournât en France. Masséna s'indigne de cette proposition. Si l'on persiste à employer le mot de capitulation, il rejetera tout traité. Il consentira à évacuer la place avec armes et bagages. Toute autre condition sera rejetée ; et s'il est nécessaire, il se fera jour à la baïonnette à travers les rangs ennemis.

Cette fierté héroïque en imposa aux ennemis. On ne peut rien refuser, dit l'amiral Keith, à tant de constance et d'héroïsme (1). M. l'adju-

(1) Le général Masséna s'étant plaint à lord Keith de

dant général Andrieux et M. Morin terminèrent la négociation ; et le 6 mai, Masséna faisoit voile pour aller cueillir ailleurs de nouveaux lauriers. Il écrivit aux consuls : « Depuis le » 1er mai, le peuple de Gênes étoit sans pain, » l'armée n'en recevoit que six onces, compo» posées d'un mélange moitié son, moitié » maïs. Pendant les dix derniers jours le maïs » a été remplacé par du cacao, et la ration ré» duite à trois onces. La plus grande partie des » chevaux avoit été mangée. Alors je me suis » décidé à signer la convention que j'ai l'hon» neur de vous adresser. »

Les circonstances de ce siége mémorable, l'habileté des assiégeans, le courage et la patience des assiégés, le génie du chef, l'intrépidité des soldats avoient fixé l'attention de toute l'Europe. Un spectacle non moins étonnant attiroit ses regards sur un autre point de l'Italie.

---

ce qu'on prétendoit le retenir prisonnier : « Vous seul, » lui avoit répondu l'amiral anglais, vous seul valez » vingt mille hommes. »

CHAPITRE XVIII.

Progrès de l'armée française. Passage de la Sésia. Marche de l'armée républicaine sur le Tésin. Passage de ce fleuve. Conquête de la Lombardie. Nouveaux succès. Bataille de Montebello. Bataille et victoire de Marengo.

VAINQUEUR à Chivasso, à Romano, le général Lannes continuoit de côtoyer le Pô, et menacoit Turin (1). Deux divisions marchoient à sa suite pour le soutenir, et par cette fausse démonstration, déroboient à l'ennemi le véritable dessein de Buonaparte. Tout à coup l'armée rétrograde. Le général Murat, à la tête de quinze cents hommes de cavalerie, se porte rapidement à Verceil; les divisions suivent ses mouvemens, et entrent dans la ville. L'ennemi

(1) Les royalistes, toujours prêts à se repaître d'illusions, se flattoient que Buonaparte avoit le projet de rétablir le roi de Sardaigne. La proclamation du général Lannes aux Piémontais détruisit bientôt ces vaines espérances.

oppose à peine une légère résistance au passage de la Sésia. On arrive sans obstacle sur les bords du Tésin. Le fleuve étoit rapide, le pont détruit, les bateaux manquoient pour en construire un autre. Les soldats français ramassent quatre à cinq frêles barques et s'y précipitent. Des pelles servent d'aviron; les carabiniers s'élancent les premiers, sous la protection d'un feu de mousqueterie et d'artillerie; les grenadiers du vingt-huitième régiment les suivent. L'ennemi répond au feu de l'armée républicaine par un feu égal; mais déjà les Français ont dispersé les premiers rangs. Les Autrichiens, plus forts en cavalerie qu'en infanterie, sont forcés d'abandonner des champs d'osier et un petit bois, qui gênent leurs mouvemens plus qu'ils ne les protégent.

Un second passage est tenté par les républicains sur un autre point. Le général Laudon, averti du péril, accourt avec tout ce qu'il peut rassembler de forces. On se bat avec acharnement. Les républicains sont inférieurs en nombre, mais supérieurs en audace. Le général Laudon est forcé d'évacuer la place de Turbigo, où il s'étoit enfermé; il laisse 400 hommes tués ou blessés, et 1200 prisonniers. Le second passage sur ce fleuve s'exécute sans obstacle. Le quartier général, animé par la présence du premier consul, suit le mouve-

ment du général Murat : d'Ivrée il se porte sur Verceil ; de Verceil sur Novarre, et rejoint, sans s'arrêter, le reste de l'armée sur les bords du fleuve. Il n'est pas de corps qui ne dispute l'honneur de suivre le premier consul ; infanterie, cavalerie, chevaux, mulets, équipages, tout se presse sur le pont. Murat se flatte d'atteindre le général Laudon ; il n'atteint que quelques traîneurs : le général autrichien venoit de se jeter dans Milan. On le poursuit avec ardeur. Le désir de revoir cette ville, d'y rentrer en maîtres et en vainqueurs, donnoit des ailes aux soldats.

Il fallut livrer quelques combats. L'ennemi, indécis sur le parti qu'il avoit à prendre, harcela ; pendant quelques heures, l'avant-garde française. Enfin, il se retira, après avoir laissé des approvisionnemens et une forte garnison dans la citadelle. Les Français s'avançoient avec précaution. Quelques habitans de la ville, cédant trop tôt au plaisir de revoir leurs anciens alliés ; furent blessés dans les rues ; bientôt le feu cessa : et le premier consul, à la tête de ses légions victorieuses, fit son entrée dans la ville. Un cortége nombreux ajoutoit à l'éclat de son triomphe. Il parcourut les rues au milieu des acclamations ; une foule immense se pressoit autour de ses guerriers ; toutes les fenêtres étoient occupées par les femmes

les plus élégantes, dont la voix se mêloit aux cris de joie de la multitude. L'arrivée de Buonaparte sembloit un prodige : on ignoroit qu'il fût en Italie; en le voyant, on avoit encore de la peine à le croire. La cocarde nationale remplaça bientôt la cocarde autrichienne. Buonaparte descendit au palais de l'archiduc, et proclama le rétablissement de la république Cisalpine. Déjà une foule de réfugiés étoient rentrés avec l'armée française; les anciennes autorités furent bientôt rappelées; mais, fidèle à son système de conciliation, le libérateur leur interdit toute vengeance, et fit prêter serment aux ministres de l'Évangile, de prêcher la concorde et l'oubli du passé; il voulut même qu'ils communiquassent, comme auparavant, avec le saint-siége.

Le conclave venoit de terminer sa session, et de donner un successeur à l'infortuné Pie VI. Son choix étoit tombé sur l'évêque d'Imola, dont il a déjà été question dans le récit des premières campagnes d'Italie. C'étoit un prélat d'un caractère doux et conciliant : des mœurs vertueuses, une simplicité vraiment angélique, inspiroient pour lui une grande vénération. Buonaparte lui avoit donné précédemment des témoignages d'estime et de respect. Sa nomination fut une fête pour la ville de Venise. Son couronnement eut lieu le 22 mars, sous la

protection du gouverneur impérial, et au bruit de l'artillerie des forts et de tous les vaisseaux qui étoient dans le port. La flotte étoit richement pavoisée, la mer couverte de gondoles et de petits bâtimens ornés de banderoles; les maisons de la ville étoient décorées de tableaux, de tapis et d'ornemens de tous genres. Lorsque le saint père parut, couronné de la triple tiare, les applaudissemens furent universels.

On se félicitoit de voir que l'église chrétienne avoit encore un chef. Le souvenir des malheurs de Pie VI ajoutoit un nouvel intérêt à la nomination de son successeur, qui, par un sentiment de respect et de reconnoissance, avoit pris le titre de Pie VII.

Le premier consul, instruit de cette nomination, en avoit paru satisfait. Ce n'étoit plus le même général, qui auparavant s'étoit vanté d'avoir renversé le trône pontifical : le rétablissement du saint-siége entroit alors dans le cercle de ses intérêts; c'étoit un nouvel instrument pour le succès de son ambition. On le vit même bientôt après rendre un hommage solennel à la religion, en assistant, avec un appareil extraordinaire, à un *Te Deum* célébré dans la cathédrale de Milan. On vit le clergé le recevoir à la porte de l'église, et le conduire dans le chœur, où l'on avoit préparé pour lui le trône

réservé autrefois aux empereurs d'Occident et aux souverains d'Italie (1).

L'armée passa sept jours à Milan, où elle se remit de ses fatigues et de ses privations. Le commandement de la ville fut confié au général Vignolles. Les Autrichiens avoient laissé dans le château le général Nicoletti avec une garnison de 2,000 hommes : on convint de part et d'autre qu'on s'interdiroit toute hostilité du côté de la ville.

Les succès de l'armée française dépendoient de la célérité de ses mouvemens. Les ennemis s'étoient retirés sur Lodi : les généraux Boudet et Loison les y suivirent, les y attaquèrent, et entrèrent dans la place après quelques heures de résistance ; la plus grande partie des magasins tomba entre leurs mains.

---

(1) Il avoit fait précédemment publier à dessein une lettre du roi de France Louis XVIII, aux cardinaux réunis au conclave.

« Nous reconnoissons solennellement le pontife qui » sera choisi par vous, et lorsque celui, par qui règnent » les rois, nous aura rétabli sur le trône de nos ancêtres, » nous ferons respecter son autorité légitime dans toute » l'étendue de notre royaume, et nous justifierons notre » titre de roi très-chrétien, et de fils aîné de l'église. »

On insinua malignement que cette dernière phrase menaçoit les protestans, et ces insinuations entretenoient la crainte et la défiance.

En même temps, le général Launes et la légion Cisalpine se portèrent dans le Brescian, et se jetèrent tout à coup sur Pavie, où ils trouvèrent deux cents bouches à feu, une grande quantité d'armes et de munitions. Le général Ott, après la levée du blocus de Gênes, avoit envoyé en toute hâte un corps autrichien pour occuper cette place; mais l'activité des Français les avoit devancés, et ce corps n'arriva que pour être témoin de leurs succès.

Ainsi se trouvoient déconcertés tous les plans du général Mélas. Trompé par de faux rapports, convaincu que l'armée française ne pouvoit rien entreprendre de sérieux, invariablement attaché au projet de s'emparer de Gênes et de s'ouvrir une route par la Provence, persuadé que Buonaparte se porteroit de préférence sur Gênes par le Piémont, il s'étoit, rendu en poste, de Nice, à Turin, y avoit établi son quartier général, et se flattoit d'en faire le centre de ses opérations, lorsqu'il apprit l'entrée de son ennemi à Milan.

Mais déjà la ligne de ses opérations se trouvoit occupée sur la rive gauche du Pô, et menacée sur la rive droite. Dans son embarras, il détacha le général Orello sur Plaisance, le général Ott sur le Tesin, et tenta une diversion puissante, en portant 6000 hommes sur Chivasso, au-delà du Pô. Ce mouve-

ment eut quelques succès. Des partis ennemis pénétrèrent jusqu'à Verceil, y délivrèrent trois cents prisonniers ; et menacèrent les Français occupés au blocus du fort de Bard ; mais, arrêtés à Ivrée, ils furent obligés de rétrograder, et presque en même temps le fort de Bard capitula. Ainsi la fortune, si longtemps contraire aux armes de la république, lui rendoit toutes ses faveurs.

Le général Suchet recueilloit de son côté le fruit de sa constance et de son courage. Libre de tous les obstacles qui s'opposoient à sa marche, il se portoit en avant, et par une suite de brillans succès, venoit lier ses mouvemens à ceux de l'armée de réserve. Pressés de toutes parts, les Autrichiens se trouvoient sans aucun plan de campagne. Des événemens nouveaux demandoient de nouvelles résolutions. En passant sur la rive droite du Pô, les Français mettoient l'armée ennemie dans la position la plus difficile, et l'on ne pouvoit douter qu'ils ne profitassent de tous leurs avantages. Déjà ils étoient maîtres de Plaisance, et avoient pris position sur les rives du fleuve : leur corps d'armée venoit de se fortifier de la division du général Moncey, qui, détachée de l'armée de Moreau, avoit traversé les Grisons, franchi le Saint-Gothard avec un courage et des peines extrêmes. Jusqu'alors on n'avoit

combattu que des partis ; il s'agissoit ici d'un engagement sérieux. L'avant garde autrichienne au nombre de 15,000 hommes, troupe brave et aguerrie, occupoit la rive opposée : le fleuve, grossi par la jonction du Tesin, étoit large et profond. Mais il s'agissoit de reconquérir de la gloire et de venger les enseignes françaises des affronts qu'elles avoient essuyés sous le commandement de Schérer. Les grenadiers et les carabiniers se disputent l'honneur de passer le fleuve les premiers ; les bataillons brûlent d'en venir aux mains. L'ennemi affecte de mépriser cette troupe téméraire et inhabile, qu'il se représente comme un rassemblement de recrues étrangères au métier des armes. On se précipite dans des barques rassemblées à la hâte, on atteint la rive opposée ; le nombre des soldats français augmente à chaque instant : les Autrichiens se flattent de les culbuter sans effort dans le fleuve ; mais ils s'y maintiennent intrépidement. Déjà deux ponts volans sont établis, et l'avant-garde est passée. Alors le combat s'engage avec fureur : les Autrichiens le soutiennent avec fermeté. Le général Lannes anime ses soldats de sa présence, de ses discours, de son exemple. Trois intrépides demi-brigades, se précipitant sur l'ennemi la baïonnette en avant, l'entament, le poussent dans des marais ; et le poursuivent sur la route de

Plaisance à Tortone ; mais la prudence arrête leur courage : la nuit survient, et l'on se prépare à de nouveaux triomphes.

Un courrier autrichien, surpris par les Français, avoit fait connoître la marche du général Mélas et celle du général Elnitz. On savoit, par des prisonniers, qu'après la levée du siége de Gênes, le général Ott s'étoit porté rapidement sur Tortone. Ce général habile occupoit en ce moment une forte position à Montebello, au-delà du fleuve.

On avoit également appris que le général Mélas, ayant quitté Turin, s'étoit déterminé à réunir en masse toutes ses forces, à descendre la rive droite du fleuve, et à reprendre ses avantages par une bataille décisive. Buonaparte voulut le prévenir. Il passe le Pô ; et, sans attendre que toutes ses forces soient rassemblées, il ordonne au général Lannes d'attaquer l'ennemi.

Avec plus de prudence, le général Ott auroit refusé le combat, et réservé ses forces pour les joindre à celles du général Mélas ; mais il commandoit aux meilleures troupes de l'armée, elles brûloient d'en venir aux mains ; et lui-même ne voyoit dans l'audace des Français qu'une vaine et périlleuse témérité. L'avantage du lieu augmentoit encore sa confiance ; il occupoit deux positions ; l'une en avant, au

village de Casteggio; l'autre, plus élevée, à Montebello.

Le général Lannes fit aussitôt charger l'aile droite de l'ennemi par la division du général Watrin. Sa marche rapide et l'impétuosité de son attaque, étonnèrent d'abord les Autrichiens, et déjà les Français tournaient le village. Mais l'ennemi se rallie, se serre sur les monticules au-dessus de Casteggio, et, soutenu par quelques corps nouveaux et de l'artillerie, il reprend l'offensive, et met en désordre les bataillons français. Le général Lannes les fait soutenir par la division Chamberlhac : une manœuvre hardie et ingénieuse du général Rivaud rétablit le combat. Les Autrichiens reculent ; on les pousse successivement, de collines en collines, ils se replient jusqu'à Montebello : le général Rivaud les y suit, et pénètre jusque dans le village.

Tandis que l'aile gauche remportoit ces avantages, l'aile droite étoit fortement engagée. Le général Ott sembloit déterminé à reprendre, à tout prix, le poste de Casteggio. Le combat devint terrible ; des deux côtés, l'artillerie faisoit des ravages effroyables : le village fut pris et repris deux fois. Enfin, après cinq heures d'efforts extraordinaires, Casteggio reste au pouvoir des Français. Il falloit soutenir le mouvement du général Rivaud : le

premier consul ordonne au général Victor de se porter en avant. Un pont, jeté sur un torrent, s'oppose au passage, une artillerie formidable le défend; les Français essaient en vain de le forcer : le général Gency passe le torrent à quelque distance, tourne la batterie et assure la victoire.

Les Autrichiens perdirent dans cette journée trois mille hommes, laissèrent au vainqueur cinq mille prisonniers, six pièces de canon et plusieurs drapeaux.

Le général Ott vivement poursuivi, ne trouva de repos qu'à Tortone, jeta deux mille hommes dans la citadelle, et passa la Scrivia pour se rapprocher du corps d'armée du général Mélas. Le moment qui devoit décider du sort de l'Italie approchoit. Le général autrichien avoit quarante mille hommes, une cavalerie nombreuse et supérieure à la cavalerie française, une artillerie considérable, des soldats exercés aux travaux, accoutumés à la victoire.

Les Français ne pouvoient mettre en ligne que trente mille hommes. Le reste de l'armée étoit occupé soit à garder les citadelles, soit à maintenir les communications. Buonaparte, quoique instruit par quelques prisonniers des dispositions de l'ennemi, ne pouvoit se persuader qu'un général aussi habile que M. de Mélas voulut abandonner le sort de l'Italie et le

salut de son armée aux hasards d'un combat. Il s'étonnoit également de ne pas le trouver en bataille. Il avoit fait battre la plaine entre la Scrivia et la Bormida par la cavalerie légère. Il l'avoit parcourue lui-même avec ses escortes, et s'étoit assuré que le seul village de Marengo étoit occupé par quatre ou cinq mille hommes. Il crut que le général Mélas méditoit un mouvement de flanc. Il ordonna en conséquence au général Desaix de se porter, avec les deux divisions qu'il commandoit, sur Rivalta, et d'observer les communications de Gênes. Il détacha également le général Boudet sur la route d'Acqui, dans le dessein d'opérer une jonction avec les corps de Masséna et de Suchet. Le général Mounier fut envoyé avec une division sur la droite de l'armée. L'intention du premier consul étoit d'envelopper l'armée du général Mélas, de lui couper toutes ses communications, et de l'obliger de capituler, sinon sans coup férir, au moins sans livrer une bataille générale. Cette erreur faillit perdre l'armée française. A peine ces ordres étoient-ils exécutés, que Buonaparte acquit la certitude que son ennemi étoit déterminé à livrer la bataille. Il étoit nuit, et il ne lui restoit que quelques heures pour combiner ses opérations. Il n'avoit pour engager l'action que dix-huit mille hommes d'infanterie, et deux mille cinq

cents chevaux. Son premier soin fut de rappeler le général Desaix; mais il ne pouvoit arriver que le lendemain après-midi.

On est étonné de trouver, en Italie, cet homme célèbre que nous avons laissé dans la Haute-Égypte illustrant les armes françaises autant par sa sagesse que par son courage et son habileté (1). Après la convention d'El-Arisch, lorsque l'armée française se disposoit, sur la foi des traités, à revoir la terre de la patrie, le général Desaix, pour obéir aux instructions de Buonaparte, s'étoit embarqué avec cent trente officiers sur un bâtiment ragusain. Il avoit des passe-ports du grand-visir et du commandant anglais devant Alexandrie, qui, pour mieux assurer son passage, avoit mis à son bord un officier de sa nation. Huit jours après son départ la frégate anglaise l'ayant rencontré s'empara du bâtiment, et, sans égard aux réclamations de l'officier anglais, le conduisit à Livourne, auprès de l'amiral Keith. Un homme d'un aussi noble caractère que le général Desaix, des officiers aussi braves que ceux qui l'accompagnoient méritoient un accueil honorable. L'amiral Keith oublia tout ce qu'il leur devoit, et tout ce qu'il se devoit à lui-même. Desaix fut

(1) Les Égyptiens eux-mêmes l'appelaient le sultan juste.

mis au lazareth, dans une espèce de prison, et l'amiral poussa l'indignité jusqu'à lui faire offrir vingt sous par jour, ainsi qu'aux soldats prisonniers, en ajoutant, avec ironie, que c'étoit par respect pour l'égalité solennellement proclamée en France. Il fut en conséquence mis dans la même tour que les soldats. On lui refusa des livres et des gazettes.

« Je ne vous demande rien, répondit Desaix, » que de me délivrer de votre présence. Si vous » le voulez, donnez de la paille aux blessés qui » sont avec moi. J'ai traité avec les Mamelucks, » les Turcs, les Arabes du désert, les Éthio- » piens, les noirs de Darfour, tous respectoient » leur parole quand ils l'avoient donnée. Ils » n'insultoient pas aux hommes dans le mal- » heur. »

Ce traitement, inconnu aux nations civilisées, excita l'indignation de l'Europe. L'Angleterre elle-même s'empressa de désavouer son amiral. Le général français rendu à la liberté mit à la voile, et arriva à Toulon le 5 mai avec ses braves compagnons d'armes.

C'étoit le moment où l'armée de réserve commençoit ses opérations. Buonaparte se hâta de l'inviter à se rendre à l'armée d'Italie. On abrégea pour lui la quarantaine. Il vint en poste prendre le commandement de deux divisions, avec le titre de lieutenant général.

Buonaparte ne vouloit point laisser Marengo au pouvoir des Autrichiens. Ce village, devenu si célèbre, est situé à quelque distance d'Alexandrie. Il en est séparé par la rivière de Bormida, qui se jette dans le Tanaro. Il n'a pour défense, du côté de la rivière, qu'un ravin; et pour habitations voisines que le bourg de Castel-Ceriolo sur la gauche, et San-Juliano en arrière. La plaine, égale et vaste, est bornée par le torrent de la *Scrivia*.

L'armée française avoit passé cette petite rivière le 13 juin. Le même jour, à cinq heures du soir, le premier consul fit attaquer Marengo par la division du général Gardanne. Les Autrichiens laissèrent emporter le village, et se retirèrent vers la Bormida, sans qu'il fût possible de les entamer. La division Gardanne s'établit à *Pedra-Bona*, position au-dessus de Marengo.

Les Français se trouvoient ainsi en avant, près des retranchemens autrichiens, qu'ils menaçoient de forcer, et des bords de la Bormida, qu'ils menaçoient de passer.

Le général Berthier fit marcher la division Chambarlhac pour soutenir la division Gardanne, et préparer le mouvement sur la Bormida. Le corps du général Lannes se porta en avant, à six cents toises de Marengo, et forma la seconde ligne; une réserve commandée par

le général Carra-Saint-Cyr, et la garde consulaire, restèrent à la troisième. Les divisions Gardanne et Chambarlhac, commandées par le lieutenant général Victor, avoient à leur droite la brigade de cavalerie du général Champeaux, et à leur gauche la brigade du général Kellermann. La cavalerie du général Rivaud, placée en observation, occupoit en arrière l'extrémité de la droite.

Toutes ces forces étoient à découvert, sur un terrain nu, contre une armée double en nombre, conduite par d'habiles généraux, aguerrie et pleine de confiance. Le général Mélas l'avoit fait bivouaquer, le 13, en avant d'Alexandrie. Le lendemain à la pointe du jour, elle passa la Bormida sur trois points, et marcha sur les Français. La droite étoit commandée par le général Kaim, la gauche par le général Haddick, la réserve par le général Ott. Le général Elnitz, à la tête d'une nombreuse cavalerie, soutenue par les chasseurs tyroliens, se porta sur le bourg de Castel-Ceriolo.

Le premier objet du général Mélas étoit de reprendre le village de Marengo. Il fit attaquer la division Gardanne, qui occupoit la position de *Pedra-Bona*. Elle répondit avec intrepidité; mais ses forces étoient moindres, son artillerie inférieure, elle plia; et le géné-

ral Victor la fit soutenir par la division Chambarlhac, qui occupoit le village. Ici, l'action devint meurtrière. Le général Mélas commandoit en personne, et, malgré son grand âge de soixante-seize ans, il animoit les soldats du feu de son courage. Les Français étoient postés derrière le ravin : l'action s'engagea sur tout le front. L'artillerie et la mousqueterie faisoient, des deux parts, un ravage considérable. On se battoit à quelques toises de distance. Les Autrichiens manœuvroient pour tourner la droite des Français : le général d'infanterie Rivaud les arrêta d'abord par un mouvement hardi, et, blessé lui-même par un biscayen, ne voulut point abandonner le champ de bataille. L'ennemi étoit soutenu à chaque instant par de nouvelles troupes; le combat étoit inégal. Depuis deux heures, le général Victor soutenoit seul tout le poids de l'action. La division Gardanne étoit rejetée dans le village, et s'y défendoit bravement; mais il falloit céder au nombre. Marengo, pris et repris, étoit au pouvoir des Autrichiens. Le corps du lieutenant général Victor rétrogradoit : le général Berthier, qui rendit dans cette journée les plus grands services, fit marcher le corps du général Lannes pour soutenir celui de Victor.

Le général Kaim se déployoit vers Castel-

Ceriolo, dans l'intention de déborder la droite des Français et de les prendre en flanc : le général Lannes engagea avec lui un combat sanglant et animé ; la division Watrin se signala par des efforts inouïs, et parvint à repousser les Autrichiens.

Mais en ce moment, la division du général Victor, écrasée par le nombre, épuisée de fatigue ; étoit enfoncée, mise en désordre, enveloppée de toutes parts, et réduite à une fuite précipitée; elle ne put trouver d'appui qu'à San-Juliano. Cette déroute laissoit à découvert tout le flanc gauche du lieutenant général Lannes. Il se trouva, comme celui du général Victor, exposé aux efforts de toute l'armée ennemie, et comme lui obligé de battre en retraite.

La cavalerie autrichienne, commandée par le général Elnitz, se déployoit habilement, et se portoit en arrière des quatre divisions françaises pour les envelopper et achever la victoire. Tout étoit donc perdu. A peine six mille hommes d'infanterie, mille de cavalerie étoient - ils restés sous leurs enseignes. Le canon français ne répondoit plus au canon ennemi ; un tiers de l'armée étoit hors de combat. Le défaut de voitures obligeoit les soldats valides à porter les blessés sur leurs bras. La faim, la soif, l'excès de la fatigue

avoient éloigné de leurs rangs une foule d'officiers. On a dit, et l'on a cru pendant longtemps, qu'en ce moment le premier consul, hors de lui-même, accablé de douleur, se tenant loin du péril, donna des signes manifestes de foiblesse et d'effroi, et se trouva hors d'état de donner des ordres. On a même écrit, dans la vie de Joachim Murat, que ce général ayant aperçu le premier consul derrière un arbre, essaya de relever son courage en lui annonçant l'arrivée de la division du général Desaix. Mais ces bruits et ces récits paroissent dénués de fondement : M. le général Dumas, au témoignage duquel on peut s'en rapporter, n'en parle point. Il rapporte même que Buonaparte continua de donner des ordres avec beaucoup de présence d'esprit. Les officiers généraux, que l'auteur de ces mémoires a pu consulter, ont constamment démenti et repoussé cette accusation. On doit cependant avouer qu'on ne vit point, dans le cours de cette journée, Buonaparte animer de sa présence, et soutenir des ressources de son génie, son armée en désordre. Il paroît constant que le général Berthier, qui nous a laissé une excellente relation de la bataille de Marengo, s'est oublié lui-même pour faire honneur de ses propres services au général en chef. Il étoit près de cinq heures, et rien ne sembloit

pouvoir réparer les désastres de cette journée : la garnison de Tortone, instruite de la déroute de l'armée française, accouroit pour achever sa défaite.

Il ne restoit plus d'espoir que dans la garde consulaire, la division de cavalerie du général Rivaud, et le retour du lieutenant général Desaix. La garde consulaire n'avoit point donné; elle n'étoit composée que de mille hommes; quelque brave qu'elle fût, pouvoit-on se flatter que seule elle arrêtât une nombreuse armée couronnée par la victoire? Cependant elle marche, elle se forme en carré, et se présente à l'ennemi comme un rocher indestructible. La cavalerie autrichienne fond sur elle; elle repousse toutes attaques, et arrête le mouvement de l'ennemi.

En ce moment la division du général Mounier est de retour : le général Dupont l'envoie soutenir la droite du général Lannes, que le général Kain commençait à déborder. Prête à être enveloppée, elle se replie sur l'inébranlable carré, puis se portant en avant, elle se jette dans le bourg de *Castel-Ceriolo*, y laisse le général Saint-Cyr avec une brigade, et se replie de nouveau sur le carré de la garde consulaire. Ce mouvement étoit décisif; il présentoit un point d'appui à l'armée vaincue. Les Autrichiens, étonnés de cette audace, s'efforcent en vain

d'enlever le poste : les Français le défendent avec intrépidité, et, pour le mieux conserver, le général en fait barricader toutes les avenues. Si l'ennemi eût négligé cette attaque, si, au lieu d'entreprendre inutilement d'enfoncer l'invincible carré de la garde consulaire, on eût poursuivi le cours de la victoire, la bataille étoit décidément perdue pour les Français; mais à une faute, ils en ajoutèrent une autre. Tout occupé de couper à l'armée française sa retraite sur Tortone, le général en chef négligeoit son aile gauche; cette seconde imprudence lui ravit la victoire. Le corps du général Desaix arrive, et l'armée française commence à se rassurer. Buonaparte conçut l'espoir de réparer ce désordre. *Ils ont tous perdu la tête*, dit-il au général Desaix, *voyez ce que vous pouvez en faire.*

Le mouvement de retraite qui venoit de s'opérer avoit entièrement changé le front de bataille. Les Français formoient une diagonale depuis *Castel-Ceriolo* jusqu'à *San-Juliano*, dans l'étendue de près de deux lieues.

Le général Zach marchoit avec cinq mille hommes pour forcer San-Juliano, et achever la défaite des Français. Desaix ne l'attend pas. Il se met lui-même à la tête de ses braves soldats. Une batterie de quinze pièces de canon, servie par le général Marmont, le précède. On

franchit rapidement une hauteur qui masquoit le mouvement de l'ennemi ; on se forme en colonne serrée sous un feu terrible et meurtrier. Une foule de soldats dispersés viennent se ranger sous leurs drapeaux.

La batterie est démasquée, et porte la confusion dans les rangs ennemis. La cavalerie autrichienne soutient ce feu avec intrépidité, et charge avec fureur. Elle est repoussée avec une valeur égale. Déjà l'armée française se reformant de toutes parts présente un front redoutable. Au milieu de la mêlée un caisson ennemi s'enflamme, détonne, et accroît le désordre. L'effroi se répand parmi les vainqueurs, les vaincus jettent à leur tour le cri de victoire. Le général Murat, à la tête de la cavalerie, se précipite dans la plaine. L'audace supplée au nombre. Il inquiète le centre de l'ennemi ; il tient, sous le feu d'une batterie française, un corps considérable de cavalerie. Le général Desaix franchit les haies, les fossés, renverse tout ce qui s'oppose à son passage ; et, par un mouvement habile, coupe l'aile gauche autrichienne. Il est puissamment secondé par le général Kellermann. Ce jeune guerrier, digne du nom qu'il porte, a rassemblé huit cents chevaux, tirés de divers régimens. Il traverse un terrain difficile et embarrassé, et feignant d'attaquer de front la colonne du général Zach,

il la prend en flanc, pénètre dans les intervalles qu'elle a laissées, la jette dans le plus grand désordre, et force le général et ses cinq mille grenadiers à mettre bas les armes. En ce moment une balle vient frapper le général Desaix à la poitrine. Il tombe, il meurt dans les bras du colonel Lebrun sans pouvoir proférer une seule parole. Un cri de douleur s'élève dans les rangs; un cri d'indignation lui succède. Le soldat brûle de venger la mort de son général. On charge l'ennemi avec fureur. Il s'étonne d'un retour de fortune si inattendu. Il se bat avec courage; mais il se bat en retraite. Il parcourt en reculant cette vaste plaine qu'il venoit de parcourir en vainqueur. Le général Mélas fait tous ses efforts pour arrêter ce mouvement rétrograde. La cavalerie du général Elnitz soutient l'infanterie. Le village de Marengo devient de nouveau le théâtre d'un combat sanglant. Il est emporté de vive force. L'arrière-garde autrichienne se replie sur *Pedra-Bona*, soutient héroïquement les attaques de la cavalerie de Kellermann et de la garde consulaire, et par son intrepidité protége la retraite de l'armée. La nuit survient, et peut à peine arrêter la fureur des combattans. Les vaincus repassent à la hâte, et en désordre, la rivière qu'ils avoient passé le matin sans obstacle et en bon ordre, et vont bivouaquer où ils avoient bivouaqué la nuit

précédente. De son côté, l'armée française, maîtresse du champ de bataille, garde les positions qu'elle avoit si long-temps disputées et perdues; et le général Victor couche à Pedra-Bona, où il avoit été si vivement attaqué le matin.

Telle fut l'issue de cette sanglante et mémorable bataille. Livrée l'un des jours les plus longs de l'année, elle commença avec l'aurore, et ne finit qu'à la nuit. Le désastre fut immense des deux parts; jamais un champ de bataille n'offrit un spectacle plus lamentable. L'obscurité n'avoit permis ni d'enlever, ni de secourir, ni de panser la plupart des blessés; ils étoient tous couchés, sans distinction, sur un terrain ensanglanté, Français, Autrichiens, Hongrois, Tyroliens. La nature et l'humanité reprenant tous leurs droits, ces malheureux se traînoient sur leurs membres brisés pour se soulager mutuellement. On dormit au quartier général et dans la plaine, au milieu des morts et des mourans, sans que les cris plaintifs des derniers pussent repousser ou interrompre le sommeil. Le lendemain la faim fit une nouvelle guerre à l'armée victorieuse.

« Éveillé de bonne heure, dit un témoin » oculaire, j'entrais tristement dans la cour du » quartier général pour tâcher de me procu-

» rer, ainsi qu'à mon cheval, quelque subsi-
» stance, lorsque le spectacle le plus horrible
» me remplit d'un frissonnement mortel. Plus
» de trois mille blessés, Français et Autri-
» chiens, entassés les uns sur les autres dans la
» cour, dans les granges, dans les écuries, les
» étables, les caves, les greniers, poussoient
» des cris lamentables, et s'irritoient contre
» les chirurgiens qui ne pouvoient suffire à tous
» les pansemens. Au milieu de ces accens de la
» douleur et du désespoir, je reconnus la voix
» de plusieurs de mes infortunés camarades
» qui demandoient quelques gouttes d'eau et
» quelques alimens.

» Tout ce que je pus faire, fut d'aller leur
» chercher de l'eau dans ma gourde. J'oubliai
» mes propres besoins, et je consacrai deux
» heures à ce ministère de douleur et de com-
» misération.

» Enfin, les vivres commencèrent à arriver,
» ainsi que les voitures pour le transport des
» blessés. Il se fit un partage fraternel entre
» toutes les victimes de cette sanglante journée.
» On vit sans regret et sans jalousie l'Autri-
» chien et le Français recevoir des mêmes mains,
» sous le même toit, dans la même chambre,
» les soins empressés de l'humanité secourable. »

Le succès de cette journée meurtrière fut particulièrement dû à l'héroïque fermeté de la

garde consulaire, à la détermination du général Monnier, qui s'empara du bourg de Castel-Ceriolo; au courage du général Carra-Saint-Cyr, qui le défendit, au retour, et à la résolution du général Desaix, à la belle et valeureuse charge de cavalerie du jeune Kellermann, qui, avec huit cents hommes seulement, fit prisonniers cinq mille grenadiers et leur général, l'un des plus habiles officiers de l'armée autrichienne.

Le général Berthier, présent partout, eut ses habits percés de plusieurs balles. Le général Watrin vit son frère tomber à ses côtés. Les généraux Chambarlhac, Marmont et Rivaud furent blessés. Le général Mélas eut deux chevaux tués sous lui, et reçut une contusion au bras. L'infanterie de la garde consulaire étoit composée de cinq cents hommes; deux cent cinquante furent mis hors de combat. La cavalerie perdit un dixième de ses soldats tués ou blessés. L'artillerie légère fut presque toute démontée, et les chevaux du train tués; mais elle ne perdit qu'un seul homme. Les bulletins des armées françaises portèrent à trois mille le nombre des Autrichiens tués, et à sept mille celui des prisonniers. On prit huit drapeaux, vingt bouches à feu, et une quantité considérable de munitions de guerre. La perte de l'armée française fut au moins égale à celle de l'armée autri-

chienne; mais on n'avoua que sept à huit cents tués, et un petit nombre de blessés. Il étoit une autre perte qu'on ne pouvoit dissimuler. La mort du général Desaix couvroit de lugubres cyprès les lauriers moissonnés dans cette terrible journée. Peu de guerriers méritoient autant d'estime, inspiroient autant d'intérêt, donnoient de plus belles espérances.

Il était né à Clermont en 1766, d'un famille noble et militaire. Il avoit commencé ses premières armes dans le régiment de Bretagne, ou il étoit sous-lieutenant en 1789. Quoiqu'il fût d'un caractère doux et modéré, il embrassa la cause de la liberté qui séduisit à cette époque un grand nombre d'excellens esprits. Il fit un chemin rapide dans la carrière des armes, où son courage, ses talens et ses qualités personnelles le faisoient estimer du soldat et de ses chefs. Il servit sous le célèbre général Pichegru, se signala aux affaires de Gambsheim et d'Oggersheim, et fut élevé au grade de général de brigade. Devenu bientôt général de division, il prit Oppenheim, et vingt jours après remporta la victoire de Weissenau.

Son sang-froid, sa douceur, sa modestie, son éloignement pour tout excès, le rendirent digne d'être le compagnon d'armes des généraux les plus sages, les plus habiles et les moins ambitieux. Il servit sous le général Moreau;

s'illustra aux journées de Reinchen et de Radstad, et ajouta de nouvelles victoires à celles qu'il avoit remportées précédemment. Excellent général de cavalerie, il se distingua par des traits de la plus rare intrépidité ; et tel fut l'ascendant de sa vertu, que jamais la jalousie, l'esprit de parti n'osèrent porter la moindre atteinte à ses trophées. Il fut sensible, humain, généreux au milieu des calamités publiques, sans rien perdre de l'audace et de l'énergie nécessaires dans les combats. Toutes les factions, devenues maîtresses du pouvoir, l'employèrent avec le même empressement et la même confiance ; il n'en servoit aucune : il servoit sa patrie.

Il seroit superflu de réfuter ici les bruits absurdes et calomnieux qui ont courru sur sa mort ; il périt en combattant, et non par une infâme assassinat, comme on a osé l'écrire. Il tomba, ainsi qu'on l'a dit, sans proférer une seule parole : celles qu'on lui a prêtées ne sont qu'un ornement de bulletin, et les bulletins n'étoient, pour la plupart, que des récits ornés pour occuper le peuple. On a dit du premier consul qu'en apprenant la mort de Desaix, il s'étoit écrié : *Que ne puis-je pleurer !* Regardoit-il les larmes comme indignes de lui ? Mais combien de héros ont pleuré sans rien perdre de leur gloire ! On ne commande point aux larmes ;

elles sont enfans naturels et légitimes du sentiment et de la douleur. La douleur pouvoit assurément inspirer quelques mots plus heureux au premier consul. Il est certain néanmoins qu'il estimoit particulièrement les talens de Desaix, et qu'ils ne lui portoient point ombrage, parce qu'ils étoient purs de toute ambition. Après la fameuse bataille de Waterloo, et lorsque Buonaparte alloit s'embarquer à Rochefort, un officier général lui ayant dit : *Il vous auroit fallu là un Desaix : — Où sont aujourd'hui les Desaix ?* lui répondit Bonaparte, *en lui mettant la main sur l'épaule.*

Le corps de cet illustre et malheureux guerrier fut porté à Milan, et embaumé par ordre du premier consul. Ce fut le seul honneur rendu à ses vertus, à ses services, à son glorieux trépas.

On décréta par la suite qu'il lui seroit élevé un monument sur la cime du Saint-Bernard : ce décret n'a jamais été exécuté. On lui décerna plus tard une statue en bronze, sur la place des Victoires. Elle a été exposée quelques jours aux regards du public ; mais elle étoit d'un si mauvais goût et d'une nudité si malheureuse, qu'on s'est empressé de la retirer. Le seul monument un peu digne de lui est le discours prononcé à cette occasion par M. le sénateur Garat ; on y trouve des traits d'une noble et mâle éloquence.

La victoire de Marengo fut célébrée à Milan par un *Te Deum* solennel. Lorsque la nouvelle en arriva à Paris, elle excita des transports de joie : toutes les rues furent, pour la première fois, spontanément illuminées, tous les partis se confondirent dans les témoignages et l'expression des mêmes sentimens (1). Pour la première fois, depuis l'assemblée constituante, on vit rouvrir les portes des temples catholiques, pour porter aux pieds des autels des actions de grâces ; pour la première fois, on vit les membres du gouvernement assister en corps à cette fête religieuse : circonstance d'autant plus remarquable, que quelques-uns d'entre eux s'étoient signalés par leur fanatisme antireligieux. Mais autant la nouvelle de la victoire de Marengo avoit produit d'enthousiasme à Paris, autant elle causa de consternation à Vienne.

Le conseil aulique resta assemblé vingt-quatre heures de suite. On envoya l'ordre de presser sur-le-champ la marche des renforts ; on fit partir la garnison de Vienne, qui fut

(1) Il est très-rare que la malignité des Français ne trouve pas quelque sujet de plaisanterie dans les choses les plus sérieuses. Quelques jeunes gens qui n'aimoient pas Buonaparte, proposèrent de lui donner le surnom de *maringouin*. Ce calembourg fit fortune, et courut toute la ville.

remplacée par des bourgeois. On expédia un courrier à Naples, pour engager le roi à faire marcher dix mille hommes de ses meilleures troupes; on en expédia un autre à Londres, pour exhorter les Anglais à faire une puissante diversion sur les côtes de France. On arrêta qu'il seroit formé un camp sous Véronne, où se réuniroient toutes les troupes autrichiennes des états vénitiens.

Les suites de la bataille de Marengo furent plus glorieuses que la victoire même. Forcé de se retrancher dans la citadelle d'Alexandrie, cerné de toutes parts, et sans espoir de retraite, le général Mélas envoya le lendemain un parlementaire au quartier général. Après quelques instans de conférence, le général en chef Berthier, muni de pleins-pouvoirs, se rendit à Alexandrie, et revint bientôt présenter au premier consul la capitulation la plus honorable pour les armes françaises, la plus désastreuse pour l'armée autrichienne. Le baron de Mélas abandonnoit aux Frnaçais les châteaux de Tortone, d'Alexandrie, de Milan, de Turin, de Pizzighettone, de Plaisance; la place de Coni; les citadelles de Céva, de Savone; la ville de Gênes et le fort Urbain. Il partageoit également les munitions de guerre, et laissoit aux Français toutes les pièces d'artillerie des fonderies françaises, italiennes, pié-

montaises. A compter de ce jour, toutes les hostilités étoient suspendues. L'armistice devoit durer jusqu'au retour du courrier expédié à Vienne, et les chefs des deux armées s'engageoient, dans le cas d'une rupture, à n'ouvrir la campagne que dix jours après.

Jamais, peut-être, le gain d'une bataille n'avoit produit tant d'avantages. Le premier consul avoit vu le même jour tout perdu et tout conquis. Quelques heures de combat avoient produit cet étrange changement dans sa fortune. Après la signature de l'armistice, il fit offrir à M. de Mélas, par M. Lacuée, son aide de camp, un superbe sabre turc, conquis sur un chef de mamelucks. Comblé de gloire, il se rendit à Milan, assista à un *Te Deum* solennel, exhorta le clergé à la paix et à l'union, donna des ordres pour la réorganisation de la république cisalpine et se mit en route pour Paris.

Murat, qui s'étoit distingué par sa présence d'esprit et sa bravoure, reçut de lui un sabre d'honneur, et le commandement d'une armée d'observation qui devoit occuper la marche d'Ancône. Il le chargea de relever le trône pontifical, qu'un ordre de Buonaparte avoit renversé quelques années auparavant, et qu'il s'étoit lui-même honoré d'avoir détruit. Murat s'acquitta de sa mission avec tant d'empresse-

ment et de grâce, que le souverain pontife lui fit don d'une magnifique tabatière enrichie de diamans, et ornée de son portrait. On pressentit dès ce moment que Buonaparte avoit d'autres vues, dont le succès pouvoit se lier aux intérêts de la cour de Rome. Masséna fut chargé du commandement de l'armée d'Italie ; Suchet eut ordre de rentrer à Gênes. Les Anglais prétendoient lui en disputer l'entrée. La fermeté et la loyauté du prince de Hohenzolern lui en assurèrent la conquête.

Un calme immense succédoit en Italie à cette longue suite de calamités et de combats qui, depuis quatre ans, désoloit cette belle et malheureuse contrée. L'Autriche avoit perdu en un seul jour le fruit de tant de travaux, de tant de sang et d'or répandus pendant deux ans. Mais le canon retentissoit encore en Allemagne, et le cabinet de Vienne se flattoit de réparer ses désastres.

CHAPITRE XIX.

Situation de Paris en l'absence du premier consul. Continuation du système adopté par le premier consul. Organisation du Prytanée. Formation d'un conseil des prises maritimes. Évasion du général Mack. Projet d'érection des colonnes départementales.

En quittant la capitale pour se rendre à l'armée, le premier consul avoit remis le gouvernement entre les mains de deux hommes d'un caractère doux et modéré (1). On aimoit surtout les qualités sociales et les talens littéraires du troisième consul. Le second, estimé par ses connoissances en matière de législation, l'étoit moins sous d'autres rapports; et si quelquefois on cherchoit des traits de ressemblance

(1) La nullité à laquelle le premier consul les condamnoit, lorsqu'il étoit à Paris, étoit souvent un sujet de plaisanterie. On jouoit alors une espèce de brelan qu'on appeloit bouillotte, et dont l'avantage consiste à avoir trois cartes semblables. On appeloit malignement *brelan de consuls*, un roi entre deux valets.

entre Socrate et lui, c'étoit moins par bienveillance que par malignité. Le troisième consul menoit une vie sobre et retirée; la table du second étoit splendide et recherchée. Étrangers l'un et l'autre aux exercices de la guerre, ils s'occupoient de la police intérieure et des institutions administratives.

Le directoire avoit substitué, aux anciennes universités, des écoles centrales, et un Prytanée: les consuls donnèrent plus d'étendue à cette dernière institution; ils la divisèrent en quatre grands colléges soumis à la même administration, et placés à Paris, à Fontainebleau, à Versailles, à Saint-Germain. On fonda quatre cents bourses ou pensions gratuites, pour les enfans peu fortunés des militaires morts sur le champ de bataille, ou des fonctionnaires publics morts dans l'exercice de leurs fonctions. Le ministre de l'intérieur, Lucien Buonaparte, mit sa gloire à ranimer le goût des lettres, et rétablit cet ancien Mercure de France qui avoit jeté tant d'éclat sous la plume brillante des La Harpe et des Marmontel. On vit paroître sur la scène des ouvrages recommandables par les noms de leurs auteurs. M. Lemercier excita la curiosité et l'intérêt public par son drame original de Pinto; on siffla la tragédie du duc de Montmorency; mais cet essai, tout malheureux qu'il étoit, annonçoit une meilleure direction des

esprits. On donna au théâtre du Vaudeville, sous le nom de *M. Guillaume*, une petite pièce où le public reconnut avec enthousiasme le vertueux Lamoignon-de-Malsherbes, qui, dans une extrême vieillesse, avoit quitté sa retraite pour venir défendre son roi, et n'avoit reçu, pour récompense de cette généreuse action, que la mort sur un échaffaud. Le théâtre de la République s'applaudissoit d'avoir trouvé dans le jeune Lafont un acteur capable de soutenir la gloire de la scène française. Madame de Staël s'annonçoit par un ouvrage d'un mérite remarquable (1). On lisoit avec empressement les quatre satires de M. Despazes ; on lut avec un intérêt bien plus touchant le poëme du *Malheur et de la Pitié*, par le célèbre chantre *des Jardins*. Cet ouvrage avoit été imprimé à Londres et à Hambourg, et les vers que l'auteur avoit consacrés aux malheurs de la famille royale, étoient accueillis avec avidité. On applaudissoit à l'homme courageux qui, sous le sceptre de Buonaparte, osoit offrir ce tribut de reconnoissance et de fidélité. Un libraire de Paris, M. Michaud, frère de l'homme de lettres de ce nom, osa même le faire imprimer à Paris, mais avec les retranchemens qu'exigea la

(1) De la Littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales.

police. Malgré ces précautions, le gouvernement, ombrageux et jaloux, fit attaquer l'auteur et l'ouvrage dans des pamphlets salariés : on répondit à ces pamphlets par d'autres pamphlets ; car alors la presse jouissoit encore de quelque ombre de liberté. M. Michaud ne craignit même pas de publier un écrit remarquable intitulé : *Adieux à Buonaparte*. Il essayoit de désabuser les royalistes des illusions qu'ils se faisoient, et de leur démontrer que ce n'étoit pas pour relever le trône des Bourbons, mais pour ériger le sien, que Buonaparte cherchoit des partisans et des amis dans le clergé et dans la noblesse. Il appréciait en homme libre le caractère et la conduite du premier consul, et n'appréhendoit pas même de lui adresser de courageux avis. Son écrit circuloit dans la France et l'Europe ; et néanmoins l'auteur, proscrit après le 18 fructidor, ne tarda pas à obtenir la permission de rentrer en France. Des préfets, qui étoient sortis du sein de la convention, dont le fanatisme irréligieux avoit causé tant de désastres en France, persécutoient encore le clergé : le ministre de la police leur adressa une instruction propre à faire cesser ces désordres, et leur parla, non plus le langage d'un homme de la révolution, mais celui d'un homme d'état.

Une hideuse statue de la liberté, grossièrement moulée en plâtre, souilloit encore de sa

présence la place de Louis XV, qui, après avoir porté le nom de *place de la Révolution*, venoit de prendre celui de *place de la Concorde*. C'étoit aux pieds de cette nouvelle idole de Moloch, que la fureur des prêtres de Robespierre avoit immolé l'innocence et la vertu. Buonaparte voulut la faire disparoître; mais il craignoit encore l'influence du parti révolutionnaire: son esprit fécond en ressources, lui fournit le moyen d'accomplir ses vues.

Il fit ordonner par les consuls que, pour célébrer dignement l'anniversaire du 14 juillet, il seroit élevé sur la principale place de Paris une colonne nationale, et, dans tous les départemens, une colonne départementale, sur laquelle on inscriroit le nom des guerriers morts en servant glorieusement la patrie. On chargea M. Moreau, architecte, d'exécuter provisoirement en bois le modèle de la colonne nationale; on désigna la place de la Concorde pour l'érection de ce monument, et la statue de la liberté disparut sans réclamation.

Ainsi s'effaçoient tous les jours les traces de la révolution, et la multitude, occupée de l'éclat et de la variété des spectacles qu'on lui offroit, applaudissoit à tout, se félicitoit du présent et refusoit de jeter un regard dans l'avenir. La société reprenoit ses habitudes, sa politesse, ses plaisirs et jusqu'à ses ridicules. Les salons du

ministre Lucien, et ceux de M. de Talleyrand, devenoient le rendez-vous des femmes les plus célèbres par leurs grâces, leur esprit, et leur beauté; et des hommes les plus distingués par leur nom, leur fortune, leur naissance et leur rang, ne refusoient point de s'y trouver. La convention avoit gouverné les François par la terreur, le directoire par la discorde, le premier consul les gouvernoit par l'appât de la gloire et du plaisir, et doroit les fers dont il vouloit bien-

(1) Les bals de l'Opéra avoient attiré une foule prodigieuse. La frivolité publique se partageoit entre le plaisir de la danse, et le phénomène singulier de la fille invisible. Cette expérience, si connue aujourd'hui, occupoit alors tous les esprits, et les savans eux-mêmes s'associoient à la curiosité publique, pour en rechercher le secret. Le premier consul multiplioit les fêtes, et les animoit par des encouragemens, quand il ne pouvoit les animer par sa présence. Il vouloit que tous les ministres contribuassent à l'entretien de la gaieté publique; et M. de Talleyrand, malgré son titre d'évêque, ne fut pas même dispensé de donner un bal. On y vit réunies des personnes de toutes les classes et de tous les partis. Garat y chantoit; Vestris et mademoiselle Chameroy y dansoient; M. de La Harpe y lisoit des vers, le curé Bernier applaudissoit; et les noms de MM. de la Rochefoucauld-Liancourt, de Ségur, de Crillon, ceux de mesdames de Noailles, de Castellane, d'Aiguillon, de Vergennes, donnoient à cette fête un aspect monarchique qui satisfaisoit l'amour-propre du consul et

tôt les charger (1). Des émigrés de la plus haute distinction venoient au-devant du joug et se félicitoient de retrouver sur le sol de leur patrie la sécurité, la considération, les habitudes sociales dont ils ne pouvoient se passer. On comptait parmi eux, madame la princesse de Guémené, M. de Lusignan, le chevalier de Boufflers, M. Menot de Pansemont curé de Saint-Sulpice, et le prince de P... (1). Telle fut enfin l'in-

---

ranimoit toutes les espérances des royalistes. On attendoit chaque jour de nouveaux exilés; et pour achever d'anéantir la liste des émigrés, on permettoit la révélation d'une foule d'inepties qui la rendoient ridicule. On apprenoit par les journaux que l'hôpital civil de Langres y étoit porté pour n'avoir pas fourni ses certificats de résidence, et qu'un fou de Charenton avoit été, pour la même cause, obligé de sortir de France; qu'enfin, le prote de Didot, qui imprimoit cette liste, avoit été fort étonné de s'y voir porté au moment même où il en corrigeoit les épreuves.

(1) La rentrée de M. le prince de P...fut annoncée, par ordre de la police, dans le Journal des Débats, avec une note historique dont le contenu parut justement suspect.

« Le ci-devant prince de P..., disoit cette note, sachant qu'il étoit au moment d'être rayé de la liste » des émigrés, est arrivé à Calais. Mais la notification » officielle de sa radiation définitive n'étant pas encore » parvenue dans cette commune, il a été provisoirement arrêté. Le maire de Calais a informé de ce fait

dulgence des consuls qu'on permit de représenter le célèbre opéra de *Richard Cœur-de-Lion.*

La police même étoit devenue humaine, et,

» le ministre de la police générale; il a ajouté que le » ci-devant prince de P..., en touchant le sol de la ré» publique, s'étoit empressé de faire aux autorités con» stituées l'hommage de tous les ordres de chevalerie, » des croix et des cordons dont ses pères et lui-même » avoient été décorés sous l'ancien régime; qu'il avoit » déclaré ne revenir en France que parce qu'il préféroit » le gouvernement républicain à tout autre, et parce » qu'il ne vouloit pas qu'on pût le croire complice *des* » *hommes sans talent et sans courage, qui prétendent* » *si ridiculement à devenir rois d'un peuple qui n'en* » *veut plus, et qui a choisi Buonaparte pour son pre*» *mier magistrat.* Le ministre de la police générale, » d'après ces considérations, a ordonné la mise en liberté » du ci-devant prince de P... »

Il est plus que probable que l'avant-dernière phrase de cette note appartenoit toute entière à cette politique perfide du premier consul qui flétrissoit ses victimes, pour qu'elles ne pussent retourner à la cause qu'elles avoient abandonnée; car comment croire qu'un descendant de trois ou quatre maréchaux de France, un homme dont la famille avoit reçu du roi deux millions de revenus en traitemens, places ou pensions, dont le père, la mère, la tante avoient porté leur tête sur l'échaffaud, se fût gratuitement taché d'une pareille infamie? Mais comment croire aussi qu'après une pareille note, il n'ait pas renoncé à revoir sa terre natale?

toute occupée de ceux qui rentroient, négligeoit ceux qui se disposoient à sortir; c'étoit une occasion favorable pour le général Mack; il la saisit avec empressement.

On avoit violé envers lui toutes les lois admises entre les nations civilisées. Au mépris du droit des gens, le directoire l'avoit retenu comme prisonnier de guerre, et fait étroitement garder au château de Dijon. Les consuls, plus humains, lui avoient permis de se rendre à Paris, et d'y rester sur sa parole d'honneur. Avec plus de franchise, on lui auroit accordé sa liberté; il la sollicita; on la lui promit; l'on manqua à cette promesse; on prétendit l'échanger contre les généraux Pérignon et Grouchy. Le général Mack, pressé de revoir sa patrie, avoit offert, si le gouvernement lui accordoit sa liberté, de solliciter celle de ces deux officiers, et de revenir en France comme prisonnier, dans le cas où, trois mois après son départ, il ne l'obtiendroit pas. Pour le retenir, on lui reprocha d'avoir voulu faire massacrer, à Rome, les malades françois. Il répondit qu'il n'en avoit massacré aucun; qu'il n'avoit fait cette menace que pour contenir le commandant du château Saint-Ange, qui détruisoit à plaisir les habitations des citoyens de Rome; que, d'ailleurs, ses menaces ne pouvoient rompre le traité conclu entre le général Championnet et lui.

Les délais se prolongeant, le général résolut de se faire justice à lui-même.

Il loua une maison dans la rue Chantereine, qu'on appeloit dès lors la rue de la Victoire. Il répandit le bruit, parmi ses camarades, qu'une jeune voyageuse, veuve d'un officier, timide, mais jalouse de sa réputation, venoit passer quelque jours avec lui : il avoit à l'avance fait acheter un cabriolet et pris un passe-port pour son écuyer Wallis. Il se transporta à sa nouvelle maison, annonça en suite que sa jeune amie préféroit le voir à la campagne, se fit donner quelques hardes, se rendit au lieu où se trouvoit son cabriolet, et partit.

Il voyagea seul pendant quatre jours et quatre nuits, prit la route de Mayence, et pour ressembler au signalement décrit dans son passeport, il se peignit les joues et les sourcils. Ainsi déguisé, il échappa à la vigilance de la police.

Ses compagnons d'armes se présentèrent plusieurs jours de suite sans le trouver; on leur répondit qu'il étoit à la campagne ; on fit ouvrir son bureau, et l'on y trouva une lettre conçue en ces termes :

« Je vous quitte, mes chers amis et compa-
» gnons d'infortune ; c'est l'unique moyen de
» finir notre malheureuse histoire. Depuis que
» des insinuations perfides ont fait évanouir

» les dispositions favorables que le premier consul avoit eues pour nous, c'étoit mon unique » ressource. Pardonnez, mes chers amis, si je » pars sans vous avertir. J'avois à craindre que » vous ne voulussiez m'opposer le soin de ma » santé; mais, grâce aux soins du docteur Du- » four, elle est meilleure depuis deux mois. J'ai » dû, non-seulement, vous cacher mon des- » sein, mais jouer un peu la comédie. J'espère » être bientôt réuni à vous. Le grand obstacle » étoit toujours ma personne. L'on ne sera pas » émerveillé de ma démarche; personne ne le » sera moins que le premier consul. Si jamais » un prisonnier injustement détenu, en a le » droit, je dois l'avoir. Adieu, mes chers et » fidèles amis, je vous embrasse tendrement, » du meilleur de mon âme.

» *Signé* MACK.

» *P. S.* Je vous recommande mes domestiques, mes bonnes petites bêtes et mes effets. »

Arrivé a Nuremberg, il publia un mémoire justificatif. Il étoit difficile d'y répondre. Le gouvernement dissimula son dépit, et, se piquant d'honneur, adressa aux compagnons d'armes du général la lettre suivante:

« Puisque le général Mack, messieurs, n'a » pas cru au-dessous de lui d'abandonner ses » compagnons, et de manquer à la confiance

» du gouvernement qui lui laissoit sa liberté au » milieu même de la capitale, vous ne souffri- » rez pas d'une faute qui ne vous est pas person- » nelle, et vous recevrez le prix de votre » loyauté. Soyez libres, partez; et, s'il est » possible, revoyez votre patrie avant celui » qui vous a abandonnés.

» Remenez aussi au général Mack ses domes- » tiques, ses effets et ses chevaux, pour lesquels » il témoigne un si tendre intérêt : tel est » l'ordre du premier consul ».

Cet événement occupa beaucoup la capitale; quelques royalistes s'en félicitèrent : car, malgré les revers du général Mack en Italie, ils ne le regardoient pas moins comme un ennemi redoutable pour les généraux françois.

Un événement plus grave excita un intérêt plus vif, et fournit un nouvel aliment aux odieuses insinuations des ennemis du premier consul. Le jeudi 15 mai, le roi d'Angleterre passoit en revue, dans Hyde-Park, les grenadiers de ses gardes à pied; dans un feu de file, une balle vient frapper à la cuisse un des spectateurs, qui n'étoit qu'à douze pas du roi. La blessure étoit grave, mais non pas mortelle : le prince lui-même s'empresse de faire donner les plus grands soins au blessé. On visite toutes les gibernes des soldats, on n'y trouve aucune cartouche chargée à balle; on se rassure, et,

malgré l'agitation du premier moment, on s'accorde à n'attribuer qu'au hasard ce malheureux événement.

Mais un nouvel attentat vient éveiller les soupçons, et répandre le trouble dans toute la capitale. Le même jour, le roi et sa famille s'étant rendus au théâtre de Drury-Lane, au moment où sa majesté entroit dans sa loge, et se baissoit pour saluer les spectateurs, un homme, placé dans le parterre auprès de la loge du prince, se leva, le mit en joue, et lui tira un coup de pistolet d'arçon chargé de deux balles. L'une alla frapper la corniche de la loge, l'autre une loge voisine. L'effroi et le tumulte furent extrêmes; on se saisit de l'assassin, et l'on s'assura de sa personne pour le livrer aux magistrats. Les princesses s'évanouirent; le roi seul conserva son sang-froid, et, pour rassurer sa famille, prétendit qu'il ne s'agissoit que d'un petard jeté étourdiment dans le parterre. Les spectateurs, au comble de l'indignation, vouloient qu'on amenât le coupable sur la scène, dans la crainte qu'il n'échappât. On ne permit de commencer le spectacle que lorsque plusieurs acteurs et actrices furent venus assurer le public que le prévenu étoit en lieu de sûreté. D'où partoit cette double tentative d'assassinat? On se perdoit en mille conjectures différentes. Les regards de quelques personnes

se portoient vers la France ; d'autres les resserroient dans un horizon moins étendu. On savoit que la tête de Buonaparte étoit un atelier de combinaisons, tantôt grandes, tantôt funestes ; qu'un crime utile ne coûtoit rien à sa politique : mais quel avantage eût-il retiré de la mort du roi d'Angleterre ? Qu'importe le prince quand les lois règnent ? Le régicide fut interrogé dans la soirée et dans la nuit, par les magistrats et le conseil privé. On apprit que cet homme se nommoit *Hadfield*, qu'il étoit natif de Londres, fils d'un cocher, et ouvrier en orfévrerie. Il avoit servi dans la guerre de Flandre, sous le duc d'Yorck, s'étoit fait remarquer par sa bonne conduite et son courage. Dans une occasion où il s'étoit battu seul contre les François, il étoit resté sur le champ de bataille, et tellement couvert de blessures, qu'on l'avoit compté parmi les morts. Transporté dans les hôpitaux françois, il avoit étoit guéri, et s'étoit rendu à son régiment, où son retour avoit produit une grande surprise.

Mais les blessures qu'il avoit reçues à la tête avoient affecté son cerveau ; il ne pouvoit boire de vin sans éprouver des vertiges ; en 1776 on l'avoit renvoyé de son régiment, comme atteint de folie, et depuis ce temps il travailloit de son métier d'orfévre. Ses interrogatoires et ses réponses prouvèrent jusqu'à l'évidence qu'il étoit

dans un état complet d'aliénation mentale. C'étoit, disoit-il, une puissance divine qui l'avoit conduit à cet acte ; une voix secrète lui avoit promis de le soutenir. Il avoit eu depuis quelques jours des rêves effrayans; il avoit été poursuivi par un taureau noir ; il possédoit deux femmes, l'une très-bonne, et l'autre très-mauvaise ; et c'étoit la mauvaise qu'il chérissoit surtout. Il vouloit mourir, et ne vouloit pas se tuer ; il avoit imaginé ce moyen pour être mis à mort, mais il n'avoit pas tiré sur le roi ; il n'avoit tiré qu'au plafond de la salle.

Il fut alors prouvé que ce crime n'étoit pas l'effet d'une conspiration ; qu'il ne provenoit point de la scélératesse d'un grand coupable, les esprits furent rassurés. Jamais l'amour du peuple pour son souverain ne se manifesta d'une manière plus éclatante. Le roi, la reine, le cortége royal furent reconduits au palais au milieu d'un peuple innombrable, qui faisoit retentir l'air de ses acclamations. Toutes les églises furent ouvertes, et l'on s'y précipita pour offrir au ciel des prières et des actions de grâces. L'instruction qui fut continuée, le jugement qui intervint, prouvèrent qu'*Hadfield* étoit en effet en état de démence.

Le mois de mai devoit être fécond en événemens, et voir disparoître de la scène du monde un grand nombre d'hommes célèbres par leurs

actions ou leurs talens. L'Achille de la Russie, ce brave et invincible Suwarow, si dévoué à son prince, si mal récompensé de son devouement, mourut à Saint-Pétersbourg, le 18 de ce mois; exemple mémorable de la faveur, des caprices et de l'inconstance des rois. Il avoit été précédé au tombeau par Mallet-Dupan, qui, dans un autre genre de combat, s'étoit signalé par son courage, son esprit et la profondeur de ses vues. Né à Genève, d'une famille ancienne et considérée, il avoit préféré la carrière de la politique à celle des arts, et s'étoit d'abord contenté d'être le collaborateur d'un journal connu sous le titre de *Journal historique et politique de Genève*. Il en étoit devenu quelque temps après propriétaire, et avoit obtenu du gouvernement françois la permission de le publier à Paris, c'étoit l'époque où l'on s'occupoit beaucoup de matières politiques. Mallet-Dupan, né dans une république, étoit favorable à la cause de la liberté des peuples; il étoit d'un caractère franc et indépendant; il se joignit, mais avec réserve, au parti philosophique. Le Mercure de France jouissoit alors d'une grande réputation: il étoit rédigé par MM. de La Harpe, Champfort, Marmontel, hommes distingués par leur esprit, mais disposés aux innovations. Mallet-Dupan obtint que son journal fût réuni au Mercure, et en composât la seconde partie:

cette réunion assura sa renommée. La partie littéraire mit en réputation la partie politique ; mais bientôt la partie politique éclipsa la partie littéraire : l'assemblée des états généraux, les orages qui en furent la suite, offroient un vaste champ à la méditation, à l'éloquence et aux débats politiques. Mallet-Dupan embrassa d'abord avec chaleur le parti constitutionnel. Sa logique étoit pressante, son expression vive, franche, animée ; on trouvoit dans ses écrits le langage et le ton d'un homme de bien. Il croyoit alors, comme tant d'autres, que l'amour de la patrie inspiroit les délégués de la nation, et ne voyoit dans les sanglans excès de la multitude qu'un débordement momentané qui s'arrêteroit bientôt. Il ne tarda pas à se convaincre que, pour les chefs de parti, l'intérêt de la patrie n'est rien, l'intérêt personnel est tout. Il tonna contre les factions ; et, sans abandonner le parti constitutionnel, il ne cessa de dénoncer avec un imperturbable courage, les vues perfides, les menées atroces des jacobins. Il signala les fautes, l'imprévoyance et la mollesse du gouvernement ; il annonça hautement la chute du trône, les désastres de la France ; mais ses oracles ne furent point écoutés. Le trône tomba, la France fut couverte de ruines et de deuil ; et Mallet-Dupan continua de prédire, sans être écouté davantage. Tel est l'aveuglement de la

plupart des ministres que, parvenus à l'autorité, ils prennent leurs petites conceptions pour des combinaisons de génie, leurs petites finesses pour de l'habileté, et leur pusillanimité pour de la prudence. Tremblant presque toujours par la conscience de leur incapacité, occupés sans cesse à la déguiser, ils s'irritent contre les conseils, et traitent en ennemis ceux qui ont le courage de leur montrer leurs fautes.

Mallet-Dupan quitta Paris en 1792. Une foule d'intrigans, formés en comités, se disputoient alors l'avantage de sauver le roi et la famille royale. Mille avis divergens ou contradictoires sortoient de ces comités; les missions et les missionnaires se succédoient sans cesse sur les routes de Paris à Coblentz et à Bruxelles. Mallet-Dupan reçut une de ces missions qui fut bientôt révoquée. Après les événemens du 10 août, il écrivit à ce sujet un pamphlet plein d'énergie. C'est un des morceaux les plus remarquables qui soient sortis de sa plume. Appelé à Bruxelles, à l'époque où l'armée impériale assiégeoit Valenciennes, il écrivit que, si l'on ne prenoit des mesures plus vigoureuses, si l'on continuoit de perdre du temps, la révolution française triompheroit de la coalition et embraseroit toute l'Europe : il disoit vrai; mais on le pria de quitter Bruxelles. Retiré en Suisse, assis sur les ruines de sa patrie, il exhortoit,

il prophétisoit encore. La haine des jacobins vint l'y poursuivre ; et lorsque la réunion de Genève à la république française fut consommée, il fut formellement et nominativement proscrit, sous peine de mort, et les biens de sa famille confisqués. Jamais il ne s'étoit trompé sur le caractère, les vues ambitieuses et les vices de Buonaparte : il avoit parlé de lui sans ménagement. Buonaparte, à son passage en Suisse, lui rendit guerre pour guerre, demanda et obtint son expulsion. Le continent ne lui offroit plus d'asile ; Mallet-Dupan trouva en Angleterre une hospitalité noble et généreuse ; il y arriva sous les auspices de son antique célébrité, et son arrivée fut une espèce de triomphe. Ce fut alors qu'il commença son Mercure Britannique, et qu'il tonna librement et sans crainte contre l'ambition de Buonaparte, l'aveuglement de l'Europe et la prochaine servitude des Français. Cet ouvrage eut un succès prodigieux, et toute la vigilance du directoire et des consuls n'empêcha pas qu'il ne parvînt en France ; mais les forces de l'auteur décroissoient depuis quelque temps, la flamme du génie s'évanouissoit dans les ténébreuses influences d'un climat froid et humide. L'air de la campagne et le retour du printemps ne purent ranimer le principe de vie qui s'étoit éteint : il mourut sans douleur, et dans un calme parfait, lé-

guant à la générosité anglaise une famille intéressante et pauvre, dont il étoit l'unique soutien. Ses obsèques furent célébrées avec beaucoup de pompe. Des émigrés français, de la plus haute distinction, assistèrent à ses funérailles; et Monsieur, frère du roi, s'empressa de recommander sa famille à la libéralité du gouvernement britannique.

La mort de Piccini fit moins de sensation à Paris. Ce célèbre compositeur étoit âgé de soixante-douze ans : il s'étoit déclaré à Naples pour le parti révolutionnaire. Banni de sa patrie, il vint se réfugier en France, et mourir à Passy, dans l'indigence. Élève du célèbre Durante, il avoit composé à dix-neuf ans son premier ouvrage. Son père l'avoit d'abord destiné à l'état ecclésiastique ; mais il lui reconnut de si grandes dispositions pour la musique, qu'il l'envoya au Conservatoire, où il fit des progrès rapides. Aucun compositeur n'a autant travaillé, aucun n'a obtenu une plus juste célébrité. Il avoit composé, en Italie, cent quarante ouvrages ; en France, huit grands opéras ; il avoit fait la musique de plusieurs opéras-comiques au théâtre italien, et partagé avec Gluck la gloire de donner une musique à la France. Il laissa, en mourant, sept enfans, dont cinq filles, dans l'état le plus pénible. Vingt ans auparavant, tous les amis des arts eussent accom-

pagné ses derniers restes au tombeau. Ses opinions firent oublier ses talens et son convoi fut sans pompe et sans suite.

Il n'en fut pas de même de l'épouse de Lucien Buonaparte, qui mourut dans le même mois. Elle étoit née dans l'obscurité ; mais les soins que Lucien avoit pris de son éducation en avoient fait une femme aimable et instruite. Son mari parut inconsolable de sa perte : il l'a fit embaumer et conduire à sa terre du Plessis, où elle fut enterrée avec tous les honneurs qui convenoient à la belle-sœur du premier consul.

Le soin des pompes funèbres occupoit alors une partie de la capitale. L'Institut venoit d'ouvrir un concours, et de proposer une médaille d'or à l'auteur du meilleur mémoire sur un cérémonial funèbre indépendant de toute pompe religieuse. On vit même un spectacle qui ne s'étoit point renouvelé depuis la chute du paganisme.

Une dame ayant perdu son fils, âgé de huit ans, sollicita et obtint du préfet du département, la permission de faire brûler le corps de son enfant. Le bûcher fut élevé hors de l'enceinte de Paris ; on imita, autant qu'on put, les formules anciennes, et cet extraordinaire cérémonie fut consacrée par un procès verbal.

Ces concessions, faites à la philosophie, la

consoloient des pertes que faisoit chaque jour la liberté. Les arrestations arbitraires se multiplioient d'une manière effrayante. Le comte de Barruel-Beauvert expioit la hardiesse qu'il avoit eue de publier de nouveaux Actes des Apôtres. L'île d'Oléron se trouvoit toujours surchargée de prêtres fidèles à leur conscience. Les journaux n'étoient plus les interprètes de l'opinion publique : ils n'écrivoient que ce qu'il convenoit au gouvernement qu'ils écrivissent; et souvent ils écrivoient, par ordre, ce que leur raison, leur opinion, leur intérêt même leur eussent défendu d'écrire. *L'Ami des lois*, ayant osé, dans une de ses feuilles, parler avec irrévérence des demi-dieux de l'Institut, avoit été suprimé. Les papiers publics se taisoient sur toutes les négociations diplomatiques, sur les intérêts des cabinets et les événemens politiques les plus importans (1). Des hommes d'un mérite recommandable ayant annoncé le projet de rétablir le collége de Navarre, et d'y

(1) Ce ne fut que par les papiers étrangers que l'on connut en France les propositions que le premier consul avoit faites au cabinet d'Autriche. Il lui demandoit l'évacuation totale de l'Italie, la remise de Mantoue et d'une partie du Milanais; il exigeoit la Savoie et toute la rive gauche du Rhin. C'étoit tout ce qu'on eût pu demander à une nation vaincue.

fonder l'enseignement sur les principes de la religion, cette honorable résolution devint le sujet des plus violentes diatribes dans les journaux démagogiques ; on accusa les auteurs de fanatisme, de projets contre-révolutionnaires ; et le premier consul ordonna la suppression du prospectus, et défendit de relever le collége de Navarre. Les orateurs les plus zélés du tribunat, ceux qui portoient dans les délibérations le plus de chaleur et de mouvement, oublioient leurs plus belles prérogatives, se taisoient sur les abus, et laissoient tranquillement s'élever le despotisme. Le retour du premier consul lui fit faire de nouveaux progrès.

CHAPITRE XX.

Retour du premier consul à Paris, reconstruction de la place de Bellecour à Lyon, anniversaire du 14 juillet.

Cependant les nouvelles heureuses se succédoient de toutes parts. Les triomphes de l'armée d'Allemagne égaloient ceux de l'armée d'Italie, et ce qui leur donnoit un nouveau prix, c'est que Moreau n'avoit point affaire à un général surpris et déconcerté; mais on en parloit moins. Toutes les acclamations, tous les chants d'allégresse étoient uniquement réservés au vainqueur de Marengo. Les tribunes du sénat et des conseils, les théâtres, les poëtes, les orateurs et cette foule de serviles panégyristes qui se pressent au tour de tous les chars de triomphes ne répétoient que le nom de Buonaparte; et à peine la mort héroïque de Desaix etoit-elle le sujet de quelques éloges timides et fugitifs. Le vulgaire qui juge sans examen, qui se passionne pour tout ce qui l'éblouit, attendoit avec impatience le retour du héros. Les arcs de triomphe, les discours de félicitation, et tous les artifices

de l'adulation étoient prêts. Buonaparte soit lassitude, soit affectation de modestie, se déroba à tous ces préparatifs, et rentra dans son palais pendant la nuit, accompagné seulement du général Duroc son aide de camp, et de M. de Bourienne, son secrétaire intime et son confident.

Des actes éclatans de bienfaisance avoient précédé son retour; il s'étoit arrêté à Lyon pour y poser solennellement la première pierre de la place de Bellecour. » Je n'ai trouvé, écri-» voit-il à ce sujet, qu'un amas déplorable de » ruines et de décombres; je veux réparer ces » désastres. » Il oublioit que ces désastres étoient l'ouvrage d'un de ses ministres, les fruits de ces excès révolutionnaires de 1793, qu'il avoit si cruellement partagés à Toulon.

Par son ordre, le ministre de l'intérieur venoit d'accorder une pension de cent louis au chantre octogénaire des saisons. On avoit réintégré dans tous ses anciens honneurs, à la nouvelle cour de France, un des chefs émigrés de la maison de Noailles. Des brevets de conseillers étoient préparés pour les hommes d'état émigrés qui renonceroient aux bienfaits de l'Angleterre, et viendroient jeter autour du trône du premier consul l'éclat de leurs lumières. Des fontaines nouvelles étoient projetées sur les principales places de la capitale. Le capitaine Baudin com-

mandoit une expédition prête à entreprendre un voyage autour du monde; l'inoculation de la vaccine étoit protégée sous la direction du duc de la Rochefoucauld, et l'on promettoit de voir bientôt renaître de ses cendres cette académie française que le fer de la révolution avoit dépouillée de son immortalité. Sujets féconds pour la veine des poëtes, pour l'éloquence des orateurs (1)!

Le premier consul, parti de Lyon le 29 de juin, après s'être arrêté six heures à Dijon, avoir passé en revue une nouvelle armée de réserve qui se formoit sous les ordres du général Brune, étoit arrivé à Paris la nuit du deux au trois juillet. Sa voiture s'étoit brisée à Montereau, et peu s'en étoit fallu que cet accident n'eût changé de nouveau les destinées de la France. Dès que la nouvelle de son retour se fut répandue, les deux consuls se hâterent de lui porter le tribut de leur respect et de leur admiration; les canons

(1) On lisoit dans le discours de M. Garat au sénat: « Ces prodiges ébranlent tellement l'imagination, que, malgré la sévérité de l'histoire, à laquelle ils appartiennent à jamais, l'histoire elle-même ne pourra les comparer qu'à ces fictions sublimes de la poésie, dans lesquelles on voit les dieux d'Homère volant des sommets de l'Olympe ou de l'Ida sur le champ de bataille, et terminant des combats trop long-temps indécis par des forces qui ne sont pas humaines ».

des Tuileries et de Montmartre annoncèrent au peuple cet heureux événement. A midi les ministres, les conseillers d'état étoient en présence du vainqueur de l'Italie. *Eh bien! vous revoilà donc* (1)? leur dit le premier consul: *avez-vous fait beaucoup d'ouvrage depuis que je vous ai quittés? — Pas autant que vous, général*, lui répondit-on de toutes parts.

Il parla beaucoup de la campagne qu'il venoit de terminer, des batailles livrées, des actions d'éclat de ses généraux et de ses soldats, de ses espérances de paix, des vains efforts que l'Angleterre faisoit pour l'empêcher; il se livra sans réserve au besoin de parler, à cette surabondance de conversation qu'il éprouvoit souvent. Il s'exprima avec éloge sur le courage des Autrichiens et la valeur personnelle du général Mélas, qui avoit eu deux chevaux tués sous lui; et laissa tout le monde plutôt dans l'admiration de ce qu'il avoit fait, que dans l'admiration de ce qu'il avoit dit.

Le même jour, le général Cafarelli reçut une boîte cachetée que cinq dames, qui ne se nommoient pas, le prioient de remettre lui-même au premier consul.

---

(1) Cette phrase, d'un style si peu héroïque, a été exactement rapportée dans le Journal de Paris par un témoin auriculaire.

Le premier consul l'ouvrit et y trouva une couronne de lauriers entrelacés d'immortelles, avec les vers suivans :

Dieu des combats, sois-lui toujours fidèle !
Dieu de la paix, couronne ce guerrier !
A son génie appartient l'immortelle ;
A sa valeur appartient le laurier.

Le soir la ville fut spontanément illuminée, et la foule se répandit partout où elle pouvoit espérer de voir l'auteur de tant de prodiges, et le dépositaire fortuné des destins de la France.

Ce n'étoit pas seulement à Paris que se manifestoit cet extraordinaire enthousiasme : la révolution du 18 brumaire, les heureuses réformes opérées en France par le premier consul, la force, la sagesse de son gouvernement, la hardiesse de ses nouvelles entreprises, le succès qui venoit de les couronner, électrisoient tous les esprits. Les bustes, les médaillons, les portraits, les médailles du vainqueur de Mélas se multiplioient en Italie, en Piémont, en Suisse, en Allemagne, et jusqu'au sein de l'Angleterre : avoir vu, avoir parlé au premier consul étoit chez les étrangers un sujet de félicitation et d'envie. L'admiration pour le nouveau gouvernement français réfléchissoit sur les autres généraux. Un colonel autrichien, chargé de dépêches, étoit-il admis à la table du général Moreau, les gazettes d'Allemagne s'empres-

soient d'annoncer qu'il avoit reçu cet honneur, tant la puissance et la force impriment de respect aux esprits. A Vienne, les acteurs du théâtre ayant joué une pièce où le mot de paix se représentoit souvent, l'auditoire saisit l'à-propos, et témoigna, par des acclamations tumultueuses, le désir de voir cesser la guerre. Les efforts de la garde pour arrêter ce désordre ne firent que l'accroître. On oublia jusqu'au respect que l'on devoit à l'impératrice, et l'on manifesta hautement qu'on la regardoit comme l'auteur des revers qui venoient d'humilier les armes autrichiennes. On fit cesser la représentation, et la famille impériale fut réduite à sortir brusquement du spectacle. Le peuple se répandit dans les rues en criant : *A bas le conseil de guerre !* l'hôtel de M. de Thugut fut insulté; et l'on eut besoin d'un détachement de cavalerie pour prévenir les suites de cette sédition. Déjà une partie de l'Europe s'humilioit devant la majesté du premier consul. A Vienne, à Francfort, à Berlin, il étoit défendu aux libraires, aux marchands d'estampes, aux imprimeurs, aux directeurs de spectacles, de rien publier, de rien vendre, de rien dire, qui pût offenser la république française. Un journaliste de Hambourg s'étant permis quelques traits malins contre madame Buonaparte, le sénat fit saisir sa feuille, et en défendit la circulation.

La ville de Luques paya, de deux millions de contribution, un trait de mépris contre les chefs du gouvernement français. Ainsi se préparoit dès lors cette longue servitude de l'Europe, qui peut-être dureroit encore, si, après quinze ans d'humiliation, l'excès de l'orgueil et de la tyrannie n'eût pas enfin soulevé tous les rois contre leur oppresseur.

Cependant l'Angleterre tentoit de ranimer, dans la Vendée, cette ardeur de sentimens, cette fidélité guerrière qui avoit si souvent inspiré tant d'effroi, donné de si vives sollicitudes à la république. De nombreux bâtimens parcouroient les côtes de la France, et y effectuoient des débarquemens; mais déjà Buonaparte, en affectant de protéger les prêtres, en rendant à ces contrées l'exercice de leur religion, en faisant adroitement circuler le bruit que ses desseins cachés étoient de rétablir la monarchie, avoit reconquis une partie de la confiance des peuples. Dans une de ces expéditions sur les côtes de la Bretagne, de simples paysans armés d'instrumens aratoires repoussèrent courageusement les Anglais, et firent soixante et onze prisonniers. Cet exemple méritoit d'être encouragé; Buonaparte leur écrivit, les assura de son amour pour les prêtres, et les félicita de s'être armés pour la cause de la religion contre les *hérétiques* anglais.

On fit venir douze de ces paysans à Paris, on affecta de les faire voir au spectacle et de les promener dans les jardins publics.

Mais en même temps, on faisoit arrêter et enfermer au Temple le chevalier de Coigny, accusé de s'être mis à la tête d'une police royale à Paris, et de tramer une conspiration contre la république. On prétendoit que ses interrogatoires avoient fourni des révélations précieuses ; on annonçoit même que la police avoit arrêté le chef des agens du comité anglais, et néanmoins cette grande découverte n'eut aucune suite.

Les émigrés, trompés par la facilité que plusieurs d'entre eux avoient trouvé à rentrer dans leur patrie, s'attendoient à de nouvelles faveurs depuis la bataille de Marengo. Ils supposoient que le bonheur disposoit à la bienveillance.

Quel fut leur étonnement quand ils se virent devenus l'objet d'une surveillance inquiète et de nouvelles rigueurs! Le comité chargé de l'examen de leurs réclamations se montroit doux et bienveillant ; Buonaparte en ordonna la réforme.

L'épouse du premier consul fut elle-même punie de sa bonté ; et pour lui ôter désormais les moyens de protéger les bannis, elle reçut ordre de se rendre aux eaux de Spa. On res-

treignit le décret qui ordonnoit la restitution des biens non vendus, et l'on enjoignit aux préfets de revendre à la folle enchère ceux de ces biens dont les acquéreurs étoient tombés en déchéance. Enfin l'on reconduisit de brigade en brigade jusqu'aux frontières, un grand nombre d'émigrés rentrés en France et venus à Paris sans autorisation.

CHAPITRE XX.

Suite.

On approchoit d'une époque mémorable, de l'anniversaire de cette fameuse journée, où la chute de la Bastille avoit annoncé la chute du trône. Les royalistes et les républicains, attendoient avec une égale curiosité le parti que prendroit le premier consul. La célébrer avec la même pompe que les gouvernemens précédens, c'était avouer les principes de la révolution, et se faire des ennemis de ceux qui la haïssoient. En négliger la célébration, c'étoit montrer trop ouvertement ses desseins, et mécontenter ceux qui se flattoient de conserver la république. Buonaparte, toujours fécond en ressources, annonça la fête du 14 juillet, sous le nom de *fête de la Concorde ;* il en fit faire les préparatifs avec un grand appareil. La place Louis XV et le pont qui l'avoisine, portoient encore le nom de place et pont de la Révolution, ils prirent, comme le 14 juillet, une dénomination qui annonçoit des vues de réconciliation et d'oubli.

Le célèbre auteur de la tragédie de Charles IX avoit été jusqu'alors le poëte des fêtes révolutionnaires ; c'étoit un républi-

cain sombre et atrabilaire ; Buonaparte lui substitua un homme d'un talent non moins distingué, mais plus aimable ; il confia à la muse élégante de M. de Fontanes le soin de célébrer cette journée d'une manière conforme à ses vues. Il voulut aussi, pour distraire le peuple de ses souvenirs, que l'on présentât le même jour les drapeaux conquis à Marengo, et que l'on posât la première pierre du quai de Gêvre, qu'il se proposoit d'agrandir et de nommer quai Desaix, dénomination qu'il ne reçut jamais.

La veille de la fête, tous les spectacles furent ouverts au peuple ; on interdit la circulation des voitures ; une seule eut le privilége de parcourir les rues ; c'était celle du premier consul qui se fit un devoir d'associer la pompe de son rang aux plaisirs de la nation, et de paroître donner au peuple un témoignage de respect, en venant s'offrir lui-même aux acclamations publiques. L'église des Invalides, encore consacrée au Dieu Mars, fut choisie pour la présentation des drapeaux. Elle avoit été richement décorée par l'architecte Chalgrin dont l'épouse avoit péri victime des fureurs révolutionnaires. On y avoit rassemblé les plus célèbres virtuoses de Paris, Lays, Chéron, Garat, et la célèbre cantatrice, madame Grassini. Deux cent quatre-vingts musiciens, distribués

sur différens points du temple, rappeloient le souvenir de ces chœurs fameux d'Israël, qui célébroient les pompes divines dans le temple de Salomon. Jamais on n'avoit donné une fête plus brillante.

L'hymne composé par M. de Fontanes fut d'un genre noble, brillant, et aussi éloigné des idées révolutionnaires que les circonstances le permettoient. Une strophe, en honneur du général Desaix, excita une profonde sensibilité. On avoit placé au milieu des trophées son buste, exécuté par l'habile sculpteur Dupaty. On vit avec un égal intérêt les braves soldats de la garde consulaire dont l'héroïque intrépidité avoit arrêté, à Marengo, toutes les forces de l'armée ennemie; ils avoient fait en deux mois cinq cents lieues, de Paris à Marengo, et de Marengo à Paris, toujours à marches forcées. Ils arrivoient couverts encore d'une noble poussière, chargés de quelques enseignes en lambeaux, témoignages glorieux de leur valeur.

Le discours du ministre de l'intérieur, moins sage que l'hymne du poëte, se ressentit encore des formes de l'éloquence révolutionnaire. Il ne craignit pas de louer, comme une des époques les plus dignes de la reconnoissance des Français, cette journée du 14 juillet, signalée moins par la chute de la Bastille que par la

ruine des lois et la confusion des pouvoirs; les autres orateurs s'occupèrent plus de la gloire des armées que des intérêts de la révolution, et le premier consul, dans sa réponse, évita soigneusement tout ce qui pouvoit donner quelque avantage aux royalistes et aux républicains. Il loua adroitement, et en peu de mots, l'habileté des généraux français, le courage des soldats, et promit une paix prochaine ou de nouveaux triomphes.

Malgré ces précautions, une circonstance troubla un instant la sérénité de cette journée, et prouva que l'esprit d'égalité régnoit dans le peuple plus que l'esprit de concorde. Au moment où l'on se disposoit à ouvrir des courses à pied, un grand nombre de spectateurs, s'apercevant qu'on admettoit, dans une enceinte particulière, quelques personnages privilégiés, se jetèrent sur les barrières, et les brisèrent en proclamant l'égalité républicaine et la souveraineté nationale. Le désordre devint si grand, qu'il fut impossible de commencer les courses. Des aides de camp, des écuyers du premier consul furent exposés à de graves injures de la part de cette multitude mécontente et tumultueuse, et les jeux furent remis à un autre jour.

Buonaparte avoit fait preparer chez lui un banquet somptueux, pour les deux consuls ses

collègues, les ministres et les chefs des principales autorités. On y vit avec intérêt deux invalides centenaires, qu'il avoit invités pour plaire aux soldats, et rassurer ceux qui doutoient de ses sentimens pour cette égalité beaucoup plus chère aux novateurs que la liberté.

Lui-même porta le premier toast au 14 juillet et au peuple français, *notre souverain*, expression plus épigrammatique que franche, mais qui n'en fut pas moins accueillie avec toutes les apparences de la sincérité.

Le premier consul se flattoit ainsi de tenir la balance égale entre les deux partis, et de disposer les esprits à l'oubli des dissensions passées. Mais il fut loin d'obtenir le résultat qu'il attendoit.

Les royalistes furent mécontens, parce qu'ils espéroient que le premier acte d'une fête à la concorde serait de brûler solennellement la liste des émigrés.

Les républicains proclamèrent hautement que les intérêts de la liberté avoient été ouvertement sacrifiés; ils s'indignoient surtout qu'on eût confié le chant patriotique du 14 juillet à une muse réputée aristocrate et récemment proscrite pour ses opinions royalistes.

Cependant cette muse avoit fait des sacrifices aux circonstances, et l'on avoit remarqué,

avec quelque étonnement, une strophe vraiment républicaine, et dont la pensée contrastoit fortement avec celles dont on supposoit que le poëte étoit animé; mais l'on a remarqué aussi que le poëte avoit osé flétrir d'un vers hardi l'époque où la révolution s'étoit souillée de tant de forfaits sanglans :

Hélas! de ses honneurs, la France dépouillée,
A vu les factions disputer ses lambeaux!
Et des plus noirs forfaits la liberté souillée
Dicta long-temps ses lois au milieu des bourreaux.

Toi qu'on a tant déshonorée,
Liberté, calme tes douleurs;
De ta couronne déchirée
Le sang ternissait les couleurs, etc.

On s'étoit empressé, il est vrai, de supprimer cette strophe à l'impression; mais elle n'en avoit pas moins irrité ces républicains ardens qui avoient, eux-mêmes, déchiré et terni la couronne de la liberté.

Ils eurent bientôt un autre sujet de mécontentement. On composoit une nouvelle académie française, et l'on y appeloit, sans acception d'opinion politique, les hommes qui en avoient fait ou qui pouvoient en faire la gloire. La première assemblée avoit réu[illegible] MM. Ducis, Suard, Morellet, Target, le c[illegible] valier de Boufflers; la seconde s'étoit acc[illegible]

de MM. d'Aguesseau et Saint-Lambert ; enfin on n'avoit exclu aucun des anciens membres de cette compagnie célèbre, de sorte que le cardinal de Rohan et le célèbre abbé Maury devoient continuer d'en être membres. Cette justice révoltoit les apôtres les plus ardens de la philosophie révolutionnaire dont le principe étoit de proclamer la tolérance pour eux, et de la proscrire toutes les fois qu'elle blessoit leur intérêt. Ils s'irritoient de ne point trouver sur la liste des candidats, ni le poëte Chénier, dont la muse avoit célébré la fête de la Raison, ni le poëte le Brun qui s'étoit rendu aussi célèbre que ridicule par ces deux vers bizarres :

Le monde est un atôme où rampe avec fierté
L'insecte usurpateur qu'on nomme majesté ;

ni tant d'autres écrivains dévoués qui, depuis près de dix ans, étoient accoutumés à célébrer toutes les époques, toutes les vicissitudes, toutes les erreurs et les violences de la révolution. Les journaux consacrés aux intérêts de la démocratie contenoient, chaque jour, de nouvelles plaintes contre l'esprit du gouvernement, et le gouvernement ne dédaignoit pas d'y répondre.

Les républicains ne s'étonnoient guère moins de voir rassembler sourdement les matériaux d'une institution qui, sembloit ne pouvoir se

concilier qu'avec les formes de la monarchie. La république avoit long-temps proscrit toute espèce de distinction militaire. Des chevaliers de Saint-Louis avoient été mis à mort, pour n'avoir pas déposé leur décoration entre les mains des autorités révolutionnaires. On avoit même exigé, en 1794, que les officiers quittassent les épaulettes d'or ou d'argent, pour en prendre de laine, à l'instar des soldats. Buonaparte sembloit méconnoître de plus en plus ces jalousies et ces défiances républicaines. Sous prétexte de décerner une récompense au courage et au dévouement, il accordoit aux officiers et aux soldats des fusils, des sabres, des grenades d'honneur, et cette récompense étoit accompagnée d'un brevet dont la formule paroissoit rappeler celle des anciens ordres militaires. Rien ne sembloit aux républicains plus funeste que cette institution. Car aucun officier, aucun soldat ne refusoit ce gage d'honneur, et la démocratie perdoit tous les jours quelques-uns de ses appuis. Leur déplaisir se manifestoit ouvertement; des réunions secrètes, des projets cachés, menaçoient le premier consul. La société d'Auteuil continuoit de tenir ses conférences; les hommes qui la composoient n'avoient rien de commun avec les sanguinaires proscripteurs de 1793, mais on leur supposoit des desseins opposés aux

vues ambitieuses de Buonaparte. Le caractère sombre et silencieux de Syeyes qui en étoit le chef faisoit croire qu'il étoit occupé de profondes méditations, qu'il marchoit à dessein dans l'ombre, et que s'il marchoit lentement, c'étoit pour arriver plus sûrement à son but. On s'étoit constamment persuadé qu'il n'avoit jamais perdu de vue le projet de frayer la route du trône à une branche de la maison de Bourbon, dont l'éducation, les malheurs et les principes sembloient propres à réconcilier la monarchie avec la liberté. L'éloignement où il se tenoit du premier consul, l'espèce de solitude où il affectoit de vivre, les sujets de ressentiment qu'on pouvoit lui supposer, tous ces motifs fortifioient l'opinion qu'il s'occupoit d'un plan dont les résultats ne pouvoient manquer d'être bientôt connus. On savoit, d'ailleurs que le général Joubert, désigné d'abord par Syeyes pour opérer un changement subit dans le gouvernement, avoit eu l'intention formelle d'étouffer les factions révolutionnaires en appelant au trône la maison d'Orléans. Ces conjectures parurent prendre le caractère de la réalité, lorsqu'on apprit que les princes de cette maison venoient d'arriver en Angleterre.

Depuis 1793, l'infortune ne leur avoit pas épargné ses leçons. L'aîné, après avoir combattu avec éclat à la bataille de Jemmapes,

s'étoit attaché à la fortune du général Dumouriez, et avoit été mis hors la loi par la convention. Dépouillé de sa fortune et de ses grandeurs, il avoit erré long-temps en Europe, et particulièrement en Suisse, où il avoit donné, sous un nom emprunté, des leçons de mathématiques. Il s'étoit ensuite retiré dans les États-Unis d'Amérique, et de là à la Havanne, cherchant dans l'étude des lettres des consolations à l'infortune. Partout il s'étoit fait remarquer par son urbanité et la noblesse de son caractère. Les royalistes mêmes oublioient la part qu'il avoit prise, dans sa première jeunesse, aux principes de la révolution, et ne l'imputoient qu'à son inexpérience et aux mauvais exemples. Ses deux frères avoient partagé à Marseille la captivité de leur père, et n'avoient quitté le fort Saint-Jean, après trois ans d'emprisonnement, que pour être transportés en Amérique sur un bâtiment suédois. On avoit admiré la force d'âme qu'avoit déployée le plus jeune d'entre eux, dans un interrogatoire qu'il avoit subi à l'Abbaye, à l'âge de treize ans. — « Êtes-vous aristocrate ? — Oui. — Avez-vous connaissance » des projets de votre père ? — Non. — Avez-» vous eu des communications avec M. de S... ? » — Fi donc. »

En se rendant en Europe, ils étoient lo[illegible] de se livrer à des projets d'ambition, et [illegible]

conduite généreuse du nouveau duc d'Orléans dissipa bientôt toutes les illusions, et fixa toutes les incertitudes.

Sa première démarche fut de solliciter auprès de Monsieur, frère du roi, une audience particulière. L'explication fut telle qu'on devoit l'attendre d'un prince, plus éclairé encore par la franchise et la noblesse de son cœur que par les leçons de l'expérience et du malheur.

Il dit, qu'en se rendant en Angleterre, il n'avoit eu d'autre projet que de faire connoître les sentimens dont il étoit pénétré pour l'auguste famille à laquelle il avoit l'honneur d'appartenir; de présenter d'une manière plus solennelle et plus vraie le tribut de son respect, de sa fidélité et de son dévouement à sa majesté Louis XVIII, et à son auguste frère; de déposer à leurs pieds (en les suppliant de les oublier) les torts qu'il avoit eus au commencement de la révolution; de les prier de vouloir bien considérer, dans leur bonté, que ces torts étoient moins les actes de sa volonté que l'effet de son inexpérience, et de l'influence qu'avoient eue sur lui les mauvais principes avec lesquels il avoit vécu dans son enfance et dans sa jeunesse; enfin d'assurer le roi qu'il étoit prêt à verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour effacer ses fautes, et servir sa

majesté, dont il s'honorait d'être un des plus fidèles sujets.

Monsieur, dont la grâce égale la bonté, répondit à ce discours en lui prenant la main : « Mon cousin, la manière franche et loyale dont vous avouez vos torts suffit pour les effacer. Vous pouvez compter, de ce jour, sur la confiance et la tendresse de votre famille, et sur le respect que les Français portent au premier prince du sang de la maison de Bourbon. »

Peu de jours après, le duc de Montpensier et le comte de Beaujolais, qui avoient été retenus en route par une indisposition, arrivèrent en Angleterre, et s'empressèrent d'aller auprès de Monsieur, renouveler les protestations de fidélité et de dévouement. Ils obtinrent ensuite chacun une audience particulière du duc de Bourbon, leur oncle, et cette mémorable réconciliation fut consacrée par un grand dîner, où le prince réunit les membres du corps diplomatique, des archevêques, des pairs de France, et plusieurs des principaux membres de la noblesse.

Dès le lendemain, les trois princes envoyèrent à Mittau la déclaration la plus formelle de regret, de respect et de fidélité. Le général Dumouriez fut aussi compris dans la réconciliation, se présenta au roi, et obtint du service en Russie.

Ainsi tout se réunissait pour assurer la tranquillité de Buonaparte, et détourner de son trône jusqu'aux moindres ombres de rivalité.

Le souverain pontife lui-même sembloit concourir à la sécurité et à l'affermissement de sa puissance. Le directoire avoit fait une guerre cruelle au clergé, et proscrit avec fanatisme tout autre culte que celui des fêtes décadaires. Buonaparte avoit rouvert les temples et prescrit aux prêtres un serment qui pouvoit s'accommoder avec les scrupules de leur conscience. Le saint père, consulté, approuva ce serment, et, soit reconnoissance pour le premier consul, soit qu'il se flattât de le reconquérir à la religion, il exhorta les membres du clergé à la soumission et à la concorde.

Tout continuoit donc de se recomposer sans obstacle. La paix étoit dans les temples, l'ordre dans l'administration, la justice dans les tribunaux, la gloire dans les armées; et tout ce que la France possédoit de citoyens paisibles s'applaudissoit de vivre sous un gouvernement ferme, mais juste, et tressant également sa couronne du laurier de la victoire et de l'olivier de la paix.

CHAPITRE XXI.

Suite des opérations de l'armée du Rhin. Efforts inutiles du général Moreau pour attirer le général Kray dans la plaine. Bataille d'Hochstedt; victoire.

Il faut maintenant revenir sur le champ de bataille, passer des rives de la Bormida aux bords du Danube, et reprendre le cours de ces opérations savantes et glorieuses qui rappelèrent en Allemagne, comme en Italie, la victoire, sous les enseignes françaises. Les campagnes du général Moreau n'étoient pas célébrées avec autant de faste que celles du premier consul; ce grand capitaine n'étoit que sujet, Buonaparte étoit souverain; mais, dans l'opinion publique, le sujet étoit placé aussi haut que le maître. Tant d'éclat inquiétoit Napoléon; il ne pouvoit oublier qu'avec moins de modestie, Moreau eût occupé le rang suprême, et, dans sa jalouse ambition, il voyoit en lui plutôt un rival qu'il falloit abattre, qu'un capitaine habile qu'il falloit conserver.

Toutes les bouches de la renommée, toutes les productions du génie et des arts, toutes les fêtes publiques étoient donc réservées pour les

triomphes du premier consul. Le Bulletin seul se chargeoit de conserver le souvenir des exploits du général Moreau. Peut-être aussi la nature des lieux où combattoit cet illustre général étoit-elle moins propre à transmettre le bruit de ses grandes actions. Les noms de *Memmingen, d'Alt-Steistlingen, d'Hochstedt, de Weissenhorn, de Deherstelten*, effarouchoient l'oreille et trompoient la mémoire.

Et qui peut, sans frémir, aborder Woërden?
Quel vers ne tomberoit au seul nom de Heusden?
Quel muse à rimer en tous lieux disposée,
Oseroit approcher des bords du Zuiderzée?
Comment en vers heureux assiéger Doësbourg?
Zupthen, Wageninghen, Harderwick, Knotzembourg?

Le général baron de Kray, battu à Biberach, battu à Memmingen, rompu dans toute sa ligne d'opérations, s'étoit vu forcé de repasser le Danube, et de prendre une position de détresse sous le canon de la forteresse d'Ulm; mais ses revers n'avoient point abattu son courage; son armée n'étoit point détruite, sa position était inexpugnable, et les généraux qui commandoient sous ses ordres n'attendoient que l'occasion de se mesurer de nouveau avec l'ennemi. Aussi, malheureux que le général Kray, placé, par la fortune, dans la même

position, il était plus habile et moins confiant.

L'armée française s'étoit affoiblie par le départ de douze mille hommes enlevés à l'aile droite, pour se joindre à l'armée d'Italie. Le général Lecourbe ne comptoit plus que deux divisions sous ses ordres, de huit mille hommes chacune. La ligne du général Moreau était très-étendue. Le général Sainte-Suzanne continuoit d'en commander l'aile gauche, il avoit sous ses ordres les généraux Souham et Legrand. Les divisions du général Saint-Cyr étoient au centre. Le général en chef étoit à la tête de la réserve.

Il falloit, pour continuer la campagne, ou forcer le général Kray dans sa position, ou tourner tous les points fortifiés qu'il occupoit, et le séparer de ses magasins, ou l'attirer en plaine et le combattre,

Le premier parti étoit impraticable. Le second douteux; le général s'arrêta au troisième. Dans cette intention, il manœuvra avec son corps de réserve sur sa droite, feignit de menacer la Bavière, et ordonna au général Sainte-Suzanne de se rapprocher du camp autrichien; ce mouvement fut d'abord exécuté avec succès. *Le 15 mai le général Legrand* se porta en avant, et força les Autrichiens à se replier; le général Souham obtint les mêm

avantages, et s'établit dans la vallée formée par la rivière de la Blau et le Danube. On se flattoit que, pour réprimer l'audace de son ennemi, et secourir en même temps la Bavière, le baron de Kray se détermineraît à quitter ses retranchemens. Il ne donna point dans le piége. Il étoit trop habile pour ne pas juger que le général Moreau ne pouvoit quitter sa ligne d'opérations sans se compromettre, et il resta immobile dans son camp.

Cette résolution déconcerta le général français. Son aile gauche s'étoit avancée avec une hardiesse qui approchoit de la témérité. Le général Saint-Cyr se trouvoit trop loin pour la soutenir. Le baron de Kray profite habilement de cette faute, et fait attaquer le général Sainte-Suzanne avec la majeure partie de ses forces. L'archiduc Ferdinand commandoit l'attaque. Le 16 mai, dès la pointe du jour, des colonnes de cavalerie autrichienne se précipitent sur nos avant-postes, les culbutent, et les forcent de se replier. L'infanterie ennemie soutient la cavalerie, un combat sanglant s'engage sur toute la ligne. Elle étoit foible et dégarnie sur plusieurs points; l'ennemi s'y introduit. Le général Legrand, pressé par des forces supérieures, dispute le terrain pied à pied, mais ne peut le conserver. Le général Souham éprouve le même sort, et, débordé par

une forte colonne, se trouve entièrement séparé du général Legrand. L'aile gauche sembloit perdue sans ressource. Dans cette extrémité le général Sainte-Suzanne prend une résolution audacieuse. Il avoit pour appui le Danube, il l'abandonne, se met à la tête d'une brigade qui défendoit un village avec intrépidité, et soutenoit, sans plier, le choc de quatre bataillons ennemis, et de deux mille chevaux; il rappelle à lui le général Legrand, attaque les Autrichiens avec fureur, les oblige de reculer, renverse tous les obstacles et opère sa jonction avec la division Souham, qui lui-même se soutenoit bravement contre des forces prêtes à l'accabler. La situation devenoit meilleure, mais l'issue du combat étoit encore douteuse. Tout à coup on entend le canon; c'étoit celui du général Saint-Cyr. Instruit des dangers que couroit l'aile gauche, il s'étoit porté à son secours, menant son armée et son artillerie au pas de course. Sa présence rétablit la confiance dans le cœur des Français, et porte l'effroi dans les rangs autrichiens. Le prince Ferdinand craint à son tour d'être tourné et séparé de son camp. Il étoit aussi brave que prudent; mais, en ce moment, il préféra la prudence, et se replia sur la forteresse d'Ulm; ses arrière-gardes furent vivement harcelées, et l'aile gauche rejoint

les positions qu'elle occupoit précédemment. Ainsi finit cette journée qui coûta aux deux armées un sang inutile, et mit les Français dans le plus grand danger.

Le général Moreau comprit alors qu'aucune démonstration, aucune feinte ne tromperoit son habile adversaire, et que rien ne le décideroit à abandonner sa position; le général Kray avoit reçu de nombreux renforts, il attendoit l'arrivée d'une réserve, pressoit les contingens de l'empire, et montroit la plus grande sécurité. Le général français étoit trop sage pour entreprendre de passer entièrement le Danube et d'attaquer son ennemi dans ses formidables retranchemens. Il en fit la démonstration, mais ne s'y arrêta point.

On ne pouvoit s'empêcher de rendre un témoignage glorieux au général Kray qui, ferme au sein de ses remparts, dirigeoit de là les mouvemens des corps dont il pouvoit librement disposer, observoit son ennemi, le prévenoit, ou l'arrêtoit. La ville d'Ulm, par sa situation basse et enfoncée, n'est pas propre à devenir une forteresse importante; mais sa position sur le Danube, les hauteurs qui l'entourent, et qui sont de nature à se lier facilement entre elles, offrent des moyens de défense qui ne pouvoient échapper au génie des officiers autrichiens. Le prince Charles en avoit senti tous

les avantages, et, profitant de ces dispositions naturelles, il avoit fait élever des redoutes et des batteries sur tous les points qui en étoient susceptibles, et couvert comme d'un immense rempart la ville elle-même et le terrain qui la sépare des hauteurs.

Frappé de ces obstacles, le général Moreau renonça à tout projet d'attaque de ce côté, et voulut, avant d'exécuter un plan hardi et décisif, essayer une seconde fois d'inquiéter son ennemi, et de l'arracher de sa position. Il retira à lui toutes ses troupes, les fit repasser de la rive gauche à la rive droite du Danube, marcha en avant, et parut décidé à envahir la Bavière. L'ennemi parut, pour cette fois, indécis.

Le général autrichien ne pouvoit, avec honneur, abandonner ses alliés, et laisser l'ennemi pénétrer dans la Bavière. Il voulut à son tour forcer les Français de renoncer à ce projet, et les rappeler sur les rives du fleuve. Il donna au prince Ferdinand un corps de douze mille hommes, et le chargea d'attaquer l'aile gauche de l'armée française. Les deux divisions de cette aile étoient séparées par un grand intervalle. La réserve composée d'un régiment d'infanterie et de trois régimens de cavalerie, sous les ordres du général Colaud, occupoit en arrière un point également éloigné de leurs

positions. Ces positions furent attaquées à la fois. Les Autrichiens avoient une artillerie formidable. Le général Souham fut d'abord obligé de se replier, mais il se replia en bon ordre, occupa un poste avantageux et s'y soutint bravement; il fut bientôt secouru par la réserve, et, reprenant l'offensive, il força, à son tour, les Autrichiens de reculer. Le général Legrand accueillit avec le même sang-froid les avant-postes, marcha à l'ennemi et le força de se retirer précipitamment. Tous ces combats ne se passoient point sans effusion de sang; et ce sang étoit toujours versé sans profit.

C'étoit un spectacle digne d'intérêt de voir ainsi deux généraux également braves, également habiles, se disputer la palme du talent et les lauriers de la victoire. Depuis long-temps la fortune n'avoit mis en présence deux hommes d'un plus noble caractère et d'une plus haute capacité. Le général françois n'avoit pu arracher le général autrichien de son invincible position; le général autrichien ne put, à son tour, détourner le général françois de ses résolutions.

Moreau n'hésita pas un seul instant, il ne ralentit pas la marche de son armée d'une seule minute; le général Lecourbe se porta sur le Lech, le passa, descendit sans s'arrêter jusqu'à Augsbourg, en délogea les Autrichiens,

s'y établit avec un corps de trois mille hommes, et y leva une contribution de 600,000 florins. Ce rapide succès sembloit enfin devoir embarrasser le général autrichien ; mais il ne perdit rien de sa constance, et, jugeant de l'habileté de son ennemi en général habile lui-même, il se rassura sur le sort de la Bavière, et resta invinciblement dans son camp; il renforça les points de sa ligne les plus faibles, jeta en avant quelques corps de troupes légères, poussa des partis jusqu'aux portes d'Augsbourg, fit observer la Bavière, et fatigua son ennemi par un genre de guerre qui importune toujours et blesse très-souvent.

Le général Moreau reconnut une seconde fois l'impossibilité d'attirer son ennemi et de le forcer à une bataille; il sentoit également le danger d'abandonner trop long-temps sa ligne d'opérations; et craignant que son savant adversaire ne profitât des mouvemens hardis, mais périlleux, qu'il venoit de faire, il se hâta de concentrer ses forces, et de reformer sa ligne. C'est ainsi que, des deux parts, deux grands hommes se réduisoient mutuellement à l'impossibilité d'agir : Kray n'osant sortir de ses retranchemens d'Ulm, et Moreau attaché malgré lui aux rives du Danube. Il falloit cependant faire cesser cet état d'inaction; le général français résolut d'en sortir, à quelque prix

que ce fût. Il s'apprête à franchir le fleuve, à tourner les corps ennemis, à séparer de ses magasins son opiniâtre adversaire. Il donne ses ordres, il fait toutes ses dispositions. Le baron de Kray sent le danger qui le menace, et sait le prévenir. Il fait passer le Danube à son aile gauche, étend son aile droite de manière à menacer la gauche des Français commandée par le général Richepanse, qui venoit de succéder à Sainte-Suzanne, et partout déploie des forces menaçantes. Richepanse est entièrement déposté, sa ligne est rompue; il combat avec intrépidité, s'assure des points de retraite et se défend avec autant d'art et de courage que le permettoit la supériorité du nombre qui l'accabloit. Mais rien ne l'eût sauvé d'une ruine complète, si le général Grenier ne fût accouru à son secours. Cet habile officier commandoit le centre que le général Saint-Cyr avoit quitté pour se refaire de ses fatigues, et rétablir sa santé. Il envoie en toute hâte le général Ney. L'ordre est rétabli, et les Autrichiens sont à leur tour forcés de plier. Mais le centre de leur armée s'avançoit; une de leurs colonnes, avec huit pièces de canon, se dirigeoit sur le pont qui seul assuroit la retraite du général Richepanse : si elle y fût parvenue, l'aile gauche étoit perdue sans ressource. La présence d'esprit du lieutenant général Grenier

sauva tout. Cet habile et courageux officier s'étoit élevé, par son seul mérite, du rang de simple fourrier aux premiers grades de l'armée. il avoit servi avec honneur sous le général Hoche, et s'étoit rendu célèbre par un grand nombre d'actions brillantes. Il vit le danger de la manœuvre des Autrichiens, et se hâta de le prévenir.

Il donne aussitôt l'ordre au général Ney de rétrograder, de prendre l'ennemi à revers, et de l'attaquer avant qu'il pût gagner le pont. Ney exécute cet ordre avec la rapidité de l'éclair; se précipite sur l'ennemi qui touchoit aux premières extrémités du pont, se met lui-même à la tête de ses grenadiers, brave le feu de l'artillerie, et sans laisser à l'ennemi le temps de se former, le presse, l'enfonce, lui enlève ses huit pièces de canon et douze cents soldats.

Cette belle et audacieuse manœuvre sauve le général Richepanse. Il reprend l'offensive, fait de son côté plusieurs prisonniers, parmi lesquels se trouvoit le comte de Sporck.

Il paroît constant que le général Kray avoit voulu tenter contre les François ce que les François avoient le dessein de tenter contre lui-même. S'il eût réussi à détruire l'aile gauche de l'armée républicaine, le prince de Reuss auroit abandonné le Tyrol, joint ses forces à celles du général en chef, et les Français pris

à revers se seroient trouvés pressés entre la garnison d'Ulm et l'armée ennemie.

Il est rare que dans de grands mouvemens on ne commette pas quelques fautes légères dont l'ennemi sait profiter. Le général Lecourbe, en se rapprochant du centre de l'armée, avoit laissé son arrière-garde dans un gros bourg, à trois lieues d'Augsbourg; surprise par une attaque imprévue, écrasée par le choc de douze escadrons de cavalerie, elle est enveloppée et taillée en pièces. Elle était de deux mille hommes; à peine cinq cents hommes parvinrent-ils à se sauver. Mais les Autrichiens, avoient échoué dans leurs projets, et, repoussés partout, ils avoient été obligés de rentrer dans leurs lignes.

Des deux côtés on étoit las de s'épuiser en des combats inutiles. Les soldats français souffroient avec impatience cet état d'indécision, et brûloient de poursuivre le cours de leurs victoires. Ils commençoient à manquer de vivres, et la faim leur paroissoit un ennemi plus redoutable que toutes les forces de l'empire. Le général républicain résolut de profiter de ces résolutions, et de terminer par un coup d'éclat une campagne si glorieusement commencée. Quand les neiges, les rochers et les abîmes des Alpes n'avoient point arrêté son rival; falloit-il qu'un fleuve fût pour lui une

barrière invincible? Il prit donc une résolution décisive ; il ordonna au lieutenant général Lecourbe de marcher vers le Leck, et de se rendre maître de cette rivière. Ce mouvement fut exécuté avec toute l'activité, le courage et la précision qui caractérisoient ce grand capitaine. Son armée marchoit sur trois colonnes. Le Leck étoit grossi par des pluies, et n'offroit aucun endroit guéable. Tous les ponts avoient été rompus. Lecourbe attaque les Autrichiens sur une hauteur qui domine le cours du fleuve, leur enlève cette position après un combat sanglant, fait prisonnier le jeune prince de Lichtenstein qui se battoit avec la plus brillante valeur, et rétablit le pont. Sur deux autres points, les soldats français passent à la nage, attaquent les Bavarois, les chassent de leur position, et rétablissent deux autres ponts. Cet exemple est imité près d'Augsbourg par les carabiniers de l'infanterie légère. Ils bravent la mousqueterie et le canon, se précipitent sur les débris d'un pont, marchent hardiment sur des poutrelles qui les soutiennent à peine, arrivent à l'autre bord, attaquent l'ennemi, le culbutent, lui enlèvent deux pièces de canon, et forcent le général Meerfeld à quitter précipitamment la ville d'Augsbourg. Lecourbe y entre après lui.

L'objet de ce mouvement étoit de partager

l'attention du général en chef de l'armée impériale, et de le laisser dans le doute sur le véritable projet des Français.

Pour mieux masquer son plan, Moreau se rapprocha d'Ulm avec son aile gauche et son centre, fit attaquer l'ennemi partout, remporta partout des avantages signalés, et tint son adversaire dans un état d'incertitude qui ne lui permit pas de prendre une résolution décisive. Le général Lecourbe sembloit s'isoler du corps de l'armée, et n'avoir d'autre but que d'inquiéter les frontières de la Bavière; tout à coup il quitte Augsbourg, et, par un mouvement imprévu, se rapproche du centre, et se lie avec le corps de réserve. Moreau fait observer, par les généraux Molitor et Nansouty, le prince de Reuss qui occupoit les débouchés du Tyrol, et menaçoit à dos l'armée française. On attaque les généraux Giulay et Starray qui occupoient des positions sur la rive droite du Danube, on les force de se jeter sur la rive gauche; Moreau fait menacer deux points sur les rives du fleuve, trompe son ennemi, et, pendant la nuit, fait marcher deux divisions d'infanterie et la réserve de cavalerie vers deux villages où le passage du Danube lui paroît praticable. La rive droite du fleuve domine, à la vérité, la rive gauche, mais l'escarpement est adouci, et de ce point l'on découvre cette

plaine fameuse d'Hochstedt, où la honte de nos anciens revers devoit être bientôt effacée par un triomphe éclatant.

L'honneur de forcer ce passage fut déféré au général Lecourbe; c'était le confier au courage, à l'expérience et au savoir. L'habile et intrépide général démasque huit pièces de canon, effraie et dissipe les Autrichiens qui sont sur l'autre rive. Au même instant, quatre-vingts nageurs intrépides se précipitent dans le fleuve; ils ont à leur tête le capitaine Dégometry, dont le nom mérite d'être conservé. Ils nagent avec ardeur, une barque porte leurs habits et leurs armes; arrivés à l'autre bord, ils saisissent leurs armes, laissent leurs habits, et nus, le sabre à la main, ils fondent sur leurs ennemis, les étonnent par leur audace, et leur enlèvent deux pièces de canon. A la vue de ce succès, des canonniers français jettent des échelles sur les débris d'un pont rompu, franchissent ce passage périlleux; et font servir les deux pièces contre les Autrichiens, qui les leur ont abandonnées.

L'effroi se répand sur toute la rive gauche du fleuve, l'alarme est donnée aux garnisons voisines de Donavert et de Dillingen. Elles accourent en toute hâte, prêtes à accabler de leur nombre la petite troupe de braves qui vient d'affronter les flots du Danube, l'artillerie des

Autrichiens, et les troupes chargées de défendre le passage.

Mais le général Lecourbe, secondé des soldats qui viennent à chaque instant partager ses périls, occupe une position entre les deux garnisons, prêt à les combattre pour arrêter leur marche. L'ennemi se présente bientôt; une affaire animée s'engage sur la position des Français; ils répondent à l'attaque de l'ennemi avec leur bravoure accoutumée; on se dispute le terrain avec acharnement. L'adjudant général Maugin se signale par la plus rare intrépidité; cependant la victoire chancelle, les Impériaux opposent aux efforts des Français l'avantage du nombre; le vainqueur est prêt à céder. Mais Lecourbe arrive, il conduit avec lui deux escadrons de carabiniers, et un corps de hussards qui lui sert d'escorte. On charge de nouveau, la victoire n'est plus douteuse; deux mille cinq cents hommes mettent bas les armes; un carré de Wurtembergeois périt en se défendant avec fureur, tout ce que le fer épargne fuit en désordre vers Donavert.

La fortune étoit moins favorable aux armées républicaines sur la route de Dillingen. La garnison autrichienne étoit arrivée presque sans obstacle jusqu'aux bords du Danube. Les généraux Gudin et Mont-Richard soutenoient glorieusement une lutte inégale et

périlleuse ; les troupes françaises continuoient de passer, mais se formoient avec peine. Le général Lecourbe, déjà vainqueur à Schewningen, vole à une seconde victoire ; il prend les Autrichiens en flanc, menace de leur couper la retraite, et les oblige à rétrograder en désordre. Ils essaient de se rallier ; mais la cavalerie française coupe leur ligne entre Hochstedt et Dillingen, leur prend dix-huit cents hommes et met les autres en déroute. Le passage continue, et bientôt toute l'aile droite de l'armée est sur la rive gauche du fleuve.

Les troupes détachées de Dillingen appartenoient aux corps des généraux Giulay et Starray ; elles se replient sur leurs corps d'armée et vont se former sur deux lignes, entre la rivière de la Brents et le Danube. Une artillerie formidable occupe leur centre. Le général Kray venoit d'être averti de la tentative audacieuse et des succès de l'armée française. Il sent toute l'éminence du danger ; il fait sortir de son camp la plus grande partie de sa cavalerie, et toute son artillerie légère, et leur ordonne de se joindre en toute hâte aux divisions des généraux Starray et Giulay.

L'issue du combat étoit de la plus haute importance pour les deux armées. Si les Français étoient vaincus, ils perdoient en un seul jour le fruit d'une glorieuse campagne ; s'ils

étoient vainqueurs, le général Kray étoit forcé d'abandonner la forteresse d'Ulm, et les états héréditaires restoient ouverts aux armées de la république.

Les Autrichiens, fiers de la supériorité du nombre, chargèrent les premiers, et forcèrent d'abord les Français à rétrograder. Mais ceux-ci se rallient promptement, fondent sur l'ennemi, et le font à leur tour reculer précipitamment. La seconde ligne autrichienne soutient la première; le combat devient sanglant; on se mêle, on se bat corps à corps, le courage et l'opiniâtreté sont égaux des deux parts. Mais l'armée républicaine continuoit le passage sans obstacle; une partie des ponts étoient rétablis; déjà les divisions Decaën et Grandjean étoient à l'autre bord. Le général en chef passe lui-même, reconnoît les lieux, et sent la nécessité de presser le combat, pour ôter au général Kray la faculté de sortir de la place avec toutes les troupes disponibles, et décider la victoire. Il se porte rapidement, avec son corps de réserve, à l'aile droite, dirige une colonne d'infanterie vers le point où la ligne autrichienne se fortifie davantage; et, faisant des dispositions aussi promptes qu'heureuses, il ordonne une charge générale. Le combat s'engage aussitôt sur tous les points: il devient sanglant et terrible. La cavalerie ennemie fait des prodi-

ges d'audace ; la cavalerie française se montre supérieure par la précision et la vivacité de ses mouvemens. La nuit venoit de survenir ; il étoit urgent d'assurer la victoire. Chaque officier animoit ses soldats de l'exemple et de la voix. Le général Moreau et le général Lecourbe chargent eux-mêmes, dans la chaleur de la mêlée ; l'ennemi commence à plier ; et, pressé sans relâche, il est forcé de passer la Brents. Il se trouvoit ainsi séparé d'Ulm, et sa position éloignée l'exposoit au plus grand péril. Cette retraite assura le triomphe de l'armée française. Sa perte étoit grande, mais celle de l'ennemi la surpassoit de beaucoup. Vingt pièces de canon, cinq mille prisonniers, une grande quantité d'enseignes et de drapeaux, furent les trophées de l'armée victorieuse. La tache imprimée à nos armées quatre-vingt-seize ans auparavant fut effacée, et le nom d'Hochstedt ne fut plus un sujet d'humiliation pour nos braves guerriers. Ces glorieux événemens se passoient le 19 juin, c'est-à-dire trois jours après la victoire de Marengo. Ainsi, à plus de cent lieues de distance, dans le même temps et presque avec les mêmes circonstances, la fortune couronnoit d'une gloire égale les enseignes françaises. Mais ce n'étoit pas assez de vaincre, il falloit profiter de la victoire. Moreau avoit affaire à un ennemi habile et fécond

en ressources; il falloit le prévenir, ou faire échouer ses projets.

Le baron de Kray ne pouvoit plus tenir à Ulm; réduit à tenter le sort d'une nouvelle bataille, ou à se soustraire au vainqueur par une manœuvre audacieuse et imprévue, il s'arrêta à ce second parti; il laisse une garnison dans la citadelle, pourvoit à son approvisionnement, et, sortant lui-même de son camp retranché, s'efforce d'aller à marches forcées passer le Danube au-dessous de l'embouchure du Leck. Il veut réunir son armée à celle du général Meerfeld qui garde la Bavière, y établir une nouvelle ligne de défense, et joindre ses opérations avec celles du prince de Reuss qui défend les débouchés du Tyrol.

Mais le général Moreau prévoit son dessein, et se hâte de le déconcerter. Il détache de son armée la division du général Decaen, lui ordonne de prévenir l'ennemi, de le devancer en Bavière, et d'entrer à Munich. En même temps, il fait poursuivre vivement l'armée autrichienne; il atteint son arrière-garde, la fait charger vivement, et met son ennemi dans une extrême inquiétude. Le général Kray connoissoit les événemens de Marengo, et en avoit couvert la nouvelle du plus profond secret; il n'hésita plus à la publier; et, pour ga-

gner du temps, il envoie un parlementaire au général Moreau, l'instruit des succès des Français en Italie, de la suspension d'armes entre les deux armées, et lui propose une mesure semblable. Le général Moreau s'y refuse, presse de nouveau son ennemi, et continue de fatiguer son arrière-garde. Le baron de Kray redouble de célérité, échappe à l'ardeur des Français, et va passer le fleuve à Neubourg.

Déjà la division Decaen avoit rempli les vues du général en chef; il avoit, en trois jours, fait quarante lieues, livré trois combats, remporté autant de victoires, et surpris à Munich la cour électorale de Bavière. Le prince eut à peine le temps de sortir de sa capitale, et de se retirer avec le corps du comte de Meerfeldt sur l'Iser.

Mais le général Decaen étoit isolé; il pouvoit être à son tour surpris par les Autrichiens. Moreau prévoit tout : il fait passer le Danube et le Leck au général Lecourbe; les deux armées se trouvent en présence à Neubourg. Le baron de Kray avoit pris une position excellente. Il étoit défendu par un ravin escarpé et profond; des hauteurs chargées de bois touffus couvroient son aile droite, et rendoient son approche difficile. Ces obstacles n'arrêtent point les Français. Le général Montrichard commence le combat. L'ar-

deur de la victoire entraîne le soldat; il ne calcule ni le danger ni les obstacles; il passe le ravin, il s'enfonce dans les bois, il se précipite partout sur son ennemi. Mais le baron de Kray a tout prévu: il laisse son ennemi s'engager avec témérité, il l'attend sur les points les plus difficiles, le fait charger avec ordre, le pousse sous les batteries placées sur la rive opposée du Danube, l'entoure de toutes parts, l'accable d'une grêle de mitraille et d'un feu de mousqueterie meurtrier, met le désordre dans les rangs, et le force de se replier. Le général Lecourbe vole au secours de son avant-garde. Le combat se renouvelle avec plus d'acharnement; on se mêle, on s'attaque corps à corps; les munitions manquent de part et d'autre, on se charge à l'arme blanche, on se bat à coups de crosse; ce n'est plus une bataille, c'est un massacre. Ce fut dans cette cruelle mêlée que périt le premier grenadier de France, ce brave La Tour-d'Auvergne, qui, d'ancien capitaine d'infanterie, étoit rentré dans les rangs comme simple soldat. Il étoit né en 1743, à Carhaix, dans la Basse-Bretagne. Il n'appartenoit à l'illustre maison de La Tour-d'Auvergne que comme fils naturel. Il entra au service de très-bonne heure. Il fut admis en 1767 comme sous-lieutenant dans la seconde compagnie de mousquetaires, passa au service d'Espagne, se

trouva au siége de Mahon, et reçut du roi d'Espagne des marques honorables de satisfaction; rentré ensuite dans les armées françaises, il se déclara pour la révolution, fit les campagnes des Pyrénées où il commanda ces fameuses compagnies de grenadiers, qu'on appeloit la *Colonne infernale*. Au milieu des plus grands dangers, il eut le bonheur de ne recevoir jamais aucune blessure. Son manteau étoit quelquefois criblé de balles qui ne le touchoient pas; les soldats disoient qu'il savoit charmer les armes à feu. Dans les premières guerres contre l'Espagne, il se signala par des actes d'audace, dignes des temps héroïques. Il prit seul, et avec une pièce de canon, la forteresse de Saint-Sébastien. Jamais il ne voulut accepter les grades élevés de l'armée. Il étoit néanmoins aussi habile que brave; jamais on ne tenoit de conseil sans l'y appeler. Il aimoit l'étude et les livres, et, dans ses momens de repos, il en composoit lui-même. On a de lui des recherches sur la langue celtique. On cite, de sa part, un trait d'amitié qui mérite d'être recueilli. Il jouissoit depuis long-temps du repos et des douceurs de la vie privée, il apprend que le fils unique d'un de ses amis est appelé par la réquisition, il accourt chez le malheureux père dont la vieillesse augmentoit encore le chagrin, il le console, et va s'enrôler à la place

du fils. Au mois d'avril 1800, Buonaparte, frappé de son mérite, lui donna un sabre d'honneur et le titre de premier grenadier de France. Sa tête étoit couverte de cheveux blancs, mais son cœur conservoit toute l'ardeur de la jeunesse. En repoussant une charge de hulans, il tomba percé d'un coup de lance dans la poitrine. Son corps, enveloppé de feuillages, fut déposé dans le lieu même où il avoit péri. Toute l'armée prit le deuil pendant trois jours, et l'on éleva sur son tombeau un monument simple que l'on mit sous la sauvegarde des braves de toutes les nations.

Le général Kray ne put tenir sa position; prévenu partout, déconcerté dans ses plus habiles résolutions par une habileté plus grande, il ne chercha plus qu'à s'échapper par des marches détournées et rapides, et parvint, après des fatigues extrêmes, à reprendre une position sur l'Inn.

Mais sa défaite à Hochstedt avoit laissé le cœur de l'Allemagne ouvert aux armées françaises. Le général Richepanse bloquoit la forteresse d'Ulm; le duché de Wurtemberg, resté sans défense, étoit frappé de contributions militaires; le général Sainte-Susanne marchoit de Mayence vers le Danube, et le général Klein sortoit de Kehl, pour rétablir les communications par le Brisgaw et la Souabe.

Le cabinet de Vienne étoit alors en pourparlers avec celui des Tuileries; on entrevoyoit déjà le moment où les deux armées pourroient déposer les armes. Le général Moreau étoit loin de vouloir verser un sang inutile; mais il ne vouloit rien perdre de ses avantages. Il conçut alors le projet de profiter de ses victoires, pour s'ouvrir des communications avec l'armée d'Italie, et faire évacuer le Voralberg et les Grisons; il confia cette opération difficile au général Lecourbe, l'officier le plus habile pour les guerres de montagnes. L'objet principal de cette entreprise étoit d'enlever Feldkirch, place importante, formant la tête de la défensive du Tyrol; elle étoit occupée par le général Jellachich, et fortifiée d'un camp retranché qu'il étoit impossible d'enlever de vive force. Le général Moreau trompa son ennemi, l'amusa par des attaques habilement combinées, et donna le temps au général Lecourbe d'exécuter un projet audacieux, celui de tourner la position de Feldkirch, et de couper la retraite au général autrichien. Tout réussit à souhait; des marches savantes séparèrent le général Jellachich de tous les secours qu'il pourroit attendre et forcèrent les Autrichiens d'évacuer les Grisons et le Voralberg; Feldkirch fut attaqué par le général Molitor; les positions qui pouvoient défendre cette place

furent enlevées, le général autrichien fut obligé de l'évacuer, et l'armée française y entra le 14 juillet. Le général Lecourbe se rendit à Coire, et déjà il se préparoit à pousser la victoire, lorsque de nouveaux événemens changèrent la face des choses.

Le général Moreau n'ignoroit pas que, depuis la victoire de Marengo, la cour de Vienne aspiroit à la paix ; que le premier consul la désiroit, qu'il l'avoit promise et que son intérêt étoit alors de garder sa parole. Depuis la suspension d'armes conclue en Italie, toute nouvelle conquête devenoit inutile. Le général Kray sollicitoit la cessation des hostilités. Si l'amour de la gloire inspiroit au vainqueur des pensées belliqueuses, l'amour de l'humanité parloit un autre langage, et le général Moreau l'écouta. Il sut s'arrêter au milieu de ses triomphes, et, par cette rare modération, il ajouta un nouveau lustre à sa renommée. Le 15 juillet le général Lahorie et le comte de Dietrichstein signèrent un armistice qui assuroit à l'armée française tous ses avantages, et suspendoit l'inutile effusion du sang des braves. Ainsi se termina cette glorieuse campagne qui rétablit non moins que celle d'Italie l'honneur des armes françaises, et mit en péril le trône impérial et cette maison d'Autriche dont les

armées menaçoient un an auparavant l'intérieur de la France.

Le premier consul avoit franchi les cimes des Alpes, bravé les neiges, marché à travers les précipices, et par une audace, une constance et une activité incroyables, détruit son ennemi en quelques semaines. Mais l'imprudence de cet ennemi, l'inexplicable confiance du général Mélas l'avoient servi presqu'aussi utilement que la bravoure de ses soldats. Le général Moreau avait eu à combattre le plus habile officier de l'Autriche, un homme fécond en ressources, riche en conceptions promptes, savantes, hardies, ne laissant rien à la fortune, réglant tout par la prévoyance. Cette campagne sera marquée dans les annales de la France, comme une des plus belles productions du génie de l'homme appliqué à l'art militaire. Après quelques jours de repos, le général Moreau revint à Strasbourg, le général Lecourbe à Colmar pour y rétablir sa santé délabrée par l'excès des fatigues. Il rapportoit douze tableaux magnifiques, présent de l'électeur de Bavière. On avoit levé sur la Souabe, la Franconie, la Bavière, le Vurtemberg, près de trente millions de contributions. Les peuples épuisés ne pouvoient plus fournir aux dévastations de la guerre.

CHAPITRE XXII.

Dispositions pacifiques des cabinets de France et de Vienne. Révolution en Suisse. Continuation du rétablissement de l'ordre en France.

Le cours rapide et presque fabuleux des progrès des Français, l'abaissement subit et les pertes immenses de la monarchie autrichienne, étoient pour l'Europe l'objet du plus haut étonnement. Mais ces pertes même étoient le présage d'une paix prochaine. Après tant de défaites, les fonds publics montoient rapidement à Vienne. On ne voyoit aucuns préparatifs de guerre extraordinaires, aucuns de ces appels au patriotisme des peuples qui annoncent un état de détresse. Tous les cabinets étoient dans une activité extrême. Des ministres erroient de cour en cour, les conférences se multiplioient, les courriers se succédoient sans interruption, mais un voile impénétrable couvroit la pensée des souverains ; c'étoit encore un des avantages du gouvernement de Napoléon. Convaincu de la nécessité du secret, il exigeoit une discrétion sans borne de ceux qui l'entouroient. Le bruit s'étant répandu que les préliminaires de

paix avoient été signés le 29 juillet, et que le général Duroc et le comte de Saint-Julien, étoient partis de Paris pour les porter à la sanction de la cour de Vienne, et M. Shimel-Pennink l'ayant annoncé à son directoire, Buonaparte en témoigna un extrême mécontentement, et le ministre batave reçut aussitôt la permission de se rendre en Hollande; car déjà les formes même de l'ancienne cour de France étoient devenues familières à la nouvelle.

Le général Duroc avoit été en effet envoyé à Vienne; mais il s'étoit arrêté au quartier général du baron de Kray, jusqu'à la réponse de son souverain. Le 20 août l'envoyé français étoit de retour, et, n'ayant pas trouvé le premier consul à Paris, il étoit allé sur-le-champ le rejoindre à sa terre de la Malmaison.

En Angleterre on n'étoit pas moins occupé qu'en France de l'issue des négociations. L'Autriche feroit-elle une paix séparée? Abandonneroit-elle son allié à lui-même? Dans ce cas l'Angleterre retiroit ses subsides. Elle avoit déposé dans les caves du sénat de Hambourg sept cent mille guinées pour le premier paiement du subside impérial; cet argent rentroit dans les coffres de S. M. britannique. La paix seroit-elle commune aux deux nations? On y voyoit des difficultés insurmontables. La France demandoit la restitution de toutes ses colonies,

l'Angleterre s'y opposoit; l'Angleterre exigeoit de la France qu'elle renonçât à la Belgique et aux Bouches-de-l'Escaut, et la France rejetoit avec hauteur ces propositions. Ces incertitudes animoient la curiosité publique; on recherchoit les nouvelles avec avidité, on recueilloit les moindres bruits, et l'on s'étonnoit d'un ordre de choses qui laissoit au gouvernement seul le soin de gouverner.

L'activité de Buonaparte embrassoit à la fois tous les intérêts de l'état. Tandis qu'il négocioit avec l'empereur d'Allemagne, il se ménageoit une réconciliation avec le pape.

On se souvenoit encore à Rome de la mission de Joseph Buonaparte, des excès de l'armée et des généraux républicains, après la mort du général Duphot, de l'enlèvement des monumens des arts, et surtout de cette magnifique collection du cardinal Albani, confisquée par les Français, sous le prétexte de la part que ce vieillard octogénaire avoit prise à l'assassinat de Duphot; la cendre de l'infortuné Pie VI étoit à peine refroidie; et la république, pour gage de sa foi, venoit de s'emparer de Pezaro, sur l'Adriatique. Le souverain pontife ne voulut point rejeter les ouvertures de paix qu'on lui faisoit, mais il crut auparavant devoir lier ses intérêts avec ceux de l'empereur. L'Italie se réorganisoit; la reine de

Naples, cette intrépide Caroline qui n'avoi jamais soumis sa tête au joug de la révolution venoit de rentrer dans sa capitale, accompagnée des trois princesses ses filles, du cardina Ruffo, et de l'amiral Nelson.

Depuis long-temps le gouvernement françai avoit les yeux sur le Portugal, et s'irritoit d voir les ports de ce royaume ouverts aux flotte anglaises. Le directoire avoit violé, envers so ambassadeur, les droits des nations. Buona parte lui fit offrir la paix, en le menaçant d'un invasion de soixante mille hommes, s'il s'y re fusoit; ce fut le général Berthier qui fut charg de porter ces propositions à Madrid; mai les conditions de la paix équivaloient à un invasion; le premier consul exigeoit une con tribution de trente millions, et vouloit qu son commerce fût traité comme le commerc anglais. La cour de Lisbonne ne voulut rie accorder sans consulter son allié. Le roi d'Es pagne lui conseilloit de se soumettre. Le ro d'Angleterre la décida à tout refuser. Ainsi dès lors, se préparoit cette guerre terrible qui coûté tant de larmes à l'Espagne, au Portugal et dépouillé d'honneur le chef de la France.

Depuis l'avénement de Buonaparte au con sulat, la Suisse étoit restée telle que le direc toire l'avoit constituée. Le premier consul vou lut lui donner un nouveau gouvernement; e

vingt-quatre heures suffirent pour accomplir ses volontés. Le 8 du mois d'août, la commission exécutive signifia au corps législatif, que l'heure étoit venue d'abdiquer le pouvoir; et lui présenta un projet de décret pour l'organisation d'une législature provisoire. Les mesures avoient été prises pour assurer l'exécution de cette démarche. La garnison étoit sous les armes, des patrouilles parcouroient la ville, deux forts détachemens d'infanterie et de cavalerie veilloient aux portes de la salle des délibérations. Le conseil intimidé obéit. Un meunier de Zurich, seul, osa opposer quelques résistance, il fut obligé de céder à la supériorité du nombre.

Le sénat, plus courageux, renvoya le décret à l'examen d'une commission; mais on lui intima l'ordre de délibérer sur-le-champ, vingt-quatre de ses membres se séparèrent de leur collègues, et le reste, mutilé, céda à la nécessité; la tranquillité publique ne fut pas troublée un instant.

Ainsi tout recevoit les formes qu'il plaisoit à Buonaparte d'imposer aux peuples, et ses volontés tenoient lieu de loi, tant étoit forte la haine du passé et l'espérance de l'avenir. La France, fière des succès de ses armes, rassurée contre les excès de la révolution, tranquille dans son intérieur, jouissoit du plaisir secret

de voir ses tyrans abattus, et retourner avec joie à ses goûts les plus chers. Lucien Buonaparte affectoit de protéger et de cultiver les lettres; son hôtel étoit une cour plénière de savans, de littérateurs, d'artistes, comme le palais de son frère en étoit une de généraux, de ministres, d'hommes d'état.

La Harpe faisoit imprimer son Cours de Littérature. M. de Fontanes enrichissoit le Mercure de morceaux d'une critique fine et spirituelle. Ségur, Boufflers, Legouvé, Andrieux, faisoient revivre les charmes de cette poésie légère qui embellissoient les temps plus heureux de la monarchie. Le théâtre reprenoit sa décence; M. Picard livroit aux traits de sa muse comique les ridicules de la nouvelle France, et faisoit oublier les sacrifices qu'il avoit faits sur des autels moins purs. Ceux mêmes de nos poëtes qui avoient célébré avec le plus d'ardeur les sanglantes orgies de 1793, prompts à changer suivant les circonstances, osoient flétrir ces époques désastreuses, et chanter le retour de l'ordre, de la justice et de l'humanité. Mais le poëte qui parut alors avec le plus d'éclat, celui qui jeta les rayons les plus brillans sur les derniers confins du chaos révolutionnaire qui s'éloignoit chaque jour, fut le chantre des Jardins. On vit à cette époque sortir, tout éclatant d'esprit, d'élégance et de grâces, le poëme des

Géorgiques françaises, C'étoient les géorgiques de l'homme riche et puissant ; l'auteur y décrivoit avec un talent admirable ces parcs magnifiques, chefs-d'œuvre de l'art, où le génie de l'homme est présent partout, la nature nulle part. Mais des épisodes pleins de charmes ramenoient quelquefois à des idées plus simples ; et l'on retrouvoit alors l'homme des champs. C'étoit, après de longues ténèbres, un météore brillant qui éblouissoit tous les yeux. On en fit quinze éditions à la fois, et l'on en vendit trente mille exemplaires en peu de temps. La police de Buonaparte, seule, en déroba quelques rayons. Dans le quatrième chant, après avoir enseigné par quel art on peut décrire les beautés de la nature, l'auteur conseille aux poëtes de mêler à leurs descriptions des traits de sentiment. L'édition originale portoit :

Oui, l'homme aux yeux de l'homme est l'ornement du monde,
Sans lui, dans l'univers, règne un muet effroi ;
C'est un palais désert qui demande son roi.

La police, craignant qu'on ne fît l'application de ces vers au château des Tuileries, exigea un changement, et le poëte écrivit :

Les lieux les plus riaus sans lui nous touchent peu,
C'est un temple désert qui demande son dieu.

Ainsi deux hémistiches inquiétoient l'homme

dont les armées faisoient trembler toute l'Europe. On exigea aussi la suppression de tous les vers où le poëte sensible et reconnaissant avoit donné des larmes aux infortunes de ses augustes bienfaiteurs. Cependant la censure n'existoit pas ostensiblement. Mais elle exerçoit, dans les sombres réduits de la police, un empire mille fois plus ombrageux, plus redoutable et plus jaloux que la censure royale.

Les grands succès du chantre des *Géorgiques* devoient éveiller l'attention de Buonaparte; car il savoit que les beaux vers sont aussi une puissance. Il ne voyoit pas sans quelque jalousie que la capitale s'occupât beaucoup plus de l'abbé Delille que du vainqueur de Marengo, et que son poëme fît plus de sensation que les triomphes de la république. M. de Fontanes, soit qu'il en fût spécialement chargé, soit qu'il le fît librement, employa toutes les séductions pour le ramener à Paris. « *Le premier consul vouloit le connoître, l'aimer, l'enrichir.* » Il falloit ajouter : et le *flétrir;* car il nourrissoit dès lors le projet funeste d'attirer à lui tous les hommes d'une haute réputation, de les déshonorer ou de les perdre. Nous verrons bientôt des personnes d'un talent élevé tomber dans ses piéges, et finir dans l'ignominie une carrière commencée avec honneur. L'abbé Delille ne résista point au désir de

revoir sa patrie, il la revit un peu plus tard, mais sa gloire n'en souffrit pas. Il sut vivre loin de la cour et descendre au tombeau sans rien perdre de l'estime publique.

Il ne chanta ni le premier consul, ni l'empereur, ni les solennités de la république. Ces solennités se renouveloient souvent. Buonaparte avoit su se soustraire à celle du 14 juillet; mais les époques révolutionnaires le poursuivoient, il eut bientôt à se soustraire encore à la fête du 10 août; celui qui vouloit relever le trône ne pouvoit en célébrer la chute; il profita des triomphes de ses armées, pour ordonner une fête à la Victoire. Elle eut lieu dans l'église de Saint-Sulpice, toujours transformée en temple; et, malgré les plaintes et les réclamations du parti démocratique, tout se passa sans aucun trouble.

Cependant la victoire, qui prodiguoit ses faveurs sur le continent, continuoit ses rigueurs au dehors. Malte venoit de capituler, et les restes de l'armée d'Égypte périssoient lentement, sous les ordres d'un général inhabile et présomptueux.

CHAPITRE XXIII.

Blocus, siége et prise de Malte.

Trois ans s'étoient écoulés depuis l'occupation de Malte par les armées françaises. Après avoir bouleversé ses institutions, dispersé ses chevaliers et pillé ses trésors, Buonaparte l'avoit quittée précipitamment pour se rendre en Égypte. Quatre mille hommes formoient toute la garnison qui devoit en assurer la conquête. Le général de Vaubois en avoit le commandement, c'étoit un officier aussi brave qu'habile; il avoit embrassé le métier des armes avant la révolution, et possédoit le grade de capitaine lorsqu'elle éclata. La guerre civile en France, et la guerre d'Italie, lui avoient fourni des occasions de s'illustrer. Buonaparte pouvoit compter sur sa résolution et sa vigilance; mais les forces qu'il lui laissoit étoient insuffisantes pour contenir un peuple vindicatif qu'on avoit irrité par le mépris et la violence, et les flottes françaises ne parcouroient pas la mer assez librement, pour qu'on pût se flatter d'envoyer à Malte de nouvelles forces.

Cette île ne peut vivre de ses propres ressources, et s'il arrivoit que les communications

fussent interceptées, elle devoit nécessairement tomber entre les mains de l'ennemi. C'étoit donc une conquête que Buonaparte avoit faite pour l'Angleterre ; mais alors il eût été dangereux de se permettre des réflexions aussi raisonnables. Le général Vaubois prit d'abord toutes les précautions que la sagesse et ses moyens pouvoient lui indiquer. Il ne se dissimuloit pas le danger de sa position, et faisoit tout pour que le directoire se mît à portée de conserver un possession aussi importante. Le directoire, occupé de ses propres divisions, négligeoit tout. Les secours n'arrivèrent pas, on oublia jusqu'aux approvisionnemens, et le désastre de la flotte d'Aboukir acheva de mettre le général français dans le plus imminent danger. Dès que la nouvelle en fut répandue, le peuple prit les armes et se souleva ; mais cette insurrection s'étant formée à la hâte elle échoua. Cependant, la mer n'étant pas entièrement fermée, les contre-amiraux Villeneuve et Decrès purent faire entrer dans le port de Malte deux vaisseaux et trois frégates, restes déplorables de la journée d'Aboukir. A peine s'y étoient-ils réfugiés, qu'une escadre portugaise, commandée par le marquis de Nizza, vint en commencer le blocus ; l'escadre anglaise ne tarda pas à la rejoindre ; deux frégates napolitaines vinrent aussi prendre rang dans la ligne

du blocus. La population de l'île étoit insurgée, la Sicile lui fournissoit des armes et des vivres ; la cour de Palerme avoit envoyé le colonel Cardona pour diriger les opérations de la guerre, et le chevalier d'Avalos, pour avoir des renseignemens plus exacts sur l'état des choses ; le général Vaubois ne tarda pas à se trouver dans une effrayante pénurie de subsistances. Il avoit d'abord établi des postes au dehors pour contenir les campagnes. Il fut bientôt dans la nécessité de les retirer. Les maladies avoient moissonné ou mis hors de combat, une partie de sa petite armée. Il ne lui restoit plus que deux mille deux cents hommes. C'étoit avec ces forces qu'il falloit lutter contre trois puissances et une population insurgée de cent vingt mille individus. Le général assemble un conseil. La place est déclarée en état de siége; on s'empare de tout le plomb pour faire des balles. On lève un emprunt forcé ; on met en réquisition tous les draps nécessaires pour habiller la garnison ; et l'on se prépare à une vigoureuse défense. Le général prend toutes les mesures de prudence qu'exige sa sûreté, et, pour ménager ses vivres, fait sortir de la ville les mendians et les bouches inutiles. Dans l'espace de deux mois, dix mille malheureux furent forcés d'aller implorer la pitié des assié-

geans. Ces rigueurs exaspéroient encore les esprits. Les époux, les pères, ne voyoient pas sans douleur et sans dépit leurs femmes, leurs enfans, leurs sœurs, s'arracher de leurs bras pour aller traîner, loin de leurs foyers, une existence malheureuse et humiliée. La vengeance étoit dans tous les cœurs. Un excès de précaution irrita encore les esprits: on enrôle de force les jeunes Maltais; on fait remplacer les boulangers de la ville, par des boulangers français. La défiance et la haine sont égales des deux côtés. Bientôt les habitans de l'intérieur parvinrent à se lier avec ceux des campagnes. Ils devoient surprendre un poste sur les remparts, l'égorger, faciliter l'escalade aux insurgés, et, tous ensemble, massacrer les Français. Un Maltais, nommé Satariano, et le hasard, firent tout découvrir. Le Maltais indiqua la conspiration, mais sans pouvoir donner aucun détail. On se mit sur ses gardes, et l'on redoubla de surveillance. Un officier, sorti du fort Manuel, avec quelques soldats, aperçut un groupe d'hommes armés; il y courut, le chargea, et fit des prisonniers. Dans le même temps, le général ayant fait tirer le canon en réjouissance de l'arrivée d'un bâtiment génois qui apportoit quelques approvisionnemens, les insurgés se persuadèrent que c'étoit le signal des conjurés, se précipitèrent vers les murs

pour les escalader, et furent accueillis par une grêle de mousqueterie et de mitraille qui en fit un horrible carnage (1); mais cette défaite ne faisoit qu'enflammer davantage la fureur des Maltais, et l'on pouvoit facilement prévoir que la perte des Français n'étoit que retardée; un nouvel emprunt produisit une nouvelle ardeur de vengeance.

Le commissaire Regnault de Saint-Jean-d'Angély partit de Malte, et vint éveiller la sollicitude du directoire. On fit partir la frégate française *la Boudeuse*, et une goëlette d'Ancône, qui parvinrent à donner quelques secours à la place. La garnison, pleine de courage, supportoit les veilles, les privations et les fatigues avec une admirable résignation. Elle se flattoit que des secours plus considérables ne tarderoient pas à la délivrer. Les amiraux ennemis faisoient chaque jour une sommation au commandant, et le commandant bravoit chaque jour ces importunes demandes. Le blocus avoit commencé au mois de septembre, et l'on étoit au mois de février de l'année suivante, sans que l'ennemi eût obtenu le moindre succès.

(1) Le chef de ces insurgés étoit le colonel Guiglelmo, capitaine de frégate au service de la Russie, et l'abbé Michel Xerri, professeur de philosophie à l'université.

Cependant les magasins s'épuisoient. L'usage des viandes salées, les fatigues d'un service extraordinaire, les chaleurs du printemps, augmentoient les maux de la contagion. La mort moissonnoit tous les jours un grand nombre de victimes (1). Au mois de juillet, la garnison étoit réduite à moins de 1800 hommes ; mais rien ne pouvoit affoiblir sa constance. L'amiral portugais, le marquis de Nizza, ayant demandé une entrevue au général français, celui-ci consentit à le recevoir au fort Manuel ; mais, à la vue de l'ennemi, le soldat poussa des cris de guerre si expressifs, que le parlementaire fut obligé de se retirer. Les froids de l'hiver arrêtèrent la mortalité, et la garnison prit une nouvelle confiance. Le contre-amiral Perée venoit de sortir de Toulon avec une escadre composée du vaisseau de guerre *le Généreux*, et plusieurs bâtimens de transport. Il portoit aux assiégés un secours de trois mille hommes,

(1) On jugera de la misère publique par le tableau suivant du prix des comestibles :

Une poule.	60 fr.
Deux pigeons.	24 fr.
Un œuf.	1 fr.
Une laitue.	18 sous.
La livre de viande de cheval.	2 fr.
Un rat.	6 sous.

des vivres et des munitions. S'il fût arrivé heureusement, Malte pouvoit être sauvée. La navigation fut heureuse. L'escadre étoit à la vue de l'île, lorsque le désir de capturer une frégate anglaise, engagea le contre-amiral dans un combat imprudent. Un cutter, dont il ne put se saisir, porta l'alarme à la croisière anglaise; et Nelson fit voile aussitôt avec des forces supérieures. On s'attaqua avec fureur, la mêlée fut opiniâtre et sanglante; mais il étoit de la destinée de la marine française de périr dans cette guerre funeste: Perée fut blessé mortellement en se défendant d'une manière héroïque. Le *Généreux*, échappé à la bataille d'Aboukir, tomba au pouvoir de l'ennemi, et de toute cette expédition, trois corvettes seulement retournèrent en France. La bataille avoit eu lieu dans le canal de Malte, à la vue même des assiégés. Alors toute espérance s'évanouit. Le contre-amiral Decrès essaya de sauver le *Guillaume Tell*, en traversant la croisière ennemie. Il ne put y réussir; et la flotte anglaise s'accrut encore de ce beau vaisseau, le seul qui restât de l'expédition d'Égypte.

Dès le commencement du blocus, la ration du soldat avoit été réduite à un tiers. On fut obligé de la diminuer encore. La mortalité qui s'étoit répandue dans l'armée, avoit également promené ses désastres dans la ville. Sa popu-

lation, auparavant si florissante, étoit réduite à dix mille âmes. On continuoit d'en faire sortir tous les individus incapables de servir. D'abord les Anglais consentirent à les recevoir; mais lorsqu'ils virent que cet acte d'humanité ne servoit qu'à prolonger le siége, ils prirent le parti de les repousser. On vit alors un spectacle digne de pitié. Ces malheureux, rejetés de la ville, rejetés de leurs propres compatriotes, en proie aux horreurs de la faim, sans abri, sans asile, tendoient des mains suppliantes; tantôt vers les murs de la place, tantôt vers les avant-postes des assiégeans, sans que rien pût toucher ni leurs amis, ni leurs ennemis. Que dis-je? on vit le général anglais Graham faire feu sur eux, pour les forcer à rétrograder (1). Le général français, plus humain, ne put supporter, sans être ému, leurs cris douloureux, il leur fit ouvrir les portes; et les soldats, déjà épuisés par la faim, consentirent à partager les foibles restes de leurs alimens, ou à mourir avec eux. La misère

(1) On vit aussi les insurgens, pour satisfaire leur vengeance, massacrer indignement le baron Azzupardini, un des gentilshommes les plus instruits de la ville, parce qu'ils le regardoient comme attaché aux intérêts des Français.

s'accroissoit chaque jour; on avoit mangé tous les animaux, on étoit sans bois, l'eau des citernes étoit tarie, tous les fléaux qui peuvent affliger l'humanité accabloient la ville et le fort. On avoit calculé que les vivres pourroient durer jusqu'au 2 de septembre; en multipliant les privations, on atteignit le 5; mais alors il n'y avoit plus rien; et si lendemain on ne traitoit pas, il falloit mourir. Dans cette extrémité, le général Vaubois expédia à son gouvernement les frégates la *Diane* et la *Justice*, dont l'une fut prise, et dont l'autre échappa; et, le même jour, il convoqua un conseil de guerre, pour mettre sa conduite à l'abri de tout reproche, et se soustraire à la disgrâce du premier consul. On y reconnut que les munitions de guerre, les vivres et tous les approvisionnemens étoient épuisés depuis plus d'un mois; qu'il ne restoit aucun moyen ni d'attaquer, ni de se défendre; que la plus grande partie des habitans et de la garnison étoient morts de fatigues, de misère et de maladie; que les forces de l'ennemi et la sévérité du blocus ne permettoient plus d'espérer aucun secours; que l'armée n'avoit pas même la ressource de se procurer des alimens l'épée à la main, les Anglais ayant eu la cruelle précaution de tenir les vivres sur leurs vaisseaux; qu'enfin, après avoir donné les preuves les plus éclatantes de courage, de résignation et de dé-

vement, il ne restoit plus aux chefs de l'armée d'autre devoir à remplir que de sauver le peu de braves que le fer et la faim avoient épargnés, et, qu'en remettant la place à l'ennemi, on cédoit à la nécessité, sans rien perdre de l'honneur.

Le général Vaubois résolut donc d'envoyer un parlementaire au général anglais Pigot, ainsi qu'au commodore Martin; et le lendemain, la capitulation fut signée. Elle portoit que la garnison française sortiroit avec tous les honneurs de la guerre; qu'elle seroit transportée en France sur les bâtimens de sa majesté britannique; que les officiers et soldats de la marine seroient traités comme ceux de l'armée de terre; que les uns et les autres s'engageroient à ne porter les armes, pendant un an, ni contre les Anglais, ni contre leurs alliés; que les munitions et les armes qui pourroient se trouver dans les forts resteroient à sa majesté britannique. Le général françois vouloit que les bâtimens restés dans le port eussent la permission de se rendre en France; mais l'article fut rejeté.

Peu de jours après, l'embarquement commença; et cette petite troupe de braves, séparée depuis deux ans de sa patrie, eut enfin le bonheur d'y rentrer. C'étoit un spectacle touchant que de voir leurs figures hâves, déchar-

nées, et ces bras desséchés par la faim, portant à peine les armes dont ils s'étoient servis avec tant d'honneur.

La reddition de Malte fut pour la France une perte immense. Elle ôtoit à l'expédition d'Égypte sa dernière ressource. Elle achevoit de donner à l'Angleterre la domination de la mer, dépouilloit le commerce de toute sa prépondérance dans le Levant, et portoit dans cette partie des mers le dernier coup à la marine militaire; déplorable résultat de l'orgueil et de l'impéritie du gouvernement! Chaque jour la puissance anglaise prenoit un nouvel accroissement, et chaque jour voyoit périr quelques-uns des élémens de la grandeur française; et tandis qu'un amour-propre irréfléchi s'applaudissoit sans mesure de quelques victoires éclatantes, les fondemens de la prospérité publique s'ébranloient de toutes parts.

On ne sauroit le dissimuler; la perte de Malte fut encore moins l'effet de la précipitation et de l'imprévoyance de Buonaparte, que de la rapacité, de la hauteur et du despotisme du gouvernement républicain. Partout on provoquoit la haine des peuples par des rigueurs inutiles, par d'injustes spoliations, et surtout par cette fanatique manie de renverser les lois, d'insulter aux religions, et de substituer aux antiques institutions, des institutions étrangè-

res, sans égard aux mœurs, aux temps, aux lieux, aux personnes.

Ce revers étoit grand; il ne fut pas le seul. Trois frégates, la *Médée*, la *Concorde*, et la *Franchise*, armées à Rochefort, étoient parties dans l'hiver de 1798, pour une expédition secrète : elles s'étoient jetées sur les côtes de Guinée, y avoient détruit les comptoirs ennemis, et de là, parcourant les côtes du Brésil, elles avoient intercepté la navigation, et pris un grand nombre de bâtimens anglais et portugais. On transféroit les cargaisons sur l'escadre, quand elles étoient riches; on couloit bas les navires dont le chargement étoit de peu de valeur. Instruits de ces déprédations, les Anglais expédièrent du cap de Bonne-Espérance une escadre de dix vaisseaux de ligne. Les flottes ennemies se rencontrèrent à l'embouchure de la rivière de la Plata, et se livrèrent un combat terrible. La valeur française ne se démentit point; mais la victoire s'attacha à la supériorité du nombre, et les deux frégates la *Médée* et la *Concorde* furent obligées de se rendre. La *Franchise*, criblée de boulets, parvint seule à échapper, et rentra dans le port, au mois de septembre 1800.

Pour balancer l'impression fâcheuse que faisoient à Paris ces pertes multipliées, le premier consul s'empressa de publier le traité de paix

et de commerce qu'il venoit de faire avec les États-Unis. Ce fut la première fois qu'on vit paroître Joseph Buonaparte comme négociateur : il avoit signé le traité avec MM. de Fleurieu et Rœderer. M. de Talleyrand, dont les connoissances diplomatiques n'étoient pas douteuses, ne parut point dans cette occasion. Buonaparte vouloit mettre sa famille en évidence, et la préparer aux destinées qu'il méditoit dès lors, qu'il accomplit plus tard, et qui cessèrent avec lui.

CHAPITRE XXIV.

Suite des événemens militaires. Entreprises de l'Angleterre sur le Ferrol et Cadix. Départ du général Abercromby pour l'Égypte. — Fête du 1^er^. vendémiaire. Prolongation d'armistice. Translation des restes de Turenne au temple des invalides. Enlèvement du sénateur Clément de Ris.

La conquête de Malte mettoit le comble à la gloire du général Nelson ; mais elle étoit loin de satisfaire la superbe ambition de son gouvernement. Cette Angleterre qui reprochoit à la France son esprit de conquête aspiroit elle-même à la domination universelle. Mais elle cachoit ses vues avec plus d'adresse, et préparoit ses succès avec plus d'habileté. Pressées par le danger, les puissances continentales n'étendoient pas leur prévoyance au-delà du présent ; elles invoquoient l'appui d'un allié redoutable, et s'empressoient d'accepter des présens qu'elles devoient un jour payer de leur liberté. La protection que l'Angleterre accordoit au Portugal, mettoit le gouvernement britannique en guerre avec l'Espagne, et cette guerre lui ouvroit les plus vastes routes à de nouvelles conquêtes.

Ce n'étoit point l'agrandissement du terrain qu'elle cherchoit, mais des positions qui la missent en état de consommer un jour l'asservissement de l'Europe. L'Angleterre avoit détruit les flottes de Hollande et de France, il lui restoit à détruire celles d'Espagne. Le Ferrol offroit un magnifique arsenal, une superbe fabrique de toiles à voiles, un port sûr et presque inaccessible. Cadix étoit la capitale du commerce des deux mondes. Ce fut vers ces deux points que l'Angleterre résolut de porter ses premiers coups.

On travailloit depuis long-temps, dans les ports de Plymouth et Portsmouth, aux préparatifs d'une grande expédition. Le projet du gouvernement anglais étoit d'attaquer la France sur plusieurs points à la fois, de coopérer en Italie au succès du siége de Gênes et surtout d'entreprendre la conquête de Toulon, dès que le général Mélas seroit en état de pénétrer dans la Provence, car on ne doutoit pas de ses succès Mais la constance et l'habileté du général Masséna et du général Suchet, les victoires de Buonaparte et de ses généraux en Italie ayant déconcerté ces grands desseins, l'Angleterre en médita d'autres, et l'armée de débarquement se rassembla à Minorque sous les ordres de sir Ralph Abercromby. Ce général passoit pour le plus habile capitaine de l'Angleterre. Il s'é-

toit illustré en 1793 et 1794, sous les ordres du duc d'York, dans la guerre de l'Angleterre contre la république française; il avoit servi avec distinction dans les Indes occidentales, et, de retour en Europe, il avoit combattu avec gloire dans cette campagne célèbre de 1799 où les armes de sa patrie avoient reçu un sanglant affront.

Ce ne fut point à lui que l'on confia l'attaque du Ferrol (on le réservoit pour de plus vastes entreprises); on en chargea l'amiral sir John Warren, le même dont l'escadre avoit, cinq ans auparavant, protégé le débarquement de Quiberon. Il mit à la voile avec une escadre de dix-sept bâtimens de guerre et quinze mille hommes de débarquement commandés par le général Pultney. L'escadre se présenta devant le Ferrol le 25 août, et mit aussitôt trois mille hommes à terre. Le général anglais vouloit s'emparer des hauteurs qui dominoient le Ferrol; mais don Moreno qui commandoit la flotte du port, averti du danger, prend sur ses bâtimens cinq cents hommes qu'il fait marcher à la hâte. Ces braves, malgré l'infériorité du nombre, combattent l'ennemi, arrêtent sa marche, et donnent aux troupes de terre le temps de devancer les Anglais et d'occuper les postes dont ils vouloient s'emparer. L'ennemi, déconcerté par cet acte subit de courage et de

résolution, fait descendre huit mille hommes, marche contre les Espagnols, et les attaque dans leurs positions. Ceux-ci se battent avec intrépidité; ils n'ont point de canon; mais le feu des chaloupes canonnières les protége; une batterie flottante, construite à la hâte, met les Anglais en péril; le général Pultney dirige une colonne sur le fort Philippe; il y trouve la même résistance; il apprend aussi que la garnison de la place vient de recevoir un secours de deux bataillons. Étonné de ces obstacles inattendus, désespérant du succès de son entreprise, il se décide à l'abandonner; mais pour ne pas se retirer sans avoir commis quelque désastre, il incendie tous les bois de construction, et ruine toutes les batteries de la côte. De là, il se rendit à la baie de Vigo où il enleva à l'abordage un navire de Bordeaux qui se défendit avec un courage héroïque. Quatre mille hommes de nouvelles troupes, parties de Corck, vinrent grossir les forces de son escadre; il avoit perdu au Ferrol douze cents hommes. (1)

L'amiral Keith mettoit en ce moment à la voile avec vingt mille hommes, sous les ordres du général Abercromby, pour attaquer Cadix.

(1) Le général Donnadieu qui se trouvoit alors dans cette place, contribua beaucoup à la sauver.

Il arriva à Gibraltar le 13 de septembre, et ordonna à l'amiral Warren de s'y rendre de son côté. Après cette réunion, l'armée de débarquement se trouva forte de près de trente mille hommes.

La ville de Cadix étoit alors en proie à un horrible fléau; la fièvre jaune y causoit une effrayante mortalité; les habitans riches avoient fui dans les campagnes; la contagion exerçoit ses ravages sur le peuple et les soldats de la garnison; l'image de la mort s'offroit partout; la douleur, la crainte, le désespoir, étoient peints sur toutes les figures; plus de communications, plus de travaux, plus de commerce. Ces lieux désolés sembloient plus dignes de compassion que d'envie; mais la politique est inexorable. En se rendant maîtres de cette place, les Anglais se flattoient de devenir, en même temps, maîtres du commerce du monde. Ils pouvoient, par de vastes travaux, la séparer du continent, et disposer à leur gré de l'Océan et de la Méditerranée. La crainte de la contagion, le sentiment de la pitié, ne purent l'emporter sur ces idées ambitieuses; ils s'applaudissoient même de n'avoir à combattre que des mourans. Le 6 octobre l'armement se présenta devant Cadix.

Occupée de sa situation malheureuse, convaincue que les lois de l'humanité la met-

toient à l'abri de tout acte d'hostilité, cette ville infortunée n'avoit point songé à sa défense. Surpris d'une attaque aussi imprévue, le commandant de sa place, don Thomas de Morla, qui venoit de se rendre à Cadix au plus fort des ravages de l'épidémie, écrivit à l'amiral Keith pour lui représenter combien sa conduite, s'il persévéroit dans son dessein, le rendroit odieux aux yeux de l'Europe

« Monsieur l'amiral, lorsque le cruel fléau qui » enlève dans cette ville et ses environs des » milliers de victimes, et qui semble ne devoir » suspendre ses ravages qu'après avoir moissonné tous ceux qui lui ont échappé, suffit » pour exciter la compassion, je vois que l'escadre, sous les ordres de votre excellence, » vient ajouter à la consternation de ce peuple. » J'ai trop bonne opinion de l'humanité de la » nation anglaise, et de la vôtre en particulier, pour croire que vous cherchiez à rendre » notre situation plus déplorable. Cependant » si, d'après les ordres qu'a reçus votre excellence, elle consent à s'attirer l'exécration de » tous les peuples, à se couvrir d'opprobre » aux yeux de tout l'univers, en opprimant » l'infortuné, en attaquant celui qu'elle croit » sans défense, je lui déclare que la garnison, » sous mes ordres, accoutumée à voir la mort » d'un front serein, ainsi qu'à braver des périls

» plus grands que tous les périls de la guerre, » saura faire une résistance qui n'aura de terme » que son entier anéantissement; j'espère que » la réponse de votre excellence m'apprendra » si je dois consoler le malheureux habitant, » ou l'exciter à la vengeance et à l'indigna- » tion. »

L'amiral répondit qu'il étoit profondément affligé des calamités qui désoloient la ville de Cadix, quoiqu'il en crut le récit fort exagéré, mais que le port de cette place renfermoit un grand nombre de vaisseaux armés pour la cause cause de la république françoise; qu'il avoit reçu des ordres positifs de sa cour, et qu'aucune considération ne pouvoit le détourner de son entreprise; qu'il se retireroit néanmoins si le général commandant de Cadix, vouloit lui remettre tous les bâtimens armés, ou prêts à l'être; qu'il envoyoit une frégate porter sa réponse, et qu'elle resteroit dans le port pour attendre celle du général.

« Mes expressions ont été, sans doute, mal » interprétées, répondit don Thomas de Morla; » puisqu'elles m'attirent une proposition non » moins outrageante pour celui qui la reçoit » que pour ceux qui la font. Que votre excel- » lence sache qu'elle doit m'en faire de plus » convenables, si elle veut que je les écoute. »

Don Morla étoit déjà en état de soutenir avec

honneur sa glorieuse résistance. Dès que le bruit de l'approche des Anglais s'étoit répandu, des corps de troupes s'étoient rendus en toute hâte à Cadix ; une partie occupoit le camp de Saint-Roch, l'autre renforçoit la garnison, et la place étoit à l'abri de toute surprise. Les Anglais donnèrent le signal du débarquement; trois mille hommes étoient prêts à mettre pied à terre, lorsqu'étonnés du courage de la nation espagnole, effrayés aussi de quelques symptômes de contagion qui se manifestèrent parmi les soldats, ils se hâtèrent de fuir une terre de désastres, et se retirèrent à la rade de Tétouan. Ainsi se terminèrent deux expéditions, également humiliantes pour les armées anglaises. L'Espagne se sauva par sa noble fermeté dans le malheur, et l'Angleterre apprit à l'Europe qu'elle ne savoit pas même respecter les lois les plus saintes quand il s'agissoit de son intérêt. Il ne restoit plus pour employer utilement un armement si formidable qu'une expédition en Égypte. Ce fut encore le général Abercomby qui en fut chargé. Il y trouva la mort, mais son armée fut victorieuse, et ce succès eut les suites les plus funestes pour notre armée.

Au milieu de ces grands événemens qui sembloient annoncer une guerre longue et irréconciliable, le premier consul entretenoit une correspondance secrète avec le ministère bri-

tannique ; on ne traitoit, en apparence que de l'échange des prisonniers de guerre, mais on ne désespéroit pas d'arriver, à force de ménagemens et de concessions mutuelles, à une paix générale. La France demandoit un armistice de mer, égal en tout, à celui qui avoit lieu sur terre. L'Angleterre s'y refusoit, et présentoit des moyens d'accommodement qu'elle croyoit conformes à ses intérêts sans exposer ceux de la république. L'Autriche, pressée par le premier consul, éludoit ses instances, se refusoit à une réponse précise. On savoit que le comte de Saint-Julien avoit signé, à Paris, le 29 juillet, des préliminaires de paix. Ils avoient été envoyés à Vienne, et rejetés par l'empereur. Irrité de ces délais, Buonaparte avoit expédié un second courrier, et, pour accélérer l'acquiescement du cabinet de Vienne, il avoit chargé ce courrier de remettre au général Moreau l'ordre de notifier au baron de Kray la cessation de l'armistice. Moreau expédia aussitôt des ordres à tous ses généraux de division pour les préparer au renouvellement de la guerre. Il enjoignit à ceux qui avoient leurs quartiers en Souabe de se porter sans délai dans la Bavière, le Voralberg et le Tyrol; le corps du général Labôrde fut chargé de commencer en même temps le siége de Philisbourg, la seule possession sur le Rhin qui restât aux Autrichiens. Le

corps de réserve se porta, en partie vers la Suisse, en partie vers le Saint-Gothard pour renforcer la gauche de l'armée d'Italie. Moreau partit lui-même de Strasbourg, et se disposa à une guerre dont le succès ne pouvoit être douteux. Rien n'étoit plus critique que la position des Autrichiens sur le Mein ; leur armée étoit affaiblie de moitié par la dissolution de la levée en masse, et couroit risque d'être enveloppée toute entière par les Français. Le général Kray, après les pertes qu'il avoit faites, ne pouvoit défendre à la fois le Danube et le Tyrol ; en gardant l'un il exposoit l'autre, et, quelque parti qu'il prît, sa position étoit extrêmement périlleuse. Il étoit facile de prévoir que si l'aile droite de l'armée françoise pouvoit donner la main au général Moncey, qui occupoit la Valteline, l'armée autrichienne d'Italie étoit perdue, et l'on ne voyoit pas ce que l'armée autrichienne d'Allemagne pouvoit faire pour prévenir ce malheur. La nouvelle de la reprise des hostilités répandit l'étonnement et la consternation dans toute l'Allemagne, occasiona une baisse funeste dans les fonds publics, jetta le discrédit et l'alarme dans le commerce, et précipita quarante maisons opulentes dans une faillite désastreuse. On attendoit avec impatience la résolution que prendroit l'empereur.

En même temps, l'armée d'Italie se mettoit en mouvement; le général Mounier rentroit dans les districts de la Romagne, qu'on avoit évacués précédemment. Le général Brune fit une proclamation énergique à son armée.

« Nos ennemis veulent encore la guerre. La » générosité nationale avoit suspendu le cours » de vos triomphes; vous vous reposiez sous » les armes, en attendant la paix. Cette at- » tente est frustrée. La patrie indignée com- » mande de nouvelles batailles. J'en appelle à » votre gloire, à votre courage, pour faire » repentir promptement nos ennemis de n'a- » voir pas accepté les propositions modérées » de notre gouvernement. La prévoyance de » Buonaparte a été juste et rapide. Il a entrevu » le but des lenteurs, et la paix doit être con- » quise par de nouvelles victoires. »

Tous les généraux en chef imitèrent l'exemple du général Brune. De son côté, l'empereur fit une adresse à ses armées, pour les engager à soutenir avec honneur la nouvelle lutte dans laquelle il étoit forcé de s'engager.

Il assuroit qu'il avoit fait tous ses efforts pour obtenir une paix honorable; qu'elle étoit l'objet de ses plus ardens désirs; qu'il étoit occupé de la pensée d'en procurer le bienfait à ses sujets, lorsque tout à coup la France avoit dénoncé la cessation de l'armistice; que, dans une

circonstance aussi malheureuse et aussi imprévue, il avoit pris la résolution de se rendre à son armée, et d'en partager les périls avec son auguste frère l'archiduc Jean ; que, néanmoins, il ne désespéroit pas encore d'arrêter les hostilités, et de procurer à ses fidèles sujets un repos si nécessaire après tant de peines et de sacrifices.

Cette déclaration ranima le courage des troupes. L'Allemagne se montra empressée de répondre à la confiance et au dévouement du prince, et des deux côtés l'on se prépara à une guerre animée et décisive. Mais le premier consul ne vouloit point s'engager encore dans une nouvelle lutte, sans connoître les dispositions du cabinet britannique. Il avoit promis la paix à la France ; il l'avoit promise avant un an : on touchoit au premier vendémiaire, et il désiroit signaler cette époque par quelque nouvelle agréable à la nation.

Toujours ingénieux à détourner le peuple de ses habitudes républicaines, il avoit indiqué pour ce jour la célébration d'une cérémonie dont l'objet devoit lui concilier tous les suffrages. Depuis deux ans, les restes vénérables du maréchal de Turenne avoient été déposés au muséum des monumens français. C'étoit un premier hommage que leur avoit rendu le Directoire. La postérité croira à peine ce que

nous avons vu de nos propres yeux, ce qu'attestent des procès verbaux déposés dans les archives publiques; avant cette juste et honorable expiation, le corps d'un des plus grands guerriers dont s'honore la France, d'un homme qui avoit été jugé digne de partager la sépulture des rois, étoit confondu au Muséum d'histoire naturelle avec les dépouilles des animaux, et livré, dans la salle des dissections anatomiques, aux regards de la multitude, comme un objet de curiosité. Un simple vitreau le séparoit du public, et le moindre titre de considération ou de faveur suffisoit pour faire ouvrir ce vitreau. On pouvoit même détacher des portions de son corps (1); les commissaires, chargés d'enlever ces restes précieux, jugèrent à propos de constater l'état où il se trouvoit.

« Nous fûmes introduits dans un local atte-
» nant l'amphithéâtre, servant de laboratoire,
» au milieu duquel étoit posée, sur une estrade
» de bois peint en granit, une caisse en forme de
» cercueil, peinte de la même manière et vi-
» trée par-dessus, dans laquelle on nous a dé-

(1) L'épouse d'un médecin, qui alloit souvent au Jardin des Plantes pour dessiner des morceaux d'anatomie, en détacha une parcelle qu'elle fit enchâsser dans un anneau, et qu'elle offrit au général Pichegru.

» claré que le corps de Turenne étoit enfermé.
» Nous remarquâmes, en effet, un corps
» étendu enveloppé d'un linceul, lequel avoit
» été déchiré, et découvroit la tête jusqu'à
» l'estomac. En le considérant plus attentive-
» ment, il nous parut que ce corps avoit été
» embaumé avec beaucoup de soin, ce qui en
» avoit conservé toutes les formes. La crâne
» étoit coupé et remplacé ou recouvert d'une
» calotte de bois de la même forme, mais excé-
» dant dans sa circonférence. Toutes les formes
» du visage ne nous parurent pas tellement al-
» térées que nous ne pussions reconnoître les
» traits de ce grand homme, tels que le mar-
» bre nous les a transmis. Il restoit encore des
» traces du funeste coup qui l'enleva au milieu
» de ses triomphes, et qui lui causa sans doute
» une violente convulsion, ainsi qu'il nous a
» paru par l'état de la bouche extrêmement ou-
» verte. »

Buonaparte jugea que les restes d'un si grand guerrier méritoient de plus grands honneurs; et pour former, en quelque sorte, une alliance entre la valeur ancienne et la valeur moderne, il rendit un décret pour le faire déposer aux Invalides, dans l'asile consacré au courage et au malheur, et choisit le jour anniversaire de la fondation de la république pour la célébration de cette fête funèbre. Le minis-

tre de la guerre Carnot fut chargé de l'oraison funèbre ; on déféra l'honneur de célébrer la république à M. Esménard, écrivain et poëte distingué, dont la déportation avoit privé la France ; et que les décrets du premier consul venoient de lui rendre. Ce fut réellement un spectacle touchant que de contempler le corps d'un grand homme, mort pour sa patrie, au milieu de tant de braves mutilés pour elle, et tous couverts d'honorables cicatrices. En entrant dans ce magnifique asile, ouvert par Louis XIV au courage malheureux, Turenne sembloit revenir parmi les siens. Cette cérémonie imposante auroit suffi pour donner un caractère de grandeur à la fête du premier vendémiaire, mais Buonaparte voulut y attacher encore un intérêt plus général ; et, lorsqu'il se fut acquitté des derniers devoirs envers Turenne, il fit succéder aux sentimens de tristesse les cris de l'enthousiasme et de la joie en annonçant qu'il venoit de conclure un nouvel armistice avec l'empereur ; que ce prince venoit de livrer aux armées françaises, pour gage de sa foi, les forteresses d'Ulm, de Philisbourg et d'Ingoldstadt ; que le gouvernement français avoit proposé un congrès à Lunéville, pour mettre un terme à la guerre, et que le gouvernement anglais avoit demandé à y être admis. Ces nouvelles ramenèrent l'espérance dans tous

les cœurs, et l'on ne s'occupa plus que d'idées de paix et de bonheur; le nom du premier consul voloit de bouche en bouche; on se rappeloit l'état de la France un an auparavant; on se demandoit comment il avoit accompli tant de choses en si peu de temps; et l'on ne voyoit plus en lui que le sauveur de la nation, aussi grand par sa modération dans la victoire, que par son courage et son habileté dans les combats.

Cependant, tout n'étoit point tranquille dans l'intérieur de la France. Quoique Buonaparte se fût appliqué à pacifier la Vendée, un événement singulier prouva que les germes de la guerre civile n'étoient point encore entièrement détruits.

Le sénateur Clément de Ris étoit à sa maison de campagne, distante de quatre lieues de Tours. Tout à coup, six individus, revêtus de l'uniforme de hussards, s'introduisent chez lui, lui enlèvent son argent, ses papiers et plusieurs objets précieux, se saisissent de sa personne, et l'emmènent avec eux dans une voiture attelée de deux chevaux, et conduite par un postillon. En vain madame Clément de Ris se jette à leurs genoux, implore leur pitié; ils lui répondent que, sous peu de jours, elle aura des nouvelles de son mari, et qu'il ne lui sera fait aucun mal. Ils se dirigent sur un village voisin,

forcent un chirurgien de les conduire à la forêt de Loches. Arrivés à l'entrée du bois, ils renvoient la voiture et le postillon, et ne gardent qu'un cheval sur lequel ils font monter leur prisonnier. Ils gardent avec eux le chirurgien qui les avoit conduits, et ne lui rendent la liberté que le lendemain. Qu'est devenu le sénateur Clément de Ris? il l'ignore. Les ravisseurs sont sortis de la forêt par d'Oligny, et il présume qu'ils ont gagné le département de l'Indre.

Cette nouvelle, répandue à Tours, y produisit la plus vive inquiétude. On mit aussitôt sur pied toutes les brigades de la gendarmerie. Les gardes nationales voisines se réunirent; on enveloppa la forêt, on en fouilla toutes les profondeurs, mais inutilement; on ne découvrit qu'un chapeau et un pistolet qui appartenoient au prisonnier. Les ravisseurs ayant échappé à toutes les poursuites, enfermèrent leur otage dans un souterrain, l'y gardèrent dix-neuf jours les yeux bandés, et lui firent souscrire une obligation de cinquante mille francs. Le ministre de la police, instruit de cet événement, n'épargna rien pour découvrir la prison du sénateur. Cette nouvelle faisoit grande sensation à Paris. On avoit d'abord répandu le bruit que c'étoit le sénateur Syeyes que l'on avoit enlevé, et plusieurs hommes de parti s'en réjouissoient.

L'activité de la police ne tarda pas à répandre du jour sur ce mystère. L'un des brigands eut l'audace de se présenter au château pour toucher la rançon, il étoit armé; mais n'apercevant dans la cour qu'un marchand d'images et un marchand de lacets, il s'avance avec confiance, les deux hommes se jettent sur lui, lui mettent le pistolet sous la gorge, le désarment, le bâillonnent et l'enlèvent, avant même que madame Clément de Ris fût instruite de ce qui venoit de se passer. Ils le forcent de leur indiquer la retraite de ses complices, prennent avec eux huit hommes résolus, et se mettent en marche pour s'assurer des brigands. Ceux-ci ne voyant pas revenir leur camarade, et craignant d'être découverts, avoient pris le parti de changer de lieu. Ils font monter le sénateur sur un cheval, lui forment une escorte et le conduisent les yeux toujours bandés. Tout à coup les deux troupes se rencontrent, on crie *qui vive*, on se charge, les brigands tirent sur leur prisonnier, qu'heureusement ils ne blessent pas; deux hommes d'une force extraordinaires volent à son secours, l'enlèvent et lui débandent les yeux : les scélérats qui l'avoient enlevé prennent la fuite. Le sénateur Clément de Ris se croyoit à cent lieues de sa maison; quel est son étonnement, de reconnoître qu'il en est à peine à une demi-lieue.

CHAPITRE XXV.

Conspiration contre la vie du premier consul. Disgrâce du ministre de la guerre.

Depuis l'époque où Buonaparte s'étoit élevé sur le trône consulaire, tous ses jours s'étoient écoulés purs et sereins. La sagesse et la fermeté de son gouvernement, l'éclat de ses victoires, la prospérité toujours croissante de l'état, sembloient ne lui promettre que la reconnoissance et les hommages publics. Mais les grandes tempêtes sont rarement suivies d'un calme parfait. Après tant de désastres dans les fortunes, tant de froissemens dans les intérêts, tant de chocs et de violences dans les opinions, il étoit impossible qu'il ne se trouvât pas dans le cœur d'un grand nombre d'hommes un reste de fermentations sourdes, de souvenirs amers, de desirs ou de ressentimens. Napoléon le savoit, dissimuloit et veilloit. Les frontières continuoient d'être ouvertes aux émigrés. Mais en leur prodiguant les faveurs qui pouvoient les attacher à sa cause, il ne négligeoit aucunes précautions. Il tenoit à une certaine distance ceux dont il ne se croyoit pas assez sûr, et ne les approchoit de sa personne qu'après des épreuves suffisantes. Il gagnoit les autres par des emplois,

des honneurs, des restitutions, et les voyoit avec une secrète satisfaction accourir à ses fêtes, parer ses cercles, et se compromettre assez pour ne pouvoir retourner au parti qu'ils avoient abandonné. Semblable à une reine, l'épouse du premier consul réunissoit autour d'elle des femmes dont le rang et le nom flattoient son amour-propre.

On continuoit de répéter dans les premiers salons de la capitale que Napoléon cachoit habilement des vues généreuses et profondes, dont la noblesse et la loyauté frapperoient bientôt l'Europe d'admiration. Plusieurs peut-être n'étoient pas convaincus, mais ils feignoient de le croire, et cette feinte servoit d'excuse à la foiblesse de leur conduite.

Il ne restoit à la cause du roi légitime qu'un petit nombre d'hommes d'une âme ardente, d'une inflexible fidélité, qui se refusoient à toute composition, bravoient constamment le malheur et préféroient aux avantages qu'on leur offroit dans leur patrie, l'honneur d'une vie pauvre et errante sur une terre étrangère. Ne reconnoissant de prince que l'héritier naturel du trône, et de France que le lieu qu'il habitoit, ils le servoient de leurs conseils, de leur plume et de leur épée. Les presses enfantoient chaque jour quelques écrits courageux, où les droits de la légitimité étoient plaidés

avec éloquence, l'usurpation de Buonaparte combattue, son ambition démasquée. Souvent l'esprit prophétique sembloit animer ces productions (1). D'autres portoient plus loin l'enthousiasme. La puissance de Napoléon ne leur paroissoit qu'un passage vers la monarchie, et pour y arriver, tous les moyens leur paroissoient bons, même ceux que la vertu réprouve.

D'un autre côté, la cause de la république, loin d'être abandonnée, comptoit de nombreux partisans. Les plus sages voyoient avec une secrète douleur s'écrouler l'édifice qu'ils avoient entrepris d'élever avec tant de peine. En vain le chef de l'état se paroit-il d'un zèle extérieur pour le maintien des libertés publiques. Ses protestations verbales ne les rassuroient pas, et ses projets étoient trop évidens pour tromper leur ombrageuse défiance. Mais

(1) ..... Vous, prêtres sans morale,
Qui fuyez le besoin bien plus que le scandale,
A ce *Giles-César* faites rendre aujourd'hui
Le denier des Bourbons s'il se fait votre appui.
Si vous régnez enfin, qu'importe sous quel maître?
Le mépris, il est vrai, vous atteindra peut-être,
C'est le chemin du ciel.... Pour en tirer honneur,
De l'ennemi des rois faites un empereur.

Ce dernier vers annonce que dès lors on prévoyoit les desseins de Napoléon; mais il falloit quatre ans pour les accomplir.

ces hommes pacifiques n'inspiroient aucune alarme. On savoit que leur amour pour la république se renfermeroit dans les bornes d'une plainte modérée. D'autres plus ardens ne se contentoient pas de vains gémissemens, ils regardoient la plainte comme indigne de l'homme de cœur, et se croyoient intéressés d'honneur, aux efforts les plus téméraires pour recouvrer la liberté. Ils comptoient dans leur sein un grand nombre d'hommes enthousiastes, nourris dans les agitations populaires et prêts aux entreprises les plus violentes, pour la cause de la liberté et de l'égalité. Plusieurs d'entre eux étoient nés dans les dernières classes de la société; mais élevés au pouvoir pendant les troubles de la révolution, ils aspiroient à le ressaisir, et croyoient qu'un patriotisme brûlant suppléoit à tout. Ils avoient pour chefs des hommes d'un rang et d'une éducation meilleurs, dont les uns s'étoient acquis une funeste renommée dans les proscriptions de 1793, les autres avoient disputé l'empire à Buonaparte dans la célèbre journée du 18 brumaire. La plupart avoient été, à cette époque, compris dans une mesure de salut public et condamnés au bannissement. Plus tard, revenu à des sentimens plus doux, le vainqueur s'étoit contenté de les éloigner des emplois et de les faire surveiller par les autorités publiques. Mais le

fanatisme ne connoît point la clémence. A peine avoient-ils reçu leur pardon qu'ils commencèrent à conspirer contre leur bienfaiteur. Les rapports du préfet de police faits quelque temps après au premier consul ne laissent aucun doute à cet égard; on y voit que depuis l'établissement du gouvernement consulaire, ils tenoient des assemblées secrètes, y formoient les complots les plus audacieux et les plus sinistres. A peine Buonaparte se disposoit-il à partir pour la campagne d'Italie, qu'ils se réunirent dans le dessein de le faire périr avant son départ. Ils formèrent d'abord le projet de corrompre sa garde, d'y introduire des assassins et de le tuer dans une revue; mais ils trouvèrent les soldats si fidèles à leur devoir, que la crainte d'être découverts les retint quelque temps dans le silence et l'inaction. La victoire de Marengo élevait un nouvel obstacle au succès de leurs desseins. Ils résolurent d'attendre et de profiter des événemens que le hasard leur offrirait.

Le célèbre acteur Lafond attiroit alors la la foule par le succès de ses débuts. Il s'étoit surtout distingué dans le rôle de Mahomet, et les conjurés se flattoient que le premier consul assisteroit à la seconde représentation de cette pièce. Ils se hâtèrent de tout préparer pour l'y attaquer et le faire périr. Ils se pourvurent d'un uniforme de gendarme, en affublè-

rent un de leurs complices, lui mirent douze francs et le poignard à la main, l'embrassèrent et le proclamèrent d'avance *le Brutus français*. L'assassin jura d'accomplir ses nobles destinées, et partit; mais Buonaparte n'alla point au spectacle, et le coup manqua. La police signaloit parmi les directeurs de ces détestables conspirations des hommes d'une funeste renommée : les ex-conventionnels Talot et Laignelot; Juvenot, aide de camp du général Henriot; un ancien juge du tribunal du 10 août, nommé Pépin-des-Grouettes, et plusieurs autres qui n'avoient cessé de figurer à toutes les époques désastreuses de la révolution. Une conspiration manquée étoit aussitôt suivie d'une autre. Le premier consul devoit se rendre sur la place des Victoires pour y poser la première pierre d'un monument à la gloire du général Desaix. On se hâta de faire construire une machine propre à lancer au loin une balle énorme. On en fit fabriquer chaque partie par des ouvriers différens : et l'on se crut assuré du succès. Déjà même elle étoit transportée sur la place; mais la multitude des décorations parut devoir en gêner le jeu, et on la retira.

On tourna alors les yeux sur la Malmaison. Juvenot s'y introduisit parmi des ouvriers, reconnut le local, et proposa l'incendie de quelques chaumières, pendant lequel vingt hom-

mes déterminés tueroient le premier consul. On organisa la compagnie; et peut-être ce nouveau projet auroit-il été exécuté, si la vigilance de la police n'y eût mis un nouvel obstacle.

Dès le 18 août, elle avoit fait arrêter quelques-uns des conjurés, mais sur de simples soupçons. Elle savoit en général qu'ils méditoient un attentat prochain; mais elle n'avoit pu encore en pénétrer le secret, ni en atteindre les véritables auteurs. Pour s'assurer de leurs desseins, elle parvint à introduire un de ses affidés parmi eux, obtint d'utiles révélations, et fit encore arrêter quelques agens de ce parti, mais avec discrétion, pour ne pas épouvanter et disperser les chefs. Elle apprit bientôt le secret de leurs signes de reconnoissance et de ralliement, et s'assura, vers le milieu du mois de septembre, qu'ils se proposoient d'exciter incessamment un tumulte à la porte de l'Opéra, et d'en profiter pour assassiner le premier consul. Ils devoient ensuite se porter à l'imprimerie royale, à la banque et aux divers établissemens publics. Dans le cas où ce mouvement ne pourroit s'exécuter avec sûreté, il étoit convenu que des hommes armés d'espingoles, s'embusqueroient sur la route de la Malmaison, et feroient feu sur la voiture du premier consul. Dufour, Fion et

Rossignol passoient pour les chefs ou les agens de cette conspiration. Le dernier étoit connu par ses excès dans la révolution, et ses campagnes de la Vendée où il s'étoit enivré de sang. Il se vantoit d'avoir égorgé de sa propre main, soixante-trois prêtres retirés au monastère des Carmes (1).

Leur association avoit ses hommes de lettres et ses prédicateurs de liberté. Le 5 octobre, on se saisit d'un d'entre eux, nommé Metge, l'un des plus actifs, et le plus entreprenant du parti. On le présumoit auteur d'un pamphlet virulent, intitulé *le Turc et le militaire français*, mais on n'avait pu jusqu'alors découvrir ni sa retraite, ni le lieu où il composoit ses diatribes. Il quittoit la ville de grand matin, ne rentroit que la nuit, et ne couchoit jamais deux fois dans le même lieu. Son cabinet étoit une petite chaumière à Montmartre, d'où il emportoit tous les soirs ses manuscrits. Quoique sans emploi et sans revenu, il faisoit une assez grande dépense. Antonnelle et quelques autres anciens députés passoient pour ses amis. Chaque jour les alarmes devenoient plus vives. Les réunions, loin de cesser, étoient plus actives. Enfin, la police crut avoir acquis la preuve que le premier consul devoit être assassiné

(1) Voyez Mémoires du général Danican.

le 10 octobre, à la première représentation de l'opéra des Horaces.

Un homme d'un ordre inférieur écrivit au secrétaire intime de Napoléon, qu'il avoit des révélations importantes à lui faire; M. de Bourienne le reçut, l'écouta, et jugea ses confidences assez importantes pour en faire part au ministre de la police. Cet homme prétendoit tenir tout ce qu'il savoit, d'un de ses amis nommé Harel, que les conjurés avoient admis dans leur intimité. Harel fut appelé, confirma tout ce qu'on avoit dit, reçut de l'argent, et fut chargé de suivre la conspiration. Les conjurés demandèrent des armes et quatre hommes sûrs. Harel se chargea de les leur procurer, et pour couvrir mieux sa trahison, affecta de parler outrageusement de Buonaparte en présence des conspirateurs. Ceux qu'il désignoit comme chefs du complot se nommoient Demerville, Ceracchi et Topino-Lebrun. On leur adjoignoit Joseph Arena, officier corse. Le 18 vendémiaire (10 octobre), jour de la représentation des Horaces, Barrère étant allé chez l'un des conjurés, celui-ci l'engagea à ne pas se trouver à l'Opéra : « il appréhendoit qu'il n'y eût du » trouble, lui-même se disposoit à partir pour » la campagne. »

Barrère crut remarquer de l'altération dans les traits et dans la voix de cet homme, il crai-

gnit quelque complot sérieux et se rendit auprès du général Lannes. Mais déjà la police étoit instruite de tout, et le premier consul, rassuré contre le danger, se disposoit à se rendre au spectacle. Il s'y rendit en effet. Harel s'y trouva avec les quatre hommes qu'il avoit promis, leur désigna deux des conjurés et les fit arrêter. Ces deux conjurés étoient Ceracchi, dont on vient de parler, et Diana, ancien notaire à Rome.

Cet événement répandit l'effroi dans la capitale. On affecta de lui donner une grande publicité. On prétendit que les deux conspirateurs étoient près de frapper le chef de l'état lorsqu'on les avoit arrêtés, qu'on avoit trouvé sur eux des poignards et des mèches phosphoriques; que leurs complices, réunis au Palais-Royal, n'attendoient que l'issue de l'entreprise pour se porter dans la ville, arborer le drapeau blanc, proclamer Louis XVIII, faire tomber les royalistes dans ce piége perfide, les mettre à mort et piller les boutiques, pour punir les marchands de n'avoir pas défendu Robespierre. Tous ces bruits furent accueillis sans défiance, et se grossirent à mesure qu'ils se répandoient. Le gouvernement prit des mesures extraordinaires.

On ordonna le désarmement des communes de Neuilly, Nanterre, Saint-Germain, et de

tous les villages ou bourgs qui se trouvent tant sur la route de Paris à la Malmaison que dans les environs de ce lieu de plaisance. On enjoignit à tous les directeurs de spectacles de faire commencer les représentations d'assez bonne heure pour que les salles fussent évacuées à dix heures du soir. La garde du premier consul, les agens de la police redoublèrent de vigilance; toutes les auberges furent visitées, les passe-ports rigoureusement exigés : on n'approcha plus le premier consul qu'avec des précautions extraordinaires.

Dès le lendemain de l'arrestation des conjurés, les premières autorités vinrent au palais exprimer l'indignation et l'effroi dont elles avoient été saisies en apprenant les dangers qu'avoit courus le chef de l'état.

On commença dès lors à entrevoir ces formules d'adulation et de servitude qui, depuis, ont si complétement déshonoré l'éloquence française : « La providence, dit le préfet, qui » vous ramena d'Égypte, qui défendit vos » jours à Marengo, qui vient enfin de vous » sauver de la fureur des assassins; cette pro» vidence, non pas seulement la vôtre, mais » celle de la France, n'a pas voulu qu'une an» née si belle, si pleine d'événemens glorieux » et destinée à occuper une si grande place » dans le souvenir des hommes, fût terminée

» par un détestable crime, et méritât d'être » retranchée de nos annales. »

Les députés du tribunat exprimèrent les mêmes sentimens, et parlèrent avec le même intérêt, mais on remarqua qu'ils paraissoient moins convaincus que les autres autorités de la réalité de la conspiration ; ils couvrirent, il est vrai, leur doute des formules oratoires les plus obligeantes, mais on crut deviner suffisamment ce qu'ils refusoient d'exprimer.

« Ne vous dissimulez point, citoyen premier consul, qu'il y a eu tant de conspirations, à tant d'époques et sous des couleurs » si différentes qui n'ont été suivies ni de preuves, ni de jugement, qu'une grande partie » des bons citoyens est tombée à cet égard dans » une incrédulité funeste : il est temps de la » faire cesser. Un gouvernement aussi sage, » aussi juste dont vous êtes le chef, n'annoncera » jamais que des conspirations réelles et sérieuses ; mais aussi, une fois annoncées, il contracte l'engagement d'en faire poursuivre les » auteurs avec toute la solennité et la rigueur » des lois. »

Beaucoup de personnes soupçonnoient en effet que rien n'étoit moins réel que cette conspiration ; qu'on l'avoit inventée soit pour perdre quelques hommes odieux au premier consul, soit pour attacher plus fermement le con-

sul au ministre de la police. Ceracchi étoit un sculpteur célèbre de Rome, le seul émule de Canova. Mais il avait une tête ardente, et des idées de liberté qui approchoient du fanatisme. Il s'étoit livré, à Rome, à tous les excès de la démagogie, et, quand le gouvernement légitime y étoit rentré, il avoit été obligé d'en sortir. Peu d'hommes sembloient professer une admiration plus outrée pour le héros de l'Italie. Il avoit proposé une souscription pour lui ériger une statue colossale, et l'on assuroit que la veille même de son arrestation il avoit écrit à ce sujet à madame Buonaparte.

Demerville, ancien ami de Barrère, avoit été employé aux comités de salut public et de sûreté générale, et paroissoit y avoir puisé des sentimens républicains très-exaltés. Instruit que Ceracchi avoit été arrêté, il se cacha. Mais Barrère, qu'il consultoit dans toutes les occasions difficiles, l'ayant rassuré, il fut découvert et se perdit.

Joseph Arena étoit le frère du député qu'on avoit accusé d'avoir, au 18 brumaire, tenté de poignarder Buonaparte, et qu'on tenoit depuis ce temps étroitement gardé à Oléron. Il étoit adjudant général au service de la république, s'étoit distingué au siége de Toulon, et l'année suivante, lorsque Buonaparte avoit été arrêté à Nice comme terroriste, il lui avoit rendu des

services importans. Il passoit pour un homme doux, honnête, obligeant, mais il étoit zélateur ardent des principes républicains, et Bonaparte le regardoit comme un ennemi redoutable.

Topino-Lebrun, qui d'abord étoit parvenu à se soustraire aux recherches du gouvernement, fut découvert quelque temps après dans la rue de Tournon. Il étoit élève de David le peintre, et, comme son maître, partisan fanatique des idées démagogiques. Il avoit été membre du jury révolutionnaire, et l'un des juges de l'infortunée Marie-Antoinette. C'étoit un homme d'une imagination ardente, d'un caractère bizarre, d'un talent au-dessus du médiocre. Tout ce qu'il faisoit tenoit de la passion. Souvent il s'enfermoit dans son atelier, en barricadoit la porte, et y demeuroit quinze jours de suite, vivant de pain et d'un peu de vin, et travaillant avec ardeur; puis sortoit tout à coup pour se jeter dans le monde révolutionnaire. On le trouvoit presque toujours impliqué dans les conjurations. On l'accusoit d'être entré dans celle du camp de Grenelle et dans tous les complots de Babeuf. Mais les arts lui devoient le beau tableau de la mort de Caïus Gracchus, dont le directoire avoit fait présent à la ville de Marseille, où il étoit né; et lorsqu'on l'arrêta, il étoit occupé d'une vaste com-

position représentant l'école d'Athènes; il n'en reste que l'esquisse.

Cependant, il avoit osé plus d'une fois détester tout haut la sanglante tyrannie de Robespierre, il avoit voté en faveur des dix-sept accusés de Tonnerre, prévenus d'avoir voulu assassiner la société populaire de cette ville. Enfin, il avoit été proscrit lui-même par le comité de salut public, quelques jours avant le neuf thermidor.

Tous ces hommes étoient sans doute d'un caractère turbulent, d'un fanatisme indomptable et propres à former ou à soutenir des conjurations; mais le consul n'étoit point non plus sans reproches envers eux. La plupart vivoient dans un état de détresse propre à les irriter. Ils tenoient les doctrines révolutionnaires de ceux mêmes qui les poursuivoient. Le romain Diana, le romain Ceracchi s'étoient dévoués, dans leur patrie, à la cause de la république, et s'étoient cru de nouveaux Cassius, en applaudissant au général français, lorsque du haut du Capitole il avoit inauguré le buste et le poignard de Brutus. Bannis de leur patrie pour la cause de la liberté, ils croyoient avoir droit aux faveurs du gouvernement, et s'indignoient du mépris et de la misère dans lesquels ils languissoient.

On pouvoit donc abhorrer leurs complots; mais on pouvoit peut-être aussi abhorrer les

machinations employées par la police pour les entretenir dans leurs coupables pensées, les enfoncer dans le crime et les pousser à l'échafaud. Ce jeu cruel sembloit indigne d'un gouvernement qui se paroit au dehors de confiance et de générosité. Mais ce gouvernement ressentoit plus d'alarmes qu'il n'en faisoit paroître ; il voyoit de toutes parts les orages se former contre lui. Georges étoit rentré dans la Vendée. La mort d'un jeune chevalier de Margadel, fusillé comme conspirateur, avoit ranimé le ressentiment des royalistes. Le parti révolutionnaire étoit organisé avec un secret et une habileté qui déconcertoient toutes les mesures de la police. On soupçonnoit des projets funestes, mais on se trouvoit rarement en état de les prévenir. On cherchoit jusque dans la famille et les ministres de Buonaparte les chefs de la conspiration. C'étoit le 10 octobre qu'on avoit arrêté Ceracchi et Diana. Le neuf, Carnot avoit paru assez suspect pour qu'on lui retirât le portefeuille de la guerre. On lui reprochoit ses liaisons avec les hommes de la révolution, et son humeur sauvage. Il s'étoit plusieurs fois permis des remontrances au premier consul sur la pompe royale de sa cour, les intérêts de la liberté et les faveurs accordées aux royalistes. Son orgueil républicain ne pouvoit se plier aux manières hautaines du premier consul, qui le

faisoit venir souvent comme un simple secrétaire, et lui prodiguoit quelquefois le reproche et l'injure. Carnot prétendoit jouer le rôle d'un homme libre, et Buonaparte celui d'un maître absolu. La faveur dont le ministère jouissoit parmi les jacobins, les espérances qu'ils paroissoient fonder sur lui, inspiroient des alarmes légitimes, et peu s'en fallut qu'on ne le comprît dans la conspiration de Ceracchi et d'Arena.

On se flattoit que sa destitution imposeroit aux démagogues, et leur feroit suspendre leurs réunions. Mais rien n'arrête les hommes prêts à mourir pour une cause qu'ils réputent sacrée. Dès le 21 octobre, ils renouèrent leurs projets, formèrent de nouvelles assemblées, et désignèrent encore l'Opéra pour l'exécution de leurs desseins. On fut obligé de redoubler de soins et de précautions. Il fallut aussi surveiller sérieusement le palais des Tuileries. Le projet des conjurés étoit ou de jeter des matières inflammables dans les caves, ou de s'introduire sous le château par l'aquéduc voisin du pont royal. Le 30 octobre, les plus déterminés d'entre eux s'y présentèrent, forcèrent la première grille, et se retirèrent après avoir vainement essayé de forcer la seconde. Déconcertés par cette résistance, ils se retirèrent près de la Bastille, et résolurent, chez un de leurs affidés,

de faire construire des chevaux de frise, et de les placer dans les rues voisines des spectacles. Les agens de la police les suivoient avec activité ; on découvrit l'atelier où se forgeoient ces instrumens ; l'on arrêta l'ouvrier chargé de leur construction.

Ces heureuses découvertes, loin d'abattre le courage et les espérances des conjurés, sembloient ne leur inspirer que plus d'audace ; chaque jour, leurs résolutions devenoient plus désespérées. Un nommé Chevalier, autre fois traduit devant les tribunaux criminels, pour cause de conspiration, mais acquitté sur la question intentionnelle, les pressa d'en finir, en les menaçant de les abandonner s'ils hésitoient plus long-temps. Son atroce génie lui fit imaginer une machine qui depuis a pris le nom d'infernale, et qui devoit produire une explosion terrible. Elle consistoit en une espèce de baril rempli de balles, de marrons et de poudre. A ce baril étoit adapté un canon de fusil séparé de sa crosse, solidement fixé et garni de sa batterie. A l'aide d'une ficelle, on pouvoit faire partir la détente et détonner la machine. On en fit l'essai le 17 octobre, pendant la nuit, derrière la Salpétrière, et l'explosion fut telle, que les conjurés eux-mêmes effrayés, se sauvèrent précipitamment ; mais, revenus de leur terreur, ils trouvèrent cette horrible invention propre à

l'accomplissement de leurs desseins, et se crurent si assurés du succès, qu'ils songèrent dès lors à organiser une insurrection et à nommer un gouvernement pour succéder à Buonaparte. Ils formèrent à cet effet une commission composée de l'ex-conventionnel, Ch... eu, de Tis..t, de Didier et de T...tte. Les plans étoient soumis à un conseil général qui approuvoit et rejetoit. Didier devoit être maire de Paris, la capitale épurée en dix-huit heures, et des commissaires envoyés dans tous les départemens.

Le péril devenait imminent. La police instruite à temps, fit arrêter Chevalier, et saisit la machine infernale, le 8 novembre, rue des Blancs-Manteaux. On la transporta à la préfecture; M. Monge l'examina, et déclara qu'elle étoit très-propre à faire périr un grand nombre de personnes à la fois, mais insuffisante pour en atteindre une seule en particulier. On poursuivit les complices de Chevalier, on en saisit plusieurs, et l'on commença leur procès.

Après cette découverte, Buonaparte devoit-il être en sûreté? Les chefs de la démagogie renonceroient-ils à leurs projets? Non. Quinze jours après Talot arrive à Paris : les trames sont renouées; on s'assemble tantôt au jardin des Capucines, tantôt chez le limonadier Chrétien, tantôt à Versailles; on fait des collectes pour les conjurés détenus au Temple; les affidés de

province se rendent à la capitale; on entreprend de soulever les ouvriers; un ex-député nommé Bergoing répand de l'argent dans les faubourgs, quatorze hommes sont enrôlés sans se connoître entre eux. Ils sont prêts à tout, pourvu que les chefs leur assurent une récompense de 150,000 liv. Le 23 décembre (2 nivôse), le préfet de police est instruit qu'on médite un grand coup. Il n'en connoît pas encore le secret, et le lendemain 3 nivôse, au moment où le premier consul passe dans la rue Saint-Nicaise pour se rendre à l'Opéra, une nouvelle machine infernale détonne d'une manière horrible. Toutes les maisons voisines sont ébranlées, plusieurs personnes tuées ou blessées, les glaces de la voiture du premier consul sont brisées, toutes les vitres du château cassées. L'explosion retentit dans toute la ville; on s'interroge, on s'inquiète; quelques minutes après on apprend que des scélérats n'ont pas craint d'établir un volcan dans une des rues les plus étroites et les plus fréquentées de Paris, et de conspirer contre toute la société, pour tuer un seul homme. Le premier consul avoit échappé comme par miracle. Il avoit d'abord eu le projet d'aller à l'Opéra. Effrayé ensuite du rapport du préfet, il avoit pris une détermination contraire; mais le général Lannes, chef de sa contre-police, ayant visité le théâtre,

et s'étant convaincu qu'il n'y avoit rien à craindre ni au dehors ni dans l'intérieur de la salle, Buonaparte avoit de nouveau demandé sa voiture. Le cocher, qui comptoit passer sa soirée avec ses amis, étoit dans un café voisin, où il avoit pris de la liqueur. On le demande sur-le-champ. Il se hâte de monter sur son siége, et pousse ses chevaux avec la précipitation d'un homme qui craint la réprimande. L'assassin avoit allumé une mèche calculée sur le temps que devoit employer le carrosse pour venir des Tuileries à la meurtrière machine. Le temps ayant été moindre qu'à l'ordinaire, l'explosion ne put atteindre le carrosse. On donnoit à l'Opéra l'Oratorio de la Création du monde, par Haydn. Tout le monde savoit que le premier consul devoit y assister. On avoit surpris six semaines auparavant une pareille machine infernale. Comment s'en trouvoit-il une nouvelle si peu de temps après, sur le chemin d'un homme menacé tous les jours? Comment n'avoit-on pas visité le court espace qu'il devoit parcourir? enfin quels étoient les auteurs de cet attentat? Telles étoient les questions qu'on faisoit de toutes parts. L'opinion publique désignoit les jacobins. Buonaparte et le préfet de police pensoient comme le public. Le ministre de la police accusa les royalistes; mais on l'accusoit lui-même d'avoir préparé en secret cette nouvelle

conspiration, pour sonder les dispositions des royalistes. Ce qui parut le plus vraisemblable, c'est que son agent l'avoit trompé, que la machine fut placée à son insu, et que le coupable prit la fuite pour éviter sa vengeance. Quel étoit ce coupable? Il se nommoit Limoëlan; il avoit servi dans la Vendée, et conservoit ses anciennes relations avec les chouans. Celui qui avoit amené la fatale machine s'appelloit Carbon. C'étoit un homme, sorti des basses classes de la société, qui, s'étant engagé parmi les Vendéens, y avoit obtenu le grade de capitaine. Nous le verrons bientôt mis en jugement avec son complice Saint-Régent.

Jusqu'alors Arena, Ceracchi et leurs coaccusés, étoient restés au Temple. On sembloit même les avoir oubliés. L'événement du 3 nivôse les perdit. Ils écrivirent en vain pour témoigner leur propre détestation de cet événement; ils démontrèrent en vain que du fond de leurs cachots ils n'avoient pu participer à la conjuration; ils ne purent rien gagner sur le cœur aigri du premier consul: on leur ôta même jusqu'aux moyens de publier leur justification, en brisant les presses dont ils s'étoient servis. On les livra au tribunal criminel, et les débats furent menés avec une célérité qui annonçoit plus d'esprit de vengeance que d'amour de la justice.

Il étoit difficile de les condamner, car la loi ne contenoit aucune disposition particulière pour les complots contre la vie des chefs de l'état. On avoit, à la vérité, saisi Ceracchi et Diana dans les couloirs de l'Opéra; mais ils étoient sans armes, et sans aucun indice de projet criminel. On n'avoit d'autres charges contre eux que les dépositions de Harel, et leurs aveux devant les commissaires interrogateurs de la police.

Ils furent défendus avec courage et générosité par deux avocats qui jouissoient au barreau d'une juste considération, MM. Guichard et Dommanget. Ils démontrèrent jusqu'à l'évidence que ces malheureux n'avoient été poussés au crime que par l'intrigue et la perfidie de leur dénonciateur; que lui seul les avoit entretenus dans des pensées coupables, lui seul avoit acheté les poignards et les armes déposés sur le bureau comme pièces de conviction. Ils prouvèrent que les aveux faits à la police par quelques-uns des prévenus leur avoient été arrachés par la terreur et la violence. « Avoue, » disoit le commissaire interrogateur, et ta » grâce est signée. Si tu persistes à nier, tu » seras fusillé sous vingt-quatre heures. » Moyens odieux et que la justice auroit dû punir s'il y avoit eu moins de connivence entre les tribunaux et les ministres.

Les aveux des accusés avoient été rétractés devant le directeur du jury, et la loi ne permettoit pas de s'en servir comme pièces de conviction.

La justification d'Arena sembloit surtout facile. Il jouissoit d'une fortune et d'un rang honorables; il cultivoit les lettres, et son caractère personnel sembloit le défendre de toute accusation odieuse. Maître de se soustraire aux recherches de la police, il n'avoit pris aucune précaution pour s'en garantir. On savoit qu'il s'étoit montré à l'Opéra le jour de la représentation, et que, n'ayant pu y trouver de la place, il avoit passé tranquillement la soirée chez lui. Le lendemain de son arrestation, il avoit écrit au premier consul une lettre remarquable par la justesse des idées et la modération des sentimens. Elle sembloit suffire pour éclairer et désarmer Buonaparte.

Mais il étoit le frère d'un homme que Napoléon haïssoit; on le soupçonnoit d'avoir contribué à répandre un pamphlet venu d'Angleterre, où le premier consul étoit vivement outragé. La police attachoit un grand intérêt à la poursuite de cet écrit, et n'avoit pu s'en procurer d'exemplaire. On lui en fit demander un par le général Ornano, son compatriote; il le livra, et cette indiscrétion le perdit. Buonaparte saisit avec avidité l'occasion de satisfaire sa vengeance.

Le grand obstacle à la liberté de la France et à la sûreté des personnes, c'est l'état de dépendance des tribunaux. Des hommes dont le sort et l'avancement sont à la disposition du prince, n'ont que trop de penchant à recevoir son influence. L'espoir des récompenses, l'ambition des honneurs, sont des poisons funestes pour les âmes vulgaires, et lorsque le combat s'engage entre la conscience qui ne donne rien, et l'état qui donne tout, la victoire est rarement incertaine. Nos lois constitutionnelles exigent un revenu déterminé pour être député; combien il seroit utile que cette disposition s'étendît au choix des juges !

Ceux qui devoient prononcer sur le sort des conjurés étoient loin de jouir de cette haute considération qui ne devroit jamais manquer à la magistrature. Il en étoit quelques-uns dont les principes passoient pour plus flexibles qu'il ne convient, et la dureté avec laquelle ils exerçoient leurs fonctions étoit plus propre à effrayer qu'à rassurer l'innocence. Ils montrèrent dans le cours des débats des dispositions peu favorables aux accusés; et, soit ignorance, soit toute autre cause, ils présentèrent aux jurés une série de questions disposées avec plus d'art que de franchise; et ceux-ci ayant donné une déclaration affirmative, ils en profitèrent pour faire une application hasardée de la loi et con-

damner à la peine de mort Demerville, Arena, Ceracchi et Topino-Lebrun. Les avocats luttèrent avec courage, mais inutilement. Il ne restoit aux condamnés d'autre ressource que le tribunal de cassation. M. Guichard y plaida leur cause avec tant de force et d'éloquence, que les juges se trouvèrent partagés, et qu'il fut nécessaire d'appeler les autres sections et de plaider de nouveau. La victoire fut encore quelque temps indécise. Enfin, après une longue délibération, Buonaparte l'emporta, et la sentence de mort fut confirmée. Les condamnés marchèrent au supplice avec fermeté, et les hommes éclairés les regardèrent plutôt comme les victimes d'une politique ombrageuse, que comme des coupables justement punis de leurs crimes.

La convention avoit, en 1793, épargné le célèbre peintre David, pour conserver un grand artiste à la France. Moins généreux qu'elle, le gouvernement consulaire sacrifia deux hommes qui, comme David, pouvoient s'attacher à lui et honorer leur pays par des chefs-d'œuvre.

Mais la machine du 3 nivôse retentissoit encore aux oreilles du premier consul, et ses terreurs s'accroissoient chaque jour par les rapports du préfet de police. Il comprit enfin que rien ne pouvoit réconcilier avec les lois une faction de fanatiques qui s'étoient accoutumés au meurtre dans le cours de la révolution, et

se jouoient avec les forfaits toutes les fois que les forfaits pouvoient leur être utiles. Il résolut de mettre un terme à leurs criminelles entreprises, et de purger ses états. Il fit d'abord conduire aux frontières tous les Italiens réfugiés; il composa ensuite une liste de jacobins de France, la présenta au corps législatif, et la fit approuver. Soixante-quinze individus furent déportés aux îles Séchelles. Soixante-treize d'entre eux y périrent; les deux autres revinrent en France après le retour du Roi, et quelques mois après, l'un d'eux, nommé *Lefranc*, s'engagea dans une nouvelle conspiration contre le prince, son bienfaiteur, et fut de nouveau condamné à la déportation par la cour d'assises de Paris (1).

(1) Parmi les discours des députations envoyées à Paris pour la fête du 1^er^. vendémiaire, on remarqua celui de M. Camille Pernon, de Lyon, qui pressoit le premier consul d'éloigner de sa capitale tous ces restes de révolution que l'impunité familiarisoit avec le crime et pour lesquels *tuer*, n'étoit point *assassiner* : c'étoit au moins la doctrine d'un livre publié sous Cromwel, traduit et réimprimé pendant la révolution française et qui servoit d'évangile ou de bréviaire aux fanatiques de la révolution.

CHAPITRE XXVI.

Négociation de paix avec l'Angleterre. Congrès de Lunéville. Démolition des forteresses autrichiennes confiées aux Français. Invasion de la Toscane. Rupture de l'armistice.

Malgré les sombres nuages que jetoit sur l'avenir du premier consul cette persévérance de haine et de complots contre sa vie, il n'en poursuivoit pas moins le cours de ses projets pour l'accroissement de sa puissance. Il laissoit au préfet de police le soin de veiller sur ses jours, et se réservoit celui de consolider et d'étendre son empire. Il sentoit tous les avantages qu'il retireroit de la paix, s'il étoit assez heureux pour l'obtenir. Il l'avoit promise solennellement; on la désiroit avec ardeur, et s'il parvenoit à la donner, il devenoit auprès d'un peuple long-temps malheureux l'objet d'une sorte d'idolâtrie. L'éclat de ses victoires, les pertes immenses et le découragement de l'Autriche, la lui assuroient sur le continent. Mais il n'en étoit pas de même de l'Angleterre : cette opulente et superbe rivale sembloit décidée à ne traiter qu'avec un gouvernement légitime, et prétendoit forcer la France, après dix ans de victoires et de conquêtes, à rentrer dans ses

anciennes limites. Buonaparte étoit trop ambitieux pour céder la couronne, et trop fier pour l'accepter à des conditions humiliantes. Il est des temps où la nécessité impose des lois aux âmes les plus nobles; mais Buonaparte étoit vainqueur, et les plus hautes puissances abandonnoient la cause de l'ancienne monarchie. Plein du sentiment de ses forces, il ne perdit pas l'espoir de forcer lui-même le cabinet anglais à renoncer à ses prétentions et à fléchir sous l'ascendant de sa fortune. Mais il falloit pour cela négocier avec habileté, combattre avec succès, et réduire le continent à l'impossibilité de continuer la guerre. La république avoit pour négociateur l'homme le plus propre à servir ses intérêts. M. Otto étoit d'une habileté et d'une discrétion éprouvées, d'une modestie presque timide, mais éclairée; conciliant sans faiblesse, ferme sans opiniâtreté. Ses manières obligeantes et polies lui gagnoient tous les cœurs. Jamais on n'avoit été chargé d'une commission plus délicate. Plein de bonne foi lui-même, il étoit souvent obligé de pallier les procédés artificieux du premier consul. On le trompoit souvent, mais il ne trompoit jamais. En comparant les dates, le gouvernement anglais avoit remarqué que les premières ouvertures de paix faites par M. Otto étoient du 24 août; que la lettre de M. de Thugut à M. de

Talleyrand, pour lui annoncer que le cabinet de Saint-James consentoit à se réunir à l'Autriche, étoit du 11 du même mois, et que le premier consul avoit fait dénoncer la rupture de l'armistice le 27; de sorte qu'en même temps qu'il chargeoit son plénipotentiaire de traiter de la paix à Londres, il expédioit l'ordre de rallumer la guerre en Allemagne. Ces considérations inspiroient peu de confiance dans la sincérité de ses intentions. Mais Buonaparte, pour dissiper ces soupçons, s'étoit empressé de renouveler un armistice; et, pour prix de cet armistice, il avoit obtenu, comme on l'a vu plus haut, trois des plus importantes forteresses de l'empire d'Autriche. Les négociations continuèrent donc, et l'Angleterre paroissoit procéder de bonne foi, lorsque l'Europe apprit avec étonnement que les Français démolissoient les forteresses qui leur avoient été confiées, et que leurs armées entroient dans la Toscane et s'en mettoient en possession. La politique de Buonaparte étoit dans le mot de Brennus, *væ victis!*

L'ordre de démolir les forteresses autrichiennes fut donné par le général Moreau le 13 octobre. Il portoit que Philipsbourg seroit détruit sur-le-champ; que l'on se borneroit jusqu'à nouvel ordre, pour les places d'Ulm et d'Ingolstadt, à tenir les mines prêtes à faire

leur explosion ; que ces places seroient mises, autant qu'on le pourroit, hors d'état d'être reconstruites comme places de guerre ; on recommandoit quelque attention pour les habitations particulières. On vendit sur-le-champ à un marchand de bois les palissades d'Ulm ; ce seul objet fut acheté 450,000 francs. Le 19 du même mois, le général Brune informa le gouvernement de Toscane qu'il avoit ordre de se porter dans cet État, et d'en prendre possession. On donnoit pour prétexte de cette invasion que, conformément aux préliminaires de paix signés par M. de Saint-Julien, l'Autriche s'étoit engagée à faire cesser et désarmer en Toscane la levée en masse, et que cette condition n'avoit point été remplie (1). On prétendoit en outre que la levée en masse étoit soldée par l'Angleterre, et dirigée en partie par le général Willot ; qu'un corps napolitain étoit venu le renforcer, et que le gouvernement français n'ayant point conclu d'armistice avec les Napolitains, il n'étoit pas tenu de respecter le territoire où ils se trouvoient. Rien ne pouvoit arrêter le succès de cette expédition. Le général Sommariva qui comman-

(1) Il faut remarquer que ces préliminaires n'avoient point été ratifiés, et que par conséquent ils n'étoient point obligatoires.

doit les troupes autrichiennes, surpris par cette agression inattendue se retira. Le général Dupont entra à Florence et le général Clément à Livourne; toutes les marchandises anglaises furent saisies, et les malheureux paysans qu'on avoit rassemblés pour en faire des soldats, prirent la fuite. On les poursuivit et l'on désarma ceux que l'on put atteindre; on fit mettre en liberté les jacobins proscrits pour leurs opinions, on choisit des magistrats parmi les hommes de la révolution; et l'on publia que les partisans éclairés du grand duc de Toscane approuvoient eux-mêmes ces mesures, et que les soldats de la levée en masse s'étoient permis toutes sortes d'excès.

La ville de Livourne fournit à l'armée républicaine cinq cent mille quintaux de froment, cent cinquante mille quintaux de seigle, quatre-vingt-dix mille quintaux de légumes secs, et deux millions de francs. Le port renfermoit deux cent cinq bâtimens. On en saisit quarante-six comme appartenant à des ennemis de la république. Le général Monnier attaqua, prit d'assaut et livra à toutes les horreurs de la guerre la malheureuse ville d'Arezzo. C'étoit le foyer de l'insurrection; les Français haïssoient les habitans de cette ville, parce que c'étoit eux qui avoient déployé le plus d'énergie contre les principes révolutionnaires. On les accusoit sur-

tout de se laisser diriger par les Anglais ; d'obéir aux prêtres et de suivre les inspirations d'un fanatisme aveugle et sanguinaire. Le général Dupont ne craignit pas d'assurer que l'hérétique M. Windham lui-même, avoit armé d'un fusil une vierge de plâtre, et l'avoit fait tirer sur les Français. On soutint aussi que M. de Sommariva avoit le premier violé la trêve, et fomentant avec ardeur une insurrection générale, en faisant sonner le tocsin à Florence et dans toutes les campagnes.

Les Français et les Cisalpins ne se bornèrent point à ces hostilités ; ils marchèrent sur Rome et Naples, s'emparèrent du fort de Léon, de Citta di Castello, et de Peruggia, et commencèrent à réorganiser les départemens de la république romaine de 1798. Le saint père effrayé demanda un asile à l'empereur, et se disposa à partir pour Trieste. Bientôt la mine joua sous les fortifications d'Ingolstald, et en fit sauter les bastions. Ainsi, tout prenoit sur le continent un aspect guerrier. Cependant les négociations n'étoient point interrompues. Elles continuoient avec une égale activité à Londres et à Vienne. Les équipages de Joseph Buonaparte, plénipotentiaire au congrès de Lunéville, arrivoient ; on préparoit les appartemens des autres plénipotentiaires, on plaçoit des télégraphes, on décoroit la salle des conféren-

ces, et l'on attendoit incessamment M. de Cobentzel. Il arriva en effet le 25 octobre, et ne trouvant personne pour le recevoir, il prit le parti de continuer sa route et d'aller à Paris. Ce ministre avoit eu jusqu'à ce jour de nombreux rapports, avec le gouvernement français. Il avoit préparé et conclu la paix de Campo-Formio; il avoit tenu, sous le directoire, les conférences de Seltz, avec M. François de Neufchâteau, et porté la courtoisie jusqu'à faire représenter devant le ministre français, son drame de Pamela. Le père de M. de Cobentzel s'étoit honoré, par sa sagesse et ses vertus, dans tous les emplois qu'on lui avoit confiés. Chargé du gouvernement des Pays-Bas, il n'y avoit porté que des idées de justice et de bienfaisance.

M. de Cobentzel son fils était comme lui, d'un caractère doux et conciliant. Ses manières avoient toute l'urbanité d'un seigneur de la cour de Louis XV. Il étoit lié depuis longtemps avec M. de Talleyrand, et cette amitié remontoit à leurs plus tendres années; car ils avoient fait l'un et l'autre leurs études au collége d'Harcourt, à Paris.

A peine sorti du collége, M. de Cobentzel, en considération des services de son père, étoit entré dans la chancellerie des affaires étrangères; à vingt-quatre ans, il représentoit son

gouvernement à la cour de Danemarck. Il obtint successivement la même destination, à Berlin et à Saint-Pétersbourg, et sut particulièrement s'insinuer dans les bonnes grâces de l'impératrice Catherine II. Il n'avoit pas toujours été heureux dans ses négociations; mais, lors même qu'il n'y réussissoit pas, il ne perdoit rien de sa faveur, et l'on se persuadoit que le succès avoit été impossible, puisque M. de Cobentzel ne l'avoit pas obtenu. Dans toutes les crises de l'état, c'étoit à ses lumières et à son habileté qu'on avoit recours; et, comme il portoit partout l'esprit de conciliation, la politesse des hommes de cour, et les connoissances de l'homme d'état, on savoit d'avance qu'il seroit agréable au cabinet avec lequel il auroit à traiter.

Il venoit de succéder à Vienne à un ministre d'une haute réputation, mais d'un caractère bien différent; M. de Thugut, le Pitt de l'Allemagne, s'étoit montré constamment opposé à tout projet de paix pendant la révolution française. Son système étoit d'en éteindre le foyer pour le salut de son pays. Il avoit armé contre elle, l'Italie, la Russie, toutes les puissances germaniques, et cherché par tous les moyens possibles, à faire entrer la Prusse dans la ligue générale; on le regardoit comme opposé au prince Charles, et la fermeté de son caractère, en lui conciliant l'estime des âmes

fortes, lui faisoit des ennemis de tous ceux qui préféroient une marche oblique à la ligne droite, l'adresse à la vigueur, et les capitulations aux combats. D'autres ne lui pardonnoient pas l'obscurité de sa naissance. M. de Thugut étoit le fils d'un batelier d'Ulm. Joseph II voulant un jour traverser le Danube, vis-à-vis cette forteresse, où il se trouvoit avant d'être empereur, ce fut ce batelier qui le passa. Il conversa avec lui, et frappé du bon sens de cet homme, il lui demanda s'il avoit des enfans. — J'en ai deux, prince. Joseph en prit un, et le mit dans un collége, où il fit d'étonnans et rapides progrès; ce prince, devenu empereur, le recommanda au prince de Kaunitz, qui l'attacha à la légation de Constantinople. Ses talens s'y développèrent avec un nouvel éclat, mais l'obscurité de sa naissance ne permettoit pas qu'on l'employât dans des missions élevées. M. de Mercy d'Argenteau, ayant été nommé ambassadeur à Paris, on lui donna le fils du batelier pour le diriger.

Après la mort de Joseph, M. de Thugut, privé de protection, se retira à Paris, et y vécut dans une noble aisance. M. de Mercy l'avoit bien jugé, il en parloit souvent à l'empereur comme d'un homme à grandes et fortes conceptions. Il le recommanda vivement avant de mourir. L'empereur s'éleva au-dessus des

préjugés, et M. de Thugut anobli fut mis à la tête des affaires. Il les géra avec une rare habileté, se fit des ennemis par ses manières froides et austères, qu'on prit pour un orgueil déplacé, mais conserva la haute opinion qu'on avoit de son talent. Sa disgrâce fut le fruit, non de ses fautes personnelles, mais des fautes des généraux autrichiens, et des caprices de la fortune. Il se flattoit comme M. Pitt, d'étouffer la révolution française, et de déconcerter, par une politique adroite, la politique habile de M. de Talleyrand. Il fut joué lui-même, et forcé de céder au cri public après les fameuses défaites de Marengo et d'Hochstedt.

M. de Cobentzel, son successeur, fut reçu à Paris avec une distinction extraordinaire. On plaça à la porte de son hôtel une garde d'honneur. Le premier consul, ses frères, les ministres lui donnèrent des fêtes brillantes. On lui fit voir tout ce que Paris renfermoit de nouveau, le musée et l'exposition des tableaux, les galeries des antiques, les chefs-d'œuvre de nos peintres modernes; on le fit assister aux grandes revues, aux parades de la garde consulaire, aux concerts où chantoient Garat, madame Grassini (1), et les plus célèbres virtuoses

(1) Elle passoit pour la favorite du premier consul. On lui avoit compté 24,000 francs après le 14 juillet et le 1er. vendémiaire pour avoir chanté dans ces fêtes.

de France. On lui prodigua les caresses, les honneurs et les prévenances, pour lui donner une idée avantageuse de la nouvelle cour, et de son éloignement pour les formes révolutionnaires.

Mais le ministre autrichien arrivoit avec des instructions moins favorables que ne désiroit le premier consul. Il étoit chargé de réclamer contre l'invasion de la Toscane, et la démolition des forteresses d'Ulm, de Philipsbourg et d'Ingolstadt. Il devoit aussi déclarer que l'empereur étoit décidé à ne faire de paix qu'avec le concours de l'Angleterre. Ses traités avec cette puissance le lioient jusqu'au 1^er^. mars, et peut-être se flattoit-il de gagner cette époque en retardant par des incidens la marche des négociations de paix. Mais Buonaparte n'étoit pas de caractère à supporter ces délais. Son premier mouvement fut un accès de colère contre le plénipotentiaire autrichien. Toutefois, comme il sentoit la nécessité de se justifier, il fit paroître une sorte de manifeste dans le *Moniteur*, journal officiel du gouvernement. On a vu de quels prétextes il couvroit l'invasion de la Toscane, et les hostilités en Italie. Il répondit au sujet des forteresses d'Ulm, Philipsbourg et Ingolstadt, que ces places avoient été abandonnées par l'empereur, puisqu'il en avoit retiré son artillerie et ses troupes, et

qu'ainsi devenues propriétés françaises, la république avoit le droit d'en disposer à son gré. Cette réponse étoit celle du lion. Les Anglais comparoient la conduite de Buonaparte à l'action d'un prêteur sur gage, qui briseroit ou décacheteroit les effets qu'on lui auroit remis en nantissement.

Mais l'impérieuse nécessité forçoit l'Autriche à courber la tête. Après quelques conférences et des courriers expédiés à Vienne, M. de Cobentzel partit de Paris le 4 novembre, pour se rendre à Lunéville, et Joseph Buonaparte l'y suivit avec M. Delaforêt, agent diplomatique, élève de M. de Talleyrand.

Le second armistice conclu à Hohenlinden devoit durer quarante-cinq jours, à compter du 20 septembre; il étoit sur le point d'expirer, et l'Autriche étoit loin de voir dans sa situation militaire l'espérance de sortir triomphante d'une nouvelle lutte. Cependant tout étoit changé dans ses armées en Allemagne et en Italie. Le général Kray avoit été rappelé et envoyé dans ses terres; la même disgrâce avoit frappé plusieurs des officiers généraux qui commandoient sous ses ordres. Le général Bellegarde remplaçoit en Italie le malheureux général Melas. L'empereur avoit quitté Vienne avec l'archiduc Jean, jeune prince âgé de dix-huit ans, et parcouru toute la ligne militaire, aux acclama-

tions des soldats : on avoit fortifié de nouveaux points; la Hongrie préparoit une levée en masse; le monarque recevoit partout les témoignages les plus empressés de l'amour de ses peuples. Mais de quelque dévouement que fussent animés ses sujets, les victoires récentes des Français, les avantages de leurs positions, la force extraordinaire de leurs corps d'armée, qui ne montoient pas à moins de 250,000 hommes, la réputation et l'habileté de leurs généraux, donnoient de justes et de sérieuses inquiétudes pour l'avenir. L'arrivée de M. de Cobentzel à Lunéville suspendit encore pour quelques jours les fléaux de la guerre. Le général Brune en fit part au général Bellegarde, et le prévint qu'il ne commenceroit aucune hostilité qu'il n'eût reçu de son gouvernement de nouvelles instructions. Les deux généraux convinrent de s'avertir dix jours à l'avance.

Les négociations avec l'Angleterre ne paroissoient plus avoir aucun objet. M. Otto avoit signifié, le 8 octobre, au cabinet britannique que les intentions du premier consul étoient de traiter séparément avec l'Autriche et l'Angleterre; et le ministre avoit répondu que Sa Majesté britannique, fidèle à ses engagemens, ne sépareroit jamais sa cause de celle de ses alliés. Ainsi tout annonçoit que l'épée alloit de nouveau décider de ce grand procès. Cependant

le congrès s'ouvrit, si l'on peut donner ce nom à une réunion où le seul plénipotentiaire étranger étoit celui des cantons suisses. Le général Clarke accompagnoit le frère du premier consul, qui n'étoit placé là que par honneur. C'étoit ce général qui devoit conduire les négociations, et tout fait présumer qu'il étoit de bonne foi; car peu de jours après son arrivée il donna une fête aux membres du congrès, et y fit chanter des couplets par un officier français. C'étoit une invocation à la paix, et cette hymne étoit composée avec tant de franchise et de chaleur, que les ministres de France et d'Autriche, pénétrés des mêmes sentimens, s'embrassèrent avec effusion. En ce moment même les courriers de Buonaparte arrivoient à l'armée avec ordre de reprendre les hostilités le 26 de novembre. C'étoit ainsi qu'il trompoit la prévoyance de ses propres ministres, et déroboit ses secrets à leur curiosité.

CHAPITRE XXVII.

Reprise des hostilités. Situation respective de la France et de l'Autriche. Disposition des cabinets du Nord; combats entre les armées ennemies; victoire d'Hohenlinden.

Le général Clarke n'étoit pas le seul qui comptât sur la paix: le général Moreau se flattoit aussi que le premier consul écouteroit le vœu de l'Europe et de la nation, et qu'à la gloire des armes il voudroit joindre celle d'avoir rendu le repos aux peuples et ramené le bonheur dans sa patrie. Il étoit venu à Paris pendant l'armistice, et avoit épousé le 9 novembre mademoiselle Hulot, jeune personne de 19 ans, fille du directeur des vivres de la marine à l'Ile-de-France. Huit jours après, il s'étoit vu obligé de s'arracher de ses bras, pour aller de nouveau tenter les chances de la fortune sur le champ de bataille.

En ce moment, toute l'Europe étoit en mouvement, et c'étoit Buonaparte qui, du fond de son cabinet, en agitoit toutes les parties. Depuis la campagne de 1799, Paul Ier., empereur de Russie, conservoit un vif ressentiment contre l'Autriche. Étranger aux ruses de la diplomatie,

il avoit fait la guerre avec une franchise chevaleresque ; il la vouloit, non pour lui, non pour quelques intérêts privés de ses alliés, mais pour la maison de Bourbon, pour ce roi exilé de ses états, objet des vœux de ses plus fidèles sujets, et trouvant à peine un asile sur le continent. Trompé dans son attente, il exhaloit en plaintes amères son mécontentement, lorsque les procédés de l'Angleterre vinrent encore augmenter son courroux. Après la prise de Malte par les Français, les chevaliers lui avoient déféré, et il avoit accepté, le titre de grand-maître de l'ordre. La conquête de cette île par les Anglais ses alliés sembloit lui donner l'assurance prochaine que bientôt il pourroit se livrer à la générosité de ses desseins, et remettre à ses anciens maîtres la souveraineté de ce rocher célèbre. Mais les plus grandes pensées ne s'accommodent pas toujours avec la politique. L'Angleterre trouvoit trop d'avantages dans la possession de Malte, pour l'abandonner, et la bienséance étoit d'une foible considération auprès de ses intérêts : elle refusa de remettre l'île, et par cette conduite acheva d'exaspérer un monarque puissant, dont les armées pouvoient seules aider l'Autriche à soutenir la lutte entreprise sur le continent.

Paul Ier. étoit d'un caractère impétueux et bizarre. Il avoit illustré les commencemens de

son règne par des actes d'une sagesse et d'une justice éclatantes. Il avoit honoré la mémoire de son père, donné des marques de sa reconnoissance aux fidèles sujets de ce prince, adouci des édits trop sévères de Catherine II, rendu la liberté au célèbre Kosciusko, et noblement refusé les subsides que lui offroit l'Angleterre. Il avoit vu la France en 1780, et l'avoit quittée le cœur plein d'affectueux souvenirs pour Louis XVI et les princes de sa famille. Ces sentimens et la connoissance éclairée de ses intérêts lui inspiroient l'horreur de la révolution française. Il ne négligeoit rien pour l'empêcher de pénétrer dans ses états. Il proscrivoit tout ce qui annonçoit l'esprit d'innovation. Le chapeau rond fut surtout l'objet de ses poursuites les plus actives. Dans la crainte que les principes de l'égalité ne s'introduisissent dans ses états et jusqu'à sa cour, il fit revivre une ancienne loi qui ordonnoit à toute personne de sortir de son carrosse, ou de descendre de son cheval, pour s'incliner devant l'empereur lorsqu'on le rencontroit. Catherine avoit aboli cet usage servile et gênant; les Russes ne le virent pas rétablir sans un vif mécontentement.

Des règlemens plus singuliers qu'utiles lui aliénèrent le cœur du soldat. Ses troupes étoient habillées d'un pantalon qui descendoit sur le soulier, et recouvroit un gilet vert, sous lequel

il étoit possible de se garnir en hiver assez fortement pour braver le froid. Leurs cheveux étoient courts, et leur tête couverte d'un casque d'une forme assez agréable. Il voulut qu'elles quittassent cet uniforme pour prendre l'habit et les guêtres des Allemands, les cheveux poudrés et la queue. Le général Souwarow, chargé d'introduire ces innovations, étoit loin de les approuver. *La poudre à coiffer*, disoit-il, *n'est pas de la poudre à canon; les boucles ne sont pas des pistolets, ni les queues des baïonnettes.*

Paul Ier. accordoit une protection particulière aux émigrés, et faisoit, comme sa mère Catherine II, une guerre vive et active aux jacobins que la république essayoit de temps en temps de lancer dans ses états. Pour les découvrir plus sûrement, il rendit un ukase qui ordonnoit à tous les étrangers de suivre ponctuellement les rites de leur religion, et même de se pourvoir de billets de confession. Cette précaution déconcerta un peu les missionnaires de la démocratie; car le mépris pour la religion a toujours été le signe le plus propre à les faire reconnoître. Mais ils trouvèrent bientôt le moyen de s'arranger, les plus riches avec de l'argent (1),

(1) D'indignes prêtres vendirent jusqu'aux billets de confession.

les autres avec de l'hypocrisie. L'empereur Paul avoit pris à sa solde l'armée de Condé, et témoignoit le plus vif intérêt aux officiers qui la composoient. L'héritier légitime du trône de France avoit trouvé chez lui un asile honorable. Il falloit une grande révolution dans la tête de ce prince pour le détacher de la cause qu'il avoit embrassée. Mais sa bonne foi déçue, sa fierté blessée, le rendoient capable des changemens les plus subits et les plus opposés.

Buonaparte étudia ces dispositions et sut en profiter ; il n'épargna rien pour gagner la confiance et l'amitié du prince. On cessa dans les papiers publics de représenter les Russes comme des barbares. On loua les progrès rapides qu'ils avoient faits dans la civilisation ; on vanta les lumières de Paul Ier., la noblesse de ses sentimens, la sagesse et la profondeur de ses vues, et l'on supprima autant qu'il étoit possible un écrit intitulé : *État de la France en l'an* 8, où l'on prétendoit que l'empire de Russie devoit être partagé en deux ; dont les capitales seroient Moscow et Pétersbourg. On traita avec des égards particuliers tous les Russes qui étoient en France. Les prisonniers de guerre devinrent l'objet des soins les plus généreux. Le premier consul les fit habiller, leur permit de retourner dans leurs foyers, sans échange, et pourvut aux frais de leur route. Les Anglais

avoient refusé de les échanger comme Français. Cette différence de conduite fit sur l'empereur une vive impression. En apprenant chaque jour ce que faisoit le premier consul pour étouffer en France l'esprit de révolution, il oublioit ce qu'il avoit fait pour elle, et n'admiroit pas moins l'habileté de son administration que l'éclat de ses victoires. Il avoit fait imprimer l'histoire de la dernière campagne des Français en Europe, et l'avoit recommandée dans ses écoles militaires, comme le meilleur guide de l'homme de guerre. On donnoit pour certain que le premier consul lui avoit fait secrètement proposer de lui céder l'île de Malte, que Paul avoit accepté, et chargé l'escadre de l'amiral Uschakow de l'exécution de ce projet; mais, partie trop tard, cette escadre avoit appris en route la capitulation de l'île et s'étoit retirée à Bujukdéré.

Enfin Buonaparte n'avoit point négligé un autre genre de séduction. Il avoit mis dans ses intérêts et envoyé en mission des femmes d'une beauté et d'un esprit propres à corrompre le cœur même des rois. Nouvelle Judith, madame de B***, belle-mère d'un des conseillers d'état de Napoléon, se rendit de Paris à Hambourg, et de Hambourg parvint, jusqu'à S. M. I., où elle acheva, dit-on, la conversion de ce prince, commencée par une actrice française.

Dès lors Paul Ier. prit ostensiblement parti contre ses anciens alliés, fit mettre un embargo général sur les navires anglais, et ordonna la saisie de toutes leurs marchandises dans les magasins et factoreries de ses états (perte qui fut estimée à deux ou trois millions sterling). Il chargea le baron de Sprengporten, le prince Joseph d'Olgorouki, le comte de Tissenhausen, M. de Winter et M. de Scheping, de se rendre à Paris, pour traiter des intérêts respectifs des deux nations. On remarqua que cette ambassade avoit lieu précisément un an après la fameuse proclamation où il avoit annoncé l'intention formelle de rétablir la maison de Bourbon sur le trône de France.

Ce changement si prompt et si public inquiéta toute l'Europe, et l'inquiétude devint bien plus grande encore quand on vit le même esprit se répandre tout à coup dans le nord de l'Europe. Rien n'avoit pu jusqu'à ce jour engager le roi de Prusse à se joindre à la coalition européenne. Ses relations avec la France étoient fréquentes, mais il gardoit strictement la neutralité armée à laquelle il s'étoit obligé. Une faute du gouvernement britannique, et l'habileté de Buonaparte, le firent sortir de ce système pacifique. Un vaisseau anglais avoit capturé un bâtiment prussien qui n'avoit point voulu se laisser visiter, et cette prise avoit été

conduite à Cuxhaven, port dépendant du sénat de Hambourg, seul point sur la mer Baltique par lequel les Anglais pussent communiquer librement avec le cœur de l'Allemagne. Le roi de Prusse irrité exigea du sénat de Hambourg qu'on lui remît cette prise. Le sénat, pour ne point se compromettre avec l'Angleterre, acheta la prise et la remit. Cette satisfaction n'étoit point de nature à apaiser le monarque; il fit occuper Cuxhaven, et menaça de traiter de la même manière les villes anséatiques. Buonaparte ne manqua pas d'entretenir et d'allumer plus vivement le courroux du prince. Il montroit aux puissances du nord la honte de se soumettre à la suprématie de l'Angleterre sur les mers, à souffrir l'inquisition politique qu'elle y exerçoit. Il leur faisoit comprendre que cette ambitieuse puissance tomberoit de tout son poids, si les ports du continent lui étoient fermés; il flattoit leur amour-propre en leur montrant la liberté des mers comme la plus belle conquête qu'ils pussent ambitionner. Il les rassuroit contre la propagande révolutionnaire, en se chargeant d'en étouffer le foyer dans ses propres états. Il avoit su mettre dans ses intérêts le ministre le plus influent de Prusse; il acheva son ouvrage en envoyant au roi son frère Louis Buonaparte,

qui fut reçu avec des honneurs extraordinaires et que le roi admit à sa table.

Dans le même temps, Lucien Buonaparte quittoit le ministère de l'intérieur et se rendoit en Espagne, où le général Berthier l'avoit précédé; celui-ci venoit prendre le portefeuille de la guerre, retiré à Carnot. Ceux qui cherchoient dans les divisions intestines de la famille de Napoléon quelques incidens inattendus, regardoient l'envoi de Lucien en Espagne comme une disgrâce; ils prétendoient que ce ministre et Murat son beau-frère avoient eu une querelle assez vive, qu'ils s'étoient provoqués et devoient se battre au bois de Boulogne, et que le premier consul avoit jugé à propos de les séparer pour éviter ce scandale. D'autres, mieux informés, soutenoient que la petite académie dont Lucien s'étoit entouré lui avoit proposé de faire proclamer Napoléon empereur, et d'enlever préalablement le ministère de la police à Fouché sur lequel il paroissoit difficile de compter. On ajoutoit que le ministre, instruit par ses espions, avoit tonné contre la petite académie et son Mécène, et que pour l'apaiser on lui avoit sacrifié Lucien. Il étoit très-vrai que dès lors quelques personnes songeoient à décorer Napoléon de la pourpre impériale; mais les esprits n'étoient pas encore mûrs pour ce changement: c'étoit

un projet téméraire qui pouvoit compromettre pour toujours les destinées du premier consul. On sentit qu'il ne devoit s'élever au rang suprême que par degrés, et qu'il falloit préparer l'opinion publique par des ménagemens adroitement calculés.

Lucien quitta la capitale chargé d'une mission importante. Son frère s'indignoit depuis long-temps de voir les ports de Portugal ouverts aux Anglais; il étoit décidé à les leur fermer, et vouloit, pour y réussir, obliger l'Espagne à déclarer la guerre au prince régent. Lucien fut reçu avec toutes les démonstrations de la confiance et de l'amitié. « Le premier » consul, lui dit le roi, peut compter sur ma » loyauté comme je compte sur la sienne, et » chaque jour vous le prouvera davantage. » La reine ajouta: « Nous savons que le premier » consul a de l'amitié pour nous, et nous le lui » rendons bien. » Tout avoit été préparé par le chevalier Azzara, ambassadeur d'Espagne en France, et l'un des plus grands admirateurs de Buonaparte.

Lucien étoit chargé de s'assurer des dispositions du célèbre prince de la Paix, qui jouissoit sur l'esprit du roi du plus extraordinaire ascendant. Les deux cours se firent des présens réciproques. Charles IV envoya au premier consul seize magnifiques chevaux andalous, et le

premier consul répondit à cette galanterie en faisant broder en or douze robes pour la reine, et fabriquer, pour le roi, une armure du plus grand prix. Le sang des Portugais devoit bientôt payer ces funestes présens. Ainsi, les extrémités et le centre de l'Europe étoient également agités, et l'Angleterre restoit seule constante en ses résolutions au milieu du trouble et des défections des autres puissances. C'étoit donc vers elle que devoit se porter toute l'attention du premier consul. Mais pour abaisser son orgueil, il falloit de nouvelles victoires, et désarmer sans retour cette puissance autrichienne dont l'opposition servoit de point d'appui aux autres cabinets, et entretenoit leurs espérances.

Le premier consul n'avoit rien négligé pour rendre décisifs les derniers efforts de l'armée d'Allemagne. Il avoit formé à Dijon une nouvelle réserve, en avoit donné le commandement au général Macdonald, et l'avoit chargé de marcher avec les premiers corps de cette armée et d'occuper le pays des Grisons. Le général partit le 5 septembre, et le 27 du même mois tous les postes furent occupés, tous les corps en état d'attaquer. Buonaparte avoit promis 30,000 hommes; le général n'en avoit que 13 à 14, mais il comptoit sur la parole et l'activité du premier consul.

Le général Augereau s'étoit de son côté mis en mouvement pour couvrir le flanc gauche de l'armée d'Allemagne. Il commandoit 17,000 hommes sous le nom d'armée gallo-batave. Outre la réserve de Dijon, on en formoit une autre à Amiens, composée des compagnies de grenadiers et de chasseurs des régimens restés en France. C'étoit un corps d'excellentes troupes qui paroissoit destiné pour l'armée des Grisons, mais qui devoit aller renforcer l'armée d'Italie. Buonaparte en donna le commandement à son beau-frère Murat. On croit généralement que son arrière-pensée étoit de franchir lui-même les Alpes rhétiennes, et d'aller à Vienne ravir à Moreau la gloire de dicter la paix à l'empereur d'Allemagne dans sa propre capitale.

Ces dispositions sembloient ne laisser aucun doute sur le succès des armes françaises. La coalition s'affoiblissoit chaque jour; les puissances secondaires de la confédération germanique prévoyant l'issue de cette lutte, se disposoient presque toutes à traiter avec la France. Ainsi l'Autriche se trouvoit presque entièrement réduite à ses propres forces; mais elle avoit trouvé dans le dévouement des peuples de nouvelles ressources. La grande armée d'Allemagne étoit forte de 130,000 hommes; elle avoit à sa tête l'archiduc Ferdinand, jeune

prince de 18 ans, mais aidé de l'expérience et des conseils du général Lawer. Son aile gauche étoit commandée par le général Klénau. Sept à huit mille Autrichiens grossis des levées mayençoises, et commandés par le général Simbschom, observoient le corps du général Augereau.

L'armée du feld-maréchal de Bellegarde en Italie étoit de 80,000 hommes: 25,000 hommes sous les ordres du général Chasteller et des généraux Laudon, Hiller, Wukassowitch défendoient le Tyrol. La reprise des hostilités fut dénoncée le 9 novembre par le général Augereau. Le 25 il s'empara d'Asschaffembourg, et, poussant successivement ses avantages, il alla battre le général Simbschom à *Bourg-Éberach*, entra à Bamberg, et assura par cette marche le flanc gauche de l'armée du général Moreau, et le blocus de Wurtsbourg qu'il avoit fait investir.

L'armistice cessa quelques jours plus tard à l'armée de Moreau. Les Autrichiens occupoient les bords de l'Inn, dans des positions avantageuses; l'élévation du rivage, l'escarpement des bords de cette rivière, en faisoient une barrière difficile à franchir. Les Français ne pouvoient engager le combat sans s'exposer à un péril imminent; le général Dessoles, qui commandoit provisoirement en l'absence du géné-

ral Moreau, sentoit toute la difficulté de l'offensive; le général en chef pensa comme lui, et attendit la détermination de l'ennemi. L'archiduc Jean se voyoit à la tête de 120,000 hommes. Le conseil aulique désiroit qu'il se signalât par un coup hardi et décisif. Il conçut le projet d'envelopper l'armée du général Moreau, de l'attaquer de front; et de lui faire couper la retraite sur Munich par le corps du général Klénau, et sur Ausbourg par celui du général Hiller, qui déboucheroit du Tyrol.

Dans la nuit du 30 novembre, il fit passer la majeure partie de son armée, et le lendemain il attaqua toute la ligne française. Le choc fut vif et impétueux, l'aile gauche de l'armée républicaine fut obligée de se replier; les divisions du général Ney et du général Hardy eurent beaucoup à souffrir. L'honneur de la journée resta aux Autrichiens. Ce succès exalta le jeune prince, qui crut avoir combattu contre l'armée française toute entière. Il résolut de pousser ses avantages, et de se couronner de nouveaux lauriers. Sa confiance le perdit et prépara, pour lui, la défaite, et pour les Français, la victoire d'Hohenlinden. Le général Moreau avoit tout prévu. Il attendoit de son ennemi de nouvelles témérités, et son ennemi répondit complétement à son attente. Le hameau d'Hohenlinden est situé au milieu des bois qui por-

tent son nom, à une distance à peu près égale de l'Inn et de l'Iser. Deux routes traversent ces bois, l'une de Munich à Wassembourg, l'autre de la même ville à Muldhorf. L'intervalle qui sépare ces divers points est d'environ quinze lieues. Le général Moreau, convaincu que, dans quelque position que se trouvât son armée, l'archiduc viendroit l'y attaquer, prit ses mesures en habile général. Il plaça une partie de ses troupes dans les défilés, une autre au dehors du côté de l'Iser, une troisième à l'opposite du côté de l'Inn; son arrière-garde commandée par le général Grandjean, occupoit Haaff, une position moyenne entre les bois de Hohenlinden et la rivière d'Inn. Les Autrichiens vinrent l'y attaquer, et il se replia lentement sur le corps du général Grouchy, posté près des bois. Le but de l'archiduc étoit de marcher sur Munich, par la grande chaussée de Muldhorff à cette ville. Le général Moreau pressentit tous ses mouvemens. Il avoit laissé en arrière des bois de Hohenlinden le général Richepanse. Il lui fit passer l'ordre de marcher en avant, d'attendre que les Autrichiens fussent engagés dans le défilé et de tomber sur leurs derniers rangs; le général Decaën, posté plus en arrière, devoit suivre son mouvement, tandis que le lieutenant général Lecourbe obser-

voit la marche des Autrichiens, prêt à les prendre en flanc.

Le 3 décembre, l'armée autrichienne poursuivit sa marche sur trois colonnes, l'une par la grande route, sur Hohenlinden, la seconde par les villages d'*Albaching* et de *Saint-Christophe*, pour gagner la chaussée de Wassenbourg, une troisième, par le village de Burgrain. Le général Kienmayer devoit suivre ce grand mouvement, et entrer dans la plaine d'*Auzing* entre les bois de Hohenlinden et Munich. C'étoit là que l'archiduc avoit dessein de réunir son armée. Il se flattoit en même temps que le général Klénau remontant la rive gauche de l'Iser, forceroit les Français à évacuer Munich. Toutes ses espérances furent déçues; les chemins étoient horribles, la neige tomboit à gros flocons. L'armée impériale, partie deux heures avant le jour, marchoit en silence, ne trouvant d'autres obstacles que ceux que lui opposoient l'obscurité de la nuit, l'état déplorable des routes, et cette pluie de neige qui permettoit à peine d'en reconnoître la trace. Le général Moreau étoit sur le champ de bataille, observant les fautes de l'ennemi, et les chances de la fortune. Vers huit heures, l'arrière-garde française aperçut l'ennemi et se replia; l'archiduc crut n'avoir qu'elle à combattre, et se disposa à l'écraser du poids de toutes ses forces. Les

Hongrois, les Bavarois, voulant partager l'honneur de la victoire, s'enfonçoient avec ardeur dans le défilé; ils s'y poussoient en masse sans pouvoir s'y déployer, engageoient leur artillerie, sans aucune issue sur leurs flancs: la victoire parut d'abord couronner leurs efforts; ils gagnèrent du terrain, et leur confiance s'accrut encore.

Mais en ce moment, les généraux Grouchy et Grandjean, réunissant leurs efforts, les chargent avec impétuosité, rompent leurs rangs, se mêlent parmi eux, et engagent un combat sanglant qui laisse entre les mains des Français le général Spannochi avec un grand nombre de prisonniers.

La seconde colonne impériale qui marchoit par les hauteurs de Burgrain, entreprend de déboucher, et tombe sur la division du général Ney. L'attaque est vive, prompte et décisive. En un instant, 1,000 à 1,200 prisonniers autrichiens et huit pièces de canon restent au pouvoir des Français. Le désordre commençoit à se manifester parmi les ennemis. Pour l'accroître, le général Richepanse arrive. Il avoit fait sa marche avec une peine incroyable; à Saint-Christophe, il avoit rencontré la colonne ennemie, qui gagnoit la chaussée de Wassembourg. Il engage avec elle un combat opiniâtre, et se trouve coupé vers son centre,

laissant derrière lui le général Drouet; dans cet embarras, il prend un parti décisif, il marche en avant, charge le général Drouet de soutenir l'effort de l'ennemi jusqu'à l'arrivée du général Decaën, et se jette lui-même dans le défilé, pour porter le désordre dans les derniers rangs de la colonne ennemie. Averti par le bruit du canon, le général autrichien revient sur ses pas avec une réserve de grenadiers hongrois. Richepanse les voit : « Camarades, » dit-il à ses soldats, que dites-vous de ceci? » Qu'ils sont morts, répondent les grena- » diers du 48e. régiment, » et quelques instans après, ils étoient en effet tous, ou tués ou pris. Dès ce moment, la déroute devint générale; pressée de toutes parts, la colonne ne sait plus à quelles résolutions se livrer pour sa défense. Les soldats éperdus, sans commandement, sans guide, se précipitent dans la forêt, fuyant en désordre à travers les arbres, et tombant partout sous la main du soldat victorieux : la chaussée, les bois sont couverts de cadavres, de chevaux, d'armures, de débris de toute espèce; quatre-vingt-sept pièces d'artillerie restent au pouvoir du vainqueur.

Jamais désordre ne fut plus grand, jamais plan ne fut mieux conçu et mieux exécuté. La résolution du général Richepanse le couvrit de

gloire, et la fortune prit plaisir à couronner un si noble dévouement; le général Decaën arriva à temps pour dégager le général Drouet, et rendre encore de signalés services à ses compagnons d'armes. Sur tous les points le succès fut également glorieux et décisif.

Les généraux Kienmayer et Baillet s'étoient avancés par Dorfen et Issen, conformément aux ordres de l'archiduc Jean. Ils furent reçus par le lieutenant général Grenier, qui avoit sous ses ordres les divisions Legrand et Bastoul, la réserve de cavalerie du général d'Hautpoul, et la brigade du général Ney. Le combat fut opiniâtre; de part et d'autre on déploya une incroyable valeur; enfin le général Legrand enfonça la division qui lui étoit opposée, et le général Bonnet, avec une brigade de la division Bastoul, parvint jusqu'à Issen, fit 1500 prisonniers et ramena six pièces de canon. Les faits d'armes ne furent pas moins brillans sur toutes les positions. L'archiduc, dans le désespoir de la défaite, les avoit fait attaquer subitement, pour réparer, s'il étoit possible, les désastres de cette fatale journée. Mais le sort avoit prononcé; vaincu sur tous les points, il n'eut plus d'autre ressource qu'une prompte retraite. Tous les corps s'étoient couverts de gloire, tous les généraux avoient rivalisé de

zèle, de courage et de talens. Les Polonais du corps de Knessewits s'étoient signalés par le plus rare dévouement.

La bataille avoit commencé à huit heures du matin; huit heures après, 179 officiers autrichiens, les généraux Deroy et Spannochi, onze mille sous-officiers et soldats, cent pièces de canon, étoient les trophées de la victoire. L'armée impériale laissa six mille hommes sur le champ de bataille : les Français en perdirent 2,500 tués ou blessés.

« Le général Moreau, de retour à son quar-» tier d'Auzing, reçut les rapports de ses gé-» néraux, et ne répondit à leurs félicitations » qu'en leur attribuant la plus grande part de » la gloire de cette journée. Il les chargea de » témoigner sa reconnoissance aux troupes » dont la valeur les avoit si bien secondés. Il » répéta souvent que l'armée devoit la victoire » à l'intrépidité du général Richepanse, aux » belles manœuvres du général Grenier, à l'ar-» deur des attaques conduites par Ney, Grou-» chy, Bonnet, Grandjean, Bastoul, Decaën, » et à l'imperturbable constance de la légion » polonaise, qui combattoit sous ses yeux pour » la première fois. Digne de ce triomphe par » sa modestie, il ne laissa éclater sa joie que » par ces paroles : *Mes amis, vous avez con-*

» *quis la paix ! c'est la paix que nous venons* » *de faire !* (1) »

Mais ce n'étoit pas assez d'avoir vaincu, il falloit achever ce grand ouvrage et profiter de la victoire. Malgré la perte immense qu'avoit faite l'archiduc Ferdinand, il lui restoit encore une armée de plus de cent mille hommes, et une artillerie considérable. Il avoit repris ses positions presque inexpugnables sur les rives de l'Inn, et le général Moreau se trouvoit vis-à-vis de lui dans la même situation qu'avant la bataille. Mais son armée étoit pleine d'ardeur, et les Autrichiens consternés et abattus. Ils avoient fait une faute grave, qu'ils cherchoient à réparer autant que possible; mais ils ne songeoient plus qu'à se tenir sur la défensive. Peut-être étoit-il facile de prévoir que le général français essaieroit de s'ouvrir la route des états héréditaires et de marcher sur la capitale. Ils ne le pressentirent pas, et ne se donnèrent aucun soin pour le prévenir.

Aussi habile à tromper son ennemi qu'à le combattre, Moreau rassembla ses troupes vers l'Inn inférieur, et, par d'artificieuses démonstrations, persuada à l'ennemi que c'étoit sur ce point qu'il se proposoit de forcer le passage,

(1) Précis des événemens militaires, par M. le général Dumas.

L'archiduc y réunit la majeure partie de ses forces, et négligea la défense de l'Inn supérieur. C'étoit là que son adversaire l'attendoit. Le général Lecourbe fut chargé de passer à Neuperen; et, pour occuper l'ennemi et l'entretenir dans son erreur, le général Grenier eut ordre de pousser de forts détachemens d'infanterie et de cavalerie vers l'Inn inférieur; et, dans la nuit du 8 au 9 décembre, toute l'aile droite, dont la marche avoit été habilement dissimulée, se trouva sur le point indiqué, le seul du fleuve où la rive gauche domine la rive droite. Vingt-huit pièces de canon foudroyèrent le bord opposé. D'intrépides guerriers se jetèrent dans les barques préparées à ce dessein, et en trois heures un pont fut établi, et les Autrichiens, surpris et hors d'état de se soutenir dans leur position, se hâtèrent d'en prendre une en arrière. Le général Lecourbe s'étoit flatté de faire passer les divisions du centre sur un pont dont une seule arche étoit détruite. Ce point étoit défendu par l'armée de Condé; elle combattit avec tant de courage, que les Français républicains ne purent s'y établir, ni empêcher qu'on ne le brûlât. Le centre fut donc obligé de remonter la rivière et de passer à Neuperen.

Dès que la nouvelle de ce passage imprévu parvint au camp de l'archiduc, il se hâta de

faire marcher toutes ses forces ; mais elles étoient à trois ou quatre journées de distance : elles arrivèrent trop tard ; les corps qui défendoient l'Inn supérieur étoient tournés et vaincus. Le reste de l'armée impériale se trouvoit dans une fausse position : elle abandonna sa ligne et alla se rallier sur les bords de l'Alza. Rien n'arrêta plus le vainqueur ; et le 12 décembre toute l'armée républicaine étoit sur la rive droite de l'Inn, menaçant le cœur des états héréditaires.

Ainsi la présomption d'une part, le génie de l'autre, assurèrent à la France le droit de dicter à son ennemi les conditions de la paix.

CHAPITRE XXVIII.

Suites de la victoire d'Hohenlinden. Marche audacieuse du général Macdonald à travers les glaciers des Alpes. Victoires de l'armée d'Italie. Paix signée à Lunéville.

Dès que la nouvelle de la victoire d'Hohenlinden fut arrivée à Paris, le premier consul s'empressa de la faire annoncer dans toute la France; et, pour que l'Angleterre l'apprît en même temps, il donna ordre de tirer le canon sur toute la côte, de manière qu'on pût l'entendre à Douvres.

Depuis le passage de l'Inn, il ne restoit plus à l'archiduc Jean, pour sauver les états héréditaires et retarder la marche triomphante de l'ennemi, qu'à prendre des positions autour de Salzbourg. Les rivières de Salza et d'Alza lui en offroient de favorables; il s'y retrancha, et rassembla sur ces points le gros de son armée. Mais Moreau ne lui laissa pas le temps de s'y fortifier. Le général Lecourbe d'une part, et le général Decaën de l'autre, passèrent la Salza, et, tandis que le premier de ces habiles officiers tenoit occupés les Autrichiens, le second se porta rapidement sur Salzbourg

même, et se mit en devoir de leur couper la retraite. Pressé par le péril, l'archiduc abandonna la place, et, le 15 décembre, les deux généraux y entrèrent par des points opposés et se trouvèrent ainsi à cinquante lieues de la capitale d'Autriche. Ces avantages ne s'étoient point obtenus sans combats. Le général Lecourbe, ayant eu à lutter seul contre des forces très-supérieures, s'étoit vu un instant dans la nécessité de se replier, et n'avoit pas perdu moins de deux mille hommes. Le général Moreau ne voulut point laisser à l'ennemi le temps de se réformer. Après avoir pris des mesures suffisantes pour observer le Tyrol, il fit avancer ses divisions à marches forcées, et poursuivre l'archiduc sur la route de Lintz, et le corps du prince de Condé sur celle de la Styrie. L'avant-garde étoit commandée par Richepanse, général d'une rare activité, d'une résolution au-dessus de tout éloge. Chaque jour il se trouvoit en présence des Autrichiens; chaque jour il leur livroit des combats opiniâtres et sanglans. L'ennemi ne songea plus bientôt qu'à ralentir la marche des colonnes françaises, tantôt en présentant aux avant-gardes des détachemens de troupes légères, tantôt en sacrifiant, pour encombrer les routes, hommes, chevaux, artillerie, bagages. Enfin atteinte par l'intrépide Richepanse, il fallut

combattre. Le choc fut tel qu'on devoit l'attendre d'une armée désespérée. Après une lutte meurtrière, le corps ennemi fut enfoncé, le carnage devint horrible, et l'armée impériale perdit encore 1000 à 1200 hommes. L'arrière-garde fut jointe et attaquée de nouveau à Limbach; elle laissa entre les mains du vainqueur le général Merceri, le prince de Lichtenstein, et 1200 prisonniers.

Ainsi chaque jour le désastre augmentoit. Tout étoit dans la plus grande confusion à Vienne. L'empereur annonça la résolution de défendre sa capitale, le patriotisme s'exalta; mais ce noble mouvement des cœurs généreux ne sert presque toujours qu'à montrer davantage l'imminence du danger. Toutes les voix demandoient le prince Charles; l'archiduc Ferdinand lui-même pressoit l'empereur de nommer un généralissime. Mais qui voudroit se charger de sauver l'empire dans de pareilles circonstances? L'archiduc Charles eut la générosité d'accepter cette tâche effrayante. Il étoit en Bohême pressant une levée extraordinaire. Il se rendit en toute hâte à Vienne, où il fut reçu avec le plus vif enthousiasme. L'impératrice elle-même essaya de lui faire oublier ses torts, en lui remettant un casque enrichi de pierreries. Le courage et le casque le plus brillant ne pouvoient plus sauver l'Autriche. Le prince se

rendit au quartier général le 17 septembre, et du premier coup d'œil vit que tout étoit perdu. Cependant il se hâta de rassembler les débris de l'armée, dont le courage se ranimoit à sa présence, et forma le dessein de livrer bataille sous les murs de Vienne, si l'armée victorieuse lui donnoit le temps d'y prendre position, et de réunir les forces qu'on attendoit de Bohème et de Hongrie. Le général Moreau pressentit ses desseins et les prévint. L'armée française s'avança à marches forcées, enleva 1200 hommes à l'arrière-garde ennemie que commandoit le prince de Schwartzemberg, et mit l'archiduc hors d'état de défendre la capitale. Il en étoit à peine à trente lieues, lorsque le comte de Meerfeld vint au nom de l'archiduc demander une suspension d'armes. Il annonçoit que l'empereur expédioit en même temps un courrier à Lunéville pour lever tous les obstacles qui jusqu'alors avoient retardé la conclusion de la paix. Le général Moreau ne consentit qu'à une trêve de quarante-huit heures, déclara qu'il n'accorderoit aucun armistice que le Tyrol ne fût évacué, et qu'il n'eût l'assurance de l'empereur qu'il feroit la paix sans le concours de l'Angleterre. Ces conditions ayant été acceptées, il envoya le général Lahorie traiter des conditions de l'armistice. Le Tyrol fut en effet abandonné aux troupes françaises;

trois places fortes, Braunau, Kuffstein, Scharnitz devinrent le nouveau gage de la fidélité du vaincu, et le général Moreau se vit ainsi maître de lier ses opérations avec l'armée d'Italie dans le cas où le feu de la guerre se rallumeroit encore entre les deux nations.

Instruit de la conclusion de l'armistice avec l'archiduc Charles, le général Augereau, qui avec peu de monde s'étoit habilement soutenu dans une position difficile et contre des forces doubles des siennes, signa aussi une suspension d'armes avec le général Simbschon, et l'Allemagne commença à respirer.

Bientôt l'Italie eut le bonheur de jouir du même avantage. C'étoit surtout de ce côté que le premier consul se promettoit les plus brillans succès.

Dans ce dessein il avoit chargé le général Macdonald de s'ouvrir une route à travers des lieux inaccessibles et de déconcerter la prévoyance de l'ennemi par un de ces coups d'audace que la prudence désavoue, et que la fortune se plaît quelquefois à couronner.

La saison étoit d'une rigueur excessive, les neiges avoient fermé tous les passages; il falloit pour établir les communications avec l'Italie, franchir des rochers que les habitans même du pays regardent comme inaccessibles. Le général Macdonald les fit reconnoître; et tous les

rapports confirmèrent l'opinion de ces habitans. Avant de s'engager témérairement, il envoya son chef d'état major à Paris. « Dites » à Macdonald, répondit Napoléon, qu'une » armée passe en toute saison partout où deux » hommes peuvent mettre le pied. Quinze » jours après la rupture de l'armistice, il faut » que son armée forme la gauche de celle » d'Italie. »

Lorsque Buonaparte avoit parlé, il ne restoit plus qu'à obéir. Le général Macdonald, libre de toute responsabilité, fit aussitôt ses dispositions. Il occupoit un pays ruiné, où ses troupes trouvoient à peine de quoi subsister; ce fut une espèce de prodige de pouvoir, à la veille de tant de périls, distribuer à chaque soldat quatre ou cinq rations de biscuit. Dès le 24 novembre le général Sorbier, qui commandoit l'artillerie, étoit au pied des glaciers, prêt à s'ensevelir dans les neiges. Il fallut démonter les chariots pièce à pièce, charger les canons sur des traîneaux, et transporter les autres munitions à dos de soldats et de mulets. Il faudroit avoir voyagé dans ces lieux horribles, pour se faire une juste idée des périls auxquels alloit s'exposer cette intrépide armée. Les habitans du pays ont nommé cette route *via mala*, le *chemin malheureux*. Mais ce chemin étoit celui du devoir et de l'honneur, et l'on s'y jeta

intrépidement. Huit mois avant, l'armée d'Italie avoit franchi les Alpes avec une incroyable audace, et cette expédition avoit été célébrée à l'instar des travaux d'Hercule. Mais c'étoit l'époque où le printemps faisoit briller ses premiers rayons, où chaque jour déroboit quelque chose à la longueur des nuits. Ici c'étoit dans la décrépitude de l'année, dans les nuits les plus rigoureuses et les plus longues. Il falloit passer le Splugen et le Cardinel. « Ces montagnes, dit un témoin » oculaire, offrent, au sein même de l'été, » toutes les horreurs de l'hiver. Des rochers » menaçans et inaccessibles, une mer de » neige, où des torrens et des avalanches se » précipitoient avec un fracas épouvantable. » Dès la première marche, deux cents hommes furent ensevelis avec leurs chevaux, » trente d'entre eux se fracassèrent dans les » précipices. Pas la moindre trace de chemin ; » à force de travaux et de constance on s'ouvroit un sentier étroit, glacé, bordé de » précipices dont l'œil n'osoit sonder la profondeur, et que le pied ne pouvoit pas toujours éviter.

» Aux deux tiers de la marche, les colonnes » épuisées de fatigues, n'apercevant devant » elles que des monceaux de neige ou des rochers de glace, se voient forcées de rétrogra-

» der. Le général arrive, presse, menace, » conjure, saisit la bêche, travaille lui-même, » enfoncé dans la neige jusqu'aux aisselles; il » jure qu'il s'ensevelira dans les abîmes plutôt » que de rétrograder. Son courage ranime » celui de la troupe, elle suit son intrépide » général. Pendant trois jours, le ciel se fond » en neige, des tourbillons, des torrens, » des précipices affreux ne présentent que l'i- » mage de la mort sous les formes les plus » épouvantables. Mais la constance et l'audace » surmontent tous les périls, et le général » Macdonald achève son périlleux ouvrage. »

Il faudroit plusieurs pages pour en décrire les laborieuses circonstances. Il suffira de dire que le général fut, avant l'époque fixée par le premier consul, en état de seconder les opérations de l'armée d'Italie. Travaux admirables qui suffiroient seuls pour consacrer la mémoire de ce célèbre capitaine, quand même il n'auroit pas d'autres titres à la gloire.

L'ouverture de la campagne avoit été retardée en Italie. Des deux côtés, les généraux en chef avoient des motifs puissans pour ne rien précipiter. L'armée autrichienne étoit retranchée sur la ligne du Mincio. Le 7 décembre le général Bellegarde feignit de prendre l'offensive, et ordonna une reconnoissance sur toute la ligne. Le général Brune répondit

à ce mouvement par un mouvement semblable, et, voyant son armée pleine d'ardeur, profita de cet élan pour attaquer les positions ennemies. Son dessein étoit de passer le Mincio de vive force ; il avoit choisi le point qui lui paroissoit le plus propre à effectuer ce projet ; et, pour tromper l'ennemi, il avoit chargé le lieutenant général Dupont, qui commandoit l'aile droite, de passer le fleuve sur un point éloigné, et d'attendre ensuite les opérations du reste de l'armée.

Le mouvement général étoit fixé au 26 décembre ; mais les brouillards, le mauvais état des routes, et divers autres incidens inévitables dans une aussi mauvaise saison, retardèrent la marche de quelques divisions, et le général en chef remit au lendemain l'attaque projetée. Le général Dupont, ignorant ce qui se passoit, et fidèle à ses instructions, se disposa à forcer le passage. En un instant ses soldats furent dans des barques, un pont fut construit, le village de Pozzolo attaqué. En ce moment le contre-ordre du général en chef arriva ; il étoit trop tard ; il falloit ou accepter le combat, ou s'exposer à perdre tous les avantages de ce mouvement. Le général Bellegarde étoit accouru de sa personne au secours de Pozzolo ; il y menoit des forces considérables. De son côté le général Loison, qui comman-

doit une division de la droite, étoit engagé fortement à Borghetto où il avoit obtenu des avantages considérables; sur l'ordre du général Brune et contre son propre gré, il ralentit son feu et ses mouvemens. La faute du général Brune pouvoit compromettre le salut de toute l'armée; la résolution du général et l'audace des soldats français en disposèrent autrement. Le général Suchet, envoyé à Dupont, se convainquit de l'impossibilité d'exécuter rigoureusement les ordres de Brune, et ne songea plus qu'à servir l'armée et seconder son compagnon d'armes. La lutte s'engagea d'une manière sanglante. Le général autrichien avoit rassemblé toutes ses forces pour accabler l'aile droite. Trois fois l'armée républicaine s'empare de Pozzolo, trois fois elle en est repoussée. Enfin à la quatrième attaque, l'ennemi est enfoncé et cède le champ de bataille. Il avoit perdu quatre cents hommes tués ou blessés, deux mille prisonniers, neuf pièces de canon. La perte du vainqueur étoit de douze cents hommes tués ou blessés. Le général Davoust, le général Gazan, avoient puissamment secondé la valeur de Dupont. Un capitaine, nommé Mathieu, se distingua par un trait de constance et de bravoure. Enveloppé à Pozzolo avec trente hommes, il se barricade dans une maison, s'y défend héroïquement, et donne le temps à

l'armée de le dégager. Ainsi fut gagnée la bataille de Pozzolo, contre les dispositions et malgré les fautes et l'obstination du général en chef. Il voulut que les corps du centre qui avoient passé le fleuve se retirassent pour venir le joindre, que le général Dupont restât sur la défensive jusqu'à nouvel ordre et se disposât à forcer le passage sur le point qu'il avoit choisi. Le général Bellegarde portoit toute son attention sur l'aile droite; averti par le canon du mouvement de l'aile gauche et du centre, il ne le prit que pour une fausse attaque, et ne s'en occupa que lorsqu'il n'étoit plus temps. Le lendemain toute l'armée passe le fleuve, bat l'armée ennemie, l'oblige d'évacuer ses positions et de gagner les bords de l'Adige, et les murs de Vérone. Il avoit, dans cette double déroute, perdu près de douze mille hommes tués, blessés ou prisonniers; parmi ces derniers se trouvoient cent vingt officiers. Les bords de l'Adige n'étoient pas tenables pour lui; les murs de Vérone ne pouvoient lui offrir un asile. Le général en chef se contenta de retarder la marche de l'armée victorieuse, et de faciliter aux généraux autrichiens les moyens d'évacuer le Tyrol italien. Mais cette armée étoit suivie avec ardeur par celle du général Macdonald, qui ne prétendoit rien moins que de lui couper

la retraite. Il falloit encore s'ouvrir des routes à travers les glaces et les précipices. Rien ne put l'arrêter, on tailla des blocs de glace comme des rochers solides, on gravit des hauteurs inaccessibles, et l'armée du Tyrol ne cessa de se voir harcelée sur ses flancs, et dans sa route, par l'intrépide armée des Grisons. L'Adige avoit été passée par l'armée française, Vérone étoit à son pouvoir. Le général Moncey remontoit le fleuve pour concerter ses mouvemens avec ceux de Macdonald, dont la troupe s'étoit grossie de la division du général Rochambeau. Pressé, poursuivi, inquiété partout, le général autrichien annonça au général français la nouvelle de l'armistice de Steyer, et lui en proposa un semblable. Brune avoit des instructions qui lui prescrivoient de ne conclure aucun armistice qu'on ne lui remît Peschiera, Mantoue, Ferrare, Ancône, et la partie de Porto-Legagno qui se trouve sur l'Adige. Bellegarde avoit des instructions qui lui prescrivoient de conserver Mantoue. Les deux généraux ne purent s'entendre, et la guerre continua.

Le général Moncey poursuivoit vivement le général Laudon, qui se retiroit sur Tarente. Le général Macdonald l'y avoit devancé, et il étoit impossible qu'il échappât. Dans cette extrémité, il eut recours à un stratagème qu'il

caractérisa de ruse de guerre, mais auquel, peut-être, on est autorisé à donner un autre nom. Il envoya au général français un parlementaire, pour l'assurer que le général en chef venoit de conclure un armistice; il demandoit une suspension d'hostilités jusqu'à de nouvelles informations. La loyauté du général Moncey ne put soupçonner le piége; il accorda la suspension, et demanda qu'on lui remît Tarente. Il ignoroit que déjà l'armée des Grisons y étoit entrée; et Laudon, plein de joie de l'avoir trompé, s'évada par un défilé, qui, comme l'a dit un savant tacticien, devoit être ses Thermopyles. Sa réunion augmentoit l'armée autrichienne de vingt mille hommes. Brune ne put dissimuler son mécontentement, donna au général Davoust le commandement de la division Moncey, et continua sa marche. On vit ici un noble exemple de désintéressement et de franchise militaire: le général Davoust se borna à commander la cavalerie et l'avant-garde, et voulut rester sous les ordres du général Moncey.

La Brenta, sur laquelle les Autrichiens s'étoient retirés, ne fut pas mieux défendue que l'Adige. L'armée française faisoit des progrès rapides, et marchoit sur Trévise. Le général Bellegarde sentit l'impossibilité de tenir plus long-temps la campagne. Il chargea le prince

de Hohenzollern, et le comte de Best, munis de pleins pouvoirs, de se rendre au camp du général français, et de lui proposer un armistice. Trévise étoit déjà occupée par le colonel Sébastiani. Brune se rendit dans cette ville, remit ses pouvoirs au général Marmont, commandant de l'artillerie, et au colonel Sébastiani. Deux jours après il signa pour vingt-trois jours, un armistice qui livroit aux Français Porto-Legagno, Ferrare, Ancône, Peschiera et les forts de Vérone. Mais Mantoue n'étoit point rendue. Le premier consul refusa de ratifier cette suspension d'armes, et menaça même d'annuler celle de Steyer, si Mantoue ne lui étoit remise : il fallut céder. Ainsi, dans l'espace de moins d'une année, quatre éclatantes victoires : Marengo, Hoschstedt, Hohenlinden, Pozzolo, signalèrent le courage des armées françaises, l'habileté de leurs généraux, et livrèrent à la France les destinées du continent. Mais la dernière de ces campagnes étoit la plus remarquable. En deux mois, dans la saison la plus rigoureuse, sous un ciel de neige et de glace, bravant les rochers et les précipices, les Français avoient détruit deux grandes armées, battu les plus célèbres généraux de l'Allemagne, et réduit une puissante et brave nation à poser les armes, livrer ses forteresses, et recevoir la loi du vainqueur.

Tant de succès d'une part, de revers de l'autre, ne pouvoient manquer d'accélérer la paix. Dès le 31 décembre, le comte de Cobentzel avoit déclaré au congrès de Lunéville qu'il étoit autorisé à traiter sans le concours de l'Angleterre. Le premier consul avoit fait part de cette détermination au corps législatif et fait d'avance connoître quelles seroient les bases de ce nouveau traité.

Il exigeoit la cession de tous les états situés sur la rive gauche du Rhin. Il ordonnoit de nouveau la cession de la Belgique. Il fixoit les limites des possessions de l'Autriche en Italie, aux bords de l'Adige. Il prescrivoit de reconnoître l'indépendance des républiques Cisalpine, Batave, Helvétique. Il exigeoit que, sans s'occuper des prétentions ou des priviléges du corps germanique, l'empereur traitât au nom des princes de toute la confédération; il se réservoit de disposer de la Toscane à son gré. C'étoit écraser le vaincu de tout le poids du malheur et de la victoire. Mais Buonaparte n'étoit pas de caractère à préférer à ses intérêts une périlleuse générosité; il voulut, on obéit, et sa puissance n'eut plus de rivale.

Rien ne sembloit moins juste que de forcer l'empereur à stipuler pour des puissances libres et indépendantes; mais Buonaparte ne vouloit point avoir à traiter avec tous les princes de

l'empire germanique; c'étoit violer tous les priviléges du corps germanique ; c'étoit exiger ce que l'empereur ne pouvoit légalement accorder ; mais il falloit ou accepter cette condition, ou périr. L'empereur se soumit, et le 9 février 1801, M. de Cobentzel d'une part, et Joseph Buonaparte de l'autre, signèrent le traité de Lunéville.

FIN DU TOME TROISIÈME.

TABLE DES CHAPITRES

DU TROISIÈME VOLUME.

CHAPITRE Ier. Retour de Buonaparte en France; situation de la république à son arrivée. . page 1

CHAP. II. Heureuse navigation de Buonaparte. Son débarquement à Saint-Rapheau. Son arrivée à Paris. Enthousiasme des Parisiens; fêtes en son honneur. Préparatifs du 18 brumaire. . 69

CHAP. III Journée du 18 brumaire. Renversement du directoire et de la constitution. . . . 103

CHAP. IV. Commencemens heureux du consulat. Réforme d'un grand nombre d'abus; actes de sagesse, de justice et d'humanité. 131

CHAP. V. Continuation du système de justice et de modération adopté par les consuls. Conférences sur le plan de constitution. Publication de la nouvelle charte. Élévation de Buonaparte au rang de premier consul. Formation des nouvelles autorités. 149

CHAP. VI. Commencement heureux du gouvernement de Buonaparte. Rappel d'une partie des députés frappés par les décrets du 19 *fructidor*. Actes de sagesse, de force et d'équité. 183

CHAP. VII. Situation des armées de la république.

Succès et revers. Reddition d'Ancône, de Coni, et siége de Gênes. Démarches de Buonaparte pour obtenir la paix. 201

Chap. VIII. Nouvelles tentatives du premier consul auprès du gouvernement anglais. Nouveau refus. Amélioration de toutes les parties de l'administration intérieure. 229

Chap. IX. Reprise des hostilités dans les départemens de l'Ouest. Mort tragique de plusieurs chefs d'insurgés. Symptômes d'opposition dans le tribunat. Pacification de l'Ouest. 256

Chap. X. Clôture de la liste des émigrés. Radiation d'un grand nombre de membres de l'assemblée constituante. Installation du premier consul aux Tuileries. Mariage du général Murat. Mesures de finances; recherches contre quelques fournisseurs des armées. 291

Chap. XI. Réorganisation de l'ordre judiciaire. Institution des préfectures. Négociations avec les États-Unis d'Amérique. Eloge funèbre de Wasinghton. Présentation des drapeaux conquis à Aboukir. 309

Chap. XII. Ouvertures de paix faites à l'Autriche, à la sublime Porte et à divers états. Négociations avec la Prusse. Préparatifs de guerre. 33

Chap. XIII. Ouverture de la campagne. État des armées françaises. Brillante conduite du général Masséna. Combats glorieux. Progrès des Autrichiens. Blocus de Gênes. 344

Chap. XIV. Armée du Rhin. Instructions données au général Moreau. Origine de ses différens avec le premier consul. Succès de son armée. . . . 355

Chap. XV. Premiers mouvemens de l'armée de

réserve. Activité de Bonaparte. Passage des Alpes. 364
Chap. XVI. Siége de Gênes. Résolution héroïque du général Masséna. Alternatives de succès et de revers. 383
Chap. XVII. Suite du siége de Gênes; combats, famine, évacuation de la place. 389
Chap. XVIII. Progrès de l'armée française. Passage de la Sésia. Marche de l'armée républicaine sur le Tésin. Passage de ce fleuve. Conquête de la Lombardie. Nouveaux succès. Bataille de Montebello. Bataille et victoire de Marengo. 403
Chap. XIX. Situation de Paris en l'absence du premier consul. Continuation du système adopté par le premier consul. Organisation du Prytanée. Formation d'un conseil de prises maritimes. Évasion du général Mack. Projet d'érection de colonnes départementales. 437
Chap. XX. Retour du premier consul à Paris. Reconstruction de la place de Bellecour à Lyon. Anniversaire du 14 juillet. 460
Continuation du XX^e. chap. Suite des événemens précédens. 469
Chap. XXI. Suite des opérations de l'armée du Rhin. Efforts inutiles du général Moreau pour attirer le général Kray dans la plaine. Bataille et victoire d'Hochstedt. 482
Chap. XXII. Dispositions pacifiques des cabinets de France et de Vienne. Révolution en Suisse. Continuation du rétablissement de l'ordre en France. 509
Chap. XXIII. Blocus, siége et prise de Malte. . 518

CHAP. XXIV. Suite des événemens militaires. Entreprises de l'Angleterre sur le Férol et Cadix. Départ du général Abercromby pour l'Égypte. Fête du 1^er^. vendémiaire. Prorogation d'armistice. Translation des restes de Turenne aux Invalides. Enlèvement du sénateur Clément de Ris. 531

CHAP. XXV. Conspiration contre la vie du premier consul. Disgrâce du ministre de la guerre. . 549

CHAP. XXVI. Négociation de paix avec l'Angleterre. Congrès de Lunéville. Démolition des forteresses autrichiennes confiées aux Français. Invasion de la Toscane. Rupture de l'armistice. 576

CHAP. XXVII. Reprise des hostilités. Situation respective de la France et de l'Autriche. Disposition des cabinets du Nord; combats entre les armées ennemies; victoire d'Hohenlinden. . . . 599

CHAP. XXVIII. Suites de la victoire d'Hohenlinden. Marche audacieuse du général Macdonald à travers les glaciers des Alpes. Victoires de l'armée d'Italie. Paix signée à Lunéville. . . 613

FIN DE LA TABLE.

00036451

Digitized with financial assistance from the
Government of Maharashtra
on 26 June, 2018